

Sylvie Jean



Les 75 ans de l'Union des  
cultivateurs franco-ontariens

(UCCFO-UCFO 1929-2004)

*Jane St-Hilaire  
2005*

# Liste des congressistes qui ont assisté au congrès agricole des 16 et 17 avril 1929 au Monument National à Ottawa

## Alexandria

Josephus Lalonde  
Napoléon Trottier  
Salomon Decosse  
Émile Ouellette  
Napoléon Legault  
Théodule Roussin  
Roméo Girard  
Hermile Ouellette  
Avila Massé  
Damien Quenneville  
Estéace Dumouchel  
Wilfrid Cadieux  
Nathalie Dumouchel  
Oscar Secours

## Alfred

Rév.J.H. Laniel, curé  
Henri Lacombe  
B.G. Parisien  
Henri Gareau  
Frédéric Martineau  
J.-Bte Charbonneau  
Omer Tourangeau  
Jos. Lalonde  
Osias Rouleau  
Prudent Péladeau  
Arthur J. Rouleau  
Hector Bertrand  
Hervé Arcand  
Dr. Hector Gaboury  
Léon Charbonneau  
Louis Tourangeau, maire  
F.Z. Cadieux  
Jos. Clément  
Donat Larocque  
Philibert Boileau  
Amédée Landriault  
Dorsina Labrosse  
Dorie Léger  
Adélar Larocque  
Ubaldo Leduc  
Léonard Charbonneau  
Arthur Cadieux  
Ernest Dugas  
Lionel Parisien  
Arthur Gratton

## Bourget

Auguste Hurtubise  
Nap. Marte  
Pierre Bélanger  
J.M. Morin  
Léandre Potvin  
Jos. Tessier  
Joseph Daoust  
Joseph Marcil  
J.N. Tessier

## Cache Bay

Thomas Charest  
Moïse Chartrand  
Camille Piché  
Raoul Lecompte  
André Roy(père)  
Israël Sabourin  
Rév. L.P. Thériault, curé

## Casselman

Ferdinand Charette  
Daniel Patenaude  
Adrien Brunet  
Georges Léger  
Hermas Thibert  
Joseph Bourdon  
Wilfrid Racine  
Léopold Richer  
Dosithée Secours  
Émile Lafèche  
Denis Lafèche  
Azarie Cheniguy  
Oscar Bergevin  
Emmanuel Lafontaine  
Alex. Sauvage  
Orphyr Sauvage  
Hugh Lalonde  
Arthur Quenneville  
William Racine  
Firmin Lafontaine  
Dosithée Parent  
Hormidas Brunet  
Félix Benoit  
Albert Benoit  
Émile Latour  
Fred Racine  
Félix Durivage  
Joseph Surprenant  
Germain Francoeur  
Venant Rajaut  
Henri Charron  
Dieudonné Surprenant

## Clarence Creek

Philorum Landry  
Hormidas Barbeau  
Oscar Labelle  
Aldéric Jubinville  
Athanase Lavictoire  
Alphonse Charbonneau  
Maxime Saumure  
Fabien Lavictoire  
J.-Bte Beauchamp  
Ferrier Beauchamp  
W. Thivierge  
Vital Charbonneau  
Théophile Labrèche  
D'Assise Vinette

Joseph Wolfe  
Adrien Savage  
Hervé Joannis  
Martial Paiement  
Hormida Woulfe  
Jos. Savage  
Hormidas Lévesque  
Ferdinand Chabot  
Gédéon Bissonnette  
G.W. Fortier  
J.-Bte Labonté  
Magloire Landry

## Curran

Urgel Chartrand  
Georges Labrèche  
Oscar Chatelain  
Hervé Chartrand

## Cyrville

Alfred Cyr  
J.Baptiste Brind'Amour  
Oedippe Chartrand  
Polydore Berthiaume  
Jacques Boesh  
Cyprien Cyr  
Armand Thivierge  
Alfred Beaudoin  
Léopold Cyr  
M<sup>me</sup> Alphonse Parisien  
Nelson Labelle  
Cléophas Parisien  
Anatole Cyr

## Embrun

Albert Patenaude  
Émile B. Brisson  
Adrien L'Écuyer  
Albert Émard  
Ovila Landry  
Philibert Brisson  
Adolphe Émard  
Victor Bourbonnais  
Joseph Lemieux  
Louis Perras  
Noé Clément  
Louis Lafortune  
Domina Patenaude  
Télesphore Ménard  
H.A. Brisson  
Hervé Brisson

## Fournier

Timothe Séguin  
Onésime St-Denis  
Calixte Wathier  
Louis Chénier  
Auguste Lalonde  
Orphis Beaulieu  
Léon Lalonde

Xavier Bissonnette  
Dolphis Lalonde  
Omer Boileau  
Amable Leduc  
Adrien Besner  
Napoléon Latreille

## Hammond

Ferdinand Carrière  
Arthur Roy  
Algoma Legault  
Cléophas Lalplante  
Joseph Guindon  
Napoléon Drouin  
Willie Léonard  
Jimmy Lapalme  
Napoléon Lalande  
Joseph Pariseau

## L'Orignal

Amédée Chevrier  
Edouard Ravary  
Louis Bertrand  
Alidore Séguin  
Prime Landriault  
Georges Séguin  
Aldège Charbonneau  
Jos.Éd.Gougeon  
Alexandre Filion  
Clovis Séguin  
Augustin Leduc  
Edouard Hotte

## Lefavre

Arthur Charbonneau  
Albani Gratton  
Arthur Bricot  
J.C. Campbell  
Simon Bertrand  
Émile Paladeau  
D.O. Charbonneau  
Alcide Sauvé  
D.D. Yelle  
Treflé Yelle  
Ovila Daoust  
Duncan Campbell  
Delma Prégent  
David Préseault

## Limoges

Théodule Gervais  
Léon Bellefeuille  
Emery Racette  
Joseph Chabot  
Osias Leduc  
J.A. Lajeunesse  
Alfred Lemieux  
Philippe Saumure  
Joseph Prud'homme  
Ferrier Forgeat

**Sylvie Jean**

# **Des Franco-Ontariens bien enracinés**

**Les 75 ans de l'Union des  
cultivateurs franco-ontariens**

*(UCCFO-UCFO 1929-2004)*

**Les Publications agricoles franco-ontariennes inc.**

Pour obtenir un exemplaire de ce livre, veuillez  
communiquer avec :

L'Union des cultivateurs franco-ontariens  
2474, rue Champlain, Clarence Creek (On) K0A 1N0  
(613) 488-2929 télécopieur (613) 488-2541

www.lavoieagricole.ca  
ucfo@lavoieagricole.ca

Prix: 20.00\$ (taxes incluses)

*CATALOGAGE AVANT PUBLICATION DE BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA*

Jean, Sylvie, 1951-

Les 75 ans de l'Union des cultivateurs franco-ontariens / Sylvie Jean.

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 2-923394-00-3

1. Union des cultivateurs franco-ontariens--Histoire.
  2. Agriculture--Ontario--Associations--Histoire.
  3. Agriculteurs--Ontario--Histoire--20e siècle.
  4. Canadiens français--Ontario--Histoire--20e siècle.
- I. Titre. II. Titre: Soixante-quinze ans de l'Union des cultivateurs franco-ontariens.

HD1486.C3J42 2005

331.88'13'09713

C2005-901027-4

Nous remercions Ressources humaines et Développement des compétences  
Canada (RHDC) pour sa contribution financière qui a rendu possible la  
réalisation de ce livre historique.

N.B. La forme masculine est utilisée dans le seul but d'alléger le texte.

**ISBN 2-923394-00-3**

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2005

Copyright © 2005 Clarence Creek  
Les Publications agricoles franco-ontariennes inc.  
2474, rue Champlain, Clarence Creek (On) K0A 1N0  
(613) 488-2651 télécopieur (613) 488-2541  
www.lavoieagricole.ca  
agricom@lavoieagricole.ca

## Remerciements

Je tiens d'abord à remercier les membres du Conseil d'administration et la direction de l'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO) pour la confiance qu'ils m'ont témoignée tout au long de ce projet. Mes remerciements vont également au personnel de l'UCFO et à celui du journal *Agricom* qui ont mis tous leurs efforts pour m'aider dans cette aventure. À cet égard, je remercie tout spécialement Pierre-Alain Blais, qui a réalisé la mise en page ainsi que le montage de ce livre historique et coordonné sa production.

La réalisation de cet ouvrage a été rendue possible grâce à la riche collection d'archives disponibles au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa (CRCCF). Les archives de l'UCFO y sont conservées ainsi que celles de la plupart des organismes franco-ontariens et sans ces précieux documents, il aurait été impossible de retracer 75 ans d'histoire agricole.

Ma gratitude s'adresse également au personnel du CRCCF qui m'a aidée dans la consultation des documents d'archives, tout en m'orientant sur d'autres pistes de recherche. Leur excellente collaboration m'a facilité la tâche dans la recherche de documents pertinents et de photographies d'époque pour l'illustration de cet ouvrage. Leur collection exceptionnelle de journaux de l'Ontario français m'a aussi permis de trouver beaucoup d'éléments pour appuyer et illustrer cette vaste et patiente recherche.

Mes remerciements vont également à mon époux, Michel Prévost, historien et archiviste en chef de l'Université d'Ottawa qui m'a soutenue tout au long de ce projet, surtout lorsque j'étais découragée devant l'ampleur de la tâche et le nombre imposant de boîtes de documents à dépouiller, dont une quarantaine qui n'étaient pas classées. De plus, ses corrections et ses suggestions se sont avérées très pertinentes. Je suis aussi très reconnaissante envers toutes les personnes qui ont accepté de faire la relecture du manuscrit et qui ont apporté leurs judicieux conseils.

Sylvie Jean



## MOT DU PRÉSIDENT DE L'UNION DES CULTIVATEURS FRANCO-ONTARIENS

Soixante-quinze ans à la défense des intérêts économiques et sociaux de la population agricole franco-ontarienne, il faut souligner ça.

En 1926, l'inquiétude régnait déjà au sujet de l'exode rural. Imaginez! L'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (l'ancêtre de l'ACFO) forme alors un comité pour s'enquérir de la situation des cultivateurs franco-ontariens.

Avec l'aide du journal *Le Droit*, du clergé et de quelques agronomes francophones, 400 personnes rassemblées au Monument National les 16 et 17 avril 1929, forment ce qui s'appelle aujourd'hui l'Union des cultivateurs franco-ontariens.

Soixante-quinze ans de lutte acharnée, de consultations, de résolutions et de revendications, ont contribué, si peu soit-il, à assurer un mieux-être à la population rurale et agricole des familles franco-ontariennes. Chose certaine, de ces premiers habitants en terre ontarienne, naissent des agriculteurs modernes et efficaces, une race fière et entêtée à garder sa langue et ses traditions très vivantes et à rivaliser avec les meilleurs producteurs au monde.

Je remercie chaleureusement madame Sylvie Jean, l'auteur de cet ouvrage historique, et tous les bénévoles, les commanditaires, les collaborateurs ainsi que le Comité organisateur des festivités du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'Union des cultivateurs franco-ontariens.

Je vous invite à lire ce remarquable ouvrage qui illustre le courage et la détermination des pionniers de la francophonie ontarienne.

Le président de l'Union des cultivateurs franco-ontariens,

**Pierre Bercier**



## Préface

Il fallait écrire ce livre. Sans ce travail laborieux et inspiré de Sylvie Jean, il y aurait eu à jamais un grand trou de mémoire dans l'histoire de l'Ontario français et celle de l'ensemble de la présence des francophones en Amérique du Nord.

Les Franco-Ontariens de souche d'aujourd'hui ont pour la plupart perdu contact avec leurs racines, c'est-à-dire avec ces familles de cultivateurs qui ont conquis le sol ontarien dans tous les coins de la province. Nous espérons que ce livre leur rappellera que c'est surtout grâce à ces gens qui ont répondu en grand nombre à l'appel de la terre que nous pouvons aujourd'hui être un demi-million de francophones à prendre notre place en Ontario et à occuper des parties importantes de son territoire.

Certes, l'agriculture en Ontario français a commencé bien avant 1929, année de fondation de l'Union des cultivateurs franco-ontariens, mais cette date marque le début d'une ère tout à fait nouvelle: l'ère de grands rêves, de grandes revendications et de grands projets collectifs.

En effet, en 1929 les agriculteurs se sont dotés d'un puissant outil de coordination, de rassemblement, d'échange et d'information qui a brisé leur isolement et a créé une synergie qui leur a permis de faire collectivement de grandes choses. Les résultats sont encore aujourd'hui très visibles et très actuels: les coopératives agricoles, les caisses populaires, le Collège d'Alfred, les Groupements de gestion agricole, n'en sont que quelques exemples qui peuvent inspirer les générations à venir.

Mais il fallait aussi écrire ce livre pour inscrire à jamais dans l'histoire les faits et gestes de centaines de personnes de nos milieux ruraux qui ont généreusement mis leurs talents au service de leurs concitoyens et qui se sont consacrés corps et âmes avec passion à exercer le plus beau métier du monde: celui de nourrir les humains de la planète.

Nous espérons que de nombreux lecteurs pourront y redécouvrir quelque peu leurs racines. Pour d'autres, et en particulier les nouveaux arrivants, que ce livre soit une source d'encouragement et de réconfort. L'Ontario français rural est plus que jamais une terre d'accueil et la grande famille agricole franco-ontarienne est toujours à la recherche de sang neuf... pour fêter dans 25 ans son centenaire.

**Pierre Glaude,**

**secrétaire général de l'Union des  
cultivateurs franco-ontariens de 1982 à 1999  
et éditeur délégué du journal *Agricom***

**MERCI AUX GÉNÉREUX COMMANDITAIRES DU  
75<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'UNION DES  
CULTIVATEURS FRANCO-ONTARIENS**

417 Bus Line & Taxi Ltd.  
ACFO Prescott-Russell  
Agropur  
Banque Nationale du Canada  
Banque Royale  
BDO Dunwoody  
Bourbonnais Equipment (2003)  
Inc.  
Bourdon Feed & Grain Inc.  
Caisse populaire de Pointe-aux-  
Roches  
Carrière & Poirier Equipment ltd  
Casselman Tire Inc.  
Centre culturel St-Cyr de Pointe-  
aux-Roches  
Centre de criblage Marc Bercier  
Chambre économique de l'Ontario  
Club Richelieu Les Campagnards  
de Pointe-aux-Roches  
Collège d'Alfred de l'Université de  
Guelph  
Conseil de l'adaptation agricole de  
l'Ontario  
Coopérative agricole d'Embrun  
ltée  
Coopérative de Pointe-aux-Roches  
Coopérative fédérée de Québec,  
AgriEst CAC  
Coopérative régionale Nipissing-  
Sud Ltée  
D.M.D. Picard Entreprises inc. De  
Laval  
Dupuis Ford  
Electrotek Inc.  
Entreprise Jean-Claude Cayer

Fédération des caisses populaires  
de l'Ontario  
Financement agricole Canada  
Fondation franco-ontarienne  
Fromagerie coopérative St-Albert  
Grenville Mutual Insurance  
Imprimerie Plantagenet  
La Cité collégiale  
Lapointe Drainage ltd  
Lavoie Farm Equipment Inc.  
Le Réseau des experts financiers  
Gaudreau  
Les Consultants Yves Choinière  
Inc.  
Levac Pétrole / Propane Inc.  
Levac Robichaud Leclerc Assoc.  
Ltd.  
Maisonneuve Lalonde Souigny  
courtiers d'assurance ltée  
Marc Lemoine Entreprises Inc.  
Ottawa Valley Seed Growers  
Association  
Prescott Mutual Insurance Co.  
Producteurs laitiers du Canada  
R.D. Legault Seeds Ltd.  
Ressources humaines et  
Développement des compétences  
Canada  
Services de comptabilité André  
Legault Entr.  
Société Radio-Canada  
Synagri  
TFO  
The Co-operators

# Table des matières

Remerciements .....	i
Mot du président de l'Union des cultivateurs franco-ontariens .....	ii
Préface .....	iii
Commanditaires du 75 <sup>e</sup> anniversaire de l'UCFO .....	iv
Introduction .....	1
Le sources d'information .....	3
<b>PARTIE I. L'AGRICULTURE FRANCO-ONTARIENNE AVANT LA FONDATION DE L'UCFO</b>	
1. L'établissement des francophones en sol ontarien .....	7
2. La terre, l'agriculture et le contexte économique .....	13
<b>PARTIE II. DE LA FONDATION DE L'UCFO À LA CRÉATION DU COLLÈGE D'ALFRED</b>	
3. Le Congrès de fondation de l'Union des cultivateurs franco-ontariens .....	21
• Les structures de fondation de l'UCFO .....	29
4. Les années de grande misère: la crise économique de 1929-1939 .....	31
• Les mouvements de solidarité des Franco-Ontariennes en milieu rural .....	35
5. Les années quarante: une brève ère d'expansion pour l'UCFO .....	39
• La Semaine de la fierté rurale .....	52
6. Les années cinquante: dur labeur valorisant mais années de vaches maigres .....	55
• Le mouvement 4-H .....	71
7. Les années soixante: l'agriculture se modernise et l'UCFO est de la partie .....	75
• Le Conseil de la coopération de l'Ontario (CCO) .....	79
8. Les années soixante-dix: toujours une école d'agriculture, plus de français et le 50 <sup>e</sup> anniversaire .....	85
9. Les agriculteurs canadiens-français dans les comtés de Kent et Essex .....	93
10. La naissance de l'UCFO dans le Nord: Nipissing-Sudbury, Hearst et Pembroke .....	105

### **PARTIE III. L'ÈRE MODERNE**

11. Les années quatre-vingt: naissances du Collège d'Alfred et du journal <i>Agricom</i> .....	123
• Le journal <i>Agricom</i> .....	132
12. Les années quatre-vingt-dix: des années de croissance, de représentation provinciale et de lutte pour le respect des services en français .....	135
• Les jeunes ruraux franco-ontariens .....	151
• Les groupements de gestion agricole de l'Ontario (GGAO) .....	155
13. Les années 2000: l'environnement, la commercialisation et les jeunes .....	157
• Le Réseau de jeunes entrepreneurs en agroalimentaire (RJEA) .....	161
• Le Groupement de gestion agroenvironnementale de l'Ontario (GGAEO) .....	163
• La Voie Agricole <a href="http://www.lavoieagricole.ca">www.lavoieagricole.ca</a> .....	169
Conclusion .....	171

### **ANNEXES**

A. La galerie du mérite agricole franco-ontarien .....	175
B. Liste des invités d'honneur et des conférenciers au Congrès de fondation de l'UCFO 16-17 août 1929 .....	185
C. Jean-François Séguin – Secrétaire général de 1954 à 1979 .....	186
D. Les présidents généraux de l'Union des cultivateurs franco-ontariens (1929-2004) .....	188
E. Les secrétaires généraux, aumôniers généraux et directeurs/trices généraux de l'Union des cultivateurs franco-ontariens .....	189
F. Listes des agronomes bilingues en charge de comtés et de districts de l'Ontario depuis 1918 .....	190
G. Effectifs de l'UCFO vers 1944 .....	191
H. Listes des administrateurs élus de l'UCFO de 1929 à 2004 .....	192
• Liste des congressistes qui ont assisté au Congrès de fondation, les 16 et 17 avril 1929 .....	Couvertures intérieures
Bibliographie .....	199

# Introduction

Les soixante-quinze ans de l'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO) méritent d'être connus par la communauté agricole et rurale, mais aussi par le grand public puisque cet organisme, fondé en 1929, fait partie intégrante de l'histoire et du développement des francophones de l'Ontario.

En fait, l'UCFO s'avère l'un des plus anciens organismes francophones de l'Ontario voué à la défense des droits des cultivateurs et des ruraux, mais aussi de tous les francophones de la province. De plus, il demeure sans doute le premier qui adopte le mot « franco-ontarien » dans son nom, puisqu'à l'époque on utilise plutôt l'appellation « canadien-français ». Bref, il ne fait pas de doute que l'UCFO s'avère avant-gardiste, puisque les francophones de l'Ontario se définissent comme Franco-Ontariens seulement depuis les années soixante.

À la fondation, le premier nom donné à l'organisme est le Comité agricole permanent qui relève de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFEO), puis il va devenir l'Union catholique des cultivateurs franco-ontariens (UCCFO) jusqu'à l'obtention de sa Charte provinciale, en 1945, où le mot « catholique » est enlevé pour satisfaire aux exigences de la loi et à partir de 1956, on utilise, officiellement, le nom d'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO).

L'Union des cultivateurs franco-ontariens est créée pour et par la communauté agricole et rurale francophone de l'Ontario. Ses caractéristiques sont à la fois syndicale, c'est-à-dire une association professionnelle formée pour l'éducation de ses membres, pour la défense de leurs droits et leurs intérêts communs; à la fois agricole, rurale, francophone, communautaire et économique.

Cet ouvrage retrace les faits saillants de l'Union des cultivateurs franco-ontariens depuis sa fondation, jusqu'à aujourd'hui. Il raconte les péripéties, qui frôlent parfois le miracle, pour assurer sa survie et passer à travers toutes les crises causées, entre autres, par le manque de personnel, de bénévoles, de membres et de liquidité. Avant tout, ce livre fait ressortir l'évolution et les nombreuses réalisations de l'organisme, mais aussi toutes les difficultés et les innombrables luttes qui marquent son histoire. En réalité, l'UCFO c'est 75 ans d'action et de revendications!

Notre étude débute par l'origine de l'établissement des francophones en Ontario et par leur occupation du sol dans l'Est, le Sud-Ouest et le Nord. Par la suite, notre historique est présenté par tranches d'une dizaine d'années chacune qui font ressortir l'évolution épisodique

de l'Union. Comme l'implantation de l'UCFO se concentre principalement dans l'Est et qu'elle s'effectue à différentes époques et de façon particulière dans certaines régions, nous avons inséré deux chapitres qui retracent l'histoire de l'UCFO dans la région de Kent et d'Essex (Sud-Ouest) et dans celles de Sudbury-Nipissing et de Hearst (Moyen et Grand-Nord). Enfin, de nombreux articles décrivent des organismes, des mouvements et des projets qui illustrent le développement et l'enracinement de l'Union dans la communauté au cours de son évolution. Par ailleurs, d'autres articles décrivent des projets plus actuels qui témoignent du dynamisme de l'UCFO.

Enfin, même si la tâche fut ardue, nous tenions à retracer la liste de tous les présidents, les membres des conseils d'administration, les secrétaires généraux, les aumôniers, les directeurs généraux et les agronomes francophones. Ces compilations illustrent bien le grand nombre de personnes qui ont œuvré, au fil des ans, au développement de l'UCFO. Tous ont contribué, à des degrés divers, à la survie et aux réussites de l'organisme depuis sa création.

Dans ce livre, vous retrouverez plusieurs constantes qui ressortent et qui deviennent les fils conducteurs qui animent les actions des dirigeants depuis 75 ans, soit la défense de la classe agricole, l'éducation, les services en français et la coopération.

Dès sa fondation, l'Union réclame un collège pour l'enseignement de l'agriculture en français. D'ailleurs, c'est la toute première résolution formulée au congrès de fondation, tenu au Monument national à Ottawa, en avril 1929. Cette bataille livrée jusqu'à l'obtention du Collège d'agriculture d'Alfred en 1981, demeure une des principales revendications tout comme l'obtention de personnes-ressources bilingues pour desservir les cultivateurs.

Quand le Collège est menacé de fermeture à quelques reprises, l'UCFO ne baisse jamais les bras et met tout en branle pour le sauvegarder. Même en 2004, ce dossier demeure prioritaire puisque l'organisme participe toujours activement à sa gestion et au pouvoir décisionnel.

Tout au long de son histoire, l'UCFO réclame des agronomes, des assistants-agronomes, des techniciens en agronomie, ainsi que des manuels scolaires et de la documentation en français, bref de l'aide et des instruments pour l'avancement de la science agricole dans sa langue. De plus, elle met au service des cultivateurs, des cours d'éducation populaire afin de les instruire et voir à l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie, afin qu'ils deviennent plus instruits, plus éclairés et qu'ils connaissent leurs droits en vue d'améliorer leur situation économique.

L'UCFO vise le regroupement de tous les cultivateurs de langue française en Ontario, la défense de leurs droits et de leurs intérêts, la promotion de l'éducation de ses membres par l'enseignement de la doctrine sociale de l'Église basée sur la coopération.

Ce porte-parole de la classe agricole est à l'origine de la fondation de la plupart des coopératives agricoles et des caisses populaires en milieu rural ontarien, surtout dans les années quarante. L'Union favorise cette éclosion grâce aux cercles d'études mis sur pied dans les paroisses pour instruire la population et l'initier aux bienfaits de s'unir par la coopération. Voilà l'essentiel de son rôle et de sa mission que vous retrouverez dans ce livre.

## Les sources d'information

Pour réaliser cet historique sur l'Union des cultivateurs franco-ontariens, nous avons consulté les nombreux documents d'archives de l'organisme, déposés au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa (CRCCF). Il importe de préciser que malgré toutes nos recherches, certains documents essentiels, particulièrement des procès-verbaux des années 1938 à 1940, n'ont pu être retracés. En fait, il n'existe presque aucune documentation pour ces années. Par ailleurs, les documents déposés au CRCCF, à différentes périodes, ne sont pas encore tous archivés, ce qui a rendu notre travail plus ardu, surtout pour la période des années 1978 à 2000.

De plus, lorsque l'UCFO connaît au début des années 1980, de sérieuses difficultés financières qui mettent son avenir en péril, on constate des lacunes dans les documents du secrétariat. Par ailleurs, plusieurs déménagements à cette période et le manque d'effectifs expliquent sans doute la perte de documents qui peuvent amener certaines omissions dans cette recherche. Cela dit, nous avons retracé une riche documentation, dont des textes manuscrits, des lettres, des procès-verbaux, des rapports et du matériel iconographique qui permettent de témoigner de l'essentiel de l'histoire de l'organisme.

D'autres fonds d'archives nous ont été forts utiles, dont celui de l'agronome Georges Michaud, celui de Jean-François Séguin, secrétaire pendant 25 ans, celui de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) et celui du Centre social de l'Université d'Ottawa.

Cette recherche s'appuie sur d'autres sources comme les journaux de l'époque, notamment *Le Droit* d'Ottawa, *La Feuille d'érable* de Tecumseh (région de Windsor), *La Voix du sol*, d'Ottawa, *La Terre de chez nous* de Montréal et les journaux publiés par l'UCFO : *La Terre ontarienne* (1946-1947) et *Agricom* pour la période de 1983 à 2004. Ces périodiques demeurent très importants pour la recherche, car ils donnent des comptes-rendus et décrivent des événements primordiaux comme les congrès, les fêtes et les activités spéciales. Enfin, des ouvrages historiques sur l'Ontario français ainsi que des monographies locales, des brochures et des revues viennent compléter la documentation.

En somme, les archives de l'UCFO demeurent une grande source de richesse pour l'étude de l'histoire de l'Ontario français, des Franco-Ontariens, de l'agriculture, de la coopération, de l'éducation et de l'histoire sociale de cette période. Ce patrimoine archivistique permet également de retracer l'évolution de l'organisme dans les différentes régions de la province. Enfin, il faut souligner le travail remarquable des différents secrétaires qui, au fil des ans, ont préservé, malgré des conditions parfois très difficiles, la mémoire de l'Union des cultivateurs franco-ontariens.



## PREMIÈRE PARTIE

# **L'agriculture franco-ontarienne avant la fondation de l'UCFO**



# Chapitre 1

## L'établissement des francophones en sol ontarien

**L**es agriculteurs francophones de l'Ontario se sont établis principalement dans trois régions relativement éloignées les unes des autres, soit d'abord à l'extrémité Sud-Ouest, puis dans l'Est ontarien et plus tard, dans Nord de la province lorsque le chemin de fer l'ouvrira à la colonisation. Il faut aussi mentionner que d'autres francophones se sont établis le long de la baie Georgienne et ont fondé des communautés francophones comme Penetanguishene, La Huronie et Lafontaine.

### Dans le Sud-Ouest ontarien

Champlain s'avère le premier Européen à explorer et à décrire la géographie du Sud-Ouest, puisque l'Ontario d'autrefois faisait partie de la Nouvelle-France. En 1669, l'explorateur Louis Jolliet devient le premier Blanc à descendre la rivière Détroit pour se rendre au lac Érié, à la recherche de nouveaux territoires de chasse. La région de Windsor doit son origine à la traite des fourrures et à la fondation en 1701 du fort Pontchartrain.

Lorsque le sieur Lamothe-Cadillac arrive dans la région pour y établir un poste de traite, il amène dans les 25 canots de son expédition, autant de colons et d'artisans que de soldats. Puisque Montréal demeure trop loin pour ravitailler le poste, il faut produire sur place tout le nécessaire. Les premières années sont difficiles car le fort est attaqué et quelques colons retournent à Montréal.

En 1730, le fort devient un poste de traite isolé avec une petite garnison, quelques voyageurs et onze familles qui colonisent la première région de l'Ontario. Les descendants de ces valeureux pionniers y vivent encore, ce sont les Pajot, les Campeau, les Meloche, les Janis, les Réaume, les Bigras, les Fafard et les Chauvin.

Pendant des générations, soldats et coureurs des bois traversent la région sans toutefois s'y installer. Le peuplement se poursuit au XVIII<sup>e</sup> siècle, intimement lié au commerce et à la traite des fourrures. En effet, les coureurs des bois empruntent les voies navigables pour se rendre à Détroit, poste de traite important et la porte d'entrée vers les Illinois (États-Unis) à la recherche de nouveaux territoires. La chasse intensive diminue le gibier et oblige les



*Agricom, "Gens de chez nous", août 1988.*

La ferme Pajot, plus que bicentenaire, atteste de la longue présence francophone dans le Sud-Ouest ontarien. Le premier Pajot, Thomas, né en Normandie, a pris possession d'une terre à Rivière-aux-Canards (ou Loisseville) en 1749. Depuis ce temps, cette terre a été cultivée sans interruption par des Pajot. Sur la photo, Pauline et Oswald Pajot, qui sont des agriculteurs de la septième génération.

trappeurs à pénétrer plus profondément dans ce vaste territoire qu'ils découvrent à même leurs explorations.

Au moment où la garnison française du Détroit cède son poste à l'armée britannique en 1760, on recense une soixantaine de familles francophones sur la rive sud de la rivière Détroit. La construction de nombreux forts et l'abondance des terres attirent quelques colons dans la péninsule du Sud-Ouest. En 1816, on dénombre 2000 catholiques canadiens francophones.

Les villes de Windsor et de Détroit se fondent sur les lieux même des garnisons ou des postes de traite. Cette petite colonie va s'agrandir avec la main-d'œuvre francophone attirée par la construction du canal de Welland, ouvert en 1829, et surtout par l'arrivée du chemin de fer qui traverse le Sud-Ouest en 1854. Cette nouvelle vague d'immigration convoite les riches plaines du Sud-Ouest, des terres franches, fertiles et partiellement ou entièrement défrichées. Ces agriculteurs Canadiens français, échelonnés le long du lac Sainte-Claire, fondent les paroisses de Tecumseh, Belle-Rivière, Pointe-aux-Roches, Paincourt et Saint-Joachim. En 1911, 30 000 francophones peuplent les comtés de Kent et Essex<sup>1</sup>.

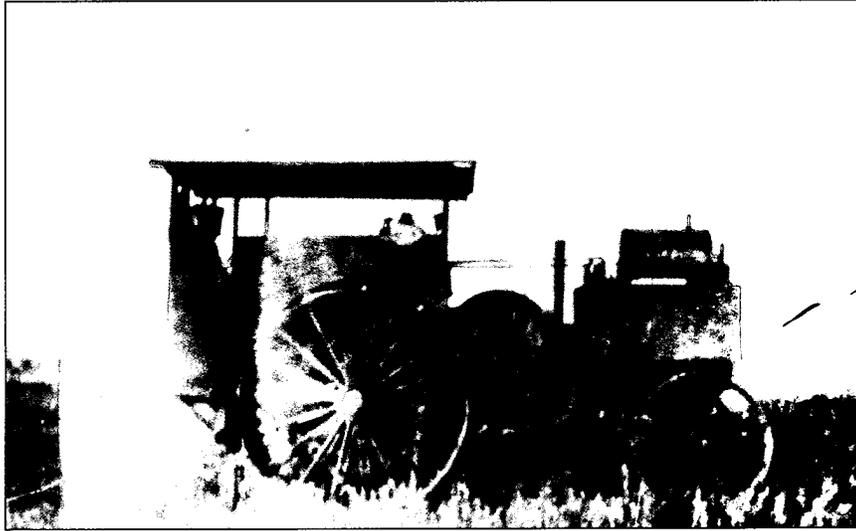
### Dans l'Est ontarien

La colonisation de l'Est ontarien par les Canadiens français commence plus tard que dans le Sud, soit vers 1791, avec l'établissement de quelques colons dans la seigneurie de Pointe-à-l'Original, située à mi-chemin entre Montréal et Ottawa. Jusqu'en 1820, la population des comtés de Prescott et de Russell est presque exclusivement de langue anglophone et composée de Loyalistes américains, d'Anglais et d'Écossais. Les Canadiens français hésitent

1. Recensement fédéral de 1911.

Tracteur à vapeur ayant  
appartenu à M. Coupal,  
Plantagenet (Ontario),  
vers 1910.

Université d'Ottawa, CRCCF,  
Collection Centre culturel La  
Ste-Famille (C80), Ph83-R50F5.  
Reproduit de la collection de  
M<sup>re</sup> Eugène Barbarie,  
Plantagenet (Ontario).



à venir au Haut-Canada car ils craignent le “franc et commun soccage”, c’est-à-dire la tenure anglaise pour les terres et

les réserves du clergé protestant. De plus, la difficulté de pratiquer la religion catholique et l'accès aux écoles françaises expliquent leur réticence.

Cependant, vers 1810, la colonisation des terres intérieures commence en suivant les traces de la coupe du bois commerciale le long des rivières Petite-Nation-du-Sud et des Outaouais. Le bois constitue l'industrie majeure de cette région au XIX<sup>e</sup> siècle. Dès 1806, la Grande-Bretagne, privée de ses approvisionnements naturels dans la mer Baltique par le Blocus continental de Napoléon 1<sup>er</sup>, décide d'exploiter les forêts de sa colonie canadienne, dont celle de l'Outaouais.

Avec l'arrivée du colonel John By et la construction du canal Rideau, (1826-1832), ainsi qu'avec l'intensification de la coupe du bois dans l'Outaouais, les effectifs francophones progressent rapidement. Par la suite, bon nombre de ces travailleurs s'établissent sur des terres dans l'Est ontarien durant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et ils contribuent au développement des comtés de Prescott et de Russell. Des villages comme Curran, Plantagenet, Hawkesbury et L'Original s'organisent autour des rivières qui permettent l'exploitation des premières scieries. On en compte 28 en 1832, dont huit qui exportent leur bois. Les scieries de la famille Hamilton, à Hawkesbury, emploient jusqu'à 900 hommes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Dans les décennies 1850-1880, les Québécois quittent massivement les terres surpeuplées des vieilles paroisses de la plaine de Montréal, des comtés des Deux-Montagnes, de Vaudreuil, de Soulanges, de Terrebonne et d'Argenteuil, pour venir remplacer les colons anglophones qui s'établissent dans l'Ouest canadien ou en sol américain à la recherche de terres plus fertiles. C'est la ruée vers l'Ouest!

En quelques années, parents et amis viennent rejoindre ce premier mouvement de colonisation. L'exploitation du territoire par les Canadiens français atteint son apogée dans l'Est et les comtés de Prescott et Russell deviennent majoritairement francophones.

La venue de ces colons à la recherche de terres neuves s'explique aussi par la fondation, par M<sup>re</sup> Eugène Guigues, premier évêque catholique d'Ottawa, d'une société de colonisation afin d'attirer des colons pour peupler son nouveau diocèse. Cette société distribue des renseignements utiles à la colonisation et fait de la propagande par l'entreprise des curés dans les paroisses surpeuplées du Québec.

Selon la coutume, la terre paternelle passe au fils aîné de la famille, tandis que les autres garçons doivent s'établir sur des terres nouvelles ou migrer aux États-Unis pour travailler dans les manufactures. Il n'est pas rare, à cette période, de rencontrer des familles de 12 enfants et plus au Québec. Enfin, le choix d'Ottawa comme capitale du Canada, en 1857, par la reine Victoria, explique aussi un accroissement de francophones dans l'Est ontarien.

Les Canadiens français quittent massivement le Québec, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, pour des raisons économiques. Les bonnes terres agricoles ne sont plus disponibles dans les vieilles paroisses et le Québec tarde à s'industrialiser. Ceux qui ne migrent pas vers les États-Unis sont portés par l'idéologie colonisatrice véhiculée par l'Église catholique. Son plus grand porte-parole s'avère l'abbé Antoine Labelle, mieux connu sous le nom de curé Labelle (le roi du Nord) qui prêche un retour à la terre<sup>2</sup>. Or, l'Ontario apparaît comme une terre privilégiée pour la colonisation. Ce dernier rêve d'ailleurs d'un "pont" qui relierait les francophones du Québec, de l'Ontario et du Manitoba.

### Dans le Nord ontarien

À la fin de XIX<sup>e</sup> siècle, la construction de plusieurs lignes de chemin de fer déclenche un vaste mouvement de colonisation dans le Nord de la province. Ces voies transcontinentales ouvrent d'immenses territoires vierges et elles contribuent au développement de cette partie de la province. L'exploitation forestière et la construction du chemin de fer favorisent la colonisation des terres du Nouvel-Ontario. Avec la construction de la ligne du Canadien Pacifique, vers 1880, une première vague d'immigration se dirige vers le Moyen-Nord, une zone qui s'étire entre Mattawa et Sault-Sainte-Marie, et développe des terroirs agricoles et agroforestiers autour du lac Nipissing et dans le bassin de Sudbury.

La Petite Zone argileuse appelée *Little Clay Belt*, située autour du lac Témiscamingue, entre la frontière de l'Abitibi au Québec et de l'Ontario, s'ouvre à la colonisation, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la fondation de New-Liskeard. Le gouvernement invite les fermiers à visiter la région d'Haileybury-New-Liskeard. Des familles entières partent du Québec et des autres régions de l'Ontario en quête de conditions de vie meilleure. Il en résulte l'établissement de 125 nouvelles fermes et en 1901 la population agricole dépasse le millier.

En 1905, la découverte d'un important gisement minier d'argent autour de Cobalt entraîne une véritable migration qui favorise la colonisation. Le peuplement rural commence dans la région de Haileybury vers 1910. Avec la crise économique des années 1930, une vague d'immigration francophone peuple toute la région du lac Témiscamingue, des deux côtés de la frontière. Ces nouveaux venus travaillent en forêt, à la construction du chemin de fer, dans les mines, puis s'établissent sur des fermes de subsistance. Ils élèvent quelques animaux, défrichent un lopin de terre et font la coupe du bois l'hiver dans les chantiers.

Le difficile passage du statut de colon à celui d'agriculteur prend plus de temps dans cette région, car la concurrence de l'industrie forestière et des mines, ajoutée à la rigueur du climat et à la pauvre qualité générale des terres, ne favorisent pas le développement de l'agriculture.

Avec le dernier tronçon du *Temiskaming and Northern Ontario Railway*, depuis North Bay jusqu'à New Liskeard et son prolongement, en 1909, jusqu'à Cochrane, des colons pénètrent encore plus loin et joignent le Centre-Nord de l'Ontario pour mettre en valeur les

2. Le Curé Labelle devient sous-ministre de la Colonisation au Québec en 1891.

Gédéon Bradette et sa famille sur le seuil de leur maison en bois équarri à queue d'aronde, Cochrane (Ontario), 1909.

U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Michael-Begley (P56), Ph56-13. Reproduit de la collection de Robert Bradette, Cochrane (Ontario).



bandes de terres arables fertiles du *Great Clay Belt* (ceinture argileuse de 16 millions d'acres en Ontario). Cette Grande Zone argileuse, à l'instar d'une plus

petite ceinture semblable, un peu plus au sud, constitue la seule portion du Grand-Nord quelque peu propice à l'agriculture. Entre 1910 et 1930, ces nouveaux colons sont en majorité des Canadiens français qui défrichent les régions de Ramore-Matheson, Cochrane, Moonbeam et Hearst, bref tout le district de Cochrane.

La construction de plusieurs voies de chemin de fer, le développement de l'industrie forestière et l'agriculture contribuent, à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, à la venue de nouvelles vagues de migration canadienne-française dans le Nord de l'Ontario. De nouveaux foyers d'occupation francophone se développent principalement dans le Moyen-Nord, puis autour du lac Témiscamingue et continuent leur poussée jusqu'à Hearst.

En 1911, le recensement fédéral indique que les Canadiens français sont au nombre de 42 000 dans le Nord sur une population de 174 000. La population totale de l'Ontario se chiffre alors à deux millions et demi d'habitants, dont 200 000 francophones.

Le clergé et les élites nationalistes encouragent fortement les Canadiens français à émigrer vers l'Ontario, la province la plus riche et la plus industrielle du Canada. Cette migration veut avant tout contrer l'exode massif de la population francophone et catholique vers les États-Unis, où le travail en manufacture est en demande, mais où le danger de perdre sa foi et sa langue est éminent. Entre 1860 et 1900, l'émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre prend l'allure d'un véritable exode, puisque plus de 325 000 quittent le Québec.

La Société canadienne d'établissement rural, fondée en 1884, informe les prêtres-colonisateurs des terres disponibles en Ontario et ceux-ci sillonnent le Québec et la Nouvelle-Angleterre pour recruter d'éventuels colons et leur offrir de nouvelles terres et des conditions avantageuses d'établissement. L'émigration des Canadiens français vers les États-Unis doit être freinée par la concentration des mouvements migratoires à l'intérieur même du Canada.

L'augmentation grandissante de la population anglophone et étrangère en Ontario et



U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Michael-Begley (P56), Ph56-25. Reproduit de la collection de Robert Bradette, Cochrane (Ontario).

#### Maison et bâtiments de ferme, Norembega, juillet 1940.

dans l'Ouest inquiète beaucoup les élites québécoises et religieuses. C'est le début de l'idéologie de reconquête du Canada par les Canadiens français, par la colonisation qui a permis aux ancêtres de maintenir la race, la langue et la foi. C'est aussi le meilleur moyen de contrer l'industrialisation et la désertion des terres qui risquent de démanteler la société traditionnelle. À cette époque, les élites religieuses et nationalistes lancent le cri du cœur, « emparons-nous du sol », pour encourager la colonisation et stopper l'émigration vers les États-Unis.

Avec la crise économique des années 1930, c'est la fin de l'émigration des Canadiens français vers les États-Unis et la relance du débat de la colonisation et de l'exploitation des terres arables disponibles. Des familles sont prêtes à s'établir sur de nouvelles terres de colonisation dans le Nouvel-Ontario.

Des programmes d'établissement rural généreux favorisent la colonisation du Nord. Des missionnaires-colonisateurs, comme l'abbé Joseph Payette, de Hearst, parcourt le Québec pour prêcher les vertus du mode de vie agricole et les avantages de la vie dans son diocèse. Sa brochure, *Découvrons le Nord ontarien, ses possibilités agricoles, commerciales et industrielles*, publiée en 1939 et qualifiée de « petit catéchisme de la colonisation », encourage le retour à la terre pour contrer la misère et le chômage.

La fin de la crise et le retour à la prospérité durant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) mettent graduellement fin aux mouvements de colonisation vers 1950.

## Chapitre 2

### La terre, l'agriculture et le contexte économique

**A**u XIX<sup>e</sup> siècle, la majorité des Canadiens français viennent en Ontario pour travailler dans l'industrie forestière et ils se tournent progressivement vers l'agriculture. En fait, bon nombre de ces francophones s'établissent en permanence dans l'Est ontarien, dans le Moyen-Nord et dans le Grand-Nord de la province, partout où on exploite la forêt.

Quant à la colonisation du Sud-Ouest, elle s'échelonne sur trois siècles d'histoire et elle remonte au Régime français, quand Détroit était un poste de traite important. Dans le Sud, l'exploitation forestière reste liée à l'ouverture des terres agricoles et demeure une industrie marginale en comparaison avec celle de l'Est et du Nord de l'Ontario.

L'exploitation forestière demeure une activité importante de la région North-Bay-Sudbury car la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique exige une énorme quantité de bois. Peu à peu, les colons s'établissent sur des terres gagnées à la forêt. De bûcherons à agriculteurs, les colons doivent s'adapter à un nouveau mode de vie et composer avec les problèmes liés à la distribution des terres, à la qualité des sols, à la nature et aux conditions climatiques difficiles.

#### Des terres disponibles dans l'Est ontarien

Le premier mouvement migratoire important de colons Canadiens français remonte au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. La population des vieilles paroisses surpeuplées de la grande région de Montréal convoite les terres de l'entourage immédiat et déborde sur les terres voisines de la frontière ontarienne. Habités à vivre sur les terres basses du Saint-Laurent, les nouveaux arrivants s'établissent à bon compte sur des terrains bas, des terres de glaise mal drainées, marécageuses et laissées vacantes par les anglophones qui les considèrent sans valeur et peu cultivables.

Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la plupart des terres immédiatement cultivables des comtés de Prescott et de Russell étaient concédées, mais elles n'étaient pas toutes exploitées parce que les Anglais et les Écossais, habitués à vivre sur des terres hautes en Angleterre et les Highlands en Écosse, recherchaient

naturellement les hauteurs des nouveaux cantons et dédaignaient les terres basses.<sup>3</sup>

La présence des Canadiens français est plus importante dans les comtés de Prescott et de Russell mais se retrouve aussi, en moindre mesure, dans ceux de Glengarry et Stormont.

Ces colons Canadiens français qui s'établissent dans l'Est ontarien profitent aussi de la coupe du bois dans les chantiers pendant l'hiver. Cette activité s'avère un précieux secours pour la famille durant la saison morte. Les chantiers constituent de plus un excellent débouché pour la vente des produits de la ferme, puisque le foin et l'avoine sont en demande pour fournir les entrepreneurs forestiers qui font la coupe et le transport du bois avec des chevaux.

La viande de porc, les fèves, les pois, les pommes de terre et la farine moulue par les meuniers locaux demeurent aussi des denrées très recherchées par les contremaîtres de chantiers qui doivent nourrir jusqu'à 5 000 hommes en Outaouais.

Avec la disparition des chantiers causée par l'éloignement de la forêt et les marchés des villes trop éloignés, les agriculteurs abandonnent la culture générale et s'orientent de plus en plus vers la production laitière. La production de foin et d'avoine diminue aussi avec la fin des chantiers qui faisaient grande provision de ces produits pour nourrir les chevaux.

Vers 1885, on assiste à une nouvelle phase de l'économie rurale avec le développement de l'industrie laitière. Les cultivateurs achètent des troupeaux de bonnes vaches laitières pour fournir à la nouvelle demande en beurre et en fromage. L'arrivée du chemin de fer permet l'accès à de nouveaux marchés urbains et à l'exportation jusqu'en Angleterre.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la colonisation de la pointe est de l'Ontario est pratiquement terminée. Ainsi, la population rurale maximale est atteinte en 1891 dans Glengarry et Stormont; en 1901, dans Prescott et en 1911, dans Russell. En somme, les mouvements migratoires venus du Québec changent le caractère sociolinguistique des comtés de l'Est et, dans Prescott et Russell, les Canadiens français deviennent le groupe ethnique majoritaire. Aujourd'hui, la production laitière domine encore dans l'Est. Cependant, le coût élevé des quotas laitiers incite plusieurs à se consacrer aux grandes cultures.

### **Le problème de l'égouttement des terres**

Dans l'Est ontarien, la qualité des sols est faible et c'est à force de travail, en particulier en matière de drainage et de fertilisation, que ces terres vont devenir productives. En fait, près des deux tiers des sols sont des plaines argileuses et marécageuses. L'égouttement des terres est rendu possible grâce au travail ardu effectué par les colons et par l'aide financière du *Provincial Drainage Act* de 1872. De plus, le gouvernement fait creuser un large canal dans la partie nord de la rivière Castor, afin d'égoutter les terres basses incultes qui sont submergées une grande partie de l'année. Ce projet offre plus de 3 000 acres de nouvelles terres aux colons. On effectue des travaux semblables dans la région du lac Cobb à St-Pascal-Baylon.

En réalité, l'égouttement insuffisant des terres demeure le problème majeur de cette région. Par contre, la surface du terrain relativement plane est excellente pour la culture. Une fois drainés, les sols deviennent fertiles et friables. Ils se prêtent bien à la culture générale, à l'élevage et à l'industrie laitière. À cette époque, le drainage se fait par le creusage de fossés, à la pelle. De nos jours, le drainage s'effectue aussi par la pose de réseaux de tuyaux souterrains.

3. Brault, Lucien. *Histoire des comtés unis de Prescott et de Russell*, pages 26-28.

Les travaux sont hautement mécanisés mais demandent des investissements considérables.



U. d'Ottawa, CRCCF, Collection Centre culturel La Ste-Famille (C80), Ph83-R99F2.  
Reproduit de la collection particulière de Roch Latreille, Fournier (Ontario).

Dans la région de Bourget, la déforestation des sols de sable fin, rend la culture impossible et les terres deviennent désertiques, d'où l'appellation de "désert de Bourget". On y abandonne l'agriculture et l'équilibre écologique est bouleversé. Il faut attendre l'arrivée de l'agronome Ferdinand Larose et son projet, en 1928, de reboisement massif. Cette entreprise titanesque s'échelonne sur plusieurs années et parvient à rétablir un certain équilibre naturel.

Quant au climat, il est généralement favorable à l'agriculture, bien que parfois la région connaisse de fortes précipitations, des périodes de sécheresse et des gelées hâtives ou tardives. Aujourd'hui, les cultures de l'avoine, du foin, du trèfle, de la luzerne, du maïs et de l'orge dominant et favorisent l'industrie laitière. Les terres sablonneuses se prêtent aussi à la culture intensive de la pomme de terre. Enfin, la proximité des centres urbains permet le développement de la culture maraîchère.

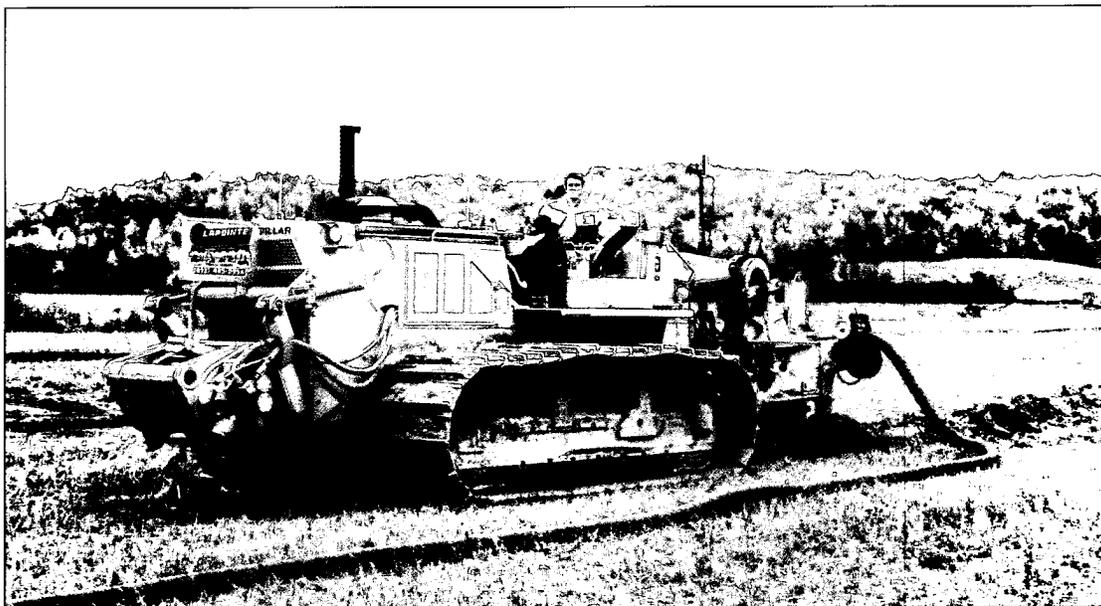


Photo courtoisie de Lapointe Drainage Limited, Embrun (Ont).

À l'époque, le drainage se faisait par le creusage de fossés à la pelle (photo du haut). De nos jours, le drainage s'effectue aussi par la pose de réseaux de tuyaux souterrains. Ces travaux sont hautement mécanisés mais demandent des investissements plus importants. François Lapointe conduit le bulldozer D8 (photo du bas).

La superficie des terres des agriculteurs francophones dans le comté de Russell démontre bien le niveau de vie plutôt modeste des premiers colons. Ainsi, en 1861, le tiers des propriétaires francophones ont des terres de 100 acres (40 hectares), 60% de 75 acres (30 ha) ou moins, alors que 7% ont moins de 30 acres (12 ha), ce qui est minuscule puisqu'un acre correspond à quelque 43 500 pieds carrés.

Dix ans plus tard, la situation se révèle encore pire, puisque 17% de ces agriculteurs possèdent moins de 30 acres (12 ha) et 70% moins de 75 acres (30 ha). Plusieurs raisons, dont certaines culturelles expliquent ce morcellement. Tout comme au Québec, le père sépare sa terre avec ses garçons en âge de s'y établir. Ces petites terres manquent de rotation et le sol appauvri s'épuise rapidement. Le cultivateur à l'étroit sur sa terre de subsistance doit travailler au chantier pour subvenir aux besoins de sa famille l'hiver et se consacre, l'été, au défrichement et à la culture de la terre.

### **Dans le Sud-Ouest: la richesse des terres favorisée par un climat chaud et par un égouttement complexe.**

Dans le Sud-Ouest, les agriculteurs des comtés de Kent et Essex descendants des colons français, exploitent, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, de riches terres humides. À compter du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, une vague d'immigration de Canadiens français vient grossir la population établie près du lac Sainte-Claire, à Pointe-aux-Roches, Técumseh, à Saint-Joachim et à Paincourt.

Le sol profond, fertile, sans pierre et avec un relief peu accidenté, se classe au premier rang des terres arables ontariennes et même du Canada. Par contre, ces terres humides sont mal drainées et des travaux complexes d'égouttement sont entrepris. Le journaliste Henri Lessard, du *Droit*, en visite dans la région en 1948 écrit:

Les terres d'une grande richesse donnent d'excellents rendements à l'acre, grâce surtout à un système d'égouttement unique au Canada: tuyaux de drainage, fossés, canaux et pompes qui font de ce coin de pays une "Hollande canadienne". C'est qu'en bien des endroits la surface du sol est au-dessous du niveau des eaux environnantes. C'est le cas, par exemple, des municipalités de Dover, Rochester, Tilbury Nord. À Paincourt, la municipalité de Dover possède 20 pompes, dont une seule, celle de Dolson Creek, draine 1200 acres. Il y a aussi des centaines de pompes plus petites, une par cent arpents, qui appartiennent à des cultivateurs.<sup>4</sup>

Le climat favorise aussi l'agriculture. Les printemps hâtifs combinés aux étés chauds et humides favorisent les grandes cultures maraîchères et permettent deux récoltes. Ces régions se spécialisent surtout dans les cultures intensives de tabac, tomates, betteraves, fèves soya, maïs et de pomme de terre qui fournissent les grandes conserveries.

On cultive également d'une façon intensive des fruits, qui sont un héritage des ancêtres français, comme les pêches, les cerises, les pommes et les raisins.

La production laitière et l'élevage d'animaux demeurent plus marginaux car ici la spécialité réside dans la culture intensive, industrialisée et commercialisée qui trouve des débouchés dans les grandes conserveries et les marchés américains à proximité.

[...] La région est une immense plaine argileuse, ou sablo-argileuse, riche en

4. Lessard, Henri. "La péninsule de Kent et Essex", *Le Droit*, 4 décembre 1948, page 10.

humus. Les cultures pratiquées sont principalement les cultures maraîchères industrielles : sucre, tabac, tomates, fèves blanches, fèves soya, pois, trèfle d'odeur pour la graine et aussi blé d'automne, avoine, foin, luzerne, etc.<sup>5</sup>

En somme, les cultures de cette région sont mécanisées et très rentables. Les agriculteurs y possèdent de belles maisons et de beaux bâtiments agricoles. En fait, dans les années 1940, les fermes de 300 acres ne sont pas rares.

### **Le Nord de l'Ontario, le Petit *Clay Belt* et le Grand *Clay Belt***

La troisième et dernière région colonisée par les francophones se trouve dans le Nord de la province, appelée aussi le Nouvel-Ontario. En 1881, la voie ferrée se rend à Mattawa et deux ans plus tard à Sudbury. Entre 1902 et 1908, deux autres voies ferrées traversent le Nord favorisant la colonisation des terres entre Cochrane et Hearst. Les sociétés de colonisation, les missionnaires-colonisateurs, les compagnies de chemin de fer et les gouvernements encouragent fortement le développement du Grand-Nord. La colonisation agricole des plaines du Nipissing et du Témiscaming (Moyen et Grand-Nord) repose en grande partie sur les Canadiens français. Le trop-plein des vieilles paroisses du Québec s'y déverse alors qu'un bon nombre de colons viennent des comtés de Prescott et de Russell, où la colonisation est pratiquement terminée.

Les terres offertes longent le chemin de fer, ce qui assure l'approvisionnement, les débouchés et les marchés. La grandeur des terres varie de 75 à 175 acres, mais seulement une trentaine sont en culture puisque le reste sert au bois de chauffage. Les prix varient de 500\$ à 1000\$ selon le défrichement et de 5000\$ pour des terres faites.

Le sol fertile permet la culture du trèfle, de la luzerne, de l'avoine, de l'orge, du blé, des plantes fourragères et des plantes-racines tout en donnant d'excellents rendements. Le défrichement est facile, les racines ne sont pas profondes et le terrain plat ou légèrement vallonné facilite la culture.

Le gouvernement de l'Ontario, disposé à favoriser le développement agricole du Nord, accorde de nombreux avantages aux cultivateurs. Comme le bois est en demande pour la construction des chemins de fer et le papier, il donne généreusement des permis pour la coupe du bois sur les terres de la Couronne. Il accorde des octrois au défrichement et à l'essouchage, alors que l'égouttement des terres est gratuit.

Le gouvernement paie tout le transport des animaux et les dépenses du surveillant qui les accompagne quand les cultivateurs font venir du bétail des centres d'élevage. Le gouvernement défraie également le transport ainsi que la moitié du coût de la semence, des engrais chimiques et de l'équipement pour la culture de la pomme de terre certifiée (planteuses, soupoudreuses, arracheuses etc.). Ces achats doivent cependant se faire en coopération.

Tous ces avantages favorisent la colonisation du Nouvel-Ontario entre 1910 et 1930 et répondent aux appels des élites clérico-nationalistes dont le discours véhiculé, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, demeure toujours la reconquête du sol pour faire échec à l'expansion anglophone. L'objectif repose sur la colonisation francophone de cet immense territoire qu'est le Nord ontarien.

---

5. Ibid.

## Le métier de colon

Cela dit, la rigueur du climat, les récoltes tardives, le manque de débouchés et les coûts du transport découragent plusieurs agriculteurs qui abandonnent leur terre. En réalité, seuls les plus tenaces réussissent. À compter de 1941, le nombre de fermes chute dans tout le Nord de l'Ontario et celles qui restent se spécialisent dans l'élevage de bovins et dans la production laitière.

De l'ouverture d'une terre neuve à l'exploitation agricole rentable, les étapes sont fort nombreuses. Ainsi, il faut défricher la terre, construire une maison, un four à pain, une étable, semer et récolter. En deux mots, le colon doit pratiquer tous les métiers. Il s'occupe de la culture des champs, de l'élevage des animaux et fabrique ses meubles, ses voitures et ses harnais.

La femme du colon, aidée par ses enfants, se charge des soins de la maison, prépare les repas, fabrique les vêtements, prend soin du potager, file le lin, carde la laine, tisse, coud, tricote, boulanges et baratte le beurre. Au temps des récoltes, la femme et les enfants aident aux travaux des champs. Ces fermes autarciques répondent avant tout aux besoins de la famille et seul le surplus apporte du numéraire. Le colon doit se trouver un revenu d'appoint pour survivre comme le travail dans les chantiers en hiver. Enfin, il compte aussi sur la chasse et la pêche pour nourrir sa famille.

Somme toute, les Canadiens français, venus en Ontario, aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, suivent les mêmes traces que leurs ancêtres de la Nouvelle-France. Ils travaillent d'abord à l'exploitation forestière et par la suite s'adonnent à la colonisation et à l'agriculture. Ils viennent s'établir le long des voies de communication et ils apportent avec eux leur bagage culturel. Ils transplantent leurs institutions et leurs coutumes pour recréer le cadre de vie qu'ils ont laissé dans leur province d'origine.

L'enracinement en terre ontarienne résulte de nombreux efforts et sacrifices consentis par les Canadiens français. Ils sont nombreux à se décourager et à lorgner vers ce qui leur apparaît comme les pâturages plus verts des villes ou des grands espaces des provinces des Prairies. Les acquis de la conquête du sol par les Canadiens français sont menacés par un phénomène nouveau: l'exode rural. Il devient urgent de regrouper les forces vives du monde agricole franco-ontarien afin de se donner de nouveaux moyens d'action collectifs.

## DEUXIÈME PARTIE

# **De la fondation de l'UCFO à la création du Collège d'Alfred**



## Chapitre 3

### Le Congrès de fondation de l'Union des cultivateurs franco-ontariens

Dès 1926, l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFÉO<sup>6</sup>), fondée en 1910 pour défendre les droits linguistiques des Canadiens français de l'Ontario, comprend le danger éminent de l'exode rural. Alarmée par le démembrement des campagnes en faveur des villes, l'ACFÉO crée un comité pour étudier la situation des cultivateurs francophones et pour trouver un moyen de les rallier. La conviction que la richesse se trouve plutôt dans les villes et dans les salaires payés hebdomadairement que dans la culture du sol et que le cultivateur travaille plus fort que le journalier, favorisent la désertion des campagnes, surtout chez les jeunes.



U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds F.A. Sénécal (P280), P1210-1

6. L'ACFÉO va devenir l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) en 1968, puis en 2004, l'Assemblée des communautés francophones de l'Ontario.

Ottawa, le 7 mars 1929

Sa Grandeur Monseigneur Guillaume Forbes,  
Archevêque d'Ottawa,  
rue St Patrice,  
Ottawa.

Monseigneur,

L'Association d'Education soumet respectueusement à votre bienveillance et à votre bénédiction le projet de réunir en congrès, à Ottawa, les 9 et 10 avril prochain, les agriculteurs franco-ontariens.

Votre Grandeur est priée d'honorer le congrès de sa présence.

Le but principal du congrès est d'attiser chez eux l'amour de leur profession en étudiant les problèmes les plus propres à améliorer leur état tels que coopération, culture intensive, classification des produits, tarif des produits maraichers, etc., etc.

Le 10 au matin à 8h.30 une basse messe et une très courte allocution pourraient avoir lieu.

Nous serait-il permis d'exprimer respectueusement à Votre Grandeur le désir qu'Elle dise cette messe et qu'Elle adresse quelques mots d'encouragement à ces bons agriculteurs ?

Nous nous proposons d'inviter à ce congrès les femmes des agriculteurs. S'il est possible, des conférences spéciales leur seront données sur la petite industrie familiale, sur l'épargne, etc.

Votre approbation de ce dernier projet sera un gage de succès.

Pourrions-nous, Monseigneur, vous demander la faveur d'inviter NN. SS. Béliveau, Rhéaume, O.M.I. et Charlebois, O.M.I. à ce congrès. Il est tout probable que NN. SS. Béliveau et Charlebois seront dans l'est à ce moment.

Veillez agréer l'expression de profond respect avec lequel nous avons l'honneur d'être, de Votre Grandeur,

les très humbles serviteurs,

L'Association Canadienne-Française  
d'Education d'Ontario

Le 10 janvier 1929, à sa réunion mensuelle, l'Association lance le projet d'organiser le premier congrès des cultivateurs franco-ontariens. Le père Charles Charlebois, fondateur et rédacteur au journal *Le Droit* d'Ottawa, ne ménage aucun effort pour faire une grande campagne de publicité pour l'événement. Dès la première heure, *Le Droit* travaille d'arrachepied pour la fondation de l'Union des cultivateurs franco-ontariens et publie, en 1929, 55 articles concernant la classe rurale et son organisation.

Le père Charlebois se fait seconder par les agronomes Daniel Pomerleau, de Cochrane et Ferdi-

nant Larose, agronome dans Prescott et Russell. Dans une note adressée au père Charlebois, le 12 avril 1929, l'agronome Larose indique avoir envoyé une première lettre circulaire à 500 cultivateurs et une deuxième à une centaine. « Vous voyez que j'aie [*sic*] fait ma grosse part pour annoncer votre congrès, et si l'assistance n'est pas nombreuse ce ne sera pas de ma faute ».<sup>7</sup>

De plus, Ferdinand Larose avait fait, en janvier 1929, une tournée de conférences dans les centres francophones du Sud-Ouest (Kent et Essex) et dans le Nord de la province, où il constatait que le malaise agricole était général. Il appuie donc fermement le projet d'un congrès et offre son aide en envoyant des lettres circulaires pour inviter les cultivateurs à y participer les 16 et 17 avril 1929.

L'ACFÉO soumet également une demande auprès des autorités ecclésiastiques, particulièrement à M<sup>gr</sup> Guillaume Forbes, archevêque d'Ottawa, pour inviter les curés des paroisses



ONTARIO

DEPARTMENT OF AGRICULTURE  
OFFICE OF THE  
AGRICULTURAL REPRESENTATIVE

Plantagenet, le 12 avril, 1929

Rév. Père Charlebois, O.M.I.,  
"Le Droit,"  
Ottawa, Ont.

Mon Rév. Père:-

Vous trouverez ci-inclus copies de lettres circulaires que j'ai adressées à mes cultivateurs. La première a été envoyée à 500 cultivateurs, et la seconde à une centaine de cultivateurs de choix. Vous voyez que j'aie fait ma grosse part pour annoncer votre congrès, et si l'assistance n'est pas nombreuse ce ne sera certes pas de ma faute.

Inutile de vous recommander de considérer ces renseignements comme étant confidentiels.

Votre bien dévoué,

FL/3C

Agronome officiel

7. Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF), Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens C30/1/11 et C30/1/13.

Ottawa, le 8 février 1929

Monsieur Pomerleau, agronome,  
Cochrane, Ont.

Monsieur,

L'Association se propose de réunir en congrès à Ottawa les agriculteurs canadiens-français de la province d'Ontario.

Tout naturellement, elle vous invite à vous joindre à elle pour discuter avec nos fils du sol, leurs plus grands problèmes.

Vous serait-il possible de nous soumettre immédiatement les suggestions que vous auriez à faire et les sujets que vous aimeriez voir traiter pendant ce congrès ?

Nous vous prions aussi de bien vouloir nous dire si vous pourrez y venir.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

L'Association Canadienne-Française  
d'Éducation d'Ontario

sec. pro tem.

HRA/AJ

U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30/1/11

à faire l'annonce du congrès au prône. La proclamation officielle faite en mars par le sénateur N.A. Belcourt, président de l'ACFÉO est publiée dans *Le Droit*, *La Voix du sol* et *Le Nouvel-Ontario*. Dès sa publication, le clergé et les élites des paroisses choisissent des délégués parmi les agriculteurs.

Le 16 avril 1929, 400 congressistes venus des quatre coins de la province se réunissent au Monument national, rue George, à Ottawa pour poser la

pierre angulaire du premier mouvement agricole francophone de l'Ontario. Parmi les invités de marque, mentionnons l'archevêque d'Ottawa, M<sup>gr</sup> Forbes, l'archevêque de Saint-Boniface, M<sup>gr</sup> Béliveau, M<sup>gr</sup> Charlebois, vicaire apostolique du Keewatin, M<sup>gr</sup> Hallé, vicaire apostolique de l'Ontario Nord, les sénateurs Gaston Lacasse et N.A. Belcourt, J.H. Grisdale, sous-ministre de l'Agriculture du gouvernement fédéral, A.T. Charron, sous-ministre adjoint pour le même ministère, Aldéric Lalonde, président de l'Union catholique des cultivateurs du Québec<sup>8</sup> (UCC) et Omer Héroux, rédacteur en chef du journal *Le Devoir*, de Montréal.

La liste impressionnante des invités de marque et le grand nombre de congressistes venant de partout de l'Ontario, démontrent l'excellent travail d'organisation fait au préalable. En 1929, les moyens de communication et de transport sont encore limités. Plusieurs délégués viennent par train avec des billets à taux réduits obtenus par l'ACFÉO de la *Canadian Passenger Association* de Montréal. (Voir en annexe, la liste des invités d'honneur et des conférenciers au "congrès de fondation")

Lors du congrès, les agriculteurs forment un "Comité agricole permanent" qui veillera à fonder des cercles agricoles paroissiaux afin de rejoindre les cultivateurs dans leur milieu. Ces cercles seront la base de l'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO). J. Dalma Prigent devient le premier président général élu de la nouvelle organisation et M<sup>gr</sup> Forbes

8. L'Union catholique des cultivateurs du Québec deviendra pas la suite l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA).

Ottawa, le 23 mars 1929

Mademoiselle Eveline Leblanc,  
72 rue Daly,  
Ottawa.

Mademoiselle,

L'Association d'Éducation tiendra un congrès agricole les 16 et 17 avril prochain.

Les fermières assisteront à ce congrès et formeront même une section féminine.

Des causeries particulièrement intéressantes pour des femmes de cultivateurs; telles que le soin à donner au lait, l'hygiène familiale, la mise en conserve, etc., leur seront données.

Nous avons l'honneur de vous inviter à parler du soin à donner au lait et de l'hygiène familiale, devant la section féminine, mardi le 16 avril, à 3 heures de l'après-midi.

Monsieur A. T. Charron, sous-ministre-adjoint de l'Agriculture, nous a permis de vous adresser cette invitation.

Veuillez agréer, Mademoiselle, l'expression de nos sentiments respectueux.

L'Association Canadienne-Française  
d'Éducation d'Ontario

HRA/AS

sec. pro tem.

U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30/112

nomme le premier aumônier général, l'abbé Rodrigue Glaude. Les dames fermières sont invitées à participer comme section féminine. Eveline Leblanc, conférencière-démonstratrice vient parler aux femmes sur l'hygiène alimentaire et la valeur économique et nutritive des produits laitiers.

Inspirée par l'Union catholique des cultivateurs du Québec, l'UCFO vise notamment le regroupement de tous les agriculteurs de langue française, la défense de leurs droits et l'éducation de ses membres par la diffusion de la doctrine sociale de l'Église qui préconise la coopération. Les cercles d'étude mis sur pied dans les paroisses instruisent la population sur

Le Congrès Agricole

P R O C L A M A T I O N   O F F I C I E L L E

de

l'Association Canadienne-Française  
d'Education d'Ontario.

Ottawa, le 12 mars 1929.

L'Association d'Education a le plaisir de convoquer en congrès, à Ottawa, les 16 et 17 avril prochain, les pères et mères de famille franco-ontariens qui exercent la profession d'agriculteurs. Les jeunes cultivateurs seront aussi les bienvenus.

Cette proclamation publiée dans le "Droit", la "Voix du Sol" et le "Nouvel Ontario" doit être considérée comme officielle, sans autre avis. Dès sa publication, nos compatriotes des paroisses rurales sont priés de se réunir en assemblée et de choisir des délégués parmi les agriculteurs. Le nombre est laissé à leur discrétion. Les paroisses rurales plus rapprochées d'Ottawa pourront, sans doute, envoyer plus de représentants. Messieurs les curés des paroisses rurales peuvent assister de droit au congrès. Le choix fait, on devra en faire rapport au Secrétariat de l'Association, case postale 244, Ottawa.

Le congrès commencera le 16 avril à 2 heures et se terminera le lendemain soir. Toutes les séances seront consacrées à l'étude des problèmes de la classe agricole et des moyens plus aptes à rendre l'agriculture productive et payante.

Sa Grandeur Mgr Forbes, archevêque d'Ottawa, a bien voulu bénir le congrès et lui accorder son entière approbation.

Veuillez agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

N.-A. BELCOURT,

Président de l'Association d'Education d'Ontario.



# PROGRAMME

## 1<sup>er</sup> Congrès Agricole des Franco-Ontariens

16 ET 17 AVRIL 1929

Mardi, le 10 avril.

### MATIN

10 h. 00—Enregistrement des congressistes.

APRES-MIDI—Prière, S. G. Mgr Forbes.

2 h. 00—Bienvenue, l'honorable Sénateur Belcourt, président de l'Association d'Éducation.

Création des comités.

3 h. 00—"Causes du malaise chez les agriculteurs", M. l'abbé J. A. Bélanger, curé de Plantagenet, Ont.

3 h. 45—Questions.

4 h. 30—Remèdes:

a) "Importance économique de la production d'abondantes récoltes sur une ferme", M. Albert Gosselin, B. A. B. S. A., service de la grande culture, Ferme expérimentale, Ottawa.

5 h. 15—Questions.

6 h. 00—Souper.

### SOIR

8 h. 00—b) "Vente des produits agricoles d'après la qualité", M. Raoul Dumaine, propagandiste en chef à la Coopérative fédérée, Montréal.

8 h. 45—Questions.

9 h. 00—c) "Comptabilité agricole", M. Damase Belzile, service des stations de démonstrations, Ottawa.

9 h. 45—Questions.

Mercredi, le 17 avril.

### MATIN

8 h. 30—Messe basse, Cathédrale d'Ottawa. Allocution, S. G. Mgr Forbes, archevêque d'Ottawa.

9 h. 30—d) "Activités agricoles du ministère fédéral de l'Agriculture", M. A. T. Charron, M. A. D. S. A., sous-ministre-adjoint.

10 h. 00—Questions.

10 h. 30—e) "Activités agricoles du ministère provincial de l'Agriculture", M. F. Larose, B. S. A., agronome officiel des comtés de Prescott et Russell.

11 h. 15—Questions.

### APRES-MIDI

2 h. 00—f) "Caisses populaires", M. Wilfrid Labelle, gérant de la Caisse Populaire Ste-Anne, d'Ottawa.

2 h. 45—Questions.



Ruban porté par les congressistes au premier congrès agricole.

les bienfaits de l'entraide et de la coopération.

Tout comme son modèle québécois, elle se prénomme l'Union catholique. À cette époque, toutes les associations formées sont encadrées soit par un curé ou un aumônier et le mot "catholique" est beaucoup utilisé, dans le nom des associations. Mentionnons entre autres, la Jeunesse agricole catholique (JAC), la Jeunesse ouvrière catholique (JOC), l'Union catholique des fermières de l'Ontario comme exemple.

Dès sa fondation, l'UCFO fait de l'éducation l'un de ses trois buts, avec l'organisation de la profession et la défense des intérêts professionnels. D'ailleurs, la première résolution adoptée lors du congrès de fondation, concerne la création d'une école d'agriculture pour les jeunes franco-ontariens.

Dans *La Voix du sol* d'Ottawa du 18 avril 1929, il est écrit:

Il est proposé par Albert Énard, d'Embrun, et appuyé par François-Xavier Cadieux, de l'Orignal, 1) Que les agriculteurs franco-ontariens réunis expriment le vœu qu'il se fonde une école d'agriculture pour les jeunes franco-ontariens; 2) Que cette école d'agriculture soit confiée à l'Université d'Ottawa; 3) Que les agriculteurs s'engagent de leur côté, à favoriser cette école en y envoyant leurs fils et en la dotant autant que possible. Adoptée.

Cette résolution va devenir un combat que l'UCFO va mener sans jamais abandonner, pendant plus d'un demi-siècle, jusqu'à l'obtention du Collège d'agriculture d'Alfred en 1981.

Pour devenir membre du cercle agricole paroissial, il faut verser la contribution d'une piastre par année. Une partie de cette somme est envoyée au Comité agricole permanent pour payer les dépenses de secrétariat. Le local se situe au 100, rue Georges, à Ottawa et l'abbé Glaude partage son temps entre la pratique de son ministère et le secrétariat du Comité agricole.

### Le Comité agricole permanent<sup>9</sup>

Les agriculteurs canadiens-français réunis en congrès à Ottawa, hier et avant-hier, se sont donné un "Comité agricole permanent", en adoptant à l'unanimité le rapport du comité des Nominations du congrès, annonçant la composition de ce comité. Voici le texte de ce rapport:

#### RAPPORT DU COMITÉ DES NOMINATIONS – Comité Agricole Permanent\*

Il a été proposé par F.-O. Benoît, de Casselman, appuyé par Albert-L. Patenaude, de Russell, que les cultivateurs dont les noms suivent fassent partie du Comité permanent:

Stormont:	Ephrem Aubé, Chrysler Hector Lortie, Moose Creek
Prescott:	J.-D. Prigent, Lefavre Louis Bertrand, Caledonia Springs Adélar Ranger, St-Isidore
Russell:	Philorum Landry, Clarence Creek Albert Patenaude, Russell Jos. Adam, St-Albert
Nouvel-Ontario	Joseph Pilon, Monetville Olivier Richer, St-Charles

\*Le choix des représentants des comités d'Essex, de Kent et de Glengary est laissé au Comité permanent. Adopté à l'unanimité.

9. U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30/38, *La Voix du Sol*, 18 avril 1929, p.10.

## Les structures de fondation de l'Union des cultivateurs franco-ontariens

Les fondements de l'UCFO, dont les membres sont catholiques, reposent sur l'enseignement de la doctrine sociale de l'Église axée vers l'établissement d'un ordre moral, social et économique plus sain.

Le portrait fidèle de l'UCFO ne peut être tracé sans comprendre les fonctions propres des divers éléments qui en forment la structure.

### Le cercle paroissial

Le cercle paroissial comprend un nombre indéterminé de membres. Il est dirigé par un président, un vice-président et des directeurs ou conseillers. Un secrétaire-trésorier se charge des procès-verbaux, des comptes-rendus et de la tenue de livres. Par contre quelques cercles, dès leur fondation, se dotent de deux postes; un de secrétaire et un de trésorier. Un aumônier généralement le curé de la paroisse, voit à l'orientation morale du cercle.

La vigueur de l'organisme dépend de la santé du cercle agricole, fondement même de l'UCFO, il devient son moteur et sa garantie de succès à une époque où les moyens de communication sont forts limités et où chaque cercle doit se débrouiller presque seul. Le syndicat local ou paroissial se nomme d'après le nom de la localité où il est organisé.

CERCLE AGRICOLE PAROISSIAL DE	
CLARENCE CREEK	
<hr style="width: 10%; margin: 0 auto;"/>	
<u>Officiers</u>	
Président honoraire:	M. l'abbé Leduc
Président:	M. Joseph Wolfe
Vice-président:	M. Donald Brunet
2e vice-président:	M. Damase Cardinal
Secrétaire:	M. Adrien Savage, Clarence Creek.
<hr style="width: 10%; margin: 0 auto;"/>	
Date de fondation: 27 mai 1929	
Date d'affiliation: 27 février 1930	
Contribution au Comité Agricole Permanent: \$20.00	

U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30216

Voici les buts poursuivis et les différentes activités proposées aux cercles paroissiaux:

#### • Éducation

1. *Morale*: lecture de l'Évangile et commentaires. Respect de la morale sociale concernant la justice et la charité;
2. *Sociale*: éducation familiale, instruction rurale, établissement, relations inter-professionnelles, loisirs;
3. *Technique*: la connaissance des techniques agricoles, la culture des sols, les productions végétales, les productions animales;
4. *Économiques*: connaissance des rouages de l'économie et du rôle du cultivateur, abaissement du coût de production par la sélection de variétés, l'augmentation du rendement afin d'augmenter les profits légitimes tout en respectant les autres classes sociales, adaptation des cultures aux possibilités des marchés.

#### • Défenses des intérêts agricoles

Auprès de l'État, des municipalités, des institutions publiques. Les cultivateurs étudient leurs problèmes dans leurs cercles respectifs et formulent des résolutions qui seront acheminées à la régionale qui à son tour va les transmettre à l'Assemblée générale annuelle des membres pour être entérinées ou non.

#### • Fondation de services professionnels

*Aide-toi, le ciel t'aidera!* L'UCFO le sait et veut que tous ses membres en soient convaincus. C'est pourquoi le cercle doit voir à la fondation de services dit professionnels, tels les caisses populaires, les coopératives de vente et d'achat, les caisses d'établissement, les comités de propagande et d'enquête.

#### La Régionale

La Régionale comme son nom l'indique, regroupe les paroisses d'une région donnée. Au cours de son histoire l'UCFO va réussir à s'implanter dans plusieurs régions francophones de l'Ontario pour y implanter des cercles locaux, puis des régionales. Les premières formées sont celles de Prescott et Russell, puis celle de Sudbury, de Kent et Essex, de Sault-Sainte-Marie, de Nipissing et de Hearst. Malheureusement, plusieurs vont disparaître au fil des ans, surtout en régions isolées.

Au moment de sa fondation, le bureau de direction se compose du président, du vice-président et des présidents de chaque cercle. Il existe par ailleurs un exécutif formé du président, du vice-président, du secrétaire-trésorier et de l'aumônier.

Chaque régionale tient un congrès annuel afin de favoriser la rencontre de toutes les paroisses et d'unifier l'action de l'UCFO à l'intérieur de cette région. Les problèmes agricoles dépassent souvent le cadre paroissial, il faut les étudier sur une base régionale. C'est aussi lors de ces congrès que les délégués ayant droit de vote seront choisis pour assister au congrès provincial annuel.

La Régionale la plus active va toujours demeurer celle de Prescott et Russell, divisée en deux régionales distinctes à partir de 1952 jusqu'en 1996. Au cours de l'expansion de l'UCFO dans l'Est, le territoire s'agrandit et de nouveaux comités se greffent pour former la Régionale de Prescott-Glengary et celle de Russell-Stormont-Dundas. Depuis 1996, les régionales n'existent plus, tous les membres font partie d'une même et seule régionale; soit l'UCFO provinciale et tous les membres en règle ont droit de vote.

#### La Centrale (Bureau central et Comité exécutif)

La structure centrale groupe toutes les instances régionales et les administrent. C'est une sorte de confédération, où l'on retrouve l'unité dans les programmes poursuivis par l'UCFO. Le Bureau central étudie toutes les propositions soumises au Comité exécutif ainsi que les rapports du Comité, il élabore les règlements d'ordre intérieur et s'avère le tribunal d'appel vis-à-vis les membres. Il s'occupe de la représentation auprès des autorités municipales, régionales et provinciales et acheminent les résolutions et les revendications auprès des autorités concernées.

Le service de propagande qui s'occupe du recrutement des membres, émane directement du Bureau central. Le Bureau central se compose du président, de deux vice-présidents élus au congrès général et de directeurs élus à l'AGA. Les présidents ou les vice-présidents des régionales siègent aussi au conseil d'administration.

Le Comité exécutif est constitué du président général, de un ou deux vice-présidents, du secrétaire général et de l'aumônier, tous élus au congrès annuel, sauf le secrétaire qui est choisi par le Bureau central et l'aumônier nommé par l'évêque. Il voit à la fondation des Unions régionales et des syndicats paroissiaux et se prononce sur leur admission. Il examine les comptes et embauche les employés, se charge de l'administration et dans les cas urgents prend les décisions au nom du Bureau central.

Autrefois, à cause de l'éloignement de certains membres qui habitent en région, le président, le secrétaire-général et l'aumônier général forment quorum au Comité exécutif.

Le congrès général demeure l'événement annuel de l'UCFO, à cette occasion, toutes les activités de l'Union sont passées en revue et les initiatives sont prises pour l'année à venir. C'est aussi à ce moment que les résolutions sont étudiées puis soumises au vote des membres délégués.

La Centrale n'a pu pénétrer dans toutes les régions canadiennes-françaises de l'Ontario, principalement à cause des grandes distances qui séparent la francophonie éparpillée aux quatre coins de la province. Son rayonnement s'est surtout fait sentir dans l'Est et un peu dans le Moyen-Nord et le Grand-Nord de la province.

## Chapitre 4

### Les années de grande misère: la Crise économique de 1929-1939

Quelques mois après la fondation de l'Union des cultivateurs franco-ontariens, la Grande Dépression frappe le monde occidental et met à dure épreuve le jeune organisme qui doit soutenir des cultivateurs acculés à la faillite. En effet, la situation dans les campagnes est désastreuse, la crise de surproduction a fait chuter les prix, la mévente des produits agricoles se généralise et les taux du transport deviennent exorbitants. Plusieurs cultivateurs se font saisir leurs terres par les shérifs parce que les taxes ne sont pas payées. Les banques saisissent aussi pour recouvrer leurs avances.

Face à ces problèmes de plus en plus sérieux, la population rurale fait appel à l'UCFO. Partout les besoins se font pressants et nécessitent des réunions à tout moment. Le Bureau de direction de l'Union des cultivateurs ne suffit plus à la tâche. On propose donc l'affiliation avec l'UCC du Québec, organisme fondé en 1924, qui prête volontiers son concours à la survivance française hors Québec. D'ailleurs, le président de l'Union catholique des cultivateurs du Québec (UCC), Aldéric Lalonde avait assisté au congrès de fondation de l'UCFO.

L'annonce de cette entente est publiée dans *La Terre de chez nous*, l'organe officiel de l'UCC, le 2 septembre 1931. Il est écrit que l'Union des cultivateurs franco-ontariens conservera son nom et fonctionnera d'après les règlements des unions diocésaines de l'UCC et que le président de l'UCFO siègera comme un administrateur au Conseil d'administration de l'Union catholique des cultivateurs du Québec.

Cette affiliation contribuera certainement à mettre plus d'enthousiasme chez les agriculteurs de l'Est de l'Ontario, car les avantages qu'offre l'UCC à ses membres sont nombreux: un comptoir coopératif pour la vente du beurre, du fromage et des animaux, un secrétariat bien organisé et le nombre de membres qui devient une force dans les revendications auprès du gouvernement fédéral. L'UCC accepte une baisse des cotisations pour aider les fermiers et s'engage à publier dans son journal mensuel une page ontarienne.

C'est dans ce contexte difficile que l'UCFO doit se débattre et essayer de surmonter les difficultés qui risquent de la faire disparaître. C'est ainsi que l'ACFÉO convoque une

assemblée urgente pour étudier la situation avec les curés et les élites locales.

La lettre de convocation de l'abbé L.C. Raymond, vice-président de l'ACFÉO, datée, du 28 avril 1932 et intitulée "La crise agricole" explique bien la situation difficile que vivent les agriculteurs :

Les rapports récents qui nous arrivent des campagnes sont tellement alarmants que l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario pense agir sagement en convoquant en assemblée quelques compatriotes pour étudier la situation et aviser aux meilleurs moyens de lui faire face [...] La situation des agriculteurs, et ici des agriculteurs canadiens-français, à travers la province de l'Ontario, inspire à l'Association d'éducation de grands soucis sinon des inquiétudes sérieuses. Si dans l'Ontario Nord et le Nouvel-Ontario, la situation est moins alarmante à cause de meilleurs marchés locaux et des prix plus élevés des produits de la ferme, il n'en est pas moins vrai que les régions agricoles du Sud-Ouest et surtout celle de l'Est contenues dans les comtés de Russell, Prescott, Stormont, Glengarry sont très sérieusement affectées par la crise. La mévente des produits agricoles et la baisse extraordinaire de leur prix font que les agriculteurs, de ces régions surtout, sont non seulement dans la gêne mais dans l'obligation d'abandonner leur ferme devant la saisie ou la vente par shérif, pour le recouvrement des taxes [...] Les agriculteurs n'ont pas payé leurs taxes de l'an dernier et ils n'ont pas l'argent nécessaire pour les payer cette année [...] Plusieurs familles des concessions les plus fertiles abandonnent leur ferme [...] Les banques avouent qu'elles seront obligées de saisir pour recouvrer les avances et refusent toutes nouvelles avances.<sup>10</sup>

Devant l'acuité de la situation, l'UCFO formule ses premières revendications auprès des instances gouvernementales car il faut trouver des solutions pour le paiement des taxes municipales et des redevances hypothécaires et surtout pour l'abolition de la taxe de 20% qui sert à la construction et à l'entretien des routes provinciales et qui ruinent les cultivateurs déjà très appauvris. De 1917 à 1927, les contribuables de l'Est ont payé plus d'un demi-million de dollars pour la route provinciale reliant Ottawa à Pointe-Fortune et ils se questionnent sur le coût extravagant de l'entretien des routes de leurs comtés.

Aussi, des pressions sont faites auprès des gouvernements afin qu'ils exercent un contrôle sur le prix de vente du lait pour protéger les revenus des agriculteurs, pour obtenir des bonis pour les producteurs de beurre et de fromage et pour trouver des débouchés pour la vente des produits agricoles. Une autre solution doit être envisagée, celle de l'établissement de zones agricoles désignées pour l'implantation de nouvelles cultures spécialisées comme celle de l'orge et du houblon pour les brasseries, la culture de la graine de trèfle et de mil et celle des pommes de terre recherchées sur les marchés d'Ottawa, de Montréal et même de Toronto.

D'ailleurs, l'agronome Ferdinand Larose va encourager et aider les cultivateurs à se lancer dans ces nouvelles cultures pour les aider à sortir du marasme agricole.

C'est ainsi qu'au premier congrès général tenu, le 12 octobre 1932 (celui de 1929 était celui de la fondation), les dirigeants de l'UCFO formulent leurs résolutions, afin de les présenter à leurs élus et aux ministères de l'Agriculture provincial et fédéral. Ils demandent de libérer les cultivateurs de la taxe sur les routes provinciales et de trouver la raison du coût si

10. U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens C30/2/18.



U. d'Ottawa, CRCCF, Collection Centre culturel La Sainte-Famille (C80), Ph83-R98F5. Reproduit de la collection de Roch Latreille, Fournier (Ontario).

**La cueillette du houblon, Fournier (Ontario), vers 1930. Les hommes penchent les perches afin que les femmes puissent atteindre les caboches et pratiquer la cueillette.**

extravagant de l'entretien des routes de leurs comtés.

Cette situation alarmante provient en grande partie de la politique de la voirie qui investit l'argent des taxes payées par les résidents de la région dans la route provinciale, qui longe la rivière, plutôt que dans les chemins à l'intérieur des terres. Les cultivateurs dénoncent cette politique des chemins et obtiennent l'abolition de cette taxe.

Ils demandent également un deuxième agronome francophone ou un adjoint à l'agronome Ferdinand Larose qui doit parcourir deux comtés et desservir seul un trop grand nombre de fermiers. Des manuels français d'agriculture sont réclamés pour les écoles rurales et de nouveau le vœu qu'une école moyenne d'agriculture, affiliée à l'Université d'Ottawa, soit créée. Enfin, on exige une diminution des taux d'intérêt sur le crédit agricole, l'exclusion des cultivateurs de la loi sur les faillites, des représentants francophones au ministère de l'Agriculture, des publications françaises et des institutrices bilingues.

Suite au congrès de 1932, une école ménagère privée est fondée, à Sarsfield, dans l'Est ontarien, par le curé J.A. Laflamme.

Ces premières résolutions des années trente vont devenir les principales luttes menées par l'UCFO tout au long de son histoire, soit la défense de la langue française et l'obtention d'une école d'agriculture francophone ou bilingue. En fait, il y a toujours eu au-delà des préoccupations professionnelles, un souci constant de défendre et de protéger les valeurs sociales, culturelles et linguistiques des Franco-Ontariens.

À la suite des revendications généralisées de la classe agricole, le gouvernement fédéral déclenche, en 1933, une vaste enquête sur le prix payé aux producteurs de lait car cette industrie se trouve dans une grande misère. En réalité, le lait se vend en bas du coût de production ainsi que le beurre et le fromage, et sans prime, il devient impossible de produire. Pendant

la récession économique, tous les produits des autres industries reçoivent une protection gouvernementale sauf les produits agricoles. On réclame de plus à Ottawa, des mesures pour l'établissement des jeunes ruraux, la création d'un tribunal pour juger de la surévaluation des fermes, des écoles ménagères, une tannerie, des zones agricoles selon les diverses cultures et des informations sur la valeur et l'emploi des engrais chimiques.

En 1934, l'UCFO suggère au gouvernement provincial de créer une commission spéciale pour que le cultivateur puisse obtenir une consolidation de sa dette, l'unification de ses créances, une répartition de sa dette sur un plus grand nombre d'années et un taux d'intérêt correspondant au revenu de la ferme. Toutes ces résolutions n'ont pas obtenu un résultat immédiat mais elles ont permis une solidarité morale entre les membres de l'UCFO et ont contribué à la survivance professionnelle dans ces années difficiles.

Lors de l'affiliation à l'UCC du Québec, en 1931, la cotisation comprenait également l'abonnement à *La Terre de chez nous*, son organe officiel, qui en retour s'engageait à écrire régulièrement une page ontarienne dans son journal. En réalité, le journal fait trop peu de place aux cultivateurs de l'Ontario et l'UCFO décide d'abandonner la revue du Québec et de mettre fin à son affiliation. Après avoir dépouillé plusieurs années de cette revue, nous constatons que ceci est tout à fait vrai car nous avons retracé seulement quelques articles et ces derniers portent surtout sur les congrès annuels.

À partir de 1935, d'importantes exportations de beurre et de fromage vers le Royaume-Uni vont permettre aux cultivateurs de Prescott et Russell d'écouler leur lait aux beurrieres et fromageries déjà nombreuses dans ces comtés. Dans les comtés de Glengarry et Stormont, dans l'Est de l'Ontario, les cultivateurs suivent les conseils de leur Union et vendent leur fromage à des enchères publiques plutôt qu'aux acheteurs privés. Ils réalisent ainsi, un surplus de 100 000\$. L'UCFO lance également l'idée de fonder une association de producteurs de fromage.

L'UCFO connaît une bonne période puisque le nombre de 27 cercles en 1931 passe à 36 en 1935. La même année l'UCFO obtient, du gouvernement, les premiers cours d'arts ménagers en français, à Limoges, Casselman, Wendover pour les femmes rurales de Prescott et Russell et des infirmières bilingues à Rockland, Plantagenet et Hawkesbury.

En 1935, les fermiers du Sud-Ouest fondent leur propre association, l'Union catholique des cultivateurs de Kent et Essex (UCCKE) et se joignent à l'UCFO. Les régions de Nipissing-Sudbury s'organisent l'année suivante. **(Voir les chapitres 9 et 10 sur ces régions)**

Afin de joindre les cultivateurs et de les instruire, l'organisme étend sa voix par l'entremise du journal *Le Droit* dans sa page agricole hebdomadaire *La Vie agricole* publiée de 1936 à 1962. La même année, l'UCFO ajoute à son groupement une section féminine sous le nom de l'Union catholiques des fermières de l'Ontario (UCFO). **(Voir l'article sur les mouvements de solidarité des Franco-Ontariennes en milieu rural qui suit ce chapitre)**

Durant cette période, deux nouveaux présidents prennent la barre de l'UCFO. Rodolphe Beudet de 1931 à 1936 et Antonin Lalonde de 1936 à 1945. L'abbé J. Hamelin remplace l'abbé Glaude comme aumônier en 1934 et l'abbé Elzéar Racan deviendra en 1935 jusqu'à 1942 le troisième aumônier et le deuxième secrétaire de l'Union. En 1938, l'UCCKE de Kent et Essex disparaît.

À l'aube de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement d'organisation agricole et rural franco-ontarien a déjà fait des progrès considérables compte tenu de la crise économique et

du peu de moyens financiers. De nombreux congrès régionaux et provinciaux sont organisés et on consacre beaucoup de temps dans les cercles à l'étude coopérative. Le bénévolat des aumôniers-secrétaires, des curés des paroisses et des dirigeants locaux explique en grande partie les succès de l'UCFO.

---

---

## Les mouvements de solidarité des Franco-Ontariennes en milieu rural

Le premier mouvement féminin en milieu rural a été fondé à Stoney Creek (Ontario) en 1897. Baptisé *Women's Institute*, ce mouvement prit de l'importance en Ontario pour devenir ensuite actif dans certaines provinces canadiennes, aux États-Unis et même en Europe.

Au début du siècle, c'est sous la bannière des cercles du *Women's Institute* que des noyaux de Franco-Ontariennes se regroupent. Cependant, il était très mal vu à l'époque que des groupes de femmes, de langue et culture canadiennes-françaises, s'unissent sous la direction d'une association anglophone. La fondation de l'Union catholique des fermières de l'Ontario, en 1937, vient organiser les femmes francophones.

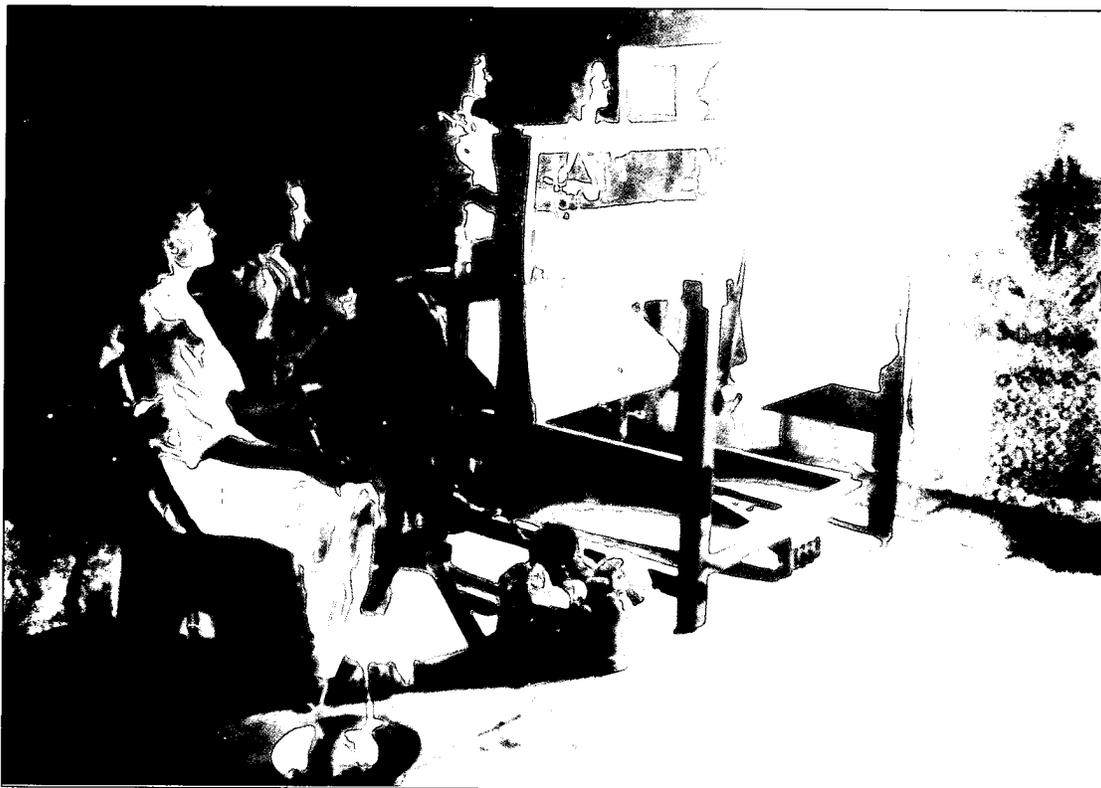
### L'Union catholique des fermières de l'Ontario (UCFO)

L'Union catholique des fermières de l'Ontario est l'association professionnelle devant grouper toutes les femmes et les jeunes filles des paroisses rurales à travers la province. Elle est la section féminine de l'Union des cultivateurs franco-ontariens. Les archives de l'association mentionnaient depuis toujours que les premiers cercles à voir le jour étaient ceux de Clarence Creek (1<sup>er</sup> avril 1937) et de Wendover (16 mai 1937), mais aujourd'hui d'autres recherches confirment l'existence de cercles de fermières dès 1936 dans Kent et Essex.

D'après nos recherches dans le journal *La Feuille d'érable*, le premier cercle des fermières de l'Ontario voit le jour le 25 janvier 1936, lors du deuxième congrès de l'Union des cultivateurs de Kent et Essex, sous le nom de l'Union des fermières de Kent et Essex. Un compte-rendu du journal *Le Droit* du 2 février 1937 le prouve aussi: « La première journée, mercredi, est consacrée à l'Union des fermières fondée l'an dernier comme auxiliaire de l'Union des cultivateurs de Kent et Essex ». Les recherches de M<sup>me</sup> Estelle Huneault, longtemps présidente de l'organisme, le confirment également dans un ouvrage qu'elle a publié sur l'histoire des fermières de l'Ontario.

Par contre ces cercles auront une brève existence et après 1938, on ne retrouve plus de trace d'eux et la disparition de l'Union des cultivateurs de Kent et Essex entraîne aussi leur dissolution. Dans l'Est ontarien, le premier cercle est fondé lors d'un congrès de l'UCFO en 1937.

Les cercles des fermières s'organisent d'après les principes du syndicalisme agricole et ils se



U. d'Ottawa, CRCCF, Coll. Centre culturel La Ste-Famille (C80), Ph83-R66F4. Reproduit de la collection particulière de Yvonne Millaire, Embrun (Ontario).

**Le tissage: les demoiselles Millaire et Bourdeau dans le grenier de la ferme Millaire, Embrun (Ontario), env. 1895.**

basent sur les fondements de l'association professionnelle. Tout en étant affiliée à la section masculine de l'UCFO, cette section féminine jouit de son entière autonomie.

À l'époque, l'Union a pour but de travailler au progrès religieux, moral, social, économique et technique des femmes de la campagne; de coopérer étroitement avec l'UCFO au relèvement de la classe agricole par le développement intellectuel des familles rurales et l'amélioration de leur bien-être matériel et de prendre à cœur leurs intérêts professionnels.

L'esprit d'entraide se développe parmi les membres, surtout par le biais de l'artisanat. Toute une gamme de cours s'y donne comme: le développement d'une saine alimentation, la préparation et la gérance d'un budget, l'art ménager, bref, elles apprennent à devenir une force motrice au sein de leur famille. C'est aussi un prétexte pour sortir les femmes de leur isolement et pour s'ouvrir sur le monde. Les nombreuses expositions artisanales permettent aussi les rencontres et les échanges.

Les cercles des fermières se répandent rapidement dans tout l'Est de l'Ontario, dans les années 40 et plus tard dans le reste de la province. En 1956, pour faire une distinction dans les abréviations avec l'UCFO, section masculine et féminine, les dames vont employer les lettres UCF pour symboliser l'Union catholique des fermières. L'organisme obtient sa Charte provinciale en 1961 et change son nom en 1969, pour devenir l'Union culturelle des Franco-Ontariennes.

Aujourd'hui, l'Union culturelle a bien changé ainsi que ses buts qui sont de: promouvoir l'épanouissement de la femme au sein du foyer et dans la société; développer parmi ses membres l'esprit d'entraide, de justice et de charité; promouvoir la culture française; sensibiliser les femmes à

l'importance d'assumer leurs responsabilités dans une société en changement continu et d'améliorer la situation des femmes francophones par l'information et la formation. Les moyens pour y parvenir consistent à regrouper, informer et former les femmes francophones de l'Ontario.

L'association est structurée en trois niveaux; à la base on retrouve 70 cercles dans autant de localités et elle compte plus de 3000 membres. Les 70 cercles sont regroupés dans six grandes Régionales: Cochrane-Hearst-Kapuskasing, Sudbury-Nipissing, Témiskaming-Timmins, Windsor-Essex, Prescott-Glengarry-Cornwal et Russell-Carleton-Stormont.

Aujourd'hui, l'Union culturelle travaille toujours à la formation des femmes pour leur permettre une implication sociale dans leur milieu respectif afin d'agir comme ressources humaines dans leur communauté. Elle fournit des outils pour passer à l'action comme revendiquer des droits et faire modifier des lois qui discriminent les femmes en général et les communautés francophones.

L'Union culturelle n'est pas le seul organisme à œuvrer pour amener les Franco-Ontariennes à se tailler la place qui leur revient, mais il est unique car il est le seul organisme provincial féminin francophone qui rejoint les femmes de la base. Il est rempli de potentiel et peut servir de modèles à d'autres groupes en voie de développement.

#### **L'Association des fermières de l'Ontario**

En 1969, une division importante marque les fermières. En effet, lorsque l'Union catholique des fermières change son nom et sa vocation, des femmes du comté de Prescott ne veulent pas adhérer à la nouvelle organisation. Elles décident de fonder leur propre association: l'Association des fermières de l'Ontario.

Depuis ce temps, les deux associations évoluent séparément, par contre les sujets discutés demeurent sensiblement les mêmes.



*Agricom*

Une assemblée du groupement de La Femme et la gestion de la ferme, vers 1990.

### **La Femme et la gestion de la ferme – FGF**

La Femme et la gestion de la ferme est un regroupement de femmes qui se préoccupe de les informer dans le domaine agricole. Sa fondation s'effectue à Plantagenet, en 1977. Quelques dames des comtés de Prescott et de Russell sont convoquées par un animateur du Collège Algonquin d'Ottawa à la demande de l'agronome, Laurent Farmer, du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario. Pourquoi une telle rencontre? Mettre sur pied un comité qui va organiser la première session française de formation en gestion agricole dans la région avec des dames des comtés de Stormont, Dundas et Glengarry.

La première session a lieu en 1978 où 125 participantes profitent d'ateliers portant sur tous les aspects de la gestion de la ferme. Ce regroupement veut répondre aux besoins des femmes qui travaillent en agriculture. Ses objectifs : revaloriser la fermière et son travail, encourager la continuité de la ferme familiale, donner le goût à la femme de s'impliquer davantage dans la cause agricole, répandre les informations nécessaires sur les droits de la fermière, les aider à se sentir partenaires dans les affaires de la ferme et les inciter à participer aux différentes réunions des autres organismes agricoles.

En 1984, naît un projet d'affiliation de la Femme et la gestion de la ferme avec l'Union des cultivateurs franco-ontariens qui se concrétise en janvier 1985. D'ailleurs, la plupart des époux de ces dames sont déjà membres de l'UCFO.

Tout en gardant son identité propre, la Femme et la gestion de la ferme devient légalement un comité de l'UCFO, connu sous le nom de "FGF". Tous les membres du comité deviennent membres de l'UCFO et leurs activités sont régies par les lettres patentes de l'UCFO. Plusieurs activités conjointes sont organisées, dont un mémorable voyage de trois jours au Témiskaming pour rétablir des liens avec des collègues agriculteurs et agricultrices du Nord.

D'ailleurs la constitution de l'UCFO est modifiée pour tenir compte de la création de cet organisme. Un membre du comité de la Femme et de la gestion de la ferme siège, avec droit de vote, au Conseil d'administration de l'UCFO et un membre de l'UCFO siège au CA de la Femme et la gestion de la ferme.

La FGF a beaucoup contribué à la consolidation des assises de l'UCFO au cours des années 80, à une époque où l'Union était particulièrement vulnérable. En fait, cette affiliation a été le catalyseur d'un nouvel élan dans l'histoire de l'UCFO.

### **L'Association des femmes collaboratrices**

L'Association des femmes collaboratrices a pris naissance au Québec en 1980. En Ontario, en avril 1986, deux sections régionales se forment : l'une dans l'Est et l'autre dans la région de North Bay.

L'Association des femmes collaboratrices vise à faire reconnaître le travail des femmes qui collaborent dans l'entreprise familiale et de pouvoir s'associer en affaires avec leur mari.

## Chapitre 5

### Les années quarante: une brève ère d'expansion pour l'UCFO

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la population franco-ontarienne est encore fortement rurale et agricole. Au recensement de 1941, près de 80% des quelque 290 000 Ontariens de langue maternelle française vivent à la campagne dans l'Est et le Nord-Est de la province où peu de grands centres urbains et industriels sont établis. Dans les comtés de Kent et Essex, qui comptent 10% de francophones, une proportion importante vit encore en milieu rural.

La reprise économique débute avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, en 1939. De nombreux produits agricoles sont en demande, comme le fromage pour l'exportation en Grande-Bretagne et le lin cultivé dans l'Est, indispensable dans le matériel de guerre.

Dès la déclaration de la guerre, l'UCFO s'oppose à la conscription. Elle obtient d'ailleurs, des exemptions spéciales aux hommes aptes au service militaire si l'agriculteur de comté démontre que leur présence est essentielle comme main-d'œuvre agricole ou comme cultivateur. C'est ainsi que plusieurs fils de culti-



La récolte du lin sur la terre de Louis Savage, Casselman (Ontario), 1940.

### L'Union Régionale (ou diocésaine) d'Ottawa (UCCFO)

#### Bureau de direction 1944-1945

Président : Albert Lafèche – Casselman  
 Vice-prés. : Lorenzo Leduc – Embrun  
 Directeurs : Henri Gareau – Alfred, Ernest Hurtubise – Bourget, Bruno Legault – Casselman, Elvé Brisson – Embrun, Jean-Marie Thivierge – Hammond, Joseph V. Racette – Limoges, Arthur Bricault – Lefaivre, L.C. Barrette – L'Original, Lionel Vinette – Orléans, Ephrem Lalande – Plantagenet, Roméo Benoit – St-Albert, Hervé Joly – Sarsfield, Henri Marcil – Vars, A. Bercier – Treadwell, Bruneau Legault – St-Eugène, Lorenzo Savage – Clarence Creek, Albert Brazeau – Wendover, Noël Viau – St-Pascal-Baylon, Réal Legault – St-Isidore-de-Prescott, Armand Gadoua – Curran, Procule Ranger – Ste-Anne-de-Prescott  
 Secrétaire : Roger de Bellefeuille – Ottawa  
 Aumônier : l'abbé L.P. Martel

U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30/3/5

vateurs évitent le service militaire.

Non seulement la guerre stimule-t-elle la production agricole, mais elle valorise le rôle même de l'agriculteur par ses nombreuses campagnes publicitaires axées sur les « forces productives de la nation ». Avec le retour à la prospérité, au congrès de 1943, les congressistes acceptent une augmentation de cotisations qui passe de 1 \$ à 3 \$ pour l'établissement d'un secrétariat permanent. Le montant des cotisations se divise ainsi: 40 sous au cercle local, 60 sous à l'Union régionale et 2 \$ à l'Union provinciale.

Après avoir franchi la première étape d'organisation, l'Union jouit d'une ère d'expansion et de progrès qui se concrétise, en 1944, par l'établissement de son premier secrétariat permanent à Ottawa, et par l'embauche de Roger de Bellefeuille comme secrétaire. Auparavant les tâches de secrétaire avaient toujours été exécutées, à temps partiel, par le chanoine Rodrigue Glaude (1929-1935) puis par l'abbé Elzéar Racan (1935-1936) et par Maurice Brunet (1936-1943). L'arrivée de Roger de Bellefeuille permet de développer de nouveaux services comme celui de la coopération, de la propagande, des journées d'étude et des tournées d'organisation en région. **(Voir les textes sur l'Union des cultivateurs de Kent et d'Essex, chapitre 9 et l'Union des cultivateurs de Sudbury-Nipissing, chapitre 10)**

L'année 1944, marque un point tournant dans l'évolution de l'organisme alors que la région d'Ottawa, qui compte 22 cercles et 1303 membres s'organise en union régionale ou diocésaine alors que la région de Hearst avec 18 cercles et 354 membres fait de même. Ces unions diocésaines élisent un Conseil d'administration indépendant de celui de l'UCFO et choisissent des délégués régionaux pour assister à l'Assemblée générale annuelle de l'UCFO. Les unions régionales servent de base à la création d'une véritable union provinciale.

### Incorporation et changement de nom

Maître Gaston Vincent, avocat d'Ottawa, travaille gratuitement pour l'obtention de la Charte provinciale de l'UCFO qui se concrétise le 13 décembre 1945. De la fondation en 1929, jusqu'à l'incorporation en 1945, le nom officiel était l'Union catholique des cultivateurs franco-ontariens (UCCFO). Dans les lettres patentes rédigées en anglais et enregistrées sous la *Loi des Compagnies*, le nom officiel devient l'Union des cultivateurs franco-ontariens, le mot "catholique" n'y figure pas. Quelques démarches avaient été entreprises pour obtenir une

Charte provinciale, mais il semble que le vocable "catholique" et le caractère confessionnel nuisaient à son obtention par la *Loi des Compagnies*. C'est ainsi que maître Vincent propose d'enlever le mot catholique ou de faire une demande d'enregistrement sous un autre nom. Les lettres patentes sont signées par Simon Bertrand de L'Original, Albert Laflèche de Casselman, Jean-Marie Vachon et Roger de Bellefeuille d'Ottawa.

Avec le retour à la prospérité et le travail incessant du secrétaire, les résultats ne se font pas attendre. Le nombre de cercles et de membres augmentent partout dans les régions. Les tournées de propagande dans les diocèses de Hearst et de Sault-Sainte-Marie donnent d'excellents résultats et une percée se réalise dans la région de Pembroke et d'Alexandria où quelques cercles voient le jour. L'exécutif compte alors sept membres dont quatre proviennent du Nord.

En 1946, on compte trois Unions diocésaines, Ottawa, Hearst et Sault-Sainte-Marie avec 2 254 membres et 60 cercles dans autant de paroisses et quelques-uns dans les diocèses de Pembroke et d'Alexandria. Le président de chaque union diocésaine siège au Conseil d'administration de l'UCFO. Comme la création même de l'UCFO demeure en grande partie l'œuvre des prêtres nationalistes, la poussée du syndicalisme agricole des années quarante s'organise aussi selon les bases de l'Église, c'est-à-dire diocésaine. La solide organisation de ces trois unions et une percée dans deux autres diocèses lui confèrent pour la première fois un caractère vraiment provincial.

Les grandes campagnes de propagande, jumelées avec les cours d'éducation populaire dans les cercles et les circuits cinématographiques sur la coopération organisés par l'ACFÉO lui font atteindre des sommets jamais inégalés. En effet, malgré la hausse de la cotisation, les membres dépassent les 2 000, chiffre magique qui marque l'apogée du nombre de membres car l'UCFO n'atteindra plus jamais cet exploit dans son histoire. De plus, le Conseil d'administration de 1945-1946 se compose pour la première fois de représentants de toutes les régions, exception faite du Sud-Ouest qui a quitté en 1938. Les trois présidents des unions diocésaines siègent au Conseil d'administration de l'UCFO provinciale et le premier vice-président, Aurèle Joliat, vient de la région de Sudbury.

Il semble bien qu'à cette époque les équipes dans les cercles d'étude travaillent fort et que les réunions se tiennent régulièrement dans les campagnes. Les sujets à l'étude: le syndicalisme agricole, la coopération et l'établissement des jeunes. Dès sa fondation, l'UCFO privilégie la formule coopérative comme élément important de la promotion des intérêts sociaux et économiques des agriculteurs. Elle favorise le développement des coopératives de vente et d'achat de produits agricoles ainsi que les coopératives de crédit comme les caisses populaires.

Le nombre de coopératives progresse rapidement après la guerre. En 1947, il y a 27 coopératives d'achat et de vente de fournitures et de produits agricoles, 12 fromageries coopératives, principalement dans l'Est, sauf une dans le Nipissing, et une coopérative centrale située à Ottawa avec un effectif de 3 094 membres et un chiffre d'affaires de plus de 20 millions de dollars. Plus de 40 caisses populaires s'ajoutent dans les années quarante aux trois seules existantes à Ottawa depuis 1912-1913.

Le développement de l'idée coopérative se propage grâce au Centre social de l'École des sciences politiques de l'Université d'Ottawa, fondé en 1943 par son directeur le père Gustave Sauvé. Dans *Le Droit* du 10 novembre 1943 on note que:



# Province of Ontario

By the Honourable

GEORGE HARRISON DUNBAR,

Provincial Secretary,

To all to whom these Presents shall Come  
Greeting

**Whereas** *The Companies Act provides that with the exceptions therein mentioned the Lieutenant-Governor may by Letters Patent create and constitute bodies corporate and politic for any of the purposes to which the authority of the Legislature of Ontario extends;*

**And Whereas** *by the said Act it is further provided that the Provincial Secretary may under the Seal of his office have, use, exercise, and enjoy any power, right, or authority conferred by the said Act on the Lieutenant-Governor;*

**And Whereas** *by their Petition in that behalf the persons herein mentioned have prayed for Letters Patent constituting them a body corporate and politic for the due carrying out of the undertaking hereinafter set forth;*

**And Whereas** *it has been made to appear that the said persons have complied with the conditions precedent to the grant of the desired Letters Patent and that the said undertaking is within the scope of the said Act;*

**Now Therefore Know Ye** *that under the authority of the hereinbefore in part recited Act I do by these Letters Patent constitute the Persons hereinafter named that is to say:*

Simon Bertrand, of the Village of L'Orignal, in the County of Prescott, and Province of Ontario, Farmer; Albert Lafleche, of the Village of Casselman, in the County of Russell and Province of Ontario, Farmer; Jean-Marie Vachon, Technical Agriculturist, and Roger de Bellefeuille, Economist, both of the City of Ottawa, in the County of Carleton and Province of Ontario; and Edouard Gervais, of the village of Vars, in the said County of Russell, Farmer; and any others who have become subscribers to the memorandum of agreement of the Corporation, and persons who hereafter become members thereof, a corporation without share capital under the name of

L'UNION DES CULTIVATEURS FRANCO-ONTARIENS

for the following purposes and objects, that is to say:

- (a) TO promote the education, the organization and the interests of members of the agricultural class; \_\_\_\_\_
- (b) TO promote the technical, economic and social education of the agricultural class; \_\_\_\_\_
- (c) TO promote the technical, economic and social organization of the agricultural class; and
- (d) TO do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects; \_\_\_\_\_

THE HEAD OFFICE of the Corporation to be situate at the said City of Ottawa; and

L'Union catholique des cultivateurs franco-ontariens salue donc avec grande satisfaction la nouvelle initiative lancée au mois de septembre par le Centre social de l'Université d'Ottawa. Elle encourage fortement les Unions locales à entrer dans le mouvement d'expansion de la doctrine coopérative lancé par le Centre social. L'organisation de la vie économique selon une formule nouvelle est reconnue de tous, partout on désire la fondation de services coopératifs, de caisses populaires, de coopératives de production, d'achat et de vente, de consommation et le reste. [...] La stabilité des services coopératifs et leur progrès dépend du degré d'éducation coopérative de ces membres [...].

le 9 septembre [1944] 4.

L'honorable Sénateur Cyrille Vaillancourt,  
Québec, P. Qué.

Monsieur le Sénateur,

L'Union Catholique des Cultivateurs Franco-Ontariens tiendra son congrès général, à Plantagenet, Ontario, le vingt-six octobre prochain. C'est pour ainsi dire la première fois depuis 1929, date où remonte la première ébauche d'une union de cultivateurs en Ontario pour les Canadiens-Français, qu'un réel congrès général aura lieu. Deux unions régionales, une pour le diocèse de Hearst et une autre pour le diocèse d'Ottawa ont été formées respectivement le vingt et le vingt sept août dernier.

Le premier mai dernier dernier le secrétariat permanent de l'U.C.C.F.O. a été organisé. Ce qui veut dire que nous sommes prêts à mousser l'organisation des cultivateurs dans d'autres diocèses et ce travail sera entrepris incessamment.

Il me fait plaisir de vous dire ce que notre union a fait depuis deux ans dans le domaine de la coopération. Onze caisses populaires rurales, trois coopératives avicoles (postes de mirage d'oeufs), quatre fromageries coopératives, sept coopératives d'achat et de vente, un magasin coopératif, ont été organisés parmi notre classe agricole de Prescott et de Russell. Dans le diocèse de Hearst, cinq caisses populaires, une fromagerie coopérative, un magasin coopératif et une coopérative d'achat et de vente existent actuellement. Il y a en plus une coopérative de bois de pulpe en formation.

Pour le congrès du vingt-six octobre, notre exécutif a exprimé le désir de vous inviter à venir nous causer des caisses populaires Desjardins et de coopération. Espérant que vous pourrez nous faire réaliser notre désir, veuillez, Monsieur le Sénateur, accepter l'expression de nos remerciements anticipés et l'assurance de notre entier dévouement à la cause de la classe agricole.

Les membres du comité exécutif  
de l'U.C.C.F.O.

Le secrétaire général,  
Roger de Bellefeuille,

# LA TERRE ONTARIENNE

La Revue des Franco-ontariens

Publiée par l'Union des Cultivateurs Franco-ontariens

REVUE MENSUELLE—\$1.00 PAR ANNEE  
ADMINISTRATEUR: ANTONIN LALONDE

ADRESSE: LA TERRE ONTARIENNE  
C. P. 63, Ottawa, Ont.

Vol. 1 - No. 4

Avril 1947

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ottawa

## Editorial

### EN ATTENDANT MIEUX

Dès sa fondation en 1929, l'Union des Cultivateurs Franco-Ontariens insistait sur l'importance d'une élite agricole et elle indiquait le moyen pratique de la former en exprimant le voeu de voir notre élément canadien français doté d'une école moyenne d'agriculture.

Malgré toutes les résolutions répétées et les pressions continuelles inspirées par cet objectif, malgré aussi la propagande active que nous avons conduite dans le passé pour éveiller l'attention sur ce projet, seuls quelques espoirs vite déçus sont venus parfois nous encourager.

Vers 1940, nous avons commencé à créer un mouvement de nos jeunes vers les écoles moyennes du Québec; cette entreprise a été couronnée de succès puisque chaque année nous avons envoyé en moyenne de une à deux douzaines d'étudiants à l'Institut Agricole d'Oka, dirigé par les révérends pères Trappistes. Le travail est à recommencer à tous les ans et il faut toujours solliciter à nouveau les cercles pour trouver des élèves et puis gagner l'assentiment des parents à ce projet.

Ce mouvement ne signifie pas que nous avons abandonné le projet d'une école d'agriculture bilingue en Ontario; au contraire, nous avons commencé cette impulsion vers l'étude de l'Agriculture pour la diriger ensuite vers "notre école" afin d'en assurer le succès dès le jour où nous l'obtiendrons.

Il fait bon de constater que nous ne sommes pas les seuls à désirer l'école moyenne d'agriculture; Louis Hébert y touche parfois dans la page éditoriale du journal "Le Droit"; dernièrement La Terre de Chez Nous apportait aussi ses commentaires sur ce sujet, mais ce qui nous a d'avantage réconforté, c'est la déclaration faite par le Révérend Père Laframboise, o.m.i., recteur de l'Université, lors du banquet de solidarité française, le 9 avril dernier. Dans sa causerie, l'invité de l'Association d'Education a clairement dit que non seulement l'Université désirait une telle école mais encore mieux qu'elle est disposée à la mettre sur pied et qu'elle s'est préparée à l'héberger.

Que reste-t-il à faire? Il faudrait que toutes les énergies mobilisables et les influences disponibles se mettent à la tâche pour que le principe d'une école moyenne d'agriculture bilingue soit approuvé à Toronto et aussi pour que des octrois proportionnés à ceux qu'on distribue ailleurs nous soient accordés si l'on veut qu'une telle institution puisse subsister.

En attendant mieux nous continuerons donc notre mouvement vers les écoles moyennes du Québec; nous persisterons aussi à demander la ruralisation de l'enseignement dans nos campagnes; nous inviterons encore les instituteurs de nos écoles rurales à se spécialiser en agriculture pour bien posséder cette science et en imprégner leur enseignement; de plus pour hâter la réalisation de tous ces projet nous insisterons à nouveau pour que soit nommé un directeur provincial de l'enseignement agricole dans nos écoles bilingues.

Nous conseillons fortement aussi à nos écoles secondaires, surtout aux nouvelles sections qui se forment sous le signe de la "consolidation", nous leur conseillons, dis-je, d'inclure l'agriculture comme sujet d'option et d'en confier l'enseignement à un professeur compétent et spécialisé à qui l'on donnera toutes les facilités de laboratoire et autres pour en faire un succès.

Tout cela, ce n'est qu'en attendant mieux . . . et ça ne tardera pas à en venir à "mieux" si tout le monde s'y intéresse comme l'Union des Cultivateurs Franco-Ontariens.

Antonin LALONDE.

En 1947, Antonin Lalonde réitère la demande des cultivateurs franco-ontariens d'obtenir une « école moyenne d'agriculture » en Ontario, adaptée aux besoins des francophones ruraux de la province.

Les cours par correspondance de 1943 portent sur la coopération et 21 diplômes sont remis aux directeurs des différents cercles d'études de la région en 1944. Le journal *Le Droit* publie également dans sa page agricole un cours sur le coopératisme pendant 26 semaines.

Dès 1944, l'UCFO réfléchit pour mettre sur pied un service pour venir en aide aux coopératives déjà établies afin de les guider et les faire progresser. Une fois sur pied, les coopératives sont souvent laissées à elles-mêmes et on demande régulièrement de l'aide à l'Union. En 1945, ce service devient possible avec l'embauche d'un expert en coopération Jean-Marie Vachon, qui devient vérificateur officiel des coopératives francophones de l'Ontario. Jacques Towner, agronome et coauteur du *Cours populaire de coopération* en devient le secrétaire-adjoint. Le service offre plusieurs avantages comme de l'aide pour l'organisation de coopératives, la préparation de chartes, la surveillance et l'uniformisation de la comptabilité. Il se caractérise par sa formule coopérative adaptée aux besoins et à la mentalité des cultivateurs.

Avec son Service coopératif et ses experts, l'UCFO organise une Coopérative centrale avec une Charte provinciale. Elle est fondée à Casselman en 1945 mais son quartier général s'installe à Ottawa. En 1948, elle devient la Coopérative centrale d'Ottawa. Celle-ci réunit douze coopératives locales, fait la vérification de la comptabilité, regroupe les commandes et facilite le travail des gérants. Jean-Marie Vachon se charge de l'étude coopérative et de l'esprit coopératif. « Ce qui donne un plus au Service de coopération de l'UCCFO, c'est l'esprit qui l'anime [...] c'est-à-dire l'esprit agricole, catholique et canadien-français », peut-on lire dans la page agricole du *Droit* du 14 février 1945. Ce service de vérification augmente la confiance chez les membres qui hésitent moins à y adhérer.

L'idée de publier une revue agricole germait depuis un certain temps dans l'esprit des dirigeants. L'embauche d'un secrétaire à temps plein, permet la concrétisation de ce projet. La publication de *La Terre ontarienne*, première revue mensuelle de l'UCFO, voit le jour en décembre 1946 et son abonnement à 1 \$ devient obligatoire pour tous les membres de l'Union.

L'éducation coopérative passe, dorénavant, par cette revue ainsi que par la page agricole du journal *Le Droit*.

En 1947, Roger de Bellefeuille quitte le secrétariat permanent. Antonin Lalonde, ancien président, le remplace comme secrétaire de 1947 à 1948, où il poursuit la publication de la revue. En 1947, on embauche Anselme Lacroix comme propagandiste pour la région d'Ottawa et Rhéal Gagné comme vérificateur de toutes les coopératives. L'UCFO adhère à la Société d'établissement rural (SER) et le secrétaire participe à l'administration de la dite société comme représentant des organismes de l'Ontario.

### **Les difficultés reviennent**

À partir de 1948, les difficultés reviennent et l'UCFO abandonne son secrétariat permanent faute de ressources humaines et financières. En effet, Antonin Lalonde tombe malade et quitte l'UCFO. Ainsi, l'abbé Léopold Martel devient le sixième secrétaire, mais à temps partiel, car il veille aussi à son ministère. Une adjointe, Antoinette Alarie, seconde le travail du secrétaire de 1947 à 1952. L'abandon du secrétariat permanent conduit à la disparition de *La Terre ontarienne* après seulement son septième numéro. Par contre, le journal

causait bien des problèmes à l'UCFO.

La mauvaise distribution de la revue combinée à l'obligation de l'abonnement dans les frais de cotisation mécontentent d'ailleurs bien des agriculteurs. Ils se plaignent de ne pas la recevoir à temps et parfois même pas du tout. En fait, pour économiser les frais de poste, le système de distribution s'effectue par un membre de l'Union dans chaque village, ce qui entraîne bien des lacunes. Le nombre de membres commence à diminuer et les finances s'en ressentent puisque les cotisations demeurent le seul moyen de financement de l'organisme.

À la même période, la Coopérative centrale d'Ottawa cesse ses opérations tout en conservant sa charte en prévision d'un éventuel retour. Par surcroît, plusieurs coopératives se font courtiser par la *United Co-Operative of Ontario* (UCO) la coopérative centrale des cultivateurs de langue anglaise. Cette puissante association, fondée en 1914, offre de nombreux services. En réalité, il est presque impossible d'avoir deux organismes similaires dans la même province. La Coopérative centrale d'Ottawa ne peut, de plus, soutenir la concurrence d'une grande association comme l'UCO à cause du petit nombre de coopérateurs francophones et de leur grand éparpillement. Des discussions entre la Coopérative centrale d'Ottawa et l'UCO portent fruit.

L'UCO décide d'offrir aux coopératives françaises des conditions avantageuses comme un secrétariat bilingue à Toronto, un propagandiste et un vérificateur bilingues tous choisis par l'UCFO. L'UCO est aussi affiliée à l'*Ontario Federation of Agriculture* / Fédération de l'agriculture de l'Ontario (OFA/FAO) une autre puissante organisation, fondée en 1938, qui regroupe la majorité des agriculteurs de l'Ontario. De plus, elle est le principal porte-parole auprès du gouvernement provincial. Ces arrangements semblent satisfaire les coopérateurs francophones ainsi que l'UCFO qui ne désapprouve pas cette affiliation.

Les années quarante procurent une progression considérable pour l'UCFO avec des sommets d'effectifs entre 1944 et 1948, après la création du secrétariat permanent. En 1946, le congrès général annuel, dont le thème est "Le mouvement coopératif en Ontario" réunit des délégués des régions d'Ottawa, Sault-Sainte-Marie, Hearst, Nipissing-Sudbury, Pembroke

## Un pèlerinage sans précédent le 18 mai à Eastview

TOUT LE MONDE EST INVITÉ

### Pour préparer le Congrès marial

Le monde chrétien s'est réveillé à l'annonce du grand Congrès marial d'Ottawa; il veut prier Marie; il a besoin de la paix si déstrée, de cette paix qui ne vient que de Dieu. Les terribles années de guerre et l'incertitude des temps présents laissent le peuple désespéré; il se cherche un moyen pour solidifier son existence. Certes, il y a la richesse et le plaisir qui ont envahi son coeur mais ils ne l'ont pas détruit. Le peuple est chrétien en son âme et il aime à le prouver si les occasions lui en sont données.

C'est pourquoi l'U.C.F.O. a organisé pour le 18 mai prochain un grand pèlerinage à la grotte Notre-Dame de Lourdes située à Eastview. Des milliers de cultivateurs et de citadins iront prier pour demander à Marie de rendre favorable à Dieu son Congrès du 18 au 22 juin.

### La Messe des Paysans

Pour la première fois au Canada, la Messe des Paysans sera chantée à ce grand pèlerinage. Une chorale composée de voix d'hommes exécutera cette messe, oeuvre d'un prêtre français, M. l'abbé Maurice Bouvier. Durant la cérémonie, des jeunes viendront offrir à Dieu le blé, le vin et les travaux des champs. Ce sera un spectacle-pleux mais grandiose et émouvant.

La messe commencera à 9.30 hrs a.m. (heure solaire) ou à 10.30 hrs a.m. (heure avancée).

### Conférence du R. P. Alexandre Dugré, S. J.

Qui ne connaît par la réputation du conférencier invité, le R. P. Alexandre Dugré, S.J.? Aapôtre de la colonisation, voyageur, écrivain et érudit, le R. P. Dugré prononcera une conférence le 18 mai à 1 hr. p.m. (heure solaire) ou à 2 hrs p.m. (heure avancée), à l'Académie de la Salle, rue Guigues. L'entrée sera gratuite.

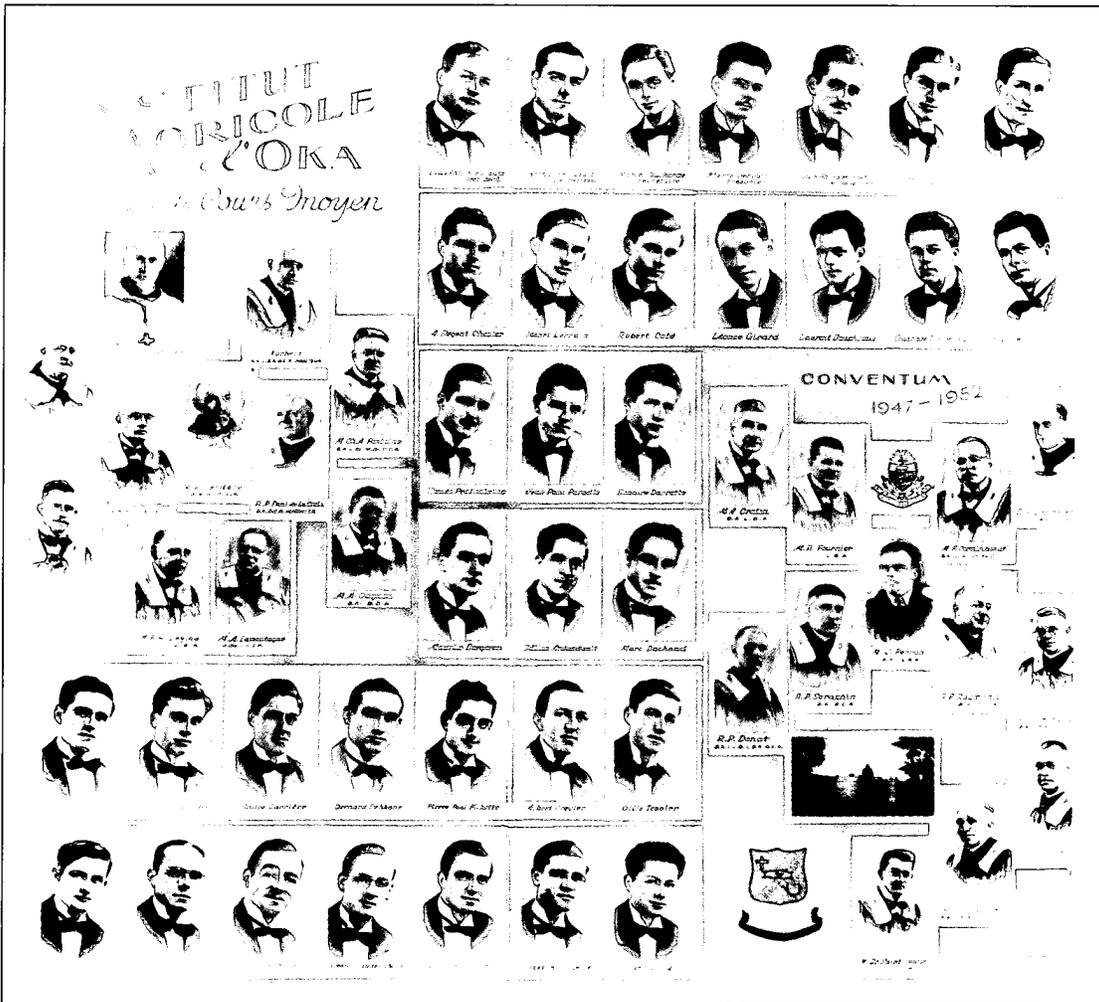
### Tout le monde est invité

Certes, il va sans dire que ce pèlerinage s'adresse avant tout aux cultivateurs; c'est à eux de répondre nombreux à l'appel de Marie. D'ailleurs, cette fête religieuse remplacera la cérémonie qui a habituellement lieu à St-Isidore de Prescott.

Mais ce pèlerinage est aussi pour les gens d'Ottawa, de Hull et d'Eastview. Qu'ils viennent en grand nombre prier pour le succès du Congrès marial. La Messe des Paysans sera pour eux un événement, inoubliable par sa simplicité et la beauté du chant. Dans l'après-midi, la conférence du R. P. Dugré, S.J., sur la colonisation et l'agriculture, n'est certes pas à manquer.

L'U.C.F.O. est donc heureuse d'inviter tous les gens d'Ottawa à se joindre à ses membres pour le grand pèlerinage du 18 mai à la grotte Notre-Dame de Lourdes d'Eastview.

Jacques TOWNER, L.S.A.



Coll. pers. Pierre Glaude

**Institut Agricole d'Oka – diplômés 1947-1952**

Oka nous prépare des chefs ! En 1952, neuf des finissants du cours moyen d'Oka, soit vingt-cinq pour cent de la classe sont de jeunes cultivateurs franco-ontariens. Nous les félicitons de leurs succès et nous leur souhaitons d'être les fiers champions de la science agricole et les apôtres du syndicalisme catholique dans notre province. Suivent les noms des élèves finissants avec leur province ou pays d'origine.

**Finissants du cours moyen**

Nom	Prov.	Nom	Prov.	Nom	Prov.
1- L.P. Glaude, Président	ON	13- G. Traversy	QC	25- P.P. Pichette	QC
2- A. Perreault, V-p	ON	14- E. Tittley	ON	26- A. Crevier	QC
3- M. Ducharme, Secr.	QC	15- R. Préfontaine	QC	27- G. Tessier	QC
4- P. Gervais, Trés.	QC	16- J.P. Paradis	USA (Maine)	28- J. Rousseau	QC
5- L.P. Dostie, 1 <sup>er</sup> Consei.	QC	17- R. Barrette	ON	29- P. Tessier	QC
6- J.P. Pilon, 2 <sup>e</sup> Consei.	QC	18- M. Bergeron	QC	30- M. Moreau	QC
7- I. Quenneville, 3 <sup>e</sup> Cons.	ON	19- O. Archambault	QC	31- J.C. Labelle	QC
8- R. Chénier	ON	20- M. Bachand	QC	32- W. Forest	ON
9- H. Lorrain	QC	21- R. Lasalle	QC	33- G. Labelle	ON
10- R. Côté	QC	22- M. Daneau	QC	34- R. Joly	ON
11- L. Girard	QC	23- A. Carrière	QC		
12- L. Dauphinais	QC	24- D. Debbané	Egypte		

Source: La Terre ontarienne, vol. 1, n° 6, juin 1947, p. 5.

et Alexandria. Pour la première fois, chaque bureau régional ou diocésain peut se permettre l'embauche d'un propagandiste pour le développement de chacune des régions.

À cette période, l'UCFO se bat auprès des instances gouvernementales pour faire abolir la taxe sur les revenus des coopératives. Elle soumet un mémoire à cet effet, puisqu'un projet de taxation des coopératives est prévu dans le budget fédéral de 1946-1947. L'UCFO lance un mot d'ordre à tous ses cercles et les coopératives pour leur demander de protester auprès de leur député fédéral afin qu'il vote contre le projet de loi. De plus, le gouvernement de l'Ontario veut imposer une triple taxe sur les coopératives. Finalement, seules les coopératives avec actions seront imposées. Celles organisées par la Coopérative centrale d'Ottawa seront exemptées de taxes car elles sont sans capital actions (*Without Share Capital*). Enfin, toutes les taxes sur les coopératives seront abolies en 1955.

Cette période faste pour l'Union ne durera pas longtemps puisque le mode de financement demeure précaire et toujours à la merci des cotisations des membres. Après la fermeture du secrétariat permanent en 1948, une baisse d'effectifs se fait aussitôt sentir. Faute d'argent, de secrétaire et de propagandiste, il devient difficile de faire du recrutement. Tous ces facteurs combinés avec la fermeture de la Coopérative centrale vont ralentir considérablement la progression de l'organisme. L'Union se trouvant sans secrétaire général, on décide que l'aumônier s'occupera de la propagande avec l'aide des présidents diocésains de Hearst et de Sault-Sainte-Marie et on embauche, un propagandiste à temps partiel, Anselme Lacroix, pour les seconder.

Le succès de l'Union dépend d'une bonne organisation, d'une propagande efficace et d'un financement stable. C'est ainsi qu'au congrès annuel de 1948, les membres acceptent, malgré certaines réticences, d'augmenter les cotisations de 3\$ à 5\$ dollars. Cette hausse va permettre de maintenir un secrétariat, de payer un loyer, d'embaucher à peu de frais et à temps partiel, le secrétaire-aumônier, un propagandiste et un vérificateur pour les coopératives.

En 1949 le nouveau président, Émile Laplante, suggère la formation d'un comité des finances qui s'occupera de trouver l'argent nécessaire pour l'année en cours et pour les années à venir. Il propose que les coopératives souscrivent une somme venant de leurs fonds éducationnels.

Lorsque Ferdinand Larose prend sa retraite en 1949, et qu'il est possible qu'il soit remplacé par un anglophone unilingue, l'UCFO livre bataille pour demander cette fois-ci, deux agronomes bilingues, un pour Prescott et un autre pour Russell.

### **Oka nous prépare des chefs**

Parmi les réalisations de la décennie, soulignons les démarches faites pour l'intensification de l'électrification rurale, l'égouttement des terres dans le Nord, l'obtention d'un agronome bilingue dans Nipissing, l'amendement à la *Loi des allocations familiales*, l'abolition de la taxe sur les coopératives sans capital actions, l'obtention de fermes modèles et, en 1946, l'Office fédéral du soutien des prix. De plus, en 1947, neuf jeunes fils de cultivateurs franco-ontariens obtiennent un diplôme pour le cours moyen d'agriculture à l'Institut Agricole d'Oka, au Québec. **(Voir page précédente)**

D'ailleurs, ce sont deux Franco-Ontariens, Louis-Philippe Glaude et Arthur Perreault, qui sont élus président et vice-président des étudiants de cette institution la même année. De

<b>Institut Agricole d'Oka</b>		
<b>Étudiants franco-ontariens (1941-1945)</b>		
Étudiants de l'Ontario	Cours	durée de séjour
Lanthier, Anthime	Dalkeith, gradué Méd.vét. en mai 1942	5 ans
Lemieux, Gérard	Sturgeon Falls, Cours moy. en mai 1942	2 ans
Portelance, Ferdinand	Hawkesbury, Préparatoire 1941-1942	1 an
Portelance, Raoul	Hawkesbury, Cours agronomique en 3 <sup>e</sup> 1944-1945	1 an
Prud'Homme, Aurèle	Limoges, Cours agronomique en 3 <sup>e</sup> 1944-1945	1 an
Rochon, Raoul	Warren, Cours moyen 1941-1942	2 ans
Séguin, Édouard	Hawkesbury, Méd. vét. 1941	3 ans (discont.)
Sylvestre, Jean	Vankleek Hill, Préparatoire 1941	1 an (discont.)
<b>1942-1943</b>		
Boudreau, Rhéo	Curran, Cours moyen 2 <sup>e</sup> 1943	1 an
Carrière, Jean-Louis	Ottawa, Préparatoire 1942-1943	1 an (discont.)
Cadieux, Alban	Alfred, Préparatoire 1942-1943	1 an (discont.)
Tittley, Emmanuel	Chute-à-Blondeau, Préparatoire 1942-1943	1 an (discont.)
Boileau, Rolland	Bourget, Cours moyen 1942-44	2 ans
Brazeau, Jean-Claude	Wendover, " 1942-43	1 an (discont.)
Daoust, Laurent	Plantagenet, " 1942-44	2 ans
Lalonde, Rhéal	St-Pascal-Baylon, " 1942-44	2 ans
Lanthier, Fernand	Wendover, " 1942-43	1 an (discont.)
Ménard, Albert	Embrun, " 1942-44	2 ans
Perras, Alexandre	Russell, " 1942-44	2 ans
Ranger, Claude	St-Isidore, " 1942	1 an (discont.)
Ranger, Roger	St-Isidore, " 1942-44	2 ans
<b>1943-1944</b>		
Delorme, Léon	Wendover, Cours agronomique en 2 <sup>e</sup> 1944-45	
Marquis, Léopold	Iroquois Falls, Préparatoire 1943	1 an (discont.)
O'Byrne, Hubert	Plantagenet, Préparatoire 1943	?
Beauchesne, Fernand	St-Isidore, Cours moyen 1943	?
Binette, Robert	Alexandria, "	?
Brasseur, Guy	Embrun, "	?
Charbonneau, Robert	Alfred, "	?
Lafortune, Jean-Paul	Embrun, "	?
Lafrance, Paul	St-Eugène, "	?
Leroux, Jean-Guy	Plantagenet, "	?
Potvin, Charles	Hurdsman Bridge, "	?
Rouleau, Alban	L'Orignal, "	?
Viner, Georges	Clarence Creek, "	?
Statistiques:	Ont suivi Cours moyen complet: 1941-1942	2
	1942-44	6 sur 10
	Doivent retourner en 1944-45	10
	Cours agronomique 1 étudiant en 3 <sup>e</sup> année-jour 1944-45	
	1 étudiant en 2 <sup>e</sup> " 1944-45	
	1 étudiant en 1 <sup>e</sup> " 1944-45	

Source: Archives de l'Union des cultivateurs franco-ontariens.

plus, l'UCFO encourage les paroisses à offrir des bourses d'études pour les étudiants désireux de s'inscrire aux cours d'agriculture à Oka.

Les résolutions émises lors des congrès généraux des années quarante portent notamment sur la demande d'une école moyenne d'agriculture pour l'Est, l'obtention d'agronomes bilingues dans les régions francophones, une ferme expérimentale pour le district de Sault-Sainte-Marie, l'interdiction de la vente de la margarine au Canada, l'établissement d'une politique de prêts agricoles, le soutien des prix pour certains produits, des subventions pour l'achat des grains de provende de l'Ouest canadien, des machines agricoles et des engrais, le contrôle de l'acier pour les pièces de

rechange pour les instruments aratoires, la baisse du prix de ces machines, la diminution de l'impôt sur les revenus des cultivateurs, l'augmentation du prix du lait, l'égouttement des terres agricoles et un sursis pour les fils de cultivateurs afin qu'ils ne soient par enrôlés dans l'armée. Enfin une résolution qui nous apparaît un peu inusitée aujourd'hui, on demande de rétablir l'heure solaire, c'est-à-dire de garder la même heure à longueur d'année

L'UCFO, qui a ses débuts fonctionnait comme le Comité agricole permanent de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFÉO) continue d'entretenir des liens avec elle et décide de s'affilier officiellement. À partir de 1944, un membre de l'Union siège à l'exécutif de l'Association d'éducation. De plus, l'UCFO travaille en étroite collaboration avec la Société canadienne d'établissement rural et l'Institut canadien d'éducation

des adultes. Comme organisme provincial au service des cultivateurs, elle entretient des liens amicaux avec les autres associations agricoles anglophones de l'Ontario et envoie parfois des délégués à leurs rencontres. Fidèle à sa mission et vouée à la défense et à la promotion des intérêts socioculturels et économiques de la population agricole franco-ontarienne, l'UCFO travaille avec les autres associations francophones de la province et du Canada.

Durant cette décennie, trois présidents vont succéder à Antonin Lalonde après 1945: Simon Bertrand (1945-1946), Jean-Noël Dessaint (1946-1949) et Émile Laplante à partir de 1949.

Malgré le leadership fort et des succès remarquables, la fin des années quarante ne laisse présager que de dures épreuves pour la prochaine décennie.



Les foins au Lac Sainte-Thérèse, Nord de l'Ontario, 1940.

## La Semaine de la fierté rurale

Cette activité est lancée pour la première fois, en 1945, sous le nom de la "Semaine de la Messe et du Travail". Elle veut souligner l'importance des messes des Rogations (trois jours de prière pour les fruits de la terre) pour les gens de la campagne.

En 1949, cette semaine prend un nouvel essor et change son appellation pour la Semaine de la fierté rurale avec comme but principal de renouveler la fierté des ruraux. Le clergé veut lutter contre l'influence matérialiste du XX<sup>e</sup> siècle car l'esprit de foi diminue, les jeunes participent moins aux messes des Rogations et on en vient à croire que la mécanisation est aussi efficace que les prières pour l'obtention d'une bonne récolte.

Organisée par la Jeunesse agricole catholique (JAC) et les organismes agricoles, cette semaine est célébrée annuellement cinq dimanches après Pâques, en mai, et se termine le jour de la fête de l'Ascension. Ses objectifs: réunir les agriculteurs et les villageois pour susciter une légitime fierté à l'égard du milieu rural, prendre conscience de ses véritables problèmes et tenter de les résoudre.

La fierté rurale ne signifie pas seulement une simple manifestation d'amour pour le sol et le village, mais c'est tout un état d'esprit, une disposition d'âme que la JAC veut communiquer aux campagnards et leur rappeler



U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30J36, ©Le Droit, 16 mai 1955.

**M<sup>GR</sup> LEMIEUX BÉNIT LES TRACTEURS** – On voit ci-dessus la bénédiction des tracteurs, cérémonie simple et impressionnante, tenue dans le petit village de St-Albert, Ont., lors des fêtes de la Semaine de la fierté rurale. Ces tracteurs conduits sur les lieux par des jeunes fils de cultivateurs, furent bénis pour les protéger contre les accidents pouvant survenir durant les travaux fermiers. Photo *Le Droit*, par Champlain Marcil.

les liens qui les unissent et travailler à les améliorer. Bref, rappeler au milieu rural sa vocation propre et retrouver l'amour de la terre afin d'enrayer l'exode rural chez les jeunes. Entre autres, sensibiliser les jeunes filles au rôle qu'elles peuvent jouer dans les paroisses, car plusieurs d'entre elles vont travailler en ville comme aide familiale.

Les institutrices se font rares dans les campagnes et chaque année les diplômées prennent le chemin de la ville. Plusieurs jeunes hommes attirés par les salaires plus stables de la ville désertent les campagnes et plusieurs terres sont abandonnées.

L'organisation de la semaine se déroule sous un thème précis. Des équipes d'étude composées d'adultes et de jeunes gens discutent entre eux, préparent des activités sociales dont une grande fête champêtre qui clôture la Semaine de la fierté rurale.

Toutes les paroisses de l'Est ontarien où l'on

**Magnifique trophée décerné aux cultivateurs**



Le trophée rural pour les Franco-Ontariens.

U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30/36, © Le Droit, 2 mai 1955.



LE DROIT, OTTAWA, SAMEDI 21 MAI 1955

U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30/36, © Le Droit, 1955.

**UN BEAU SKETCH CLÔTURE LA SEMAINE DE LA FIERTÉ RURALE À PLANTAGENET** – Un sketch dû à la plume de M<sup>me</sup> Gaby Farmer-Denis et portant sur le thème des festivités rurales "L'intimité dans la famille", fut présenté jeudi soir par un groupe d'acteurs de Plantagenet à l'occasion de la clôture des fêtes diocésaines qui ont marqué cette semaine spéciale pour les ruraux. Nous voyons ci-haut, première rangée, de g. à dr.: Jacques Taillon, M<sup>me</sup> Omer Demers, M<sup>me</sup> Simone Lalande. Debout, à l'arrière, même ordre, M<sup>lle</sup> Anne-Marie Grenier, M. Serge Lalonde, M<sup>me</sup> J.-Ch. Leduc, M. l'abbé Gérald Séguin, vicaire, M<sup>lle</sup> Jeannine Boisvenue et M. Robert Lapensée. Ce groupe représente la distribution du sketch. Photo *Le Droit*, par Champlain Marcil.

## semaine de fierté rurale

Plantagenet servait d'hôte, jeudi soir, aux organisateurs de la Semaine de fierté rurale lors des cérémonies de clôture des festivités qui ont marqué cette initiative.

Un intéressant sketch sur "L'intimité familiale" fut présenté par une troupe d'acteurs de Plantagenet. Ce sketch écrit spécialement pour l'occasion par Mme Gaby Farmer-Denis, auteur de Montréal.

Pour ouvrir la soirée M. Laurent Farmer, agronome et président général de la semaine de fierté rurale à Plantagenet, souhaite la bienvenue à tous ceux qui s'étaient rendu à cette manifestation.

Mlle Gabrielle Léger, institutrice et secrétaire du comité local présente ensuite un résumé des activités de la semaine de fierté dans la paroisse de Plantagenet.

Les neufs directeurs d'équipes d'étude firent ensuite connaître à l'assemblée le résultat de leur travail. Voici les noms de ceux qui présentèrent un rapport: Mlle Alma Gour, M. Gilles Pilon, Mme Roger Prévost, Mlle Jeannine Lemieux, Mme Alcide D'Aoust, Mlle Marie-G. Sénécal, Mlle Jeannine Taillon, Mme Vianney Ethier et M. Henri Chaillon.

La présentation de ces rapports fut entremêlée de déclamations. L'auditoire eut l'occasion d'entendre la talentueuse jeune Hélène Ethier, fillette âgée de 7 ans de M. et Mme Vianney Ethier et élève de Mlle Ghislaine Lalonde. La fillette rendit "La petite chaperon rouge". Par après ce fut au tour des jumeaux Bissonnette, Yves et Pierre, âgés de 8 ans et fils de M. et Mme Lionel Bissonnette,

de faire valoir leurs talents. Ils offrirent le morceau "Lorsque vint le soir".

Du côté musical, l'assemblée pût juger du talent des soeurs Séguin, Nicole et Antonine, qui, accompagnées au piano par Mme Antonin Pigeon, interprétèrent "Jeunesse es-tu prête?".

Le clou de la soirée fut cependant la présentation du sketch en deux actes, et intitulé "La maison sans soleil".

Voici la distribution de cette présentation: Ti-noir: Jacques Taillon, Mme Sansouci: Mme Omer Demers, Mme Ferré: Mme Simon Lalande, M. Sansouci: M. Serge Lalonde, Margot: Anne-Marie Grenier, Thérèse: Jeannine Boivenu, Raymond: Robert Lapensée. La réalisatrice était Mme Jean-Charles Leduc.

Après la présentation de ce sketch, Mlle Francine Drouin, présidente de l'A.J.C., prit la parole pour remercier les Dames fermières d'avoir préparé les cartes de métiers.

M. l'aumônier Arsène Hébert prit la parole à la fin de cette soirée pour féliciter le mouvement rural du beau succès de la Semaine de fierté rurale. Il félicita la classe agricole pour mouvement de jeunesse, préparant ainsi les jeunes pour la relève.

retrouve une section de la JAC et un syndicat local de l'UCFO participent à la Semaine de la fierté rurale. D'ailleurs, à cette occasion, l'UCFO en profite pour remettre ses décorations annuelles aux cercles les plus méritants soit le Trophée rural pour les Franco-Ontariens. Pour obtenir ce trophée, un blason de quatre pieds de diamètre, le syndicat local doit compter dans ses rangs au moins 50 % des cultivateurs de sa paroisse; pour le conserver, ce nombre doit augmenter de 5 % chaque année pour ensuite devoir le maintenir à un minimum de 75 %. C'est avec une grande fierté professionnelle que chacune des paroisses aspire à se mériter l'emblème de l'UCFO.

À cette époque, l'UCFO organise annuellement, en mai, un grand ralliement diocésain pour la fête de son patron, Saint-Isidore, le Saint patron des laboureurs. En 1955, les dates des deux événements coïncident et donnent lieu à de nombreuses manifestations si bien que les festivités sont réparties sur deux semaines. Celles-ci sont relatées dans le journal *Le Droit* d'Ottawa et le secrétaire de l'UCFO, J. F. Séguin y fait publier le programme complet des activités. L'abbé Arsène Hébert, aumônier général de l'UCFO et aumônier diocésain de la JAC procède à l'ou-

U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C-30/36, © Le Droit, 21 mai 1955.

LIMONADE



**ASEPTA**

LIBÈRE

VITE ET BIEN

— Agréable au goût

LAXATIVE-PURGATIVE

verture officielle par la célébration d'une grand-messe solennelle à Saint-Eugène, le 8 mai 1955.

Pour clôturer l'événement, lors du dimanche de l'Ascension, M<sup>gr</sup> M.J. Lemieux, archevêque d'Ottawa, se rend à Saint-Albert où il célèbre la messe d'Action de grâces, puis procède à la bénédiction des métiers, des grains de semence, des champs et des tracteurs, une activité très prisée par les jeunes ruraux qui défilent fièrement sur leur engin.

En 1954, six provinces et 25 diocèses participent à la Semaine de la fierté rurale, du 20 au 27 mai, sous le thème "L'amour source de merveille", et en 1955, le thème choisi est "L'intimité familiale".

## Chapitre 6

### **Les années cinquante: dur labeur valorisant mais années de vaches maigres**

**D**e 1948 à 1953, la situation de l'UCFO se détériore grandement et malheureusement un certain recul se manifeste. En effet, durant cette période l'organisme fonctionne au ralenti avec de nouveau un secrétariat temporaire tenu par l'abbé Léopold Martel (1948-1949) puis par M<sup>re</sup> V. Croteau (1949-1952) qui y travaillent seulement à temps partiel. L'UCFO a abandonné la Coopérative centrale et se retrouve avec une diminution considérable de ses membres causée par un retrait temporaire des régions du Nord. Il va sans dire que les finances s'en ressentent également car le nombre de membres chute dramatiquement. Il passe de 1 500 à la fin des années quarante à 600 en 1951 pour se maintenir autour de 500 pendant toute cette décennie. On assiste par surcroît, à une certaine indifférence chez les cultivateurs de Prescott et Russell et des autres régions, car seulement quelques syndicats payent leur cotisation malgré une baisse à 4\$.

Heureusement, quelques événements vont permettre à l'UCFO de rebondir une fois de plus. Ainsi, en 1950, le Conseil ontarien d'orientation populaire (COOP) (1950-1956) qui est une section ontarienne du Conseil canadien de la coopération vient en aide à l'association. Le COOP est une association provinciale dont les buts sont l'implantation et l'organisation des caisses populaires et des coopératives dans toutes les régions francophones de l'Ontario. Son siège social est situé au Centre social de l'Université d'Ottawa et sous la direction des pères Gustave Sauvé et Hubert Casselman, il organise des cours par correspondance sur la coopération destinés au grand public. Le Centre social sert de propagandiste de la coopération et il devient un service d'éducation populaire sans pareil à cette époque. D'ailleurs, une tournée de propagande s'organise dans le Nord, grâce au COOP et avec l'aide financière de l'Union catholique des cultivateurs du Québec (UCC).

Un autre événement majeur survient avec la nomination de l'abbé Arsène Hébert comme nouvel aumônier de l'UCFO (1952-1960). Ce dernier redonne une certaine vigueur à l'organisme. En effet, nommé secrétaire-trésorier il se dépense sans compter pour la relance de l'association qui lui tient à cœur. Avec le président Roland Piché (1951-1953) et malgré un

déficit de 1 000 \$, il embauche un propagandiste, Paul Robitaille qui travaille fort pour reprendre les tournées de propagande, et collaborer avec le COOP. De plus, pour regarnir les coffres, il sollicite des dons auprès des coopératives et des caisses populaires pour assurer la survie de l'Union. Le propagandiste organise, entre autres, des réunions mensuelles dans les cercles paroissiaux et il les visite régulièrement. Il semble que le travail porte fruit car, encore une fois, la crise se résorbe et l'UCFO qui était en danger de disparaître poursuit ses activités.

Après des discussions avec les comités exécutifs de l'UCFO et de la Fédération de l'agriculture dans les comtés de Prescott et Russell, un projet de fondation d'un regroupement d'agriculture pour chacun des deux comtés se concrétise en 1952 avec l'abandon de l'Union diocésaine d'Ottawa. La formation de deux régions distinctes semble nécessaire pour regrouper ensemble les forces vives de chaque comté. Elle s'avère une possibilité pour travailler avec tous les intervenants régionaux comme les cercles de l'UCFO, les sociétés d'agriculture, les cercles d'éleveurs, les préfets de comté, les cercles féminins, les coopératives, les associations de producteurs de fromage, de porcs, de betterave à sucre, les cercles d'aviculteurs ou d'horticulture, les cercles d'amélioration de produits agricoles et les cercles de jeunes éleveurs. Il faut dire que l'éloignement et les distances freinent le développement d'une seule union régionale.

Les comités exécutifs de ces deux comtés s'entendent sur la nécessité de fonder une école moyenne d'agriculture dans l'Est de l'Ontario. Ils réclament également un agronome bilingue pour les comtés de Prescott et Russell. Un amendement, à la constitution, stipule que l'Est sera divisée en deux régions, soit le région de Prescott et la région de Russell. Les deux unions régionales fonctionnent d'une façon indépendante et tiennent chacune leur congrès régionaux où leurs recommandations seront formulées et présentées au congrès général annuel. Elles élisent, chacune, un conseil d'administration et leur président et vice-président vont siéger sur le CA du Bureau central.

Après le départ du propagandiste Paul Robitaille, Jean-François Séguin fait la rencontre de l'abbé Hébert qui lui propose immédiatement le poste, en 1953. Il lui offre un salaire de 500 \$ pour six mois avec une prime de 1 \$ pour chaque nouveau membre recruté. Une partie de son salaire provient du capital de la défunte Coopérative centrale qui possède encore sa Charte et quelques liquidités qu'elle dépense pour la poursuite de son rôle d'éducation et d'orientation.

Jean-François Séguin qui veut se familiariser avec l'organisme, distribue un questionnaire dans chaque cercle afin de connaître leur profil exact. Il demande les noms de ses dirigeants, le nombre de cultivateurs dans la paroisse, le nombre de fils de cultivateurs de 18 à 25 ans, le nombre de ceux qui étudient en agriculture ainsi que les besoins des agriculteurs et leurs attentes face à leur Union. Il visite aussi 13 paroisses qui avaient abandonné leurs activités et reprend l'enseignement de la doctrine sociale de l'Église, des bienfaits de l'association, de la coopération et de l'établissement rural.

Devant le succès du nouveau propagandiste, l'exécutif décide de l'embaucher, en mai 1954, comme secrétaire général. Son rôle sera de réorganiser le secrétariat permanent et les syndicats paroissiaux et de préparer les fêtes du 25<sup>e</sup> anniversaire. Avec l'embauche d'un secrétaire à temps plein et la reprise des activités, l'augmentation du nombre de cercles et de membres ne se fait pas attendre. D'ailleurs, en prévision des fêtes du jubilé d'argent on adopte le mot d'ordre: « Un syndicat dans chaque paroisse ». Enfin, on reprend, dans les cercles,

l'étude des principes de base oubliés au cours des dernières années.

Dans la page agricole du *Droit*, du 16 août 1954, on lit que :

L'UCFO voulant que les préparatifs en vue de la célébration de son 25<sup>e</sup> anniversaire ne s'en tiennent pas simplement qu'à des manifestations d'apparat, a voulu que dans chaque paroisse, les cultivateurs franco-ontariens réorganisent leurs syndicats professionnels. [...] Le président général marchant sur les traces de ces prédécesseurs, a affirmé que chaque cultivateur doit être fier de présenter un syndicat agricole bien organisé lors du congrès général, commémorant le 25<sup>e</sup> anniversaire de vie de l'UCFO.

Ainsi dans les régions de Prescott et Russell, les cercles passent de 9 à 21 et les membres de 300 à 500 et la cotisation peut revenir à 5\$. Un certain regain reprend également dans le Nord avec l'arrivée du père Albert Régimbal, un fervent promoteur de la culture française alors que les choses progressent également dans le diocèse de Hearst. Le congrès diocésain de Hearst réunit plus de 300 congressistes, fermiers et fermières de la région ainsi que des représentants des régions de Sudbury et de l'Est.

Ce regain de vie à l'UCFO repose sur le travail acharné de J.F. Séguin qui organise pas moins de 250 réunions entre 1953 et 1954 tant à l'exécutif, que dans les paroisses et dans les régions. Le secrétaire assiste également aux assemblées des autres organismes agricoles de la province, comme celles de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario, de l'ACFÉO, aux assemblées des coopératives et des caisses populaires, des cercles des fermières et des Clubs 4-H. Il met à l'étude la coopération et il seconde le travail des agronomes. De plus, il apporte bénévolement sa collaboration à la page agricole du *Droit* procurant une source d'information pour les membres tant sur le plan local que régional. Jean-François Séguin axe davantage ses articles sur l'Union pour renseigner les lecteurs sur les activités et les réunions en cours. *Le Droit* accorde un rabais de 2\$ sur l'abonnement annuel de 9\$ à tous les membres en règle de l'UCFO, et cet argent est versé directement au Bureau central. J.F. Séguin collabore à la page agricole de 1953 jusqu'à sa disparition en 1962.

En 1954, c'est véritablement la fin de la Coopérative centrale, qui constitue une source de dépenses inutiles. Puisque l'UCFO fait déjà de l'éducation coopérative, la centrale n'a plus sa place et sa Charte est retournée au gouvernement provincial.

On couronne, l'année 1954, de façon spectaculaire avec les célébrations du jubilé d'argent de l'UCFO. Sous le thème "Le Grand Réveil", le congrès tenu à Embrun, le 3 novembre 1954, rassemble plus de 800 congressistes de toutes les régions de l'Ontario. Pour l'occasion J.F. Séguin rédige un programme-souvenir. En mai 1954, les fermiers et les fermières soulignent le 25<sup>e</sup> anniversaire de sacerdoce de l'abbé Arsène Hébert, un pilier de l'UCFO et de la cause agricole, en lui organisant une grande fête.

Au début des années cinquante, le manque de liquidité devient un souci constant. Il faut trouver des revenus pour maintenir le secrétariat et payer le salaire de son secrétaire. Malgré l'accroissement du nombre de membres, les dépenses augmentent plus vite que les revenus. À partir de 1950, l'année financière se termine toujours avec un déficit ou un léger surplus de quelques dollars. Pour combler son manque de revenus, l'UCFO demande des dons auprès des associations, des caisses populaires, des coopératives et des autorités religieuses. En 1955, la situation financière devient critique et on suggère encore d'abandonner le secrétariat. Le président général lance des appels de secours auprès des organismes francopho-

nes. Un prêt de 500\$, sans intérêt, de l'abbé Hébert sauve le secrétariat et en 1956, un don de 800\$ de l'ACFÉO permet encore de continuer. Le secrétaire voyage, en partie, à ses frais et parfois, il prend à sa charge les dépenses d'administration.

Cette situation intenable compromet les efforts entrepris et on risque la fermeture de l'organisme. Afin de trouver des moyens financiers supplémentaires, le secrétaire prépare pour la première fois un mémoire bilingue qu'il soumet aux Comtés unis de Prescott et Russell pour leur demander un financement annuel. Ceux-ci financent déjà la Fédération ontarienne de l'agriculture, un organisme anglophone dans une région où les 4/5 des cultivateurs sont francophones. J.F. Séguin défend si bien la cause de l'UCFO et des cultivateurs francophones que pour la première fois, elle reçoit une subvention de 700\$ renouvelable annuellement.

Deux autres mémoires soumis au Conseil de la vie française et à l'Union Saint-Joseph du Canada permettent d'obtenir des fonds soit 1 000\$ du Conseil et 2 000\$ de l'Union. L'Union Saint-Joseph du Canada, fondée, en 1863, la seule Société mutuelle d'assurance française en Ontario, offre 500\$ annuellement si l'UCFO s'engage à lui faire de la publicité à travers ses cercles d'étude. C'est ainsi que l'UCFO peut financer son secrétariat puisqu'en 1957, l'organisme reçoit alors plus en dons qu'en cotisations; soit 2 600\$ en cotisations et 4 400\$ en dons. Malgré tout, l'année financière se termine avec un déficit de 500\$ puisqu'il faut rembourser le prêt consenti par l'abbé Hébert. En 1957-1958, le déficit se chiffre à 250\$ et en 1958-1959 l'année se termine avec un surplus de 20\$.

Ces exemples, parmi tant d'autres, illustrent bien les difficultés financières que connaît l'Union depuis sa fondation. Non seulement il faut travailler sans relâche pour augmenter le nombre de membres pour vivre avec les cotisations toujours insuffisantes, mais en plus il faut être constamment à la recherche de nouvelles sources de financement. Les Comtés unis contribuent pendant plusieurs années au financement de l'organisme et permettent, en partie, de continuer les activités.

En 1958, l'UCFO accepte la proposition de la compagnie coopérative anglophone la *Co-Operators Insurance Association* (CIA) de vendre de l'assurance auprès des familles des cultivateurs (habitation, accident, maladie, automobile) moyennant une rétribution annuelle de 2 000\$. On met sur pied un comité d'assurance présidé par Jean-Nöel Dessaint. La CIA avait été fondée en 1949, par la *United Co-Operative of Ontario*, l'*Ontario Federation of Agriculture* et la *Credit Union League*. La CIA aide financièrement des organisations agricoles et sociales de la province qui acceptent de s'affilier avec elle afin de pouvoir approcher leurs membres pour leur vendre de l'assurance.

### **L'éducation populaire: un besoin criant**

Les années cinquante sont caractérisées par les campagnes d'éducation et par la mise sur pied de cours paroissiaux. En 1955, l'abbé Hébert organise une semaine de coordination des mouvements coopératifs et agricoles de la province au camp Saint-Louis, dans le comté d'Argenteuil (Québec). Cette semaine, baptisée "Concentrun", est planifiée conjointement par le Conseil ontarien d'orientation populaire (Con-) le Centre social de l'Université d'Ottawa (-centr-) et l'Union des cultivateurs franco-ontariens (-un). Elle réunit une soixantaine de délégués des quatre coins de l'Ontario, qui représentent des organismes agricoles et

## “Concentrum”: semaine d'étude agricole au Camp Saint-Louis



**SEMAINE D'ETUDE "CONCENTRUM".** — On voit ici un groupe de représentants des divers mouvements agricoles et coopératifs de l'Ontario français, qui ont été convoqués au Camp Saint-Louis, à Saint-Michel de Wentworth, comté d'Argenteuil, afin d'étudier un

plan de coordination efficace de tous les mouvements qui s'occupent d'agriculture. Les délégués entourent ici M. l'abbé Arsène Hébert, directeur du Camp Saint-Louis et aumônier général de l'U.C.C.F.O.

(Cliché "Le Droit").

U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30736, ©Le Droit, 6 septembre 1955.

coopératifs. La préoccupation demeure toujours la même soit l'exode des jeunes vers les villes et l'éducation des cultivateurs. L'UCFO veut dans ses rangs des agriculteurs plus éclairés, plus compétents, davantage d'agronomes parmi les Franco-Ontariens et une jeunesse mieux instruite afin d'effectuer un travail collectif plus efficace.

En 1954, 67% de la population est citadine et 33% rurale. Depuis 50 ans, la désertion des campagnes se chiffre à 47,5%. Cette rencontre a pour but de trouver des moyens de contrer cet exode et l'éducation semble le meilleur moyen pour y parvenir. Devant l'urgence de la situation, J.F. Séguin de l'UCFO, secondé par l'Union catholique des fermières et la Jeunesse agricole catholique, organise en 1955, un Comité d'établissement rural dans chacune des paroisses du diocèse d'Ottawa et prépare un questionnaire afin d'enquêter sur le déficit rural dans les comtés de Prescott et Russell. (Voir "Enquête sur la situation de nos jeunes ruraux")

**à la page suivante)**

Toutes les familles sont tenues de répondre au formulaire. Sur 18 paroisses et 4000 familles sondées, 1 350 réponses sont retournées à l'UCFO. C'est ainsi que nous apprenons que 1 250 familles sont abonnées au *Droit* et bénéficient de sa page agricole. L'étude démontre que la population souffre du manque d'instruction. En effet, moins de 10% des enfants dépassent le stage du primaire et trop peu de jeunes garçons et de filles terminent leurs études primaires, d'où le manque de chefs en milieu rural.

Tracer un plan d'action provinciale en vue de promouvoir l'éducation des adultes dans le milieu rural et particulièrement le milieu agricole voilà les buts de la semaine d'étude. Pour assurer la survivance des ruraux, il faut avoir accès à la connaissance pour apprendre la pratique d'un métier rural ou pour faire l'acquisition d'une ferme. Ainsi, le maintien de la jeunesse en zone rurale peut contribuer au développement et à la survivance de l'UCFO.

La semaine d'étude connaît un succès remarquable et aboutit à l'expansion de l'UCFO dans toutes les régions agricoles de l'Ontario français. Une grande tournée s'organise dans le Nord et l'Union semble plus forte que jamais. Les retombées de cette semaine historique seront pourtant de courte durée, puisque déjà, dans le compte-rendu du congrès annuel de 1956, certains mécontentements des régions du Nord se font sentir au sujet des cotisations. En effet, les cotisations perçues se répartissent comme ceci: 20% au syndicat local, 40% à l'Union régionale et 40% au Bureau central.

Les cotisations versées à l'Union provinciale dégarnissent les fonds des régionales qui ne peuvent plus embaucher un propagandiste régional et donner des services à leurs membres. De plus, à part quelques visites annuelles, ils ne reçoivent pas beaucoup d'aide du Bureau central. À partir de 1957, la région de Hearst ne paie plus aucune cotisation. C'est ainsi que nous assisterons, peu à peu, à l'effritement graduel de l'UCFO de Sudbury-Nipissing et de Hearst jusqu'à leur retrait définitif en 1958.

À partir de 1956, des cours d'éducation populaire se tiennent dans les paroisses. Ces cours sont organisés par les cultivateurs et les fermières de l'Ontario, sous les auspices du ministère de l'Instruction publique, de la Division d'Action Sociale et du ministère de l'Agriculture. Les cours, donnés par des agronomes et des techniciens portent sur l'administration de la ferme, les impôts, la fertilisation, les mauvaises herbes, les pâturages, le lait, les semences et les récoltes. Parmi les cours offerts aux dames mentionnons, l'artisanat, l'art culinaire, la couture et le folklore. On encourage les cours de chefs (leadership) afin de former les dirigeants de l'avenir. Les leçons de civisme expliquent les devoirs d'un Canadien français en Ontario. Les cours sont offerts dans une paroisse de chaque comté et celle-ci change d'une année à l'autre. D'une durée de huit semaines, ils se donnent pendant l'hiver et obtiennent beaucoup de succès. Ils sont gratuits pour les membres en règle ou 3\$ la série. D'une durée qui varie entre 32 et 70 heures, les inscriptions se chiffrent à 250 personnes en 1956-1957 et à 300 en 1957-1958. En trois ans soit, de 1956 à 1959, 152 heures de cours sont données à 688 personnes par 25 conférenciers et techniciens qui instruisent les ruraux. Ces sessions de formation deviennent très populaires et on demande de les renouveler annuellement.

Pendant la même période, des cours d'éducation populaire offerts par la Jeunesse agricole catholique (JAC) réunissent de 500 à 600 jeunes dans Prescott et Russell. La jeunesse rurale s'avère active dans les cercles d'étude qui traitent de différents sujets comme l'étiquette, le civisme, l'amour, la vie religieuse, le travail et l'argent. D'autres cercles, plus intel-

UNION DES CULTIVATEURS FRANCO-ONTARIENS  
200, rue Cobourg,  
Ottawa, Ont.

Enquête sur la situation  
de nos jeunes ruraux.

Faites en 1955 par l'Union des Cultivateurs  
Franco-Ontariens avec la collaboration de  
l'U.C.F. et de la J.A.C. dans les régions de  
Prescott et Russell

Un comité d'enquête fut formé dans 18 paroisses représentant 4000 familles--  
1350 réponses -- reçoivent le journal Le Droit 1250 abonnements.

dans 10 paroisses

no. de familles 2000 -- pop. 50% des 18 paroisses visitées

no. de réponses 1000 -- 50% des familles

reçoivent Le Droit  $\frac{650 \text{ officiel}}{2000 \text{ familles}}$   $\frac{415 \text{ déclarés}}{1000 \text{ réponses}}$

Caisse d'Établissement  
Oui----- 78%  
Non----- 4%  
Abstention----- 18%

<u>Garçons</u>	<u>avant laissé la classe en</u>	<u>Filles</u>	<u>TOTAL</u>
1ère année			0
2ième année	2		2
3 " "	0	un garçon ayant	0
4 " "	3	complété son cours primaire	4
5 " "	21	vaut	24
6 " "	47	<u>\$2500.</u>	77
7 " "	99		156
8 " "	219		431
9 " "	51		105
10 " "	64		138
11 " "	17		40
12 " "	26		40

ayant complété leurs études

Ecole Normale -- 55  
Ecole d'Agriculture -- 5  
Garde-malade -- 13  
Médecin -- 1  
Religieux -- 42 (y compris prêtres et religieuses)

TOTAL 116

	<u>Garçons</u>	<u>Problème d'établissement</u>	<u>Filles</u>	
moins de 13 ans	900	dans		
de 13 à 18 ans	270	10 ans	860	= 1760
de 18 à 23 ans	193	5 ans	254	= 524
de 23 à 30 ans	99	immédiat	145	= 338
non mariés		" (?)	85	= 184
TOTAL:	1462		1344	2806

Moyenne d'âge: Hommes 46.193 ans Femmes: 42,014 ans

Ces chiffres parlent par eux-mêmes et démontrent la nécessité d'un effort concerté et continu afin de rendre accessible aux jeunes agriculteurs sérieux l'acquisition d'une ferme, ou le perfectionnement nécessaire afin de leur permettre la pratique d'un métier rural ou autre dans des conditions normales.

le 17 avril 1956.

J.François Séguin, secrétaire général.

Résultats de l'enquête réalisée par J.François Séguin, en 1955, sur la situation des jeunes ruraux.

# Incontestable succès remporté par le 25<sup>ème</sup> congrès de l'U.C.C.F.O.

1,500 membres de l'organisation se réunissent à Embrun — Les nouveaux officiers — A l'U.C.F.O. — Le comité exécutif

Par Nicole FONTAINE

L'Union catholique des cultivateurs franco-ontariens a tout lieu de se réjouir du magnifique succès remporté par son 25<sup>e</sup> congrès tenu à Embrun hier. Celui-ci, en dépit d'une température détestable, a su réunir au delà de mille cinq cents délégués venus de tous les coins de la province d'Ontario et même du Québec afin de cumuler leurs efforts respectifs en vue de l'épanouissement de cet admirable organisme.

Aussi le message télégraphique qu'avait fait parvenir aux cultivateurs franco-ontariens Sa Sainteté le Pape Pie XII, leur offrant sa bénédiction apostolique, de même que le paternel hommage que leur rendait Mgr l'archevêque d'Ottawa, Mgr M.-J. Lemieux, O.P., dans son sermon au cours de la messe solennelle d'action de grâce, ne pouvaient-ils laisser prévoir autre chose qu'une brillante réussite.

Nous réservons à la page agricole de lundi un compte rendu plus extensif du programme de cette journée. Aussi nous en tiendrons-nous à un bref résumé des causeries prononcées par les conférenciers invités.

M. Raymond Bruneau, député de Glengarry-Prescott, encouragea les congressistes à lui soumettre leurs problèmes et revendications dont il se ferait l'écho par la suite auprès de la Chambre. "Car, puisque je représente une population essentiellement agricole, il est de mon devoir de me porter garant de sa prospérité et c'est avec la plus grande joie que j'accueillerai toutes suggestions de votre part", de conclure M. le député Bruneau.

Au programme d'étude, lequel se poursuivait dans l'après-midi, M. Léopold Larivée, chef du service de propagande et d'éducation de l'U.C.C., exposa la nécessité d'une organisation syndicale paroissiale. De plus en plus la société exige-t-elle de se grouper, de s'unir, afin de former une entité qui puisse assurer un progrès continu. De même le progrès national agricole doit-il être fondé sur l'union des forces, laquelle aura eu à sa base plusieurs groupements collectifs

L'efficacité d'un tel mouvement dépendra de la compétence du comité directeur qu'auront pris soin d'élire les membres. A ce comité directeur appartiendra entre autres la tâche très importante d'un recrutement qui devra s'accroître sans cesse, afin d'assurer la bonne marche du syndicat qui ne pourra que s'avérer, à la satisfaction de tous, un organisme constructif et nécessaire à la population rurale.

M. Gilbert Mireault, agronome propagandiste de l'U.C.C., section Montréal-Saint-Jérôme, développa la question des "marchés". L'organisation rationnelle des marchés, d'expliquer M. Mireault, est née avec l'évolution de l'agriculture laquelle, à son tour, a pour base le libéralisme économique adapté à l'industrie. Les économistes ont démontré que le libre-jeu de la loi de l'offre et de la demande était néfaste à l'exploitation agricole. D'autre part le cultivateur aux prises avec ses problèmes d'administration et de production n'était plus capable de comprendre le rouage compliqué du commerce et ses produits. A la fin du siècle dernier nous voyons naître les grands mouvements syndicaux qui préconiseront l'organisation rationnelle de la mise en marché basée sur l'action syndicale. Les gouvernements socialistes n'accepteront pas cette formule; mais les mouvements syndicaux continueront à lutter et arriveront à la réaliser.

Ils iront même jusqu'à préconiser également une organisation interprofessionnelle des marchés basés sur l'organisation professionnelle syndicale. Cette dernière organisation vient affirmer ce qui existe déjà et même en favoriser le développement.

MM. les agronomes Laurent Farmer (comté de Prescott) et William Montcalm (comté de Russell) ont tour à tour apporté de judicieux conseils quant aux différents points qu'il conviendrait de discuter au cours des prochaines assemblées syndicales, tel le problème important que comporte celui de l'établissement des jeunes,

les résultats du comité d'élection. Voici la liste des candidats élus:

Pour Prescott: M. Henri Dupont, président; M. Albert Séguin, président régional; M. Armand Bertrand, directeur régional.

Pour Russell: M. Florent Bourbonnais, président d'élection; M. Edgard Brisson, président régional, et M. René Sauvage, directeur régional.

De leur côté les dames fermières menaient à bonne fin leur 25<sup>e</sup> réunion d'U.C.F.O.

La causerie de Mme M.-G. Sénécal, intitulée "Si j'avais 20 ans", ne manqua pas d'intéresser l'assistance féminine, par les sages conseils qu'elle a si justement prodigués à ses jeunes consœurs. "Voulez-vous voir grand, plantez petit, disent les forestiers", de commenter la conférencière. Un rôle vous appartient que seul vous pourrez jouer et qu'il convient de remplir à la perfection. Allez devant vous, selon vous et avec Dieu pour guide.

Citons également un extrait de l'éloge qu'a fait de la maternité Mme Victor Bourbonnais: "Ce que toute rurale devrait savoir, c'est que mille gerbes de blé ne sont si belles de signification qu'une solide fille de cultivateur, fidèle à ses origines et riche des trésors de la tradition ethnique, faite du sens de la continuité. La jeune rurale qui sait cela par le sang, possède la vraie science et tout le reste lui sera donné par surcroît."

Chez les dames les résultats du comité d'élection sont les suivants: Mme M.-G. Sénécal, présidente diocésaine; Mme A. Lauzon, vice-présidente diocésaine; Mme D. Préseault, secrétaire générale; ont été élues directrices diocésaines: Mmes V. Bourbonnais, L. Legault, P. Titley, Milles David et Rochon.

Le plat de résistance de la journée, ainsi que le qualifiait très justement M. J.-François Séguin, était sans contredit la causerie de R. P. Gustave Sauvé, O.M.I., chef du secrétariat de l'Association d'Education, qu'il avait été invité à prononcer au cours du banquet de la soirée.

Ce dernier a parlé de la culture de la classe rurale et de son apport à la vie française; de là il conclut à la nécessité de garder intacte la foi, les traditions et la



Messe célébrant le 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'Union des cultivateurs franco-ontariens.

lectuels s'intéressent au capitalisme, au libéralisme, au socialisme et à l'histoire.<sup>11</sup>

### De belles victoires!

Après maintes résolutions et de fortes pressions faites auprès du gouvernement ontarien, l'UCFO obtient, en 1958, que le bois

coupé sur une entreprise agricole soit considéré comme un produit de la ferme. C'est alors la victoire politique la plus importante jamais obtenue par l'UCFO dans le domaine de la législation agricole. Cette victoire réjouit les cultivateurs du Nord qui peuvent désormais s'organiser en associations spécialisées et négocier directement avec les compagnies forestières. La coupe du bois sur les fermes s'avère maintenant régit par le ministère de l'Agriculture au lieu du ministère des Terres et Forêts et on enlève le mot pulpe dans la loi du *Farm Producers Marketing Act*.

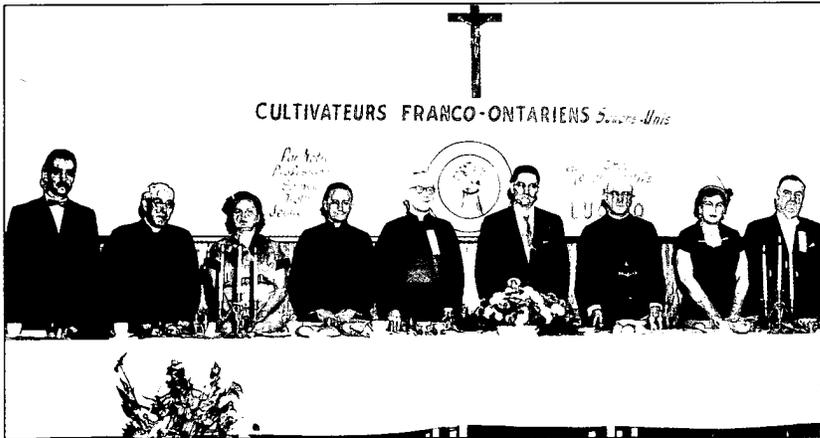
Un référendum tenu en 1958 par l'Office des marchés des producteurs de porc de l'Ontario donne aussi une grande visibilité à notre association. En effet, le plébiscite tenu dans 42 comtés et 420 municipalités

Nouveau bureau de direction lors du 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'UCFO: de g. à d., Edgar Brisson, prés. de Russell; l'abbé Arsène Hébert, aumônier général; Émile Laplante, président général; J.-François Séguin, secrétaire général; Albert Séguin, prés. de Prescott et Armand Bertrand, dir. régional Prescott, Embrun (Ont.) 3 nov. 1954.



U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens (C30), Ph124-4

11. U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C/30-7/6/6.



U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens (C30), Ph124-5

Table d'honneur du banquet du 25<sup>ème</sup> anniversaire de fondation de l'UCFO, Embrun (Ont.), 3 nov. 1954. De g. à d., J.-François Séguin, secrétaire général; Jos. Payette, aumônier diocésain de Hearst; madame Émile Laplante; l'abbé Arsène Hébert, aumônier général; M<sup>re</sup> P.-Ed. Brunet, curé; Émile Laplante, président général; le R.P. Gustave Sauvé, O.M.I.; et M<sup>me</sup> et M. le maire Grégoire.

demande aux fermiers de se prononcer en faveur d'un nouveau mode de mise en marché. Comme l'enjeu s'annonce important, l'Association des éleveurs de porcs de l'Ontario, qui courtise les francophones, s'associe à l'UCFO. L'organisme traduit même ses fascicules afin de bien faire connaître le dossier. De tous les comtés de la province, ce sont Prescott et Russell qui donnent la proportion du vote la plus élevée avec respectivement 96% et 97%, pour une moyenne totale de 68% dans les autres comtés. La participation des agriculteurs de langue française de l'Est s'avère un tournant décisif pour l'Association des producteurs de porcs (*Ontario Hog Producers*). En fait, ce bon résultat contribue à mieux faire connaître l'UCFO non seulement dans les milieux agricoles francophones de la province, mais surtout auprès des autres cultivateurs anglophones.

Une réalité désolée néanmoins les dirigeants de l'UCFO. Bien que l'Union travaille d'arrache-pied pour le bien-être de tous les cultivateurs francophones de la province, parle en leur nom et défend leurs intérêts, seulement quelques centaines d'entre eux en sont membres. Cette victoire réalisée grâce au travail de l'UCFO dans Prescott et Russell démontre hors de tout doute les bienfaits d'une association professionnelle forte et bien organisée.

En 1958, l'UCFO déménage à la Maison franco-ontarienne, située à Ottawa. Cette maison historique devient le centre de la vie française en Ontario avec sous son toit, huit des plus grands organismes franco-ontariens, dont l'ACFÉO et la

Banquet du 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'UCFO.



U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens (C30), Ph124-9

Fédération des femmes canadiennes-françaises.

La même année, on assiste à la création d'un nouveau syndicat, à Dalkeith dans Glengarry, qui se greffe à la région de Prescott pour former la région de Prescott-Glengarry. Un cultivateur de ce coin vient siéger au Bureau central.

Le décès de l'abbé Joseph Payette en 1957 influence grandement l'avenir de notre organisation dans le Nord. En effet, le curé de Val-Rita était un ardent défenseur de la classe rurale et une dynamo dans l'organisation de l'UCFO de cette région du Grand-Nord. Grâce à son travail assidu comme aumônier, secrétaire, organisateur et propagandiste, l'Union avait progressé dans cette région. Son décès coïncide d'ailleurs avec le déclin qui s'amorce dans le Nord. L'année après sa mort, la situation financière de l'Union devient très difficile avec le départ de la région de Nipissing-Sudbury avec ses 500 membres et celle de Cochrane-Hearst avec sa centaine de membres. Plusieurs d'entre eux se sentant mal servis par l'UCFO vont se joindre aux associations anglophones. **(Voir le chapitre 10 sur ces régions)**

La fin de la décennie se termine de façon plus positive avec la célébration du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'UCFO. Le congrès se tient conjointement avec les dames fermières qui soulignent leur 22<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Les fêtes célébrées, le 8 octobre 1959, à Saint-Eugène, sous le patronage de l'archevêque d'Ottawa, M<sup>gr</sup> Lemieux, réunissent environ 600 personnes dont



LE DROIT, OTTAWA, ONT.

U. d'Ottawa, CRCCF. Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens. C30137. © Le Droit, 9 octobre 1959

**NOUVEL EXÉCUTIF DE L'UCF DE LA PROVINCE D'ONTARIO** – Les élections d'un nouveau comité exécutif général pour l'Union catholique des fermières de la province d'Ontario ont clôturé les 22<sup>e</sup> assises du congrès de cet organisme, tenu à St-Eugène. Sur la photo, assises, dans l'ordre habituel, nous voyons : M<sup>me</sup> J.-Charles Leduc, de Plantagenet, vice-présidente, et M<sup>me</sup> Estelle Huneault, de Clarence Creek, présidente générale. Debout, M<sup>me</sup> David Préseault, de Lefavre, réélue secrétaire générale depuis 16 ans; les directrices, M<sup>me</sup> Omer Demers, de Plantagenet, M<sup>me</sup> Alberte Rochon, de L'Orignal, M<sup>me</sup> Laurent Legault, de Chute-à-Blondeau, présidente générale sortante de charge, élue directrice, M<sup>me</sup> Annette David, de Clarence Creek. M<sup>me</sup> Wilfrid Gagné, de Casselman, était absente lorsque la photo a été prise.

**L'UCFO à St-Eugène****600 délégués rendent hommage à l'abbé Hébert**

Les quelque 600 personnes qui ont assisté aux fêtes du 30e anniversaire de fondation de l'UCFO, à St-Eugène, ont manifesté de façon tangible leur reconnaissance à l'égard de M. l'abbé Arsène Hébert, qui fut pendant sept ans leur dévoué aumônier général et, en quelque sorte, l'âme dirigeante de cet organisme. Ce dernier s'est vu forcer de confier sa tâche à un autre prêtre, en raison de ses nouvelles responsabilités de curé à Thurso, qui accapareront dorénavant toutes ses forces et tout son temps.

"Mais si je suis séparé de vous, de corps, a dit l'abbé Hébert, dans son allocution d'adieu, soyez assurés que je reste avec vous, de coeur et d'esprit, car on ne peut oublier ceux que l'on aime. Continuez à travailler pour la cause qui vous est chère, donnez dans toute la mesure de vos capacités ce que vous avez de plus catholique et de français au bénéfice de l'Est de l'Ontario qui a besoin des ruraux pour son progrès, son prestige et son rayonnement".

Ce message, l'abbé Hébert l'a adressé avec émotion à l'auditoire, après que ce dernier, par l'intermédiaire de M. E. Laplante, lui eut offert une bourse substantielle.

Mme Laurent Legault a lu un hommage éloquent des sentiments d'affection et de gratitude que tous les fermiers et les fermières ressentent pour leur dévoué aumônier démissionnaire.

**Présentation de M. l'abbé Pierre Martel**

Mgr J.-N. Gélinau, p.d., v.g., représentant officiel de Son Exc. Mgr M.-J. Lemieux, archevêque d'Ottawa, qui plus tôt, au banquet, avait offert

les vœux de l'épiscopat et exprimé la pensée de l'Eglise sur la classe agricole, a présenté le nouvel aumônier, M. l'abbé Pierre Martel, curé de Metcalfe et de Russell. Ce dernier s'est dit prêt à collaborer et à poursuivre l'oeuvre de son prédécesseur.

**Echo du congrès de 1929**

Me Gaston Vincent, président général de l'Association canadienne-française de l'éducation de l'Ontario, a rappelé les débuts de l'UCFO en 1929, qui est née de la volonté d'hommes décidés et convaincus de leur mission en regard de la cause agricole. Il a félicité l'UCFO de la belle unité sociale qu'elle réalise au sein des groupements familiaux, paroissiaux et éducationnels.

**Invités d'honneur**

A la table d'honneur, nous devrions dire aux tables d'honneur, on remarquait des invités de marque. Outre ceux déjà mentionnés dans cet article, et les comités exécutifs généraux de l'UCFO et de la section féminine, on remarquait: le conférencier, M. J.-B. Lemoine, l'abbé G. Labrosse, représentant du curé de St-Eugène; M. Hervé Godbout, de l'Association des commissions des écoles bilingues d'Ontario; M. S. J. Sexton, représentant de la Corporative Insurance Association de Toronto; M. Alfège Lefebvre, maire de la municipalité d'Hawkesbury; Est; le frère Omer, é.c., président de l'Association de l'éducation franco-ontarienne; M. Arthur Desjardins, président général de l'Union du Canada; M. Laurent Farmer, agronome; M. Aurèle Brunette, président du comité des fêtes; M. William Legault, de la Co-Op Medical; M. Osie Villeneuve, député au fédéral pour Glen-

garry-Prescott; M. Charles Bruyère, directeur de l'information du journal "Le Droit"; M. Lucien Lafleur, préfet du comté de Prescott; M. Pierre Gravel, secrétaire général de l'Association de la jeunesse franco-ontarienne; Mlle Marie Dupuis, secrétaire générale de l'UCFR (Québec); M. Laurent Lalonde, président de la Co-Op Union de l'Ontario; M. H. Forester, de la United Corporation de l'Ontario; M. Emile Dubois, vice-président de l'Association des parents et instituteurs; M. Louis-Philippe Barrette, représentant de la Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste de l'Ontario; M. J.-N. Dessaint, président du comité d'assurance; M. Harold Bennett, gérant de division de la Corporative Insurance Association, à Ottawa; M. Maurice Tessier, agronome; M. H. C. Arnold, président de l'Ontario Cheese Producer's Association; M. Fernand Guindon, député de Glengarry à Toronto; M. René Paquette, gérant de district pour l'Union du Canada; M. Alva Rintoul, vice-président de l'Ontario Hog Producer's Association.

Il y avait également les épouses des invités, plusieurs curés des paroisses environnantes, de même que des maires de quelques municipalités

M. J.-François Séguin, secrétaire général, a agi comme maître de cérémonies et est le principal responsable de l'organisation des fêtes. Un hommage spécial lui a été rendu par Mgr Gélinau.

M. Raoul Vachon, de Ste-Anne-de-Prescott, a gagné le prix de présence de la soirée récréative, un bon en argent, don de la Cooperative agricole de St-Eugène.



U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C3037. «Le Droit», 13 octobre 1959

AUTOUR DE LEUR ÉCUSSON 1929-1959, les membres du Comité exécutif général de l'UCFO posent fièrement en souvenir de la joie du 30<sup>e</sup> anniversaire. Ce sont, de g. à dr., assis, tenant l'écusson: M. Armand Ranger, de St-Isidore-de-Prescott, 1<sup>er</sup> vice-président, et M. Émile Laplante, de St-Albert, président. Dans le même ordre, debout: M. Régis Drouin, de Marionville, directeur; M. Roger Lalonde, de St-Pascal-Baylon, 2<sup>e</sup> vice-président; M. l'abbé Pierre Martel, curé de Metcalfe et Russell, nouvel aumônier général qui remplace l'aumônier démissionnaire, M. l'abbé Arsène Hébert, curé de Thurso, qui s'est dévoué pendant 7 années consécutives au progrès du mouvement; M. J-François Séguin, secrétaire général et responsable de l'organisation des fêtes; M. Adélard St-André, d'Alfred, directeur. Photo Champlain Marcil, Le

de nombreux dignitaires, notamment J.B. Lemoine, président de l'UCC du Québec, des députés, des membres du clergé et des représentants des associations franco-ontariennes. Pour la première fois, des représentants des associations agricoles de langue anglaise s'ajoutent aux participants. Un des invités d'honneur, M<sup>e</sup> Gaston Vincent, meurt quelques jours après son allocution au banquet. Cet avocat franco-ontarien réputé, avait travaillé bénévolement dans toutes les affaires légales de l'UCFO, dont l'obtention de la Charte provinciale.

Cette fête souligne également le départ de l'abbé Hébert qui sera muté, en 1960, dans la paroisse de Thurso, en Outaouais. Pour l'occasion, on lui remet une bourse de 500\$ amassée dans toutes les paroisses et associations de l'Est de la province. Il sera remplacé par l'abbé Pierre Martel.

Toujours en 1959, la *Coop Union of Ontario* reconnaît, pour la première fois, l'UCFO comme porte-parole des coopératives agricoles de langue française. Une autre première: un francophone, J.F. Séguin, se fait élire au poste de président de cette association.

L'année financière de 1959 se termine avec un modeste surplus de 60\$. Comme la situation demeure toujours précaire, il faut trouver rapidement une solution pour assurer la survie

du secrétariat. En réalité, le départ des régions du Nord avec ses quelque 600 membres provoque une crise de liquidité. Dorénavant, l'UCFO doit essentiellement compter que sur les comtés de l'Est de la province avec un effectif de 450 membres et 21 syndicats dans les régions de Prescott, Russell et Glengarry. Il semble bien qu'il faut sonner le glas pour l'espoir de construire une Union vraiment provinciale.

À partir de janvier 1960, J.F. Séguin partage son horaire ainsi: il travaille 50% du temps à l'Union du Canada, 25% à l'UCFO et 25% au secrétariat du Service d'action sociale de l'Union du Canada.

### **D'importantes résolutions**

Au cours des années cinquante, les principales résolutions envoyées au gouvernement fédéral et provincial touchent l'établissement des prix de soutien pour les produits de la ferme, l'assurance-récolte et le maintien en permanence des subsides pour le transport des grains de provende de l'Ouest vers l'Est. La pauvreté des récoltes en céréales des deux dernières années de cette décennie dans l'Est oblige les producteurs à acheter les grains de l'Ouest. D'autres demandes portent sur les octrois pour le drainage et le nivelage des terres et pour l'achat des engrais chimiques qui coûtent cher.

Par ailleurs, l'UCFO proteste vigoureusement contre l'entrée du fromage de la Nouvelle-Zélande vendu à un coût moindre que le fromage canadien, alors que le Canada fait face à des surplus. On exige de plus le retrait de la margarine à cause des surplus de beurre à écouler. Des résolutions traitent toujours de l'obtention d'une école moyenne d'agriculture et pour avoir des manuels scolaires adaptés au milieu rural. On réclame de l'aide pour l'établissement des jeunes qui se destinent à une production spécialisée comme les légumes, les céréales, le bœuf ou la volaille. Enfin, on demande des octrois pour le creusage des puits, pour l'augmentation des primes au défrichement et pour la traduction des lois sur l'agriculture.

Comme l'UCFO se préoccupe toujours de sujets d'ordre politique et social, des résolutions touchent aussi divers sujets plus liés à la francophonie qu'à l'agriculture. Par exemple, on écrit au Premier ministre du Canada, John Diefenbaker, pour la nomination d'un sénateur franco-ontarien. Depuis 30 ans, la tradition veut que les Franco-Ontariens soient représentés au Sénat par au moins deux sénateurs. Suite au décès du sénateur Lacasse, en 1953, des demandes répétées de l'UCFO et de la communauté francophone portent fruit lorsque Lionel Choquette est nommé sénateur en 1958.

En dernière analyse, d'autres résolutions nous apparaissent aujourd'hui bien cocasses, comme celle faite en 1952 auprès des responsables de l'Exposition agricole de Vankleek Hill, dans l'Est ontarien afin « de bannir les danses indécentes et que le port des shorts soit prohibé sur la rue et les endroits publics ». On ne donne pas plus de détails sur ces indécentes...

### **Le nom officiel de l'UCFO: c'est définitif!**

Après avoir consulté l'archevêque d'Ottawa, le Conseil d'administration prend, en 1956, une décision définitive quant à l'appellation officielle de l'Union. Dans ses publications et relations extérieures, on note une certaine confusion avec les noms de l'Union catholique des

107, rue wurtemberg,  
le 10 décembre, 1959.

C O N V O C A T I O N

Vous êtes convoqué à une deuxième réunion spéciale de votre Bureau Central, étant donné l'importance des décisions à prendre et l'absence des représentants de la région de Prescott, les directeurs présents n'ont pas voulu prendre position avant d'avoir informé les représentants de cette région.

Lieu: "Plantagenet", mais en raison de l'hospitalisation de M. Séguin, cette réunion aura lieu à:

"L'Hôpital St-Louis-Marie de Montfort,

Chemin Montréal,

à la chambre de M. Séguin, ch. 407.

Cette réunion ayant lieu au temps des heures de visites "entre 2.00 et 4.00 hres, s.v.p. être exact au rendez-vous, car nous aurons seulement que deux heures pour la réunion. Nous comptons beaucoup sur ceux qui étaient absents à la réunion du 4 déc. dernier.

Voulez-vous s.v.p. prendre connaissance du présent rapport et le principal item à l'Ordre du jour sera la proposition de l'Union du Canada.

Nous comptons donc sur votre présence.

Votre tout dévoué,

JFS/AA

J. François Séguin,  
secrétaire général.

Lettre de convocation à une réunion à l'hôpital Montfort, démontrant l'engagement profond du secrétaire général, J. François Séguin.

cultivateurs franco-ontariens (UCCFO), l'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO) et avec l'Union catholique des fermières de l'Ontario (UCFO), puisque les noms se ressemblent et les deux utilisent le même sigle. On décide dorénavant de fonctionner exclusivement avec le nom inscrit dans la Charte d'incorporation provinciale de 1945 qui ne contient pas le mot catholique.

Pour ainsi éviter toute confusion, le nom de l'Union des cultivateurs franco-ontariens devient le nom officiel et on demande aux fermières d'utiliser le nom d'Union catholique des fermières (UCF), pour faire une distinction dans les abréviations. Soulignons que non seulement l'UCFO fut le premier organisme à utiliser, dès 1929, le mot franco-ontarien, mais qu'il s'avère également l'un des premiers à délaisser le mot catholique encore très en vogue à l'époque.

En 1957, pour la première fois de son histoire, un Canadien français, Jean-François Séguin, représente l'UCFO au sein du Bureau des gouverneurs de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario.

Le bilan du secrétariat entre 1953 à 1959 s'avère impressionnant. Ainsi, J.F. Séguin parcourt en moyenne, une vingtaine de mille milles par année, souvent accompagné de l'aumônier et du président Émile Laplante. En outre, le secrétaire organise annuellement une centaine de réunions et autant de communications dans *Le Droit*, les feuillets et les circulaires. En plus d'offrir un service d'éducation, d'information et de propagande, le travail de J.F. Séguin se caractérise par un rayonnement de l'association, la réorganisation du secrétariat et des syndicats paroissiaux. Malgré toutes les difficultés et le travail toujours à recommencer, l'UCFO organise, à chaque année, un congrès général, deux congrès régionaux, des réunions paroissiales, des journées d'étude et des équipes de travail.

Durant cette décennie, les actions de l'UCFO se précisent davantage pour en faire une véritable association professionnelle qui s'occupe de l'éducation, de l'organisation et de la défense des intérêts communs de ses membres. Les cercles d'étude, les congrès, les cours du soir, les conférences, les retraites sociales et les articles dans la page agricole du *Droit* renseignent plus que jamais les ruraux. L'organisme cultive en plus la philosophie coopérative à tous les stades de son affiliation et participe encore à la fondation de coopératives et de caisses populaires en Ontario français.

## Le mouvement 4-H

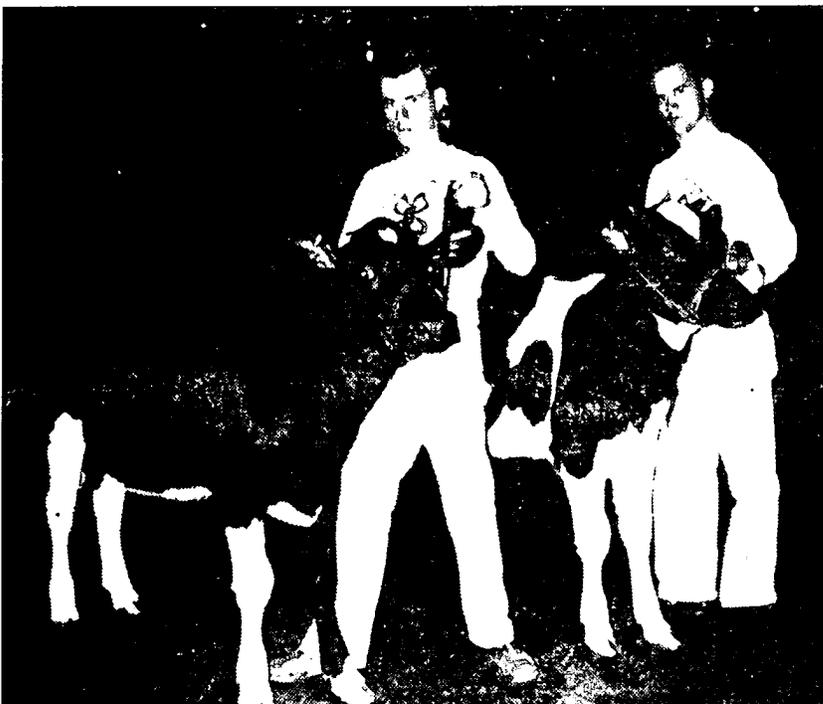
Les Clubs 4-H francophones ont pour devise: « Honneur dans les actes, Honnêteté dans les moyens, Habileté dans le travail, Humanité dans la conduite », d'où le nom de 4-H. Ces clubs existent pour les garçons et les filles des régions rurales, de 10 à 21 ans et axent leurs programmes sur le développement personnel de la jeunesse.

Les racines historiques du mouvement 4-H sont solidement ancrées dans le milieu rural. Il est né aux États-Unis en 1901, afin de promouvoir l'agriculture, d'accroître et d'améliorer la production agricole et d'enrichir la vie rurale. Au Canada, l'organisation de clubs agricoles a débuté quelques années plus tard, en bonne partie sous l'impulsion des ministères provinciaux de l'Agriculture. L'organisme portait le nom de "Boys and Girls Clubs". Ce n'est qu'en 1952 qu'il adopte l'appellation 4-H, et il n'est pas affilié avec le mouvement américain. Ses activités ont été animées par des représentants énergiques et idéalistes issus du milieu rural et agricole, des enseignants dévoués et d'autres personnes soucieuses de veiller à ce que les jeunes acquièrent les aptitudes nécessaires pour réussir à la fois sur la ferme et dans leur milieu de vie.

Au Canada, le premier *Boys and Girls Club* naît au Manitoba en 1913. À la suite de la croissance du mouvement 4-H dans les provinces, vers 1924, il devient évident de mettre sur pied un organisme de coordination national. En 1931, à la suggestion du ministre fédéral de l'Agriculture, Robert Weir, on crée le Conseil canadien des cercles des jeunes cultivateurs. L'organisme est officiellement constitué en 1933. Son mandat est d'encourager les jeunes, de promouvoir et de développer le travail en agriculture, de coordonner les activités des cer-

cles au Canada, d'organiser des voyages, d'octroyer des prix et des bourses d'études lors des concours nationaux.

À partir de 1924, des délégations provinciales sont envoyées en train pour prendre part aux compétitions dans le cadre de la foire agricole d'hiver de Toronto (*Royal Agricultural Winter Fair*). Cette activité, la plus ancienne de l'organisation demeure encore un événement prestigieux tenu chaque année, en novembre depuis 1931, durant la Semaine



**TOUJOURS PRESCOTT ET RUSSELL** — Les clubs 4-H de Prescott et Russell se sont classés parmi les premiers à la Foire annuelle d'hiver d'Ottawa, au Colisée. On voit ici pour-

quoi, alors que M. Yvon Levac, de Saint-Bernardin, et Jean-Claude Bercier, de Treadwell, nous montrent leurs championnes.

(Photo: Champlain Media)

Deux jeunes hommes avec leurs championnes au Club 4-H, novembre 1957.

nationale 4-H.

Les Clubs encouragent les jeunes gens de la campagne à trouver plus de satisfaction dans la vie et à développer leur personnalité. Ils s'appliquent à aider les gens de la campagne à résoudre leurs problèmes, à renforcer la solidarité familiale et à prendre à coeur les devoirs du civisme. Ils véhiculent des valeurs, des principes, un idéal et un sentiment de solidarité chez les jeunes. Les Clubs 4-H ouvrent de nouveaux horizons aux jeunes, leur donnent de l'assurance et leur permet d'apprendre à travailler avec les autres.

Dans l'Est ontarien, le premier Club 4-H voit le jour à Alfred, en 1950, grâce à l'agronome Félix Millette. Avec l'arrivée des agronomes Laurent Farmer, directeur des Clubs 4-H de Prescott, et W. Montcalm, directeur pour le comté de Russell, les clubs se multiplient dans les paroisses des deux comtés.

Les projets sont présentés lors d'un grand ralliement agricole annuel et les nombreux prix et trophées sont décernés lors d'un banquet réunissant les concurrents et les personnalités régionales.

Les futurs cultivateurs et fermières sont récompensés pour leur travail dans diverses disciplines comme la culture du maïs, du foin, les meilleurs juges dans les expositions, la couture, la fabrication du pain et la photographie. Cependant le concours d'éleveur de veaux, demeure le plus populaire. Les jeunes doivent s'occuper seul d'un veau, le nourrir, le laver, le tondre et le pratiquer à marcher comme il se doit pour être présenté dans une exposition agricole.

Un article paru dans le journal *Le Droit* du 21 décembre 1954, donne un compte-rendu et publie les noms des récipiendaires de chaque club pour les comtés de Prescott et de Russell (voir l'illustration ci-contre). C'est un événement très populaire, puisque les jeunes éleveurs du comté de Prescott réunissent 350 convives à leur banquet annuel de 1954 et 500 à celui de 1955.

L'UCFO contribue également à la fondation des Clubs 4-H et les encourage dans leurs efforts.

## Mlle Richer remporte le trophée du club 4-H du comté de Russell

Mlle Georgette Richer a remporté le trophée de la municipalité de Cambridge, pour s'être classée première au concours d'éleveurs de veaux. La coupe lui a été décernée par M. le maire J.-A. Landry, de Saint-Albert, lors du banquet annuel des jeunes éleveurs de la section française du comté de Russell qui avait lieu le 16 décembre dernier.

Sous la présidence de M. Albert Ouimet, moniteur en chef de cette paroisse, plusieurs personnalités bien connus dans les milieux ruraux assistaient à cette réception.

L'on remarquait entre autres à la table d'honneur: M. W. Montcalm, agronome du comté de Prescott, et Mme Montcalm, M. Edmond Pineault, du ministère fédéral de l'Agriculture, à Ottawa, M. l'abbé Arsène Hébert, aumônier général de l'UCFO, M. Gérard Savage, moniteur de Hammond, M. Alban Savage moniteur de Clarence-Creek, M. Roger Lalonde, moniteur de St-Pascal, M. le maire J.-A. Landry, et Mme Landry, le président général de l'UCFO, M. E. Laplante, et Mme Laplante, M. J.-A. Ménard, moniteur d'Embrun, Mme Thomas Lauzon, présidente locale des Fermières, M. J.-F. Séguin, secrétaire général de l'UCFO, M. René Labrosse, moniteur de Bourget et Mme Labrosse, M. Gaston Durivage, moniteur de Casselman, et Mme Durivage, M. Fernand Rochon, président paroissial de l'UCFO, et Mme Rochon, M. Richard Lafliche, assistant-moniteur de Saint-Albert, et Mme Lafliche.

Faisant part de ses expériences acquises au cours de ses voyages de l'Atlantique au Pacifique, M. Edmond Pineault, membre du comité national des Clubs 4-H, qui était le conférencier du jour, a beaucoup intéressé l'assistance par ses récits appropriés. Il a fait l'éloge des clubs de jeunes éleveurs, lesquels ont largement contribué à l'amélioration, dans le Québec, du Parc National, de même que dans l'Ouest, à celle des récoltes.

M. Pineault a en outre souligné l'importance des jeunes ruraux qui constitueront les piliers de la classe agricole future.

Tour à tour, M. Emile Laplante et M. J.-François Séguin ont vivement félicité l'agronome du comté, M. Montcalm, ainsi que les moniteurs, organisateurs, parents et jeunes pour le magnifique travail accompli.

En dernier lieu, M. l'abbé Arsène Hébert, a recommandé à tous d'apprendre à discerner leurs responsabilités respectives et savoir les prendre en main, "car c'est là, un devoir qui incombe à la classe rurale, comme

à tout véritable chrétien", a-t-il conclu.

Il y a eu ensuite la proclamation des gagnants dont nous reproduisons ci-dessous la liste:

4-H de Saint Albert (Éleveurs de veaux)	
1 — Georgette Richer	915
2 — Oscar Richer	890
3 — Lorenza Richer	888
4 — Jacqueline Richer	888
5 — Odette Ouimet	887
6 — Lise Ouimet	860
7 — Roger Cayer	858
8 — Claude Richer	851
9 — Bernard Raymond	847
10 — Jean-Paul Richer	842
11 — Lionel Génier	837
12 — Raymond Laplante	824
13 — Jean-Louis Génier	824
14 — André Cayer	818
15 — Noëla Génier	756
Embrun	
1 — Réjean Raymond	795
2 — Aurèle Gervais	786
3 — Marcel Brisson	767
Casselman	
1 — Hervé Plante	873
2 — Robert Gagné	871
3 — Jean-Guy Charron	864
4 — Rosaire Charron	859
5 — Claude Charron	859
6 — Aurèle Richer	857
7 — Claude Richer	855
8 — Roger Richer	848
9 — Gilles Paquette	843
10 — Yves Racine	842
11 — Réjean Racine	842
12 — Armand Forget	840
Saint-Pascal	
1 — Kenneth Labrosse	817
1 — Robert Labrosse	817
3 — Yves Ouellette	815
4 — Gérald Godin	811
5 — Claude Savage	810
6 — Yvan Savage	808
7 — Ernest Godin	800
Clarence-Creek	
1 — Claude Pilon	893
2 — Réjeanne Laviolette	888
3 — Rachelle Talbot	874
4 — Lucien Laviolette	863
5 — Robert Laviolette	855
6 — Georges Pilon	853
7 — Lise Talbot	845
8 — Paul Leguerrier	835
9 — Marcel Talbot	833
10 — Robert Pilon	828
11 — Denis Richer	821
12 — Denis Leguerrier	819
13 — Marcel Moderie	807
14 — Yvon Wolfe	845
15 — Gérald Cheff	805
16 — Royal Desjardins	800
17 — André Vinette	801
18 — Jacques Godin	798
19 — Roger Saumure	798
20 — Laurent Saumure	795
21 — Gérard Henri	795
22 — Gaston Saumure	766
Hammond	
1 — Denis Savage	924
2 — Carl Morris	921
3 — Lorne Nolan	917
4 — Carl Bertrand	883
5 — Réjean Leonard	859
6 — Donald Guindon	856
7 — Harold Morris	856
8 — Thomas Morris	850
9 — Donald Huppé	846
10 — Emmett Morris	845
11 — Yvon Huppé	826

Elle décerne un trophée conjointement avec l'Union du Canada pour le travail du meilleur jeune éleveur. D'ailleurs, son aumônier l'abbé Arsène Hébert est le président d'honneur des clubs et leur aumônier général. L'UCFO appuie et reconnaît l'importance des Clubs 4-H ainsi que leur rôle dans la préparation des futurs chefs de file et de la relève agricole franco-ontarienne, indispensable pour la survie de l'agriculture. En 1971, le mouvement adopte le nom de "Conseil des 4-H du Canada".

Les Clubs 4-H existent toujours, mais le nombre de leurs membres diminue car les jeunes ruraux sont moins nombreux qu'autrefois, si bien que depuis 1993, tous les francophones d'un comté sont réunis dans un seul club. Les membres participent aux compétitions dans leur comté, les meilleurs se rendent à la régionale de Metcalfe, puis à la nationale, à l'Exposition Royale d'hiver de Toronto.

En 1988, le Conseil 4-H de l'Ontario est fondé en réponse aux demandes des bénévoles et des parents qui souhaitent avoir davantage de responsabilités quant aux programmes 4-H. Depuis 2000, le Conseil devient responsable du développement et de la livraison des programmes. Le Conseil d'administration se compose de 12 membres élus par les 53 associations locales. Les administrateurs orientent la vision et la direction des programmes de l'année où environ 60 projets intéressants s'offrent aux membres. Le Conseil s'occupe de la gestion des finances et poursuit des partenariats pour assurer la viabilité à long terme. L'argent recueilli sert à former les bénévoles, au développement de nouveaux projets, aux activités comme le camp 4-H provincial et à la formation d'animateurs.

En 1996, un premier camp de leadership francophone 4-H "Franco-Défi" s'organise au Collège d'Alfred et réunit des jeunes de l'Est et du Nord de la province. Ces jeunes proviennent du milieu agricole ou rural et le camp vise à préparer la relève agricole. Avant ce camp, il n'y avait aucune activité 4-H pour rassembler les jeunes francophones sur une base provinciale, car tout se déroulait en anglais.

Dans la société moderne d'aujourd'hui, toujours en évolution, les membres 4-H et leur famille persévèrent pour la conservation des valeurs et des responsabilités qui enrichissent les communautés. Les 4-H œuvrent à l'épanouissement et au développement de compétences pertinentes chez les jeunes dans un milieu qui favorise la réalisation de leurs objectifs et la mise en valeur de leur plein potentiel.



## Chapitre 7

### Les années soixante: l'agriculture se modernise et l'UCFO est de la partie

Avec la diminution du temps du secrétaire général, les présidents régionaux sont appelés à jouer un plus grand rôle dans leur territoire respectif. Puisque J.F. Séguin ne travaille qu'à mi-temps, il faut intensifier la propagande au niveau local et régional. Les présidents régionaux et l'aumônier effectuent des tournées paroissiales. La formule est appréciée et dans toutes les paroisses où l'on recrute un leader, le travail ne se fait pas en vain. Ainsi, quelques syndicats prennent de l'essor alors que d'autres se réorganisent.

Même si l'expansion dans les autres régions demeure à l'ordre du jour, la consolidation dans les comtés de Prescott et de Russell demeure la priorité. Les syndicats les plus solidement organisés doivent maintenir leur position tout en venant en aide aux paroisses voisines. Il faut multiplier les visites locales pour augmenter le nombre de membres. Suite à une réunion de tous les prêtres du diocèse d'Ottawa et des dirigeants de l'UCFO, on conclut que l'organisme ne peut être substitué par aucun autre. Les prêtres s'engagent d'ailleurs à appuyer la cause en devenant des propagandistes dans leurs paroisses.

Les nombreuses représentations à l'extérieur augmentent beaucoup l'étendue du champ d'action de l'UCFO. Ainsi, le secrétaire siège à plusieurs conseils d'administration, notamment celui de l'ACFÉO, de la Société canadienne d'établissement rural (SCER), et au Bureau des gouverneurs de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario à Toronto. Il assiste aussi aux assemblées générales annuelles des coopératives, aux diverses réunions du Bureau central et des autres organismes agricoles. Enfin, il supervise, entre autres, les Comités de l'assurance, de la coopération, de l'éducation et des résolutions. Bref, il y a beaucoup de boulot mais bien peu de ressources humaines et financières.

Encore une fois, l'UCFO vit une crise financière et il faut à nouveau couper dans les frais d'administration. Le Bureau central réduit l'espace qu'il occupe à la Maison franco-ontarienne plutôt que de déménager, afin de pouvoir collaborer avec les autres associations à la cause franco-ontarienne.

En 1960, à l'occasion des congrès régionaux, les dirigeants expriment leurs vives

Le 29 novembre 1960

Monsieur J. Ovide Proulx,  
Inspecteur,  
203, rue Montfort,  
Eastview, Ont.

( COPIE ENVOYÉE À FRÈRE OMER, E.O. )

Cher Monsieur Proulx,

Pour faire suite à notre récent entretien téléphonique, j'ai le plaisir de vous inviter à adresser la parole aux délégués qui se réuniront à l'occasion de notre 31ème congrès général de l'UCFO, mardi le 13 décembre prochain, à la Maison Franco-Ontarienne.

Le thème de notre congrès portera sur l'orientation vers l'agriculture par l'école. L'UCFO s'étant occupé depuis toujours du développement du goût pour cette profession par l'éducation adulte, réalise qu'à cause de circonstances indépendantes de sa compétence, notre but ne fût pas atteint, autant que souhaité, et qu'aujourd'hui pour remédier à cet état de chose, il nous apparaît excessivement nécessaire & urgent que ce goût soit cultivé chez les jeunes, à l'école primaire, poursuivi au niveau secondaire afin de trouver des candidats qui s'orienteront vers des écoles d'agriculture, qu'ils deviennent des agriculteurs compétents & adapter des agronomes, des enseignants capables de développer chez les jeunes la compréhension de cette profession ou, encore, qu'ils s'orientent dans des industries connexes à l'agriculture, conscients qu'ils font partie d'une profession qui de plus en plus deviendra le lot de quelques privilégiés.

Si quelque chose n'est pas fait immédiatement, il y aura un déséquilibre chez les nôtres entre la population agricole & rurale & la population urbaine franco-ontarienne. Croyant que c'est aussi un problème d'ordre national, l'UCFO voudrait qu'à l'issue de ce congrès, qui suit deux autres congrès régionaux, qui ont principalement porté sur cette importante question, des suggestions précises ressortent et conduisent les associations & les institutions à une action immédiate.

Je sais que vous êtes très occupé, mais puisque vous avez eu l'amabilité d'accepter notre invitation d'adresser la parole au début de l'après-midi de ce même jour, nous nous en réjouissons et nous savons que vos conseils seront un guide sûr et profitable.

Un forum suivra votre exposé afin de permettre aux congressistes d'éclaircir plusieurs questions qu'ils auront à l'esprit.

Veillez croire, cher M. Proulx, que nous sommes profondément reconnaissants de votre belle collaboration.

Votre très reconnaissant,

JFS/EL

J. FRANCOIS SEGUIN  
Secrétaire



U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), Ph2-689

La Maison franco-ontarienne vers 1958, située au 105-107 rue Wurtenburg, Ottawa. À cette époque, on y a regroupé les « forces vives » des mouvements franco-ontariens.

inquiétudes face à la situation critique où se trouve une fois de plus l'Union. Roger Lalonde, président régional de Russell, décrit ainsi la situation :

C'est une question de vie ou de mort [...] Le Bureau central semble avoir trouvé une solution heureuse en organisant le service de propagande et le secrétariat de cette façon, grâce à la générosité de l'Union du Canada et à la compréhension de son président G.A. Desjardins et à l'appui financier et moral de l'Association d'Éducation.<sup>12</sup>

Les recettes proviennent en partie des cotisations, mais surtout de la compagnie d'assurance *Co-Operators Insurance Association* qui remet 3000\$ provenant de la vente d'assurance, des Comtés unis de Prescott et Russell qui donnent 1200\$ et enfin de l'ACFÉO qui fournit 800\$, en plus d'une réduction du loyer.

Par contre, *Le Droit* n'accorde plus la réduction de 2\$ sur l'abonnement annuel pour les membres de l'UCFO, argent qui revenait au Bureau central, et ne subventionne plus les déplacements du secrétaire à l'extérieur de la région. Malgré ce manque à gagner, la fin de l'année se termine avec un léger surplus de 500\$.

Le congrès général annuel de 1960 se tient exceptionnellement au printemps afin de rendre hommage à l'ACFÉO qui célèbre son 50<sup>e</sup> anniversaire. Les délibérations du congrès conjoint entre l'ACFÉO et l'UCFO s'orientent sur la stabilité économique et sociale de la société. Ainsi, on conclut qu'il faut qu'un pourcentage raisonnable du capital humain soit

12. U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30/5/1.

maintenu à l'exploitation des fermes et à l'agriculture familiale. Il s'avère essentiel pour la population française de l'Ontario de prendre les moyens pour préserver un équilibre entre ruraux et urbains. Pour y arriver, on doit établir un programme d'éducation pour exposer les avantages de la vie rurale.

Les résolutions du congrès de 1960 portent presque exclusivement sur l'éducation des jeunes et leur orientation vers l'agriculture. On demande des programmes d'éducation scolaire adaptés au monde rural, des manuels traitant de l'agriculture et de son enseignement au niveau primaire et secondaire, ainsi que du personnel formé pour enseigner les sciences naturelles. On exige comme par le passé une école d'agriculture dans l'Est pour desservir les quatre comtés ruraux.

À la même période, on exerce des pressions pour obtenir un instructeur bilingue à l'École d'agriculture de Kemptville. Bien que 11 des 31 étudiants soient francophones, tous les cours sont offerts uniquement en anglais. On encourage aussi les jeunes à s'orienter vers la profession d'agronome où il y a pénurie, particulièrement d'agronomes bilingues, pour répondre aux demandes des cultivateurs francophones.

D'autres résolutions touchent les subsides pour le transport des engrais chimiques et le drainage des terres, l'octroi de 80% pour l'entretien des routes en hiver au lieu de 50%, une baisse des prix de la machinerie agricole, un assistant-agronome, et enfin l'assurance-chômage pour les aides-fermiers dont le travail demeure souvent saisonnier.

Le Comité d'enseignement agricole poursuit son travail auprès du personnel enseignant et des commissions scolaires et il réussit la mise sur pied d'un cours de sciences naturelles pour les élèves des écoles primaires.

Avec l'augmentation constante du coût de la vie, les jeunes fermiers se voient dans l'obligation d'emprunter de plus en plus pour s'établir convenablement. L'*Ontario Junior Farm Establishment Loan Corporation*, qui date de 1952, offrait aux jeunes de 21 à 35 ans des prêts à intérêt plus bas et à longue échéance. Le programme, aboli au début des années soixante, fait l'objet d'un mémoire pour son rétablissement.

En 1962, suite à de nombreuses plaintes et de mémoires soumis aux différents ministères concernés, l'UCFO apprend qu'il existera un service bilingue au Service du prêt agricole fédéral. De plus, en réponse au mémoire adressé au ministre de l'Agriculture, le ministre William Stewart invite, pour la première fois, l'UCFO à le rencontrer à Toronto. La délégation est composée d'Albert Ouimet, président du Comité des résolutions, d'Eugène Bourgon, de Roland Gervais et du secrétaire J.F. Séguin. Ils expliquent les bienfaits de l'association et plaident leur cause et demandent une diminution de la taxe sur les machines agricoles et certaines pièces mécanisées.

À cette même rencontre, on entame aussi des discussions sur le prêt agricole pour les jeunes, la situation des cultivateurs francophones de l'Est et des besoins particuliers de ceux de l'Ouest ou du Centre de la province. La délégation explique au ministre la position particulière des familles francophones généralement plus nombreuses, ce qui accentue les problèmes d'établissement de la relève. L'accueil chaleureux du ministre Stewart et du sous-ministre Everett Biggs permet de mieux faire connaître l'UCFO au ministère de l'Agriculture de l'Ontario. Somme toute, cette rencontre historique encourage les dirigeants qui réalisent que si les dossiers sont bien préparés, les autorités politiques sont disposées à écouter les doléances des cultivateurs francophones.

Suite à des réunions d'étude du syndicat de l'UCFO paroissial, la Caisse populaire de Casselman voit le jour en 1962. Le secrétariat et le Bureau central appuient les dirigeants locaux et les orientent vers la Fédération des caisses populaires de l'Ontario. La même année, l'Union catholique des fermières de l'Ontario, la section féminine de l'UCFO, fête son 25<sup>e</sup> anniversaire. Pour la quatrième année consécutive, l'UCFO, par l'entremise de J.F. Séguin, conserve son siège au Bureau des gouverneurs de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario.

Au congrès du Conseil canadien de la coopération, tenu à Sudbury en 1962, on lance l'idée de fonder un Conseil ontarien de la coopération et on forme un comité provisoire pour étudier le projet qui se réalise en 1964. Ce conseil va remplacer le défunt COOP et va devenir l'organisme représentant les coopératives et les caisses populaires.

En 1963, on embauche à temps partiel, Jean-Noël Dessaint, un ancien président, comme organisateur de l'UCFO au sein des syndi-

cats paroissiaux et des organismes agricoles. Le nombre de membres se maintient autour de 500. Le secrétaire général s'occupe de la représentation dans le cadre des activités provinciales et du Bureau central. Après dix années consécutives à la présidence, Émile Laplante tire sa révérence et Roger Lalonde lui succède de 1963 à 1965.

Au congrès de 1964, l'UCFO réclame l'abolition de la taxe sur les carburants pour les fermes. Si l'essence n'est pas taxée pour les tracteurs, elle est de 13 cents pour les camions de ferme, ce qui pousse les cultivateurs à utiliser le carburant à tracteur malgré l'interdit. En réalité, on veut rendre légale une pratique courante tolérée par le gouvernement provincial et le ministère de l'Agriculture.

De plus, on amende la constitution. Auparavant, le président général était élu chaque année et pouvait détenir ce titre aussi longtemps qu'il serait réélu. Désormais, il est élu à tous les deux ans et son terme ne peut dépasser deux mandats, soit quatre ans. Le président sor-

### **Le Conseil de la coopération de l'Ontario (CCO)**

Le 19 octobre 1951, les francophones de la province se dotent d'une association provinciale vouée à la coopération avec la naissance du Conseil ontarien d'orientation populaire (COOP). La coordination dans le mouvement coopératif est assurée, à cette époque, par le COOP, l'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO), la Fédération des caisses populaires de l'Ontario et le Centre social de l'Université d'Ottawa.

Lorsque le COOP et le Centre social de l'Université d'Ottawa ferment leurs portes vers 1956, de nombreuses démarches sont entreprises en vue de créer un nouvel organisme de coordination afin d'assurer la survie du mouvement coopératif francophone de l'Ontario. En effet, le mouvement coopératif de langue anglaise très fort et bien structuré courtise, de plus en plus, les entreprises coopératives francophones.

Après de nombreuses rencontres et deux années d'étude, le Conseil de la coopération de l'Ontario voit le jour le 7 juin 1964 grâce à l'UCFO et à son secrétaire Jean-François Séguin, un chef de file, qui pilote le projet depuis ses débuts et qui en devient le secrétaire-trésorier.

Ses buts multiples visent à encourager le développement socio-économique des francophones de la province par l'application du système coopératif. Le Conseil cherche à concerter et à assurer la croissance des différentes forces coopératives afin qu'elles servent de levier économique à la société franco-ontarienne. Sa mission sociale est de propager un idéal de coopération.

De plus, il favorise la collaboration entre toutes les coopératives des différents secteurs et fait la promotion du français. Affilié au Conseil canadien de la coopération, il collabore également avec son homologue anglophone, la *Co-operative Union of Ontario*. Son siège social a longtemps été à Ottawa.

Depuis quelques années, son siège social est à Sudbury, mais il conserve un bureau à Ottawa.

tant devient automatiquement membre du CA. Le Bureau central se compose maintenant du président, de deux vice-présidents et de trois directeurs élus au congrès général, ainsi que du secrétaire et de l'aumônier général.

### **Plus de services en français!**

Suite au congrès général, un article du *Droit*, du 8 novembre 1964, titre: « Les cultivateurs en congrès demandent plus de français ». Ils adoptent deux résolutions à cet effet. La première s'adresse aux manufacturiers d'instruments aratoires pour qu'ils impriment en français les directives de fonctionnement afin de les utiliser de façon sécuritaire. La deuxième porte sur l'obtention de juges bilingues pour les concours de labour et un propagandiste bilingue pour l'organisme qui s'occupe de l'amélioration des récoltes.

Les demandes de l'UCFO pour les services en français s'intensifient. En fait, de plus en plus de Franco-Ontariens sont conscients de leur situation minoritaire et se regroupent pour revendiquer leurs droits. Avec l'Union catholique des fermières, on réclame encore une fois des techniciennes bilingues pour l'Est de l'Ontario. L'année suivante, on exige la reconnaissance légale des contrats en français. De plus, l'Union souhaite que le poste de télévision français de Radio-Canada, CBOF, étende son aire de diffusion à tout l'Est ontarien. Enfin, on réclame des formulaires, des guides d'instruction et des examinateurs bilingues pour l'émission des permis de conduire. Ces recommandations ont pour but d'essayer d'améliorer les services en français qui demeurent presque inexistantes, à cette période en Ontario.

Si le début des années soixante semble prospère pour les producteurs agricoles, l'année 1965 s'avère désastreuse. Une sécheresse frappe durement tout l'Est de l'Ontario et l'Outaouais et affecte plusieurs comtés. Les récoltes de foin sont réduites de moitié et les prix doublent. On exige du gouvernement fédéral et provincial de l'aide supplémentaire, particulièrement des prêts spéciaux pour l'achat de fourrage et de grain pour nourrir le bétail.

Les revendications des cultivateurs éprouvés par cette grande sécheresse aboutissent à un accord signé entre le fédéral et les provinces de l'Ontario et du Québec, pour aider les cultivateurs à passer l'année. L'aide aux fermiers est proportionnelle aux dommages causés et elle est évaluée par les agronomes pour que chaque agriculteur reçoive une allocation sur ses achats de foin et de grain.

La même année, le bureau de l'UCFO quitte la Maison franco-ontarienne, à Ottawa. L'UCFO, qui avait déjà réduit son espace de bureau pour économiser, n'arrive plus à payer les frais de loyer. Il faut déménager. J.F. Séguin, qui devient agent de liaison pour l'Assurance-Vie Desjardins, installe son bureau chez lui. Il veut démissionner de son poste de secrétaire à temps partiel, mais le Conseil d'administration refuse. M. Séguin est maintenant payé à un taux horaire et il reçoit une allocation de loyer pour héberger l'UCFO. Son épouse, Jacqueline Saint-Pierre, lui donne un coup de main dans le travail de bureau. Il semble que cet arrangement convient bien à toutes les parties puisque le bureau de l'Union restera à Vanier, dans le sous-sol de J. F. Séguin, jusqu'en 1979.

Jean-Noël Dessaint, organisateur général de l'Union, devient en 1965 le deuxième représentant à la Fédération de l'agriculture de l'Ontario en remplacement de J.F. Séguin, alors qu'Eugène Drouin, de Casselman, devient agent-recruteur pour seconder J.-N. Dessaint. Enfin, l'abbé André Farmer, qui demeure aumônier jusqu'en 1975, remplace l'abbé Martel.

Au congrès régional conjoint de Prescott et Russell de 1965, un membre du gouvernement provincial, Everett Biggs, s'adresse pour la première fois en français aux congressistes. À l'AGA, Lionel Bercier devient le dixième président de l'UCFO, poste qu'il occupe de 1965 à 1969.

### **Aménagement rural et développement agricole (ARDA)**

Au début des années soixante, le gouvernement fédéral met sur pied un programme d'aménagement rural et de développement agricole connu sous le nom d'ARDA. Ce dernier découle des efforts de la Société canadienne d'établissement rural (SCER), mise sur pied dans les années quarante, pour raffermir l'attachement à la terre et fonder de nouvelles paroisses.

L'ARDA étudie les problèmes que posent les mouvements des masses, tantôt vers les villes ou les campagnes et leurs conséquences. Un trop grand déséquilibre entre les ruraux et les citadins peut s'avérer catastrophique pour l'alimentation de la population et les gouvernements commencent à s'en préoccuper. Le programme se limite aux onze comtés de l'Est de l'Ontario et les subventions doivent se poursuivre jusqu'en 1979. Le programme relève du ministère des Terres et Forêts et du Développement rural.

Cette entente entre le fédéral et le provincial vise une planification rationnelle pour l'exploitation des terres agricoles et pour leur développement. Les terres drainées de Prescott et de Russell s'avèrent très fertiles et propices à l'industrie laitière, à la culture et à l'élevage. De grands travaux d'égouttement sont entrepris et subventionnés par les gouvernements. D'autres subventions permettent d'introduire de nouvelles cultures comme celle du maïs qui révolutionne l'industrie laitière en augmentant la quantité et la qualité de l'alimentation des troupeaux et par le fait même, celle de la production du lait.

L'UCFO travaille d'ailleurs, en étroite collaboration avec l'ARDA, à l'organisation des cours d'agriculture offerts, pendant l'hiver, à Plantagenet et à Alexandria. Ces cours connaissent un véritable succès. En 1967-1968, 600 cultivateurs y assistent alors que les inscriptions se chiffrent à 455 l'année suivante. Les séminaires d'étude et d'animation sociale organisés en 1968 monopolisent toutes les énergies de l'UCFO car les sessions se donnent dans cinq comtés: Prescott, Russell, Glengarry, Stormont et Dundas. Ces sessions d'étude se veulent une réflexion pour la planification qui s'impose dans l'aménagement de l'Est ontarien. On y discute, entre autres, d'agriculture, de coopération, de démographie et de développement communautaire. L'UCFO souhaite mettre sur pied un programme permanent d'animation sociale dans chaque comté de l'Est.

L'ARDA, avec ses cours et ses programmes d'activités, contribue à l'augmentation des membres de l'UCFO et malgré une diminution du nombre de cultivateurs, trois syndicats dépassent les cent membres.

## La régie du lait

On tourne une page importante de l'agriculture au Canada avec l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> novembre 1965, du *Milk Act* qui régit dorénavant les prix du lait et assure sa qualité et sa salubrité. Le lait devient alors un aliment encadré et sa production contrôlée afin de produire seulement la quantité nécessaire à la consommation canadienne et éviter les surplus. En d'autres mots, le quota qu'obtient un cultivateur lui donne la permission de vendre son lait.

Au début, le gouvernement donne un quota gratuit aux cultivateurs. Celui-ci équivaut au pourcentage du lait expédié au cours des deux dernières années. Pour certains, c'est insuffisant et ils décident de vendre la ferme par peur d'investir alors que d'autres abandonnent par peur du changement. Ainsi, pour agrandir son troupeau, il faudra maintenant acheter des quotas de lait et les coûts deviennent de plus en plus élevés.

Cette nouvelle situation fait réfléchir plusieurs fermiers et remet en question l'établissement chez les jeunes. Les fils désirant s'établir sur une ferme autre que la ferme familiale et qui ne peuvent recevoir du quota de leurs parents, doivent acheter un troupeau avec quota et s'endetter. Inutile de préciser que tous ces changements dans la production découragent plusieurs cultivateurs qui décident de vendre. De plus, des jeunes ayant trop peur de s'endetter quittent l'agriculture. Par contre, cette législation assure aux producteurs qui restent un revenu raisonnable et prévisible et le prix du lait est maintenant payé selon sa teneur en gras. Autrefois, il y avait une grande différence dans les prix payés pour le lait, car tout dépendait des acheteurs.

L'ARDA travaille en étroite collaboration avec les agronomes et les dirigeants de l'UCFO pour aider les producteurs à traverser cette révolution des façons de faire. Ainsi, elle achète des terres qu'elle loue à des cultivateurs avec option d'achat après cinq ans. De cette façon, l'achat de terres se fait plus judicieusement et se planifie à long terme afin de diminuer l'endettement.

Il ne faut pas oublier que depuis l'après-guerre, la mécanisation vient progressivement révolutionner les méthodes de production sur la ferme où le cheval a de moins en moins sa place. L'achat d'instruments aratoires comme des tracteurs, des charrues, des trayeuses et des moteurs de toutes sortes deviennent des sources d'importantes dépenses et souvent d'endettement.

Par surcroît, l'arrivée de l'électrification rurale, à la fin des années quarante, bouleverse encore plus les habitudes. Il faut en effet s'adapter rapidement et moderniser les maisons et les étables, acheter de nouveaux équipements qui occasionnent encore des coûts supplémentaires. Plusieurs améliorations doivent être apportées aux laiteries, ce qui comporte encore des investissements. Dorénavant, pour être compétitifs, les cultivateurs doivent absolument se moderniser et apprendre à vivre avec des prêts agricoles et des dettes, ce que plusieurs n'avaient jamais fait auparavant. La décroissance du nombre fermes ne fait que commencer!

Dès 1964, le Rapport Boileau commandé par l'UCFO et réalisé dans l'Est de l'Ontario confirme cette réalité. On constate un fort exode chez les jeunes ruraux de cette région. En effet, cette importante enquête démographique intitulée "Les Canadiens-français dans l'Est de l'Ontario", basée sur les recensements de 1941, 1951 et 1961, démontre que la population des comtés de l'Est a augmenté plus lentement que ceux de l'Ouest avec une progres-

sion de seulement 3% en soixante ans. La natalité baisse et les jeunes quittent les comtés ruraux pour se diriger vers les centres urbains. De 1951 à 1961, l'exode de cette région se chiffre à 6,3%.

L'exode de la population jeune a des conséquences néfastes sur une région. La population ralentit son évolution, la natalité baisse et le nombre de personnes âgées augmente ce qui entraîne un ralentissement de l'essor économique. Le nombre de fermes diminue tandis que la superficie agricole moyenne augmente de plus de 14 acres par ferme entre 1951 et 1961. Cet agrandissement contribue à la mécanisation. Les données révèlent le peu d'agriculteurs âgés de moins de 35 ans, alors que le groupe le plus nombreux approche de la cinquantaine. Le rapport mentionne que les quatre comtés de l'Est de l'Ontario renferment le groupe minoritaire de langue française le plus homogène, soit 61,3% de ce territoire. Par contre, cette étude démontre la forte assimilation des Franco-Ontariens, puisque 250 000 d'entre eux sont déjà assimilés en 1961.

Les conclusions révèlent que la population francophone s'avère encore agricole à 23% dans l'Est, à comparer avec 8% pour le reste de la province. Afin de contrer l'exode rural, il semble urgent d'aménager le territoire pour donner à l'agriculture un caractère scientifique afin de la rendre plus rentable et productive. Ce travail d'aménagement se concentre sur l'économie agricole pour élargir les marchés et surtout pour combattre l'esprit individualiste et traditionaliste du cultivateur. Le rapport Boileau en vient à conclure à l'urgence d'aménager ce territoire et il sert de base au travail entrepris par le Programme de l'Aménagement rural et du développement agricole (ARDA). Il faut consolider la concentration de la production laitière qui se retrouve dans l'Est de la province.

### **Enfin, l'assurance-récolte!**

Après de nombreuses démarches et à la suite de la sécheresse de 1965, le gouvernement fédéral franchit un pas important en acceptant de mettre en place l'assurance-récolte. Ce mécanisme constitue un moyen pratique et efficace de pourvoir aux besoins de sécurité des cultivateurs toujours exposés aux risques de pertes de récoltes attribuables aux intempéries, aux insectes ou à la maladie. Le gouvernement défraie 25% des primes à être versées par le cultivateur et rembourse 50% à la province pour l'administration du programme. À la même période, le fédéral répond favorablement à une autre vieille revendication, soit l'assurance-chômage pour les ouvriers agricoles.

En 1967 à l'Assemblée législative de l'Ontario, on annonce pour la première fois, en français dans le discours du Trône, un projet de loi pour la formation de nouveaux agronomes bilingues. Ce changement manifeste une ouverture d'esprit et le désir du ministre de l'Agriculture, William Stewart, de collaborer davantage avec les francophones. Il offre d'ailleurs des bourses d'études aux étudiants francophone admis en agronomie à l'Université Laval de Québec.

À partir de 1968, l'ARDA organise des cours pratiques de perfectionnement destinés aux agriculteurs les plus défavorisés du Canada. En Ontario, ce sont les régions de l'Est et du Nord qui sont désignées et ciblées et des cours d'éducation permanente leur sont offerts durant l'hiver. Dans le cadre de ces cours, les cultivateurs étudient la nutrition, la reproduction, la gestion du troupeau laitier, les méthodes de culture, les semences, les engrais, le drainage et

l'entreposage des grains. Ces cours intensifs, donnés de 1968 à 1976, sont défrayés par le ministère fédéral de l'Emploi et de l'Immigration qui paient des allocations de subsistance et les frais de déplacement.

En 1969, les cultivateurs de l'Ontario disent non au gouvernement provincial qui veut créer un seul organisme agricole qui serait financé par des déductions obligatoires sur le prix de vente des produits de la ferme. L'enjeu du référendum du 23 juin 1969, pour la création de l'*Ontario Farmers Union* accentue la rivalité entre la FAO et l'UCFO. En réalité, ce regroupement unique fait peur aux francophones préoccupés par la place qu'y occuperaient leur langue et leur culture. L'UCFO, qui a toujours combattu depuis 1929, pour défendre les droits des agriculteurs franco-ontariens, ne veut pas se retrouver dans une association unilingue anglaise. Comme seulement 43% des agriculteurs votent en sa faveur, le gouvernement fait marche arrière. L'UCFO survit!

En 1969, Omer Claude devient le onzième président de l'association jusqu'en 1972. Avec la démission de Jean-Noël Dessaint comme organisateur général, certains cercles périssent. Sur une note plus positive, le gouvernement de l'Ontario répond favorablement à des revendications traditionnelles de l'UCFO, dont des octrois pour l'amélioration des bâtiments, le drainage, l'égouttement, le creusage des puits ou d'étangs et l'enlèvement des clôtures de roches.

Les résolutions adoptées au congrès annuel de 1969 portent surtout sur la production laitière. On demande des quotas gratuits pour les fils de cultivateurs désireux de s'établir, le paiement du lait aux quinze jours et à date fixe et, encore une fois, de la margarine d'une couleur différente du beurre. De plus, on exige de maintenir les subsides pour le transport des grains de provende, une baisse des taux d'intérêt à 5% sur les prêts agricoles, de la documentation en français du ministère de l'Agriculture, du matériel et du personnel bilingue pour faire passer les examens pour l'obtention des permis de conduire. Plusieurs francophones n'obtenaient pas leur permis car ils ne comprenaient pas les directives durant l'examen pratique et ceux qui ne comprenaient pas l'anglais hésitaient avant de tenter cette aventure!

En somme, pendant toute cette décennie où l'agriculture se modernise rapidement, l'UCFO fait un travail gigantesque dans plusieurs domaines, avec peu de ressources humaines et financières. Elle organise des cours en agriculture et fait de l'animation sociale, donne des bourses pour les candidats en agronomie, présente des mémoires, prépare des congrès et de nombreuses représentations auprès des autres organisations sœurs et agricoles et auprès des instances gouvernementales. Grâce à tous ses efforts, l'Union gagne beaucoup de visibilité et surtout de crédibilité, particulièrement auprès du ministère de l'Agriculture de l'Ontario.

## Chapitre 8

### **Les années soixante-dix: toujours une école d'agriculture, plus de français et le 50<sup>e</sup> anniversaire**

**L**a décennie commence avec à peu près les mêmes demandes que celles des années soixante. Plus que jamais le français occupe une place importante parmi les revendications. Il faut souligner qu'après plusieurs années de démarches, le gouvernement provincial consent, en 1970, à émettre des formulaires en français pour l'obtention des permis de conduire mais on réclame toujours des guides et des examinateurs bilingues. Des cours d'agriculture en français pour les adultes se poursuivent dans des écoles secondaires, mais les formulaires d'inscription sont en anglais et l'UCFO proteste. Dès le début de 1970, elle réclame toujours l'établissement d'une école d'agriculture francophone pour l'Est et ses demandes se répètent année après année. Par contre, le ministère de l'Agriculture fait un effort en donnant des publications en français et en envoyant dans Glengarry et Stormont, Auguste Beauchesne, un francophone bilingue comme assistant-agronome.

Selon nos recherches, il semble que le sous-ministre Biggs ait été le premier à vraiment écouter les doléances des cultivateurs franco-ontariens par l'entremise de l'UCFO et de son travail remarquable de revendications. Il faut dire que le nombre de cultivateurs francophones dans Prescott et Russell représente un poids économique et politique à ne pas ignorer. En effet, une étude réalisée en 1972, par un agronome-adjoint, Claude Péloquin, démontre qu'il y a 1 617 cultivateurs dans Prescott dont 1 131 francophones et dans Russell 850 dont 650 sont des francophones. Ces chiffres éloquents démontrent que les demandes répétées pour un enseignement supérieur agricole en français devient une nécessité. C'est ainsi que le gouvernement décide de donner des bourses pour les étudiants qui souhaitent étudier en français à l'Université Laval et aux Instituts de technologie agricole du Québec. Mais l'UCFO et les cultivateurs ne lâchent pas et réclament plus que jamais leur école d'agriculture dans une région où les francophones dominent.

L'année 1972 marque un record pour l'UCFO au point de vue du nombre de réunions du Bureau central et des Bureaux régionaux. Cette effervescence s'explique par les pluies dilu-

viennes qui détruisent presque toutes les récoltes dans l'Est. Des demandes sont faites au gouvernement pour l'achat de fourrage, de moulées, de semences et d'engrais. Il faut une aide d'urgence pour sauver les animaux et l'industrie laitière concentrée dans cette région. On veut que les paiements sur les prêts agricoles soient reportés d'une année et sans intérêt, que l'assurance-récolte soit bonifiée et que le prix du lait soit augmenté et indexé selon les coûts de production. Un programme spécial qui vient en aide aux fermiers éprouvés se répartit comme suit: 1/3 payé par le fédéral, 1/3 par le provincial et le dernier tiers par le cultivateur. Des prêts sans intérêt sont accordés et des subsides octroyés pour le transport de la nourriture pour les animaux.

Edgar Brisson accède à la présidence en 1972 pour un terme de deux ans. L'année suivante, la puissante FAO, représentante des cultivateurs anglophones, réclame une Commission d'enquête sur les services offerts par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario. Aussi, l'UCFO en profite pour adresser un mémoire pour dénoncer la situation qui sévit dans Prescott et Russell. Le mémoire stipule qu'il s'avère indispensable de tenir compte de la langue de travail de la majorité des cultivateurs de l'Est ontarien dans la correspondance et dans l'embauche de tous les spécialistes à l'emploi du ministère. Il faut que tous les postes soient déclarés bilingues et que cette exigence ne soit pas remise en question à chaque fois qu'on embauche du personnel. Le mémoire très consistant impressionne le commissaire qui soutient que la révision de la politique et des programmes vont se faire en tenant compte des réactions et des suggestions mentionnées par l'UCFO. Es-ce encore une fois seulement des promesses?

Les nouvelles ne sont pas toutes aussi bonnes, puisque au même moment, la compagnie d'assurance CIA refuse de renouveler son octroi traditionnel de 3 000\$ par année. Les dirigeants regrettent vivement que la CIA cesse de subventionner une association au sein de laquelle elle puise un bon nombre de ses assurés alors qu'elle supporte les associations anglophones similaires. Heureusement, les Comtés unis de Prescott et Russell continuent à appuyer l'organisme en fournissant 4 500\$ en 1974.

Toujours en 1974, Alain Lavigne accède aux commandes de l'UCFO en devenant président jusqu'en 1977. C'est aussi à cette période que les archives de l'Union sont transférées au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa (CRCCF).

Il y a une augmentation substantielle dans le prix du lait, mais une nouvelle loi entre en vigueur au milieu des années soixante-dix. Cette loi amène des changements importants dans la production et elle contribue encore à l'abandon des fermes. Dorénavant, les cultivateurs seront obligés d'avoir une chambre à lait moderne, conforme aux nouvelles directives avec une citerne réfrigérante et séparée des animaux. Ces aménagements demandent de gros investissements et plusieurs petits producteurs vendent leur entreprise.

Avec la diminution constante du nombre de fermes, le nombre de cultivateurs ne cesse de diminuer. Comme on ne fait plus, faute d'organiseurs, de recrutement intensif, la diminution des effectifs crée de sérieux problèmes à l'UCFO. En réalité, le nombre de cultivateurs diminue dans chacune des paroisses et plusieurs syndicats doivent se fusionner pour survivre. Par surcroît, l'intégration en 1971 des coopératives de transformation du lait en fromage à l'Office de mise en marché du lait fait perdre beaucoup de cotisation. La cotisation annuelle de 5\$ restée la même depuis plus de 20 ans passe à 15\$ afin de palier au départ des fabriques de fromage.

Parmi les résolutions des congrès de cette période, on retrouve toujours le rétablissement du *Juniors Farm Loan* car plusieurs jeunes hésitent avant de s'établir, ce qui nuit pour la relève. D'autres demandes concernent la création d'une assurance-santé pour les animaux de la ferme et en particulier pour les troupeaux laitiers, l'indexation au coût de production, et l'achat par l'ARDA de parcelles de terres en bordure de l'autoroute 417 afin qu'elles soient conservées à des fins agricoles. On veut aussi que l'ARDA augmente de 3 000\$ à 5 000\$ sa subvention pour l'amélioration des bâtiments de ferme ou pour l'installation des chambres à lait.

Toujours et toujours, les membres revendiquent des services dans leur langue. Ainsi, on exige que le coordonnateur agricole des comtés de l'Est soit parfaitement bilingue, que le ministère fournisse un service de traduction compétent aux bureaux du ministère des comtés de l'Est et du Nord afin que les communiqués soient transmis aux cultivateurs de langue française en même temps qu'aux cultivateurs de langue anglaise. Enfin, on insiste toujours sur l'embauche d'un agronome bilingue pour les comtés de Glengarry et de Stormont.

Ces résolutions soumises au gouvernement de l'Ontario, entre 1975 et 1976, reçoivent enfin une réponse dans un français de qualité. Cela démontre que les efforts réalisés commencent à porter fruit et que les agriculteurs francophones sont plus écoutés et respectés qu'auparavant. Ces progrès encouragent les dirigeants dans leurs revendications pour l'obtention du français à tous les niveaux de l'éducation, dans les cours d'éducation au régulier comme à l'éducation permanente. Suite au départ de l'agronome André Pommerville, du bureau de Plantagenet, on formule une résolution pour que le poste soit comblé par un candidat bilingue. Il s'avère toujours difficile d'obtenir des candidats bilingues car il n'existe pas d'école en Ontario pour les former.

Au congrès général annuel de 1977, Lucien A. Lepage est élu président.

### **Des cours d'agriculture en français**

En 1974, des cours d'agriculture en français, sont offerts à Kemptville par l'entremise du Collège Algonquin d'Ottawa. Dans les faits toutefois, seul quelques cours se donnent en français et la situation devient bientôt inacceptable.

En effet, en 1977, dans un mémoire adressé à William Newman, ministre provincial de l'Agriculture, on demande:

Qu'il soit immédiatement mis sur pied un programme d'enseignement agricole en français pour les jeunes de langue française, puisqu'il s'avère impossible pour le Collège d'agriculture de Kemptville d'accorder à ces étudiants le minimum auquel ils seraient en droit de s'attendre comme contribuables ayant droit aux mêmes avantages que les jeunes de langue anglaise.<sup>13</sup>

Il semble que les professeurs du Collège ne soient pas bilingues ou si peu. De plus, comme les livres et la documentation sont en anglais, l'enseignement se fait le plus souvent dans cette langue. Bref, très peu de francophones sont intéressés à fréquenter le Collège de Kemptville. Plusieurs jeunes francophones ne sont d'ailleurs pas assez bilingues pour étudier à Kemptville alors que les autres sont exposés à l'assimilation toujours présente en Ontario.

Après la fin des cours offerts par l'ARDA, le Collège Algonquin met sur pied les siens en comptabilité, engrais chimiques, alimentation du troupeau, soudure et culture. Ces cours

13. U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30/6/6.

sont très populaires et attirent une clientèle nombreuse. Les cultivateurs veulent s'instruire! Il faut souligner qu'en Ontario, les écoles secondaires publiques de langue française vont apparaître seulement en 1968. Jusque là, il faut payer pour fréquenter des écoles secondaires privées comme celles de l'Université d'Ottawa ou de l'Académie de la Salle, à Ottawa. Aussi, plusieurs jeunes quittent l'école après les études primaires qui se terminent en huitième année si les parents n'ont pas les moyens de les envoyer à l'école privée. Plusieurs cultivateurs plus âgés n'ont jamais eu la chance de pousser la porte du secondaire et ils souffrent d'un manque de connaissance.

Au niveau secondaire, quelques professeurs préparent des cours en agriculture pour les jeunes de la 12<sup>e</sup> année. Ces cours sont calqués sur un programme du ministère de l'Éducation de l'Ontario avec des composantes en sciences, mathématiques et commerce. L'agronome Léon Delorme, de Plantagenet, alors conseiller scolaire insiste pour que soit donné cet enseignement.

Comme les demandes pour un collège d'agriculture persistent, le gouvernement provincial invite, en 1975, le président Alain Lavigne à se joindre au Comité consultatif du Collège d'agriculture de Kemptville pour voir ce que le Collège peut leur offrir. Il est le seul francophone sur 10 membres nommés par le ministre. Certes, il n'est pas le premier Franco-Ontarien à siéger à ce comité, mais il est le premier à réclamer que des cours en français soient donnés aux Franco-Ontariens dans un collège bien à eux. Voyant bien le manque de collaboration du Comité et l'échec dans l'organisation des cours pour les francophones, M. Lavigne démissionne durant la troisième année de son mandat. Suite à cette démission, le ministre de l'Agriculture, William Newman, accepte d'organiser, en 1979, un cours d'agriculture de deux semaines en français. Une de ses conditions consiste à réunir de 20 à 35 jeunes provenant des quatre comtés de l'Est ontarien. Il s'agit d'un test car le ministre croit qu'en leur donnant seulement un cours temps de préparation, le défi sera impossible à relever. Avec seulement un mois de délai, l'UCFO et ses partenaires relèvent le défi haut la main et réunissent une trentaine de jeunes intéressés par les cours.

Après cette entente et certaines conditions négociées avec le directeur du Collège de Kemptville, Alain Lavigne renonce à démissionner et il demeure au Comité consultatif. Ces cours dispensés en français, une première à Kemptville, obtiennent un grand succès et le ministre doit se rendre à l'évidence. Les jeunes francophones sont intéressés à étudier l'agriculture dans leur langue et leur nombre le justifie. Alain Lavigne, sans le savoir, vient de gagner une bataille déterminante pour la création du futur Collège d'agriculture d'Alfred.

En 1979, l'ACFO régionale de Prescott-Russell effectue deux sondages, l'un auprès des agriculteurs et l'autre auprès des étudiants du secondaire qui confirment l'intérêt pour l'établissement d'une école française de technologie agricole en Ontario. Les agriculteurs votent en faveur à 93% et le Conseil des affaires franco-ontariennes (CAFO) recommande au ministre ontarien de l'Agriculture de commander une étude pour savoir si ce projet répond à de réels besoins et surtout s'il est réalisable. Surprise! Le ministre refuse d'aller de l'avant mais suite aux pressions du CAFO, le Conseil des ministres exige cette étude de viabilité.

À la même période, il existe beaucoup de préoccupations avec la fin du programme de l'ARDA prévu pour mars 1979. Un mémoire présenté au gouvernement demande une plus grande contribution financière pour la région de l'Est à cause des conditions uniques du sol dans cette partie de la province. Ces appréhensions se confirment dans les résolutions

formulées aux congrès généraux de 1978 et 1979. Puisque les régions de l'Est et du Nord sont classées zones désignées, c'est-à-dire des régions à faibles revenus comparativement au Centre et au Sud de la province, les gouvernements doivent poursuivre leur politique en vertu de la *Loi sur le drainage agricole* et débloquer de nouveaux fonds.

Suite à ces doléances et en particulier sur la question de la langue, le secrétaire J.F. Séguin écrit au ministre Newman pour lui faire part des réactions des membres de l'UCFO déçus par son ministère. Un échange musclé s'en suit entre les deux interlocuteurs. Séguin dit qu'il apprécie la qualité du français dans la correspondance mais déplore que l'ensemble des services de son ministère fasse si piètre figure. Le ministre se plaint du peu de personnel bilingue qu'il trouve pour occuper les postes d'agronomes ou de techniciens bilingues demandés par l'UCFO. Par contre, Séguin lui répond en lui demandant quels sont les efforts effectués par son ministère pour former et encourager les jeunes à étudier en agronomie et quelle part de l'argent versé par le fédéral pour la promotion du français, en Ontario, est affecté et dépensé par son ministère? Il lui rappelle que les jeunes du secondaire qui ne peuvent pas être certains d'avoir accès aux institutions d'enseignement technologique sur un pied d'égalité avec les anglophones, s'orientent vers un autre choix de carrière. Tant et aussi longtemps qu'il n'y avait pas d'écoles secondaires françaises en Ontario, il était difficile d'évaluer les chances de succès d'un école d'agriculture, mais depuis 1968, la situation s'avère différente. Une autre plainte concerne le fait que les bulletins d'information, si essentiels, ne soient disponibles dans leur version française qu'après la période d'usage dépassée. L'UCFO exige la correction de cette situation dès la prochaine année.

À la suite de ces échanges, quelques victoires sont obtenues. Au sujet de la dotation en personnel dans l'Est, Marcel Paulhus sera nommé en 1979 coordonnateur régional et spécialiste en gestion agricole pour les comtés de Prescott, Glengarry, Russell et Dundas. Les principales publications en matière de production agricole seront, dorénavant, diffusées simultanément dans les deux langues. De plus, le ministère de l'Agriculture étudie la possibilité du projet de traduction des cours en agriculture par correspondance offerts par l'Université Guelph et il s'engage à offrir aux agriculteurs des services dans les deux langues. Des dispositions seront prises pour élargir ces services à mesure que les conditions et les ressources le permettront.

Dans un autre ordre d'idées, des démarches sont entreprises par le ministère de l'Agriculture pour conclure un nouvel accord concernant le drainage et le développement économique rural pour l'Est

Voilà l'essentiel des résolutions et des mémoires qui retiennent l'attention pendant toute cette décennie et qui tournent toujours autour des mêmes sujets. Concluons, qu'après 50 ans d'existence, l'UCFO doit constamment lutter pour faire avancer la cause des agriculteurs francophones et de la francophonie en Ontario. Heureusement, quelques petites victoires viennent raviver la flamme, mais au prix de combien de temps et d'efforts menés par une petite poignée d'individus passionnés par leur métier d'agriculteur et bien déterminés à faire respecter leur culture et leur langue en Ontario.

## Les fêtes du cinquantième anniversaire de l'UCFO

L'année 1979 revêt une attention particulière pour les membres de l'UCFO car elle marque le cinquantième anniversaire de fondation. Pour souligner dignement l'événement, le Comité du cinquantenaire composé du président Bernard Leclerc, de la coordonnatrice Rachel Lavigne et des membres Robert Chartrand et Roger Campeau planifie plusieurs activités. Un livre-souvenir rédigé par Darquise Bilodeau est distribué gratuitement grâce à une subvention provinciale et à la bonne santé financière de l'organisme. Si les finances se portent mieux à cette époque, c'est parce que les Comtés unis de Prescott et Russell augmentent annuellement leur contribution. De plus, n'oublions pas que le secrétaire travaille toujours à mi-temps. Les dépenses sont moins nombreuses et quelques surplus garnissent les coffres. Ainsi, l'ACFO fournit une contribution annuelle de 1 000\$ qui provient de la souscription franco-ontarienne. Enfin, une campagne spéciale est entreprise pour marquer les fêtes du cinquantenaire et elle donne d'excellents résultats. Plusieurs organisations sœurs contribuent généreusement à l'organisation des festivités. Des invitations sont envoyées aux anciens présidents généraux, aux personnalités régionales, aux politiciens et aux membres d'associations francophones.

Les Fêtes du jubilé d'or se déroulent séparément du congrès général. En effet, les célébrations se tiennent en octobre et le congrès annuel en décembre 1979.

Près de 400 cultivateurs de l'Ontario français et plusieurs personnalités se réunissent à Embrun, le 27 octobre 1979, à l'occasion d'un grand banquet pour marquer cet événement



U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens (C30), Ph124-15

Célébrations du cinquantième anniversaire de l'Union des cultivateurs franco-ontariens.



U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens (C30), Ph124-18

Célébrations du 50<sup>e</sup> anniversaire de fondation de l'Union des cultivateurs franco-ontariens en 1979. On reconnaît, au centre de la photographie, J.-François Séguin, agronome et secrétaire général de l'Union de 1954 à 1979, recevant une plaque-souvenir de Lucien Lepage, président de l'UCFO, accompagnés de mesdames Laplante et Séguin, Embrun, Ontario, 1979.



U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens (C30), Ph124-20

50<sup>e</sup> anniversaire de fondation de l'Union des cultivateurs franco-ontariens. On reconnaît, au centre de la photographie, J.-François Séguin, avec une plaque souvenir, et son épouse Jacqueline Saint-Pierre, qui tient une gerbe de fleurs remise par l'UCFO.

historique. L'archevêque d'Ottawa, M<sup>gr</sup> Aurèle Plourde, se déplace pour célébrer la messe du cinquantième et pour adresser un message particulier aux cultivateurs catholiques. Il mentionne que c'est en restant fidèle aux valeurs fondamentales de la famille que les cultivateurs continueront à faire prospérer le Canada. Parmi les autres dignitaires invités à prendre la parole, mentionnons la présidente de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), M<sup>me</sup> Jeannine Séguin, qui demande aux agriculteurs d'endosser le projet d'une école d'agriculture francophone dans Prescott et Russell tout en témoignant de son admiration pour l'efficacité et la persévérance que font preuve les cultivateurs de cette région. Enfin, le président Lucien Lepage entrevoit un avenir prometteur pour l'UCFO. Au journaliste du journal *Bonjour Chez Nous*, du 30 octobre 1979, il confie: « Nous avons eu nos périodes creuses, mais maintenant, nous sommes en marche vers le progrès ».

Le secrétaire avait annoncé son intention de quitter l'UCFO, en août 1979, mais on lui avait demandé de rester jusqu'en décembre. Jean-François Séguin tire sa révérence après plus de 25 ans de loyaux services. Le banquet s'avère l'événement tout désigné pour souligner son travail colossal réalisé au cours de toutes ces années. On lui décerne une plaque-souvenir et on remet une gerbe de fleurs à son épouse en guise de remerciement pour ses 25 années de patience puisque son mari était souvent absent. (**Voir la biographie de Jean-François Séguin en annexe**)

Pour que les dépenses des fêtes du cinquantenaire ne chevauchent pas sur deux années, on prolonge l'année financière du 31 août au 31 décembre. Dorénavant, l'année financière de l'organisme sera l'année du calendrier, soit du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre inclusivement.



U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Georges Michaud (P62), Ph59-2

**Les riches terres agricoles du Sud-Ouest ontarien, Pointe-aux-Roches (sans date).**

mouvements de colonisation véhiculent les valeurs d'une vie sereine à la campagne sur une petite ferme et dénoncent les influences néfastes de la ville sur les mœurs.

La *Loi du secours direct*, adoptée par le Canada en 1932, permet d'installer des colons sur les terres de la Couronne dans le Nord ontarien en leur donnant accès à une aide financière d'installation et à une prime au défrichement, moyennant quelques conditions d'établissement. Malgré la gravité de la crise économique mondiale qui sévit, les Canadiens sont plus chanceux que leurs voisins américains où les villes sont congestionnées de chômeurs et où il n'y a plus de terres à coloniser.

La Société Saint-Jean-Baptiste embauche le propagandiste Tancrede Saint-Pierre pour explorer ces nouvelles régions. Dans un compte-rendu de sa tournée du Nouvel-Ontario, il fait grand état de la qualité des produits agricoles de la région de Cochrane:

Nous y constatons avec surprise que les légumes de cette région sont supérieurs même à ceux de notre comté d'Essex. Céleris, laitues, pommes de terre, navets et carottes y ont une saveur particulièrement succulente.<sup>15</sup>

Dans sa visite de la région de Kapuskasing, le propagandiste Saint-Pierre parle de cultures qui donnent de bons rendements à l'acre, où le sol riche donne jusqu'à trois récoltes de céréales par année. Dans le but d'attirer de nouveaux colons, il est évident que le propagandiste exagère car le climat tempéré du Sud de l'Ontario où tous les fruits et les légumes poussent en abondance ne peut se comparer à celui du Nord de la province, même si certaines régions, favorisées par des microclimats, demeurent plus clémentes.

*La Feuille d'érable* mentionne qu'une centaine de personnes sont prêtes à partir, mais attendent l'aide gouvernementale.<sup>15</sup> Ces personnes vont s'établir dans la région de Fauquier.

Pour contrer la crise et lutter contre le communisme, *La Feuille d'érable* veut que le gouvernement favorise l'éducation. L'État doit donner accès à l'éducation à toutes les classes de la société, surtout aux agriculteurs. Des demandes auprès du ministère de l'Agriculture portent fruit et les premiers cours démarrent en 1933.

15. *La Feuille d'érable*, 29 septembre 1932.

*La Feuille d'érable* du 2 mars 1933, annonce qu'un grand banquet, tenu à Pointe-aux-Roches, marque la clôture des premiers cours d'agriculture entièrement en français. Ces cours de quatre semaines attirent 125 hommes et femmes des paroisses de Pointe-aux-Roches, Saint-Joachim, Belle Rivière et Staples. Les cours d'agriculture sont donnés par un représentant du ministère, Gérard Ducasse, alors que Violet Kratz, Anne-Marie Samson et Betty Nelles enseignent les sciences ménagères, la couture et l'économie sociale aux femmes.

Ces cours sont offerts grâce aux demandes incessantes du député du comté provincial, Paul Poisson, du sénateur Lacasse et de la Société Saint-Jean-Baptiste. En 1934, une autre série de cours de quatre semaines, donnés par deux agronomes francophones, P.-A. Dorion, de Sudbury et Ferdinand Larose, de Prescott et Russell, débute à Saint-Joachim. Les cours destinés aux femmes sont enseignés par Marie-Anne Samson, du Québec. Le curé Pitre, de Tecumseh, félicite les cultivateurs et les supplie de continuer à servir de rempart contre le communisme qui menace selon lui de les envahir.<sup>16</sup>

Une demande auprès du député pour l'obtention d'un agronome francophone ou du moins bilingue est acceptée en 1934. On embauche D.J. Lalonde comme agronome-adjoint, au côté de R.H. Clemens.

L'année 1934 s'avère désastreuse pour les fermiers puisque les pluies abondantes empêchent toute récolte. De plus, les agriculteurs apprennent que le gouvernement va cesser de donner des octrois aux ruraux et qu'ils ne pourront plus emprunter d'argent de l'*Agricultural Development Board*. Enfin, les élections législatives amènent un changement de gouvernement. La nouvelle administration congédie les deux agronomes et les cours dispensés par le ministère de l'Agriculture sont suspendus. Toutes ces conditions favorisent l'idée d'une association agricole.

Un article écrit par Léo Sylvestre dans *La Feuille d'érable*, du 3 janvier 1935, décrit bien la situation pénible des cultivateurs du Sud-Ouest de l'Ontario :

L'agriculture, industrie-mère de notre pays canadien s'en va périssant dans la partie nord de notre comté d'Essex, où sont groupés plusieurs milliers de cultivateurs canadiens-français. Trop fiers pour vivre des deniers publics, assistance que reçoivent à juste titre les chômeurs des villes, nos agriculteurs s'enfoncent de jour en jour davantage dans un gouffre de dettes d'où ils ne pourront jamais sortir. Pour comble de malheur, nos habitants ne peuvent plus emprunter d'argent de l'*Agricultural Development Board*. Et de plus on leur a enlevé leur agronome canadien-français, et voici qu'on apprend que les cours abrégés en agriculture qu'on leur donnait dans leur langue depuis deux ans sous les auspices du gouvernement provincial seront discontinués cette année. Le changement d'attitude du gouvernement cause un profond désappointement et l'on organisera sous peu un mouvement pour venir en aide aux cultivateurs éprouvés, et disons le mot, trop longtemps négligés dans ce coin de pays. On tâchera par ce moyen d'opérer la "renaissance agricole" qui s'impose.

16. *La Feuille d'érable*, 8 mars 1934.

## Chapitre 9

### Les agriculteurs canadiens-français dans les comtés de Kent et Essex

**E**n préparation du congrès de fondation de l'UCFO, prévu en avril 1929, une vaste campagne de recrutement s'organise et les élites parcourent la province pour sensibiliser les ruraux à l'importance d'y participer. C'est ainsi que l'agronome Ferdinand Larose entreprend une tournée de dix jours, qui le mène dans les comtés de Kent et d'Essex. C'est dans ces deux comtés que l'on retrace les principaux groupements ruraux homogènes canadiens-français du Sud-Ouest de l'Ontario.

Entre Windsor et Chatham, on retrouve un regroupement de 16 000 francophones établis à moitié sur des fermes et à moitié dans des villages. Quelques milliers de cultivateurs francophones exploitent des fermes dans les sept paroisses françaises de Rivière-aux-Canards, Tecumseh, Belle Rivière, Saint-Joachim, Pointe-aux-Roches, Paincourt et Grande-Pointe. L'agronome Larose donne une série de conférences dans ces centres et il constate, tout comme dans le Nord de l'Ontario, un malaise agricole généralisé.

Dans une lettre adressée au rédacteur du journal *Le Droit*, il note :

Malheureusement on ne se rend pas toujours compte de ses véritables causes, et bien que le reste du monde progresse rapidement, le cultivateur dépend encore dans bien des endroits pour faire sa vie sur les méthodes vieilles de 25 ou 50 ans au moins. Tout le monde se plaint que le cultivateur ne fait pas d'argent, et très peu s'arrêtent à réfléchir sur les véritables causes de la crise agricole actuelle. Il n'y a pas de doute qu'une grande réunion de cultivateurs ferait beaucoup pour au moins éclairer la situation et retracer dans ces grandes lignes les causes du malaise actuel. Une bonne discussion en famille aurait pour résultat immédiat de faire ouvrir les yeux à ceux qui vivent de l'agriculture, et dès que les moyens de remédier aux difficultés actuelles seraient clairement exposés, il me semble que les cultivateurs devraient être plus en mesure de corriger leurs erreurs, et, par conséquent, de rendre leurs méthodes plus payantes et, dans bon nombre de cas, plus attrayantes.<sup>14</sup>

En fait, c'est dans ce contexte difficile que l'agronome Larose propose aux cultivateurs

14. U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens C 30/1/11.

de participer au congrès de fondation de l'UCFO. A cause de la situation économique et de la grande distance à parcourir, seul quelques élites se rendent à Ottawa, particulièrement le nouveau sénateur Gustave Lacasse, également vice-président de l'ACFEO, qui est accompagné de quelques dignitaires et religieux locaux.

Suite à ce congrès, aucune association de fermiers ne voit le jour dans Kent et Essex. Il faudra attendre les années noires engendrées par la crise économique, pour que les agriculteurs de cette région s'organisent en 1935.

Le sénateur Lacasse, surnommé "le roi de la péninsule", travaille activement à l'avancement de la cause franco-ontarienne. Politicien reconnu comme un grand orateur et un ardent défenseur des droits de la minorité francophone, il sera de toutes les luttes, sur toutes les tribunes, jusqu'à sa mort en 1953.

En 1931, il fonde à Tecumseh, *La Feuille d'érable*, un hebdomadaire qu'il dirige pour défendre les Canadiens français des comtés de Kent et d'Essex. Le sénateur Lacasse fait état de la crise agricole et mentionne que les cultivateurs traversent une période de dépression généralisée. Le journal nationaliste devient une tribune pour trouver des solutions à la crise économique qui prend de l'ampleur entre 1929 à 1939.

Il lutte également contre "le fléau du communisme" qui s'installe au Canada après la Grande guerre de 1914-1918 et qui risque de s'intensifier dans les milieux ouvriers appauvris. Il lutte aussi contre l'américanisation qui guette la jeunesse avec ses valeurs matérialistes et son anglicisation. *La Feuille d'érable* traite de la déstabilisation de la société traditionnelle agricole, francophone et catholique. Avec la dépression, le sénateur craint les désordres sociaux, le chaos et l'anarchie.

La situation des cultivateurs semble bien pénible dans cette région pourtant si fertile du Sud-Ouest. En effet, on y trouve une plaine agricole de 50 milles de profondeur par 25 milles de largeur, considérée comme le "jardin du Canada", où poussent fruits et légumes de toutes sortes. Il faut dire que la crise économique sévit peut-être plus durement dans cette partie de la province où le prix des terres s'avère plus cher, soit jusqu'à 300\$ l'acre.

Cette région agricole où l'on cultive à l'échelle industrielle, a favorisé la migration d'une population attirée non seulement par la culture du sol, mais aussi par les salaires réguliers dans la transformation des produits agricoles, dans les conserveries, dans le travail sur les grandes fermes maraîchères et dans les nombreuses usines des villes frontalières, comme Windsor et Détroit. Ainsi, lors du krach économique, quand les conserveries, les usines et les manufactures ferment les unes après les autres, les travailleurs agricoles et les ouvriers perdent leurs emplois et se retrouvent rapidement sans ressources.

Les cultivateurs n'arrivent plus à écouler leurs produits sur les marchés américains voisins et les producteurs cherchent en vain de nouveaux débouchés pour absorber les produits de leurs champs. De plus, les banques deviennent très prudentes et les marchés s'effondrent. Bref, il y a surproduction industrielle et agricole et le marasme économique s'installe partout.

À partir de 1932, des milliers de travailleurs agricoles et d'ouvriers sont en chômage. La Société Saint-Jean-Baptiste de l'Ouest de l'Ontario en profite pour mener une campagne en faveur de la colonisation sur les milliers d'acres inexploités du Nouvel-Ontario. Pour la Société, un retour à la terre signifie la prospérité pour les chômeurs à bout de ressources financières. De plus, il constitue un espoir pour les fils de cultivateurs qui veulent s'établir sur une ferme, puisque le prix des terres est devenu inaccessible dans leur région. Bref, les

## L'Union des cultivateurs de Kent et Essex (UCKE) 1935-1939

Dans *La Feuille d'érable* de janvier 1935, les cultivateurs sont conviés à une grande assemblée à Belle Rivière afin de jeter les bases d'une nouvelle société de « renaissance terrienne et de salut agricole ». Le journal mentionne que de nombreux cultivateurs ont répondu à l'appel et qu'un comité provisoire a été mis sur pied. Ce comité rédige une constitution qui sera soumise à l'assemblée de fondation prévue pour le 25 février 1935.

Les membres du comité provisoire tiennent une série de rencontres dans toutes les paroisses francophones des comtés de Kent et d'Essex pour s'assurer du succès du congrès. Le clergé leur prête main-forte avec l'aide du journal *La Feuille d'érable* et des élites locales. Les principales demandes concernent le rétablissement des cours d'agriculture et le retour d'un agronome francophone ou bilingue pour répondre aux besoins particuliers de cette région.

Lors de cette assemblée, Léo Sylvestre déclare :

Il est grandement temps que notre classe agricole de Kent et d'Essex s'organise en une association forte et puissante pour opérer sa survivance économique et pour présenter aux autorités provinciales et fédérales ses justes et légitimes revendications.<sup>17</sup>

Il insiste également sur l'étude de la coopération. Le congrès de fondation réunit à Belle Rivière plus de 600 cultivateurs des deux comtés pour jeter les bases d'une nouvelle association qui a pour devise "Par le soc nous triompherons" et comme patron Saint-Isidore. Pour l'occasion, une exposition agricole se greffe au congrès. Léo Sylvestre, avocat et maire de Belle Rivière, et un des principaux initiateurs du mouvement, est élu président du premier Conseil d'administration et on ratifie de plus la constitution de l'Union des cultivateurs de Kent et Essex (UCKE). **(Voir la liste des administrateurs de l'UCKE dans le tableau à la page suivante)**

De nombreux dignitaires adressent la parole aux congressistes, notamment l'agronome Ferdinand Larose, le sénateur Lacasse, les députés fédéral et provincial, les maires des municipalités et les curés des paroisses. L'évêque nomme l'abbé Isidore Poisson, aumônier général de la nouvelle association et *La Feuille d'érable* devient son organe officiel. La cotisation annuelle à l'organisme inclut d'ailleurs le coût de l'abonnement.

L'Union des cultivateurs de Kent et Essex organise des cercles d'étude dans les paroisses. Malgré l'éloignement, des membres de l'exécutif de l'Union des cultivateurs franco-ontariens visitent la région le plus souvent possible pour enseigner les principes coopératifs et la doctrine sociale de l'Église. Bien que son nom diffère de celui de l'association-mère, l'UCKE s'avère la première union régionale de l'UCFO. Un représentant de l'UCKE siège d'ailleurs au Bureau central et des membres de chaque union participent aux assemblées générales respectives.

Le deuxième congrès de l'UCKE se tient à Saint-Joachim, en janvier 1936. Il se déroule pendant trois jours, vu l'intérêt de plus en plus marqué par la classe agricole. Il réunit 1 500 fermiers et fermières et coïncident avec la fin des cours de trois semaines donnés par le ministère de l'Agriculture. Les demandes de l'association portent fruit puisque les cours

17. *La Feuille d'érable*, 10 janvier 1935.

### Bureaux de direction de l'Union des cultivateurs de Kent et Essex, 1935-1938 (UCKE)

**1935**

Président: Léo Sylvestre  
 Vice-prés.: Noé Cazabon  
 Secrétaire: Réginald Caron  
 Trésorier: Bernard Thibert  
 Directeurs: Louis-Philippe Pinsonneault, Jérémie Ducharme, Charles Gauthier, Laurent Lachance, John Rivet, Léo A. Dufour, Alfred Durocher, Phylis Grondin  
 Aumônier: Isidore Poisson

**1936**

Président: Léo Sylvestre  
 Vice-prés.: Léo Dufour  
 Secrétaire: Laurent Lachance  
 Trésorier: Jean-Baptiste Antaya  
 Directeurs: Hector Bondy, Jérémie Ducharme, Charles Gauthier, Eugène Levasseur, Louis-Philippe Pinsonneault, Phylis Grondin, Bernard Thibert, John Rivet, Arthur Houle  
 Aumônier: Isidore Poisson

**1937**

Président: Léo Sylvestre  
 Vice-prés.: Eugène Roy  
 Secrétaire: Laurent Lachance  
 Trésorier: Jean-Baptiste Antaya  
 Directeurs: Léo Dufour, Hector Bondy, Jérémie Ducharme, Charles Gauthier, Eugène Levasseur, Louis-Philippe Pinsonneault, Phylis Grondin, Bernard Thibert, Arthur Houle  
 Aumônier: Isidore Poisson

**1938**

Président: Philippe Chauvin (Pointe-aux-Roches)  
 Vice-prés.: Eugène Roy (Paincourt)  
 Secrétaire: Gérard Caron (Paincourt)  
 Trésorier: Arthur Houle (Grande Pointe)  
 Directeurs: Réginald Caron (Paincourt), Louis-Philippe Pinsonneault (Pointe-aux-Roches), Phylis Grondin (Tilbury-Nord), John Rivet (Staples), Eugène Levasseur (St-Joachim), Jérémie Ducharme (Belle-Rivière), Charles Gauthier (Maidstone), Laurent Lachance (Sandwich-Est), Paul Gouin (Tecumseh), Hector Bondy (Rivière-aux-Canards), Léo Dufour (Sandwich-Ouest), Bernard Thibert (Tilbury)  
 Aumônier: Isidore Poisson

U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Georges Michaud (P62)

reviennent en 1936.

Des membres de l'UCFO se joignent au congrès, dont l'abbé E. Racan, aumônier et secrétaire général de l'UCFO, qui est le premier orateur invité à prendre la parole. L'agronome William A. Montcalm l'accompagne.

Ce deuxième congrès porte une attention particulière aux femmes et aux filles puisqu'une journée entière leur est dédiée. *La Feuille d'érable*, du 9 janvier 1936, signale que « c'est la première fois que les dames canadiennes-françaises des comtés d'Essex et de Kent sont appelées à se réunir en Congrès ».

C'est aussi durant ce congrès que l'Union des fermières de Kent et d'Essex voit le jour, ce qui en fait le plus ancien cercle de fermières de l'Ontario car les premiers cercles de fermières de l'Est ne sont fondés que l'année suivante. M<sup>me</sup> Louis-Philippe Pinsonneault en devient la première présidente.

Le congrès apporte des retombées immédiates puisqu'on organise tout de suite après, deux journées d'étude sur la coopération et les avantages de l'Union. On étudie sérieusement la possibilité d'établir à Tecumseh une coopérative d'achat d'engrais chimiques. Le 16 janvier 1936, *La Feuille d'érable* publie sa première page agricole "La Renaissance agricole, Par le soc nous triompherons" et le directeur signe Agricola.

Le troisième congrès de l'UCKE se déroule du 27 au 30 janvier 1937, à Pointe-aux-Roches. On consacre la première journée aux femmes qui préparent une exposition de leurs travaux. L'abbé E. Racan assiste au congrès. Le député fédéral de Kent et d'Essex, Paul Martin père, s'adresse aux congressistes. Il les encourage et promet de les aider pour

l'obtention d'un élévateur à grains à Windsor et d'un aménagement pour sécher le maïs, la culture dominante chez ces agriculteurs.

Le 23 décembre 1937, Léo Sylvestre démissionne comme président de l'UCKE. À l'Assemblée générale annuelle du quatrième congrès tenu à Paincourt, en février 1938, Philippe Chauvin lui succède. Malheureusement, l'organisme commence déjà à s'essouffler et contrairement aux années précédentes, l'AGA ne dure qu'un après-midi. Par contre, les cours d'agriculture et d'arts ménagers se poursuivent sous la direction de l'agronome de Cochrane, Daniel Pomerleau.

Le cinquième et dernier congrès de l'UCKE dure une seule soirée, soit le 21 janvier 1939. Il réunit pourtant 400 personnes. *La Feuille d'érable* souligne le succès de la soirée agricole et mentionne l'importance de la formation des cercles d'étude pour les jeunes et, encore une fois, la nécessité d'obtenir un agronome bilingue. Aucune mention des administrateurs élus. D'ailleurs, la page agricole du journal disparaît le 21 décembre 1939.

Un article du *Droit* nous confirme l'absence du congrès annuel en 1940:

On constate avec regret l'état léthargique de notre Union des cultivateurs de Kent et Essex. On a même annoncé officiellement il y a quelque temps qu'il n'y aurait pas d'exposition agricole cette année sous les auspices de cette organisation. Et personne ne parle non plus de l'élection annuelle qui a également l'habitude d'avoir lieu en janvier.<sup>18</sup>

Dans le journal *La Feuille d'érable*, on ne retrace aucune mention d'un congrès ou d'une exposition agricole en 1940. Il semble que la venue d'une nouvelle association agricole, la *Essex-Kent Corn Producers Co-operative Association Limited*, sonne le glas pour l'Union des cultivateurs de Kent et d'Essex et de sa section féminine. Les fermiers de cette région qui sont d'importants producteurs de maïs, considéré comme le meilleur au monde, ont-ils trouvé que cette association répondait mieux aux besoins des cultivateurs du Sud-Ouest? Est-ce que l'UCKE était considérée seulement comme une rencontre sociale annuelle pour les francophones de l'endroit? Est-ce que le manque de financement contribue à sa disparition? Somme toute, il s'avère bien difficile de répondre à ces questions. En réalité, les documents sont muets sur le sujet. Cela dit, l'arrivée d'une puissante association anglophone coïncide avec la disparition d'une union francophone rassembleuse entre 1935 et 1939.

Dans son rapport "Visite dans les campagnes des comtés de Kent et Essex" du 29 juin au 1<sup>er</sup> juillet 1947, Georges Michaud écrit:

Il y a eu vers 1935 une tentative d'organisation de l'Union des Cultivateurs Franco-Ontariens et des Cercles de Fermières, avec des succursales dans pratiquement toutes les paroisses. Le principal travail a consisté (paraît-il) dans la tenue de très belles expositions agricoles surtout de blé d'inde de semence, et d'arts domestiques. En 1937 l'apparition du blé d'inde hybride et les préoccupations politiques de l'organisateur en chef (Léo Sylvestre) amenèrent la disparition du mouvement.<sup>19</sup>

Il faudra attendre jusqu'en 1948 pour voir ressurgir une deuxième association agricole francophone.

18. *Le Droit*, 27 février 1940.

19. U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Georges Michaud P62/3/1.

OTTAWA, le 17 mars 1948.

ave Bayswater.

Monsieur Antonin Lalonde, secrétaire,  
L'Union catholique des cultivateurs  
franco-ontariens,  
c.p. 63 - O T T A W A .

Cher monsieur Lalonde,

Le travail d'organisation dans la péninsule par Georges Michaud va bon train. Il nous écrit cependant qu'il est possible qu'on lui crée des embêtements, et peut-être même au gouvernement de Québec, étant donné qu'il n'est pas officiellement un employé de l'Association d'éducation ou de l'Union des cultivateurs. Il nous propose, pour les fins de son travail, et pour cette raison seulement, d'être nommé propagandiste de l'Union des cultivateurs franco-ontariens et d'être muni d'une lettre à cet effet. Cette lettre pourrait déjouer les menées sourdes ou les mauvaises intentions des agronomes de la province d'Ontario et autres qui commencent à trouver son travail gênant. Je vous saurais gré d'en discuter avec votre exécutif. Il est bien entendu que cette nomination n'aura rien d'officiel, sans naturellement qu'il en soit fait mention dans cette lettre et n'engagerait en rien, financièrement ou autrement, l'Union des cultivateurs.

D'ailleurs, si notre projet réussit, l'Union des cultivateurs n'aura qu'à s'en féliciter car elle en partagerait les mérites avec l'Association d'éducation. Comme M. Michaud sera dans nos parages en vacances, pendant la semaine de Pâques, cette lettre pourrait lui être remise personnellement.

Veuillez agréer, cher monsieur Lalonde, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le président,

Lettre commentant le travail de "propagandiste" accompli par l'agronome Georges Michaud lors de ses séjours dans le Sud-Ouest ontarien.

### L'Union des familles rurales de Kent et Essex (1948-1950)

Après l'échec de l'UCKE, les dirigeants de l'UCFO espèrent toujours faire une percée dans les douze paroisses francophones de Kent et d'Essex qui, d'après le recensement de 1941, regroupent plus de 17 000 Canadiens français, dont 1 500 cultivateurs.

Lors d'un banquet de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFÉO), tenu à Ottawa en 1947, des personnalités et des délégués de plusieurs associations dont l'UCFO, se réunissent. L'agronome Georges Michaud y fait la rencontre d'un ancien membre de l'UCKE qui l'invite « à jeter un coup de sonde dans le milieu rural canadien-français de Kent et Essex ».

Dans un article de *Vivre plus* de février 1978, "Une réussite aux avant-postes", l'agronome Michaud raconte les circonstances de cette rencontre: « À ce banquet, voisin d'un chic monsieur à l'air distingué et au langage châtié, mais à la main calleuse et vigoureuse, je lui dis: "Ne

seriez-vous pas un cultivateur?” “– Eh oui”, répondit-il avec fierté. “– Et vous?” “– Un agronome”, lui dis-je. “– Enchanté de vous connaître, car je suis à la recherche d’un agronome de langue française pour nos paroisses rurales de Kent et Essex.” “– Vous avez eu un tel agronome en 1931 et vous l’avez laissé partir.” “– C’est exact, il était bon technicien, mais encore meilleur disciple de Bacchus. Il a été remercié par le gouvernement, qui n’a pas voulu en engager un autre.” »

L’agronome Michaud lui demanda: « Pourquoi toujours compter sur le gouvernement quand vous êtes parmi les plus progressifs et les plus riches fermiers du Canada, donc capables de vous en payer un ». Après ces suggestions, le cultivateur lui demanda: « Pourquoi ne viendriez-vous pas rencontrer nos gens? Le prestige d’un étranger est souvent plus effectif qu’un homme du milieu ». <sup>20</sup>

Ce cultivateur n’était nul autre que Philippe Chauvin. En 1943, ce dernier avait rencontré le père Gustave Sauvé qui l’encourage à s’inscrire à des cours de coopération par correspondance offerts par le Centre social de l’Université d’Ottawa. Ces cours aboutissent, en 1944, à la fondation de la Caisse populaire de Pointe-aux-Roches et Philippe Chauvin en devient le premier président. **(Voir les notes biographiques sur Philippe Chauvin, dans la Galerie du Mérite agricole en annexe)**

Ainsi, fort de l’appui de l’UCFO qui fournit 200\$ et de l’ACFÉO, Georges Michaud, agronome de Hull, part étudier la situation des agriculteurs de Kent et Essex. Il constate que les francophones de la région ne possèdent pas d’associations agricoles, mais que les cultivateurs les plus progressistes sont membres d’organisations anglophones. Michaud s’inquiète de la menace communiste qui courtise la nombreuse main-d’œuvre agricole canadienne et européenne et de l’américanisation de la jeunesse:

Une partie de la jeunesse s’américanise rapidement dans le plus mauvais sens du mot. Elle est en voie d’être circonvenue par les communistes de Détroit et de Windsor. Ceux-ci achètent à des prix astronomiques: hôtels, restaurants, salles de quilles, de danse et autres endroits publics où les jeunes se réunissent. L’organisation professionnelle, selon la doctrine sociale de l’Église, est inexistante ». <sup>20</sup>

Il effectue deux voyages en 1947, six en 1948 et un dernier en 1949. Durant ces neuf visites, il effectue un formidable travail de préparation. Il visite douze paroisses, rencontre 4 000 personnes dont 368 visites à domicile, 66 réunions de cuisine dans les concessions et 37 assemblées publiques.

Suite à toutes ces rencontres, l’Union des familles rurales de Kent et Essex (UFRKE) est fondée à Paincourt, le 21 novembre 1948. Elle se donne la devise “*Vitat Labor*” (Vive le travail) et comme patrons Saint-Isidore et Saint-Jean-Baptiste pour les hommes et Sainte-Jeanne-d’Arc pour les femmes. Philippe Chauvin devient le premier président et le siège social se trouve à Pointe-aux-Roches.

Vu l’échec retentissant et relativement récent de l’U.C.F.O. dans la région, l’assemblée croit que l’organisation devrait être locale et régionale et s’appeler L’Association des Familles Rurales de Kent et Essex [...] L’Association des familles rurales de Kent et Essex, s’affilie à l’Union des Cultivateurs Franco-Ontariens à raison de 2\$ par famille, à l’Union des Fermières Catholiques, à raison de 1\$ par famille et à l’Association Centrale des Jeunes

20. Ibid.

### Bureaux de direction de l'Union des familles rurales des comtés de Kent et Essex (UFRKE)

#### 1948-1949

Président: Philippe Chauvin (Pointe-aux-Roches)  
 Vice-prés: M<sup>me</sup> Trefflé Laprise (Paincourt)  
 Secrétaire: Roland Gagner  
 Trésorier: Régis Caron  
 Directeurs: Alcide Marchand (Grande Pointe), Louis Cazabon

#### 1949-1950

Président: Adrien Caron (Paincourt)  
 Vice-prés: M<sup>me</sup> Trefflé Laprise  
 2<sup>e</sup> Vice-prés: Louis-Philippe Pinsonneault (Pointe-aux-Roches)  
 Sec. archiviste: Philippe Chauvin (Pointe-aux-Roches)  
 Trésorier: Alfred Pinsonneault (Paincourt)  
 Directeurs: M<sup>me</sup> Léo Massé (Pointe-aux-Roches), Alcide Marchand (Grande-Pointe), Solomon Tétreault (Merlin), Elie Sylvestre (Saint-Joachim),  
 Aumônier: O. Charbonneau

#### 1950-1951

Président: Raoul Gagner (Paincourt)  
 Vice-prés: L.P. Pinsonneault (Pointe-aux-Roches)  
 2<sup>e</sup> Vice-prés: M<sup>me</sup> Léo Masse (Pointe-aux-Roches)  
 3<sup>e</sup> Vice-prés: M<sup>me</sup> Alcide Caron (Paincourt)  
 Sec. archiviste: Philippe Chauvin (Pointe-aux-Roches)  
 Trésorier: Alfred Pinsonneault (Paincourt)  
 Directeurs: Solomon Tétreault (St-Joachim), Alcide Marchand (Grande Pointe), Adrien Caron (Paincourt), Léo Lacharité (St-Joachim)  
 Aumônier: Père Lanoue

à raison de 1\$ par famille. En retour, ces organisations fournissent des directives, des bulletins de propagande, un Service de coopération, une revue familiale *La Terre Ontarienne* et au besoin des conférences.<sup>21</sup>

L'Union des familles rurales de Kent et Essex se veut une association professionnelle, agricole et chrétienne qui a pour but l'éducation mutuelle de ses membres et la défense de leurs intérêts communs. C'est une union formée d'abord par et pour les cultivateurs canadiens-français. L'agriculture diffère des autres professions, en ce qu'elle est avant tout, une entreprise familiale. Aussi, elle compte quatre sections pour répondre pleinement aux besoins de ses membres; ceux des hommes, des femmes, des jeunes filles et des jeunes hommes. Ces divers secteurs auront des services de propagande, de techniques agricole, d'arts ménager, de coopération, de sports et récréation, d'établissement des jeunes et d'information sociale. La langue officielle

de l'Union est le français et seulement les catholiques pratiquants sont acceptés; les athées et les communistes sont exclus.

L'Union débute avec le regroupement de 155 familles rurales qui forment le noyau d'une association agricole d'éducation mutuelle, de promotion et de défense de leurs intérêts communs. Elles s'engagent à verser comme cotisation annuelle, pendant cinq ans, la somme de 20\$. Ce qui permet d'amasser 15 000\$, dont 3 000\$ sur chèques pour 1948 et autant sur billets pour chacune des quatre années subséquentes. Ce mode de cotisation assure un financement à long terme. Ainsi, en 1949, on peut embaucher Antoine Titley comme agronome francophone et Roland Gagner comme secrétaire et propagandiste de l'UFRKE et secrétaire de la Société Saint-Jean-Baptiste de l'Ouest de l'Ontario.

Le rêve de Philippe Chauvin devient enfin réalité. Les cultivateurs de Kent et d'Essex profitent désormais des services d'un agronome francophone et ils le payent eux-mêmes. Dans un article de *La Feuille d'érable*, du 2 décembre 1948, intitulé "Trois fois bravo!", on note

21. "Visite dans les campagnes des comtés de Kent et Essex", 12 juillet 1947, Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Georges Michaud, P62/3/1.

que:

Cette nouvelle organisation semble s'inspirer du même idéal qui mena à la fondation de notre ancienne Union des cultivateurs d'Essex et de Kent, mais il est évident que ses cadres sont beaucoup moins restreints et ses ambitions beaucoup plus grandes. Disons également que son organisation paraît s'être faite d'une manière beaucoup plus solide et par le fait même plus efficace. Ses promoteurs procédèrent plus lentement, mais ils bâtirent leur entreprise, cette fois sur des assises financières qui en assureront probablement le succès.

Cette nouvelle union basée sur l'enseignement de la coopération porte fruit puisque la Coopérative agricole de Pointe-aux-Roches, fondée en 1948 par dix cultivateurs dont Philippe Chauvin, prospère rapidement pour devenir un modèle de développement dans l'économie agricole et régionale. Une coopérative agricole s'organise aussi à Tilbury.

Ce soutien mutuel donne un nouvel essor à la Caisse populaire de Pointe-aux-Roches, créée en 1944 et contribue à la fondation de deux nouvelles caisses en 1948, celles de Painscourt et de Windsor et d'une autre, l'année suivante, celle de Belle-Rivière. Ces caisses s'affilient à la Fédération des caisses populaires de l'Ontario.

L'Union des familles rurales met aussi sur pied des comptoirs coopératifs de vente et d'achat de produits régionaux. Enfin, elle favorise l'enseignement de la doctrine de l'Église catholique qui demeure un moyen efficace pour faire échec au communisme.

Certes, la création de l'UFRKE assure la vie d'un centre de résistance française et catholique dans ce coin de pays, mais contribue égale-

Lettre de Philippe Chauvin expliquant les mérites de l'Union des familles rurales de Kent et d'Essex en 1948.

Pointe-aux-Roches, Co. Essex, Ontario  
15 mai 1948

Cher monsieur,

Dans la péninsule de Kent et Essex, entre Chatham et Windsor, Ontario, il existe un groupement rural de (16.000) seize mille Canadiens français, réparti environ moitié sur les fermes et moitié dans les villages et les petites villes de Tilbury et Tecumseh.

Il y a approximativement (1000) un mille cultivateurs dans les (7) sept paroisses presque totalement françaises de Rivière-aux-Canards, Tecumseh, Pointe-aux-Roches, Belle-Rivière, Saint-Joachim, Pain-Court et Grande-Pointe.

Depuis au moins (20) vingt ans, ces cultivateurs demandent en vain les services d'un agronome de langue française.

En ces dernières années, l'organisation communiste de Windsor et Détroit, solidement établie chez les ouvriers de ces villes industrielles, songe à pénétrer les ruraux du comté d'Essex. Elle a déjà commencé un travail d'approche, par l'achat à des prix astronomiques, dans les villages ruraux, d'hôtels, de restaurants, de salles de danse, de clubs et autres endroits où se réunit la jeunesse.

C'est une méthode connue, qui a donné des résultats en France, et qui a permis l'organisation du parti communiste paysan français, avec un des journaux agricoles les mieux rédigés de France, mais d'inspiration nettement communiste. - LA TERRE -.

Devant cet état de choses, quelques cultivateurs patriotes et catholiques, se sont alarmés, et ont décidé d'organiser une association de cultivateurs catholiques avec un secrétariat permanent.

A cet effet, depuis janvier, ils ont commencé une souscription qui a rapporté dans la péninsule, à date, la somme de (\$20.000,) vingt mille piastres, soit : (\$4.000,) quatre mille dollars en chèques pour 1948, et (\$4.000,) quatre mille dollars sur billets annuels, pour les quatre années suivantes 1949-50-51-52.

Si l'organisation pouvait trouver quelques mille piastres additionnelles, la permanence du bureau et l'emploi d'un agronome qualifié serait assuré pour (5) cinq ans.

Tel que vous ne l'ignorez pas, c'est souvent aux avant-postes que se perdent ou se gagnent les batailles. Le jour où les communistes auront réussi à constituer un noyau de cultivateurs communistes dans Essex, est-ce que ce ne serait pas là une menace pour le Canada français tout entier?

C'est pourquoi, nous faisons appel à la générosité des agronomes de la Province de Québec, qui mieux que toute autre classe de la population française, croyons-nous, comprendra la valeur incalculable d'un tel centre de résistance française et catholique.

Vous trouverez donc ci-inclus une formule de souscription qui vous constituera, une fois signée et expédiée, membre honoraire de - L'UNION DES FAMILLES RURALES DE KENT ET ESSEX - pour la somme de (\$5.00) cinq piastres par année, et une autre pour un de vos amis.

Bien entendu nous ne mettons pas de plafond à votre générosité. Avec l'espoir que cette demande sera bien accueillie, et qu'il vous sera possible de nous retourner les formules avant la fin de mai, nous nous soucrivons,

*Philippe Chauvin*

ment à la vitalité des autres organismes provinciaux et nationaux comme l'ACFEO, l'UCFO, le Comité permanent de la survivance française en Amérique, l'Association des commissaires d'école et la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste.

Le premier congrès se tient à Paincourt, le 4 décembre 1949. Adrien Caron devient le deuxième président et M<sup>mes</sup> Treflé Laprise et Léo Massé, vice-présidentes. Antoine Titley, agronome et propagandiste, fait état du travail effectué dans les paroisses rurales.

Le deuxième congrès se déroule à Belle Rivière, le 10 décembre 1950. Raoul Gagné est élu président et M<sup>mes</sup> Léo Massé et Alcide Caron, vice-présidentes. On y note que M<sup>gr</sup> Croteau, aumônier de l'UCFO, prononce un discours mais le nom d'Antoine Titley n'apparaît nulle part. C'est d'ailleurs le dernier compte-rendu que l'on retrouve dans les journaux. Après 1950, il n'y a plus aucune trace de cette Union dans les archives de l'UCFO.

Il s'avère bien difficile de comprendre pourquoi la vie de l'organisme ait été de si courte durée. Pourtant, à l'Assemblée générale annuelle de l'UCFO de 1949, Georges Michaud mentionne que 185 familles ont souscrit à la caisse commune de 18 500\$ et se sont engagées sur billets pour les quatre prochaines années, soit jusqu'en 1953.

Somme toute, la démission du propagandiste, Roland Gagner, en 1949, explique en partie la disparition de l'UFRKE, tout comme le montant élevé des cotisations pour un engagement de cinq ans. Dans une lettre adressée à Georges Michaud, Gagner dit éprouver de la difficulté à recruter à 20\$ et suggère de baisser les cotisations à 5\$ et de recruter mille membres. Par contre, sans secrétaire-propagandiste, il s'avère impossible de recruter un si grand nombre de membres pour permettre de payer les salaires d'un agronome et d'un secrétaire-propagandiste.

C'est ce qui explique qu'en 1950, le nombre de membres chutent à 91 et aucune autre information n'est disponible pour les années subséquentes. L'agronome Antoine Titley œuvre seulement une année pour l'UFRKE, mais il demeure dans la péninsule jusqu'en 1957. Il travaille alors pour la compagnie *Green Giant* comme spécialiste de la culture des petits pois et du maïs, cultures pratiquées par les cultivateurs francophones de Kent et d'Essex.

Dans *La Feuille d'érable* du 12 janvier 1950, Georges Michaud indique que son séjour dans la péninsule lui a permis de voir que:

[...] l'on peut compter sur la bonne volonté des officiers et directeurs de votre association de la Saint-Jean-Baptiste, des curés des paroisses [...] mais s'il n'y a pas quelqu'un qui a le sens du recrutement, la volonté et la conviction et le temps de s'en occuper, vos organisations continueront à végéter avec des soubresauts passagers d'activités; car tous ces messieurs ont des occupations journalières importantes qui les empêchent de travailler comme ils le voudraient.

De plus, à cette époque, l'UCFO manque de ressources pour venir en aide aux cultivateurs du Sud-Ouest. Il faudra attendre en 1953 et l'embauche d'un propagandiste, Jean-François Séguin, pour reprendre contact avec les cultivateurs de Kent et d'Essex. Cela dit, aucun autre mouvement francophone et agricole majeur ne renaîtra dans cette région qui connaît une assimilation galopante et où les familles francophones demeurent très isolées.

Depuis les années 1980, c'est à titre de membres individuels que des cultivateurs du Sud-Ouest se joignent à l'UCFO.

## Chapitre 10

### **La naissance de l'UCFO dans le Nord: Nipissing-Sudbury, Hearst et Pembroke**

**L**e développement de l'UCFO dans le Nouvel-Ontario et dans la région de Hearst s'amorce dans des conditions difficiles. L'histoire des cultivateurs de ces régions ressemble à celle des autres ruraux de cette époque, mais elle a aussi ses propres particularités. L'agriculture de cette partie de la province se pratique dans un climat rigoureux, sur un vaste territoire peu peuplé et avec un réseau de transport insuffisant pour écouler les produits agricoles.

Les cultivateurs du Nord se sentent à juste titre isolés des pouvoirs décisionnels situés à Ottawa et à Toronto. Ils souhaitent se regrouper avec un organisme qui pourra revendiquer auprès des instances gouvernementales de meilleures conditions pour l'exploitation agricole particulière des régions nordiques.

#### **Sudbury-Nipissing (Union diocésaine de Sault-Sainte-Marie)**

C'est dans un contexte de survivance pour la collectivité francophone et agricole et de lutte contre l'exode des campagnes que l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFÉO) décide d'organiser un grand rassemblement de cultivateurs. À l'époque, l'agriculture s'avère toujours considérée comme la seule profession qui assure la survivance française en Ontario.

L'ACFÉO lance alors une grande campagne pour organiser le premier congrès des cultivateurs qui aboutit en 1929 à la fondation du Comité agricole permanent, qui deviendra l'UCFO. Les annonces dans les journaux et les contacts avec les curés et l'élite nationaliste favorisent la venue de congressistes des quatre coins de la province. Ainsi, dès le 7 avril 1929, le curé Oscar Racette, de Verner, envoie aux organisateurs la liste des paroissiens choisis pour participer au congrès. En plus du curé, la délégation se compose de Napoléon Beaudry, Pierre Nadeau, Joseph Leclair, Xavier Lachance, Francis Beaudry et Omer Poitras. Chef de file de la communauté francophone du Nord de l'Ontario, le curé Racette est également en

## L'Union Régionale (ou diocésaine) de Sault Ste-Marie (UCCFO)

### Bureau de direction 1944-1945

Président : Adrien Joliat – Chelmsford  
 Vice-prés : Ernest Beaudry – Verner  
 Directeurs : Camille Casaubon – Verner, Joseph Perreault – Lavigne, Léo Lachance – Warren, Rémi Quenneville – Field, Georges Marois – St-Charles, Réal Belle-Isle – Blezard Valley, Emile Dupuis – Noëlville, Benjamin Leclerc – Chelmsford, Albert Audette – Alban, Jules Ross – Hanmer, Alfred Gignac – River Valley  
 Secrétaire : Joseph Berthelot – Désaulniers  
 Aumônier : M. l'abbé Walter Bradley – River Valley

### Membres de l'exécutif

Président : Adrien Joliat – Chelmsford  
 Vice-prés. : Ernest Beaudry – Verner  
 Secrétaire : Joseph Berthelot – Desaulniers  
 Aumônier : M. l'abbé Walter Bradley – River Valley

étroite liaison avec le père Charles Charlebois du journal *Le Droit* et des dirigeants de l'ACFÉO. Tous partagent la même idéologie au sujet de la fondation d'un syndicat agricole, catholique et français.

D'autres curés emboîtent d'ailleurs le pas comme celui du village de Saint-Charles et celui de Noëlville. Un noyau de cercle agricole existe déjà dans cette dernière paroisse. Dans la liste des cultivateurs qui assistent au congrès de fondation (**voir en annexe**), une délégation de Cache Bay et une autre de Noëlville représentent le Nord appuyées par le clergé rural qui favorise cette initiative de l'ACFÉO. Il faut dire que le marasme engendré par la crise économique n'épargne pas les fermiers de la région de Nipissing-Sudbury qui désirent s'organiser pour faire entendre leurs revendications. L'éloignement des marchés pour l'écoulement des produits de la ferme ne permet qu'une distribution locale et régionale.

Dans le Nouvel-Ontario, les colons reçoivent peu d'aide du gouvernement qui mise plutôt sur l'initiative personnelle des individus qui veulent ouvrir des terres pour améliorer leur sort. Cette aide prend plutôt la forme de développement des infrastructures comme la construction de plusieurs lignes de chemin de fer, des routes et des mines. La réussite de l'agriculture repose sur les efforts personnels et le dur labeur des colons qui doivent en plus trouver des revenus d'appoint dans les chantiers, les mines, ou dans la construction des chemins de fer. À ce moment-là, l'agriculture est considérée comme une ressource parmi d'autres que recèle le Nord de l'Ontario.

À la suite du congrès de fondation de 1929, les cultivateurs créent des cercles dans les régions avoisinantes. Un cercle voit le jour dans le canton de Martland, un autre dans le canton de Cosby et un dernier dans le canton de Bigwood. En 1930, le cercle de Verner est formé et des efforts de recrutement s'organisent toujours avec la participation active du clergé. Mentionnons le travail des curés Jean Carrière de Noëlville, J.L. Côté d'Alban, Siméon Charpentier de Saint-Charles, Lionel Séguin de Hanmer, Walter Bradley de River Valley et le curé Oscar Racette de Verner. D'ailleurs, l'Église catholique joue un rôle fondamental en Ontario français, particulièrement entre 1850 à 1950, où elle demeure l'institution la plus importante et influente. Le clergé encourage toutes les initiatives sociales et économiques

favorables à la minorité française afin de construire un milieu homogène et permettre de conserver la langue et la foi menacées par la majorité anglo-protestante.

De plus, les cultivateurs du Nord sont déjà sensibilisés au mouvement coopératif puisqu'ils écoulent déjà leur bétail grâce à une coopérative des Fermiers unis. Ce parti politique avait connu du succès en se portant à la défense des agriculteurs et en organisant des associations coopératives pour leur venir en aide.

À partir de 1929, les cercles du Nouvel-Ontario entretiennent des liens étroits avec les dirigeants de l'UCFO d'Ottawa qui désirent fonder une association au niveau provincial. Ils encouragent les militants locaux et l'abbé Rodrigue Glaude, secrétaire du Comité permanent et aumônier de l'UCFO, se rend dans la région pour y donner des conférences et accélérer l'affiliation des cercles locaux avec l'UCFO.

En 1936, le premier congrès des agriculteurs de la région se tient à Sudbury sous l'initiative du curé Lionel Séguin. Le 12 juin, 400 congressistes, dont 350 cultivateurs, assistent à la séance d'ouverture. Parmi les invités d'honneur, on trouve deux évêques, M<sup>sr</sup> A. Côté et M<sup>sr</sup> J.A. L'Écuyer, vicaire général du diocèse, le père Arthur Joyal, secrétaire de l'ACFÉO et l'aumônier de l'UCFO, l'abbé Racan, ainsi que le président et le vice-président de l'UCFO, Antonin Lalonde et Adélard Grenier. La participation de nombreux curés des paroisses avoisinantes, de députés et de personnalités publiques démontre l'importance donnée à ce congrès de fondation. Des membres de l'UCFO, de la région du Sud-Ouest y assistent également et le Grand-Nord est représenté par G. Pomerleau, agronome de Cochrane.

Dans *Le Droit* du 17 juin 1936, on rapporte qu'il devrait découler de cette réunion des avantages de toutes sortes et que les gouvernements ont assuré qu'ils porteraient une attention spéciale aux résolutions des congressistes. Le député provincial de Sudbury, E.A. Lapierre, déclare :

C'est le temps plus que jamais de faire connaître les griefs de la classe agricole, pour la tirer du marasme où elle se débat depuis le début de la crise économique. Le ministre provincial de l'Agriculture est prêt à aider aux cultivateurs pour remédier à la mévente. Que ceux-ci s'organisent, qu'ils donnent une manifestation, non pas individuelle, mais collective de leurs besoins et les résultats ne seront pas lents à se produire à leur avantage.

Les cultivateurs de la région doivent s'organiser pour écouler leurs produits, pour diversifier leurs cultures. Ils doivent classifier leurs produits et cultiver ce qui est en demande dans le milieu. À Sudbury, les cultivateurs ne devraient pas tous se lancer dans la production du foin, Sudbury est un centre industriel et ce sont des produits alimentaires qu'on doit produire pour nourrir l'ouvrier.

Voilà les principales recommandations de l'agronome régional Roméo Leroux rapportées dans le journal. Il explique que la population citadine est assez dense pour bien faire vivre tous les cultivateurs des environs. L'agronome favorise la création d'une coopérative régionale pour la mise en marché des produits.

Les fermiers demandent au gouvernement de ne plus verser de secours direct, mais de suppléer à cette aide par des allocations sous forme de prêts, d'aide à produire, à faire de la terre neuve, de l'égouttement, à extirper les mauvaises herbes ou des bonis pour la culture de certains produits de la ferme. Ils demandent également de ne plus travailler sur les chemins publics pour avoir droit au secours direct, mais plutôt que ce secours soit donné pour des

### Exécutif de l'Union des cultivateurs des districts de Sudbury et de Nipissing

#### Bureau de direction 1936

Président:	Emery Moncion de Blezard Valley
Vice-président:	Joseph Perrault de Lavigne
Secrétaire:	Adrien Joliat de Chelmsford
Trésorier:	Roland Sylvestre de Verner
Directeurs:	André Beaudry de Verner, Joseph Bourre de Rutter, E. Quesnel de Wahnapiatae, L. Poirier de Lavigne, H. Marcotte de Chelmsford, F. Dennie de Hanmer, Joseph Larose de Blezard Valley, Auguste Rhéaume de Larchwood, E. Dupuis de Noëlville
Aumônier:	Lionel Séguin de Hanmer

U. d'Ottawa. CRCCF. Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens. C3018113

travaux effectués sur leurs terres. Enfin, on demande au gouvernement de nommer un représentant du Nord sur la commission laitière provinciale

À la fin du congrès, il devient évident que le syndicalisme agricole demeure l'instrument de revendication et de coopération par excellence pour réduire les méfaits de la crise économique qui touche si durement la classe rurale. De plus, on élit le premier exécutif de l'UCFO régionale de Sudbury-Nipissing. Emery Moncion devient le premier président. **(Voir ci-contre la liste des administrateurs de 1936)**

Les années subséquentes se révèlent par contre assez difficiles pour la jeune Union du Moyen-Nord. Aucun autre congrès n'a

lieu avant celui de Verner, en 1945. Victor Bélanger, président de l'UCFO de Sudbury-Nipissing confie dans une lettre adressée, le 19 mai 1943, à Antonin Lalonde, président de l'UCFO provinciale, que le travail « de ce commencement d'union dans le Moyen-Nord était un peu lent et difficile ». Il demande à l'UCFO provinciale de leur venir en aide.

Le président de l'UCFO constate bien que les efforts autonomes des cultivateurs ne peuvent suffire à la tâche et qu'ils ont besoin d'aide.

Après l'établissement d'un premier secrétariat permanent en 1944 et l'embauche d'un secrétaire général, la priorité devient les tournées de propagande qui amènent une ère d'expansion à l'UCFO. Le nouveau secrétaire, Roger de Bellefeuille, se donne comme mission de consolider ou fonder des cercles dans toutes les paroisses francophones de l'Ontario. Il fait imprimer des formulaires "Déclaration de fondation ou de réorganisation d'un cercle de l'UCFO" et il parcourt la province.

En novembre 1944, de Bellefeuille entreprend une tournée dans Sudbury-Nipissing avec les abbés Louis Ranger et Léopold Martel. Louis-Philippe Poulin de l'Union catholique des cultivateurs du Québec les accompagne. Les résultats ne se font pas attendre puisque onze paroisses regroupant 265 membres assistent au premier congrès régional à Verner, en 1945. Des études pratiques de la coopération organisées sur une base paroissiale permettent la fondation de diverses coopératives, dont huit caisses populaires, l'embauche d'un directeur de la coopération et l'obtention d'un agronome bilingue. Le deuxième congrès régional se tient à Chelmsford en 1946, puis aucun autre avant 1949.

Dans les années cinquante, l'UCFO de Nipissing-Sudbury a des syndicats dans les paroisses suivantes du diocèse de Sault-Sainte-Marie: Blezard Valley (comprenant Chelmsford et Azilda), Alban, Noëlville, Lavigne, Saint-Charles, Warren, River Valley, Field, Crystal Falls, Verner, Springer (Sturgeon Falls et Cache Bay). L'Union possède un réseau de communication et de propagande bien implanté et regroupe plus de 600 membres avec Ernest Beaudry comme président régional.

Les principales activités coopératives consistent à la préparation d'une entente pour la

vente du bois de pulpe avec la compagnie *Abitibi Pulp & Paper*, l'expansion de la Crèmerie coopérative régionale de Verner et l'établissement d'un marché pour l'écoulement de la patate des régions de Hanmer, Blezard Valley et Chelmsford. En 1946, le gouvernement accorde les services d'un agronome bilingue pour la région du Nipissing.

De plus, le rapport mentionne qu'une série de cours sur l'association professionnelle a été publié par le père Régimbal, dans le journal régional *L'Ami du Peuple* et que suite à la participation des officiers au congrès régional de Hearst, l'UCFO progresse partout dans le Nord.

Le début des années cinquante marque néanmoins un ralentissement de l'activité syndicale agricole dans le diocèse de Sault-Sainte-Marie. Dans *Le Droit* du 13 mars 1954, Ernest Beaudry, mentionne :

Il est vrai que nous n'avons pas de réunion depuis trois ans, ayant consacré tous nos efforts au développement des mouvements coopératifs [...] L'UCFO nous serait nécessaire au point de vue d'établissement rural [...] J'ai l'intention de recommencer les assemblées dans Verner, cet automne [...] L'UCFO a été la pierre fondamentale de tous les mouvements coopératifs du diocèse de Sault-Sainte-Marie.

Ernest Beaudry, président de l'Union régionale pendant quelques mandats, déploie ses talents d'entrepreneur au profit de l'UCFO. En effet, Ernest Beaudry, père de 11 enfants, possède un domaine de 600 acres, avec un troupeau de 175 bêtes, dont 90 vaches à lait, qu'il exploite comme une ferme de démonstration. Il partage ses expériences avec les agriculteurs et les agronomes de la région pour l'avancement de la culture nordique. **(Voir les notes biographiques sur Ernest Beaudry dans la Galerie du Mérite agricole franco-ontarien)**

Par ailleurs, l'arrivée du père Albert Régimbal, aumônier diocésain et ardent défenseur de la classe agricole, ravive le militantisme de la région dans les années 1950. Régimbal organise des visites paroissiales et contribue à ranimer ou à réorganiser les cercles. En 1956, on compte neuf syndicats qui regroupent 300 membres dans une Union régionale où Henri Poitras est le président.

Dans les années cinquante, les congrès régionaux se font plus rares. Le dernier a lieu à Val-Rita en 1957 et il est difficile de savoir si c'était un congrès conjoint avec les deux Unions régionales du Nord. De plus, l'envoi de délégués de la région de Nipissing-Sudbury à l'Assemblée générale annuelle de l'UCFO provinciale demeure irrégulière durant cette période. Bien qu'une délégation d'une douzaine de personnes assistent au congrès de 1955, aucun délégué de la région de Hearst n'y assiste.

En 1955, les demandes des agriculteurs sont nombreuses : amélioration des sols, vente des produits laitiers, classification des produits, prix fixés des produits de la ferme, compensation pour les dommages causés aux récoltes par l'industrie minière, établissement d'un marché, d'un abattoir régional et d'un entrepôt frigorifique, création d'une école moyenne d'agriculture, étude d'un programme d'assurance, organisation d'une section féminine et d'expositions agricoles.

Par ailleurs, au congrès de Hearst en 1955, les membres de l'UCFO de Hearst et de Nipissing-Sudbury s'interrogent sur leur avenir. Les cultivateurs souhaitent une rencontre avec le Bureau central concernant la réorganisation, l'administration et le financement de l'UCFO sur le plan provincial.

Finalement en 1958, ils décident de dissoudre leur affiliation avec l'UCFO et s'unissent à l'Union des fermiers unis de l'Ontario (*Ontario United Farmers*). Dans *L'Ami du Peuple* de Sudbury, du 10 septembre 1954, le compte-rendu dit que :

La résolution proposant cette affiliation avec l'UFO ne souleva aucune opposition de la part des cultivateurs [...] L'Ontario United Farmer's compte 94 locaux dans la province. Au comité provincial se superpose un comité national qui groupe toutes les unions provinciales du Canada [...] Une union provinciale n'est pas assez forte et il faut s'organiser sur le plan national.

Chaque année, l'UFO présente un mémoire au Comité fédéral de l'agriculture qui résume les réclamations des fermiers.

L'abbé Régimbal, ne croyant pas en une association anglophone pour défendre les droits des cultivateurs de Sudbury-Nipissing, fonde en 1958, sa propre fédération diocésaine, l'Union catholique des cultivateurs de l'Ontario. Sept cercles s'affilient à ce regroupement qui ne survit qu'une seule année.

Le syndicalisme agricole divisé ne peut survivre dans une région où la population rurale et la superficie des terres défrichées ne cessent de décroître au profit du travail dans les mines et dans les moulins de papier. Dans les années de fondation des cercles agricoles, la population rurale représentait encore 30% de la population active alors qu'elle ne se chiffre plus qu'à 11,8% en 1951.

À partir de 1955, l'UCFO traverse une grave crise financière et n'a plus les moyens d'organiser des tournées de propagande pour raviver les troupes. On doit compter seulement sur les dirigeants locaux et les curés. Il aurait fallu un propagandiste attitré dans chacune des régions et comme l'UCFO ne compte que sur les cotisations de ses membres, elle ne peut en faire plus.

L'UCFO laisse toutefois un héritage considérable dans le Nouvel-Ontario où le mouvement coopératif trouve un terrain fertile puisque de nombreuses caisses populaires et coopératives voient le jour. Le regroupement des caisses populaires se fait en 1951 avec la création d'un Conseil coopératif régional qui met sur pied la Caisse régionale de Nipissing-Sudbury qui regroupe 10 caisses. En 1954, la Coopérative régionale de Nipissing-Sudbury alimente cinq coopératives agricoles qui fournit du travail à 28 employés. La création du Conseil régional d'orientation de Cochrane et de Témiscamingue favorise un regain de dynamisme régional.

En 1958, dans une lettre adressée à J.F. Séguin, les cultivateurs de Sudbury-Nipissing mettent fin à leur affiliation avec l'UCFO provinciale après avoir consulté les dirigeants de l'UCFO régionale de Hearst. Dans cette lettre, les dirigeants mentionnent leur mécontentement à l'égard de l'Union et qu'ils sont contraints de se tourner ailleurs pour que la région puisse être représentée par une véritable association professionnelle des cultivateurs de l'Ontario. **(Voir la lettre en question à la page suivante)**

En fait, deux problèmes majeurs expliquent cette situation. Le premier repose sur le paiement des cotisations dont une grande partie revient à l'Union provinciale. Il ne reste alors presque plus d'argent à la régionale pour fonctionner et pour embaucher un propagandiste. L'autre difficulté réside dans la représentation au Conseil d'administration provincial, composé de représentants régionaux, mais qui en réalité ne participent pas aux pouvoirs

L'UNION CATHOLIQUE DES CULTIVATEURS FRANCO-ONTARIENS  
Région Nipissing - Sudbury  
VERNER, ONT.

[1958]

Verner, 8 juin, 1958

M. J. François Séguin, Secrétaire Général,  
L'Union des Cultivateurs Franco-Ontariens,  
200, rue Cobourg,  
Ottawa, Ont.



Fédération C.-F.O.

Cher Monsieur,

A la suite de la lettre du président général en date du 5 mars dernier, il est devenu évident pour les dirigeants de notre Union Régionale qu'il leur fallait regarder ailleurs pour obtenir que les cultivateurs de la région puissent être représentés par une véritable association professionnelle des cultivateurs canadiens-français d'Ontario.

Nous avons donc rencontré les dirigeants de l'Union Régionale de Hearst à différentes reprises. Ensembles, nous avons étudié le problème sérieusement et objectivement et nous en sommes venus à une solution définitive.

Lors de notre dernier congrès régional tenu à Warren le 29 avril dernier, après une étude élaborée et objective de la situation et du problème, il a été décidé à l'unanimité que notre Union Régionale mette fin à son affiliation à l'U.C.F.O.

La présente est pour vous aviser officiellement de cette décision et pour vous informer que nous vous retournons sous pli séparé les 500 cartes de membres (No 1 à 499) que vous nous aviez fait parvenir au cours du mois de février dernier.

Veillez excuser le retard de cette lettre, mais je me dois d'abord à mon travail professionnel et depuis plus d'un mois, je suis à peine à la tâche.

En terminant cette lettre qu'il nous soit permis d'exprimer notre sincère désir de compréhension et de solidarité à l'égard des cultivateurs canadiens-français de l'Est de l'Ontario et notre estime à l'égard des dirigeants de l'U.C.F.O. du présent et du passé qui ont fait preuve d'un dévouement inlassable et d'une abnégation héroïque en face de leurs devoirs à l'égard de la classe agricole canadienne-française d'Ontario.

C.C. Bien à vous,  
Son Excellence  
Monseigneur A. Carter,  
M. Edmond Groleau, Coppel.

L'UNION REGIONALE DES CULTIVATEURS  
De NIPISSING-SUDBURY

par:  
(signé) Donat Grégoire, sec.

En 1958, les cultivateurs de Sudbury-Nipissing mettent fin à leur affiliation avec l'UCFO provinciale après avoir consulté les dirigeants de l'UCFO régionale de Hearst.

## Le Congrès de Verner remporte un grand succès

C'est le 12 septembre dernier qu'eut lieu le premier congrès annuel de l'U.C.C.F.O. dans le diocèse du Sault Ste-Marie à Verner. La température bien que un peu inclemente n'a pas empêché les cultivateurs de se rendre nombreux au congrès. En effet, plus de 225 cultivateurs y assistèrent.

Le matin, la messe fut célébrée par l'aumônier régional, l'abbé Walter Bradley dans l'église St-Jean-Baptiste de Verner et le sermon de circonstance prononcé par Mgr S. Côté, curé de la paroisse de Sturgeon-Falls. Ce dernier développa la doctrine sociale de l'Eglise en ce qui concerne l'organisation des classes de la société. Il appuya aussi sur les fausses doctrines qu'il faut éviter à tout prix si nous voulons remporter la victoire sur nos ennemis. Il invita les cultivateurs à mettre dans leur vie de la religion d'abord. C'est elle ajouta-t-il qui mettra l'honnêteté, la justice et la charité dans nos vies. Il démontra que l'Union des forces comporte des avantages non pas seulement qu'au point de vue spirituel mais le matériel en bénéficie. D'abord l'Union aide l'individu à se faire une meilleure réputation. Au point de vue affaires elle fait que les produits sont plus faciles à acheter et à vendre. Elle contribue en plus à faire aimer la profession agricole. Le prédicateur en terminant souhaita le plus grand succès possible au congrès.

Il y eut ensuite réunion à la salle paroissiale de Verner où le président régional, M. Adrien Joliat prononça le discours d'ouverture du Congrès. Ce dernier souhaita la bienvenue à tous et félicita les cultivateurs d'être venus en aussi grand nombre. Votre présence ici, dit-il, prouve l'intérêt que les cultivateurs portent à leur union et leur désir de la voir grandir en prospérant. Dans Sault Ste-Marie, dit-il, nous avons des problèmes nombreux et difficiles à résoudre, et nous n'y parviendrons, poursuit-il, que par le travail et la bonne volonté de chacun. En conséquence, ajouta-t-il, il faudra que les membres fassent au cours de l'année qui com-

mence un suprême effort pour grossir nos effectifs et que les membres s'appliquent à devenir des fervents de l'Union en prenant chacun ses responsabilités.

M. l'abbé O. Racette, curé, souhaita la bienvenue à tous dans la paroisse St-Jean-Baptiste de Verner et souhaita tout le succès possible du premier congrès de l'Union régionale de l'U.C.C.F.O. de Sault Ste-Marie.

Le Secrétaire général de l'U.C.C.F.O. présenta ensuite un rapport détaillé des activités de l'année, dans toute la province.

Au cours de l'après-midi il y eut réunion des délégués qui s'inscrivirent le matin. On étudia les résolutions soumises par les onze cercles de la région.

A la reprise du travail dans l'après-midi, le secrétaire général prononça un plaidoyer en faveur de l'Union, la propagande, la production et l'économie. Après ceci, les membres eurent l'occasion de poser une foule de questions qui donnèrent lieu à des discussions intéressantes se rapportant surtout à l'organisation d'une coopérative centrale pour l'Union.

M. l'abbé Léopold Martel, aumônier régional pour Ottawa remplaçant l'aumônier général, prononça une causerie en faveur de l'établissement des fils de cultivateurs.

Il y eut ensuite lecture et adoption finales des résolutions par le congrès.

M. René Quenneville remplaçant le secrétaire régional, M. Joseph Berthelot, donna un rapport des activités de l'année dans la région.

On fit en dernier lieu l'élection des officiers pour la prochaine année.

Communiqué.

Page agricole *Le Droit* du 19 septembre 1945 où on parle du Congrès de Verner en 1945.

décisionnels puisqu'ils demeurent trop loin.

Dans le rapport des activités de l'UCFO de Nipissing-Sudbury pour l'année 1956-1957, un paragraphe intitulé "Relations entre l'Union régionale et l'Union provinciale", démontre bien que le représentant du Nord, Roger Simard, élu au poste de premier vice-président général provincial n'a pas été convoqué aux réunions, et n'a participé à aucune décision. Dans les faits, ce sont les membres de l'exécutif de l'Est composé du président, du vice-président, du secrétaire et de l'aumônier qui forment l'exécutif et prennent toutes les décisions. Les rencontres au Conseil d'administration avec les administrateurs élus des régions éloignées sont sporadiques, parfois seulement à l'Assemblée générale annuelle et les nouvelles parviennent bien souvent par la page agricole du *Droit*.

En 1982, l'UCFO reçoit du Bureau du coordonnateur des services de langue française 4000\$ pour permettre l'organisation d'un nouveau syndicat de l'UCFO dans la région du Témiscamingue et permettre de jeter les jalons de l'organisme dans les régions franco-

phones voisines. Un représentant régional siège au CA du Bureau central.

### **Une brèche dans le diocèse de Pembroke**

Un rapport de la région Sudbury-Nipissing de 1957 mentionne « qu'avec la permission de l'ordinaire du diocèse de Pembroke quatre syndicats sont organisés dans les paroisses suivantes: Mattawa, Rutherglen (Grand Désert), Corbeil et Astorville ».<sup>22</sup>

### **Une percée dans le district Cochrane-Hearst (Union diocésaine de Hearst)**

Roger de Bellefeuille, secrétaire de 1943 à 1947, poursuit sa tournée de propagande encore plus loin dans le Nord pour aider les cultivateurs à fonder des cercles, à enseigner la doctrine sociale de l'Église et les principes de la coopération. En effet, il visite, à l'été 1944, toutes les paroisses francophones du diocèse de Hearst accompagné par le curé Ernest Préseault. En août de cette même année, 18 cercles sont fondés et on jette les bases d'une Union diocésaine avec 325 membres dans trois districts: Kapuskasing, Cochrane et Hearst. En 1945, deux nouveaux cercles s'ajoutent et le nombre de membres se chiffre à 398.

Le secrétaire régional, François Tremblay, fait état dans son rapport de 200 réunions paroissiales et de huit réunions inter-paroissiales durant l'année. Il constate que chaque cercle a consacré beaucoup de temps à l'étude des principes coopératifs. Parmi les sujets étudiés mentionnons, entre autres, l'achat des moulées, la vente du bois, la culture des patates, l'élevage des moutons, l'aviculture, l'horticulture et les problèmes des chemins.

On effectue en outre un inventaire agricole et un relevé des terres à vendre. On propose un concours agricole et on planifie une coopérative pour acheter des animaux de l'Ouest. On étudie également la possibilité d'obtenir un entrepôt à Hearst, à Kapuskasing et à Cochrane, en plus d'organiser une coopérative centrale. Une demande doit être soumise au gouvernement pour l'obtention d'un agronome bilingue pour la région.

Dans son rapport, le secrétaire mentionne que c'est grâce à la visite, au travail et à l'expérience de l'aumônier Ranger et du secrétaire général, Roger de Bellefeuille, que l'UCFO de Hearst a si bien progressé. On envoie même un jeune étudiant à l'école d'agriculture d'Oka. Il faut souligner que le Bureau central organise trois tournées de propagande entre 1944 et 1945.

Le premier congrès régional du diocèse de Hearst se tient à Moonbeam, en 1945 et connaît un succès remarquable. Environ 75 cultivateurs assistent au congrès. Le clergé est représenté par de nombreux prêtres dont l'abbé Joseph Payette, aumônier diocésain et ardent apôtre de la colonisation dans le Nord depuis 40 ans. Les abbés Louis Ranger, aumônier général de l'UCFO, et Léopold Martel accompagnent la délégation d'Ottawa. Ce dernier deviendra, en 1948, le sixième secrétaire général de l'Union provinciale. Parmi les laïques, on trouve Albert Lafèche vice-président général, J.M. Vachon, chef du Service de coopération de l'Union et William Montcalm agronome de Cochrane. Georges Talbot, de Ryland, devient le premier président de l'Union régionale diocésaine de Hearst, Joseph-Albert Pouliot, de Mattice, le vice-président, François Tremblay, de Jogues, le secrétaire et l'abbé Joseph Payette, l'aumônier diocésain. **(Voir la liste des administrateurs de l'Union diocésaine de Hearst à la page suivante)**

22. U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens C30/8/19.

**L'Union Régionale  
(ou diocésaine) de Hearst  
Bureau de direction 1944-1945**

Président : Georges Talbot – Ryland  
 Vice-prés. : Joseph Albert Pouliot – Mattice  
 Directeurs : Jean Pierre Mayer – Cochrane, Urgel  
 Bertrand – Devonshire, Henri Côté –  
 Norembéga, Ernest Génier – Génier,  
 Adrien Albert – Kapuskasing, Arthur  
 Claveau – Strickland, Adrien Blais –  
 Fauquier, Ovila Lauzon – Moonbeam,  
 J.B. Lepage – Val Rita, Eugène Gagné  
 – Opasatika, Eulisse Tremblay – Harty,  
 Ernest Bégin – Hearst, Edmond  
 Groleau – Coppel, Achille Brunet –  
 Jogues, Hilaire Bégin – Ryland,  
 Etienne Denis – Lac Ste-Thérèse,  
 Émile Durocher – Val Côté,  
 J.E. Plourde – Mattice  
 Secrétaire : Frs. Tremblay – Jogues  
 Aumônier : J. Payette – Ptre, curé de Hearst  
 En plus et par faveur :  
 Vistor Dupuis, directeur du secteur de  
 Cochrane  
 J.B. Lepage, fils, directeur du secteur de  
 Kapuskasing  
 Arthur Larose, directeur du secteur de  
 Hearst

U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30/8/13

Le compte-rendu de ce premier congrès nous apprend que neuf caisses populaires et la Coopérative agricole de Cochrane, naissent entre 1944 et 1945. Une première caisse avait été fondée à Timmins en 1940. Lors de ce congrès, l'abbé Ranger, parle de l'importance de former une mentalité coopérative par l'étude de ses principes. Il rappelle l'importance de l'association agricole et de ses buts qui demeurent le développement de ses membres du point de vue moral, agricole, social et économique. Il insiste sur l'importance d'assister aux réunions des cercles d'étude pour apprendre à connaître et à régler les problèmes propres aux agriculteurs.

L'abbé recommande également la lecture de *La terre de chez nous*, dont l'abonnement est compris avec la cotisation, les articles du journal *Le Droit* et la lettre circulaire des évêques intitulé "Le problème rural". Il fait aussi un vibrant plaidoyer en faveur de l'école afin que les garçons et les filles fassent au moins leur primaire et fait ressortir la nécessité de l'instruction pour

la classe agricole. Enfin, il note que :

La famille agricole catholique est la base de la société [...] La famille agricole est un élément de perfectionnement de la profession agricole. C'est pourquoi nous voulons que nos familles restent sur nos terres. Si nous avons eu cette terrible crise économique c'est à cause du déséquilibre qui a existé entre les populations rurales et urbaines. Les grandes causes en furent: le mésestime de la profession agricole qui est pourtant la plus belle de toutes. Il nous faut refaire cet estime par le relèvement de la famille agricole.<sup>23</sup>

Par ses paroles, l'abbé Ranger véhicule très bien l'idéologie canadienne-française de l'époque. Il s'agit d'une vision nationaliste et "agriculturiste" qui idéalise la famille et la vie rurale comme rempart aux maux engendrés par le capitalisme et la crise économique. Cette idéologie de la mission agricole des Canadiens français s'avère aussi un moyen de contrer la désertion des campagnes par l'éloge de la vie familiale et agricole. Comme nous sommes en pleine période de colonisation du Nord de l'Ontario, les élites savent que la désertion des campagnes mettra un frein à l'appropriation du territoire par les francophones. D'ailleurs, les mots d'ordre des sociétés de colonisation de l'époque sont: « approprions-nous du Nord de l'Ontario, de son territoire, de son sol et de ses richesses ».

En 1947, une lettre du curé Joseph Payette adressée au nouveau secrétaire Antonin

23. U d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30/8/5.

Lalonde indique que le développement de la jeune union progresse grâce au dévouement des curés et surtout de l'évêque de Hearst, M<sup>sr</sup> Albini Leblanc et de son successeur, M<sup>sr</sup> Landry. M<sup>sr</sup> Leblanc est le premier initiateur de l'organisation agricole dans cette région.

L'organisation coopérative dans le Grand-Nord de l'Ontario commence avec la fondation d'un conseil coopératif local. Puis, il progresse pour devenir en 1947, le Conseil d'orientation de Cochrane-Témiskaming (CROCT), dont la responsabilité consiste à créer de nouvelles coopératives et de les regrouper entre elles. L'organisation de la Caisse régionale de Cochrane-Témiskaming voit le jour, en 1947 et regroupe 23 caisses populaires de la région. La coopérative régionale, qui regroupe 12 coopératives agricoles et trois de consommation, effectue les achats et établit une union financière plus étroite entre toutes les coopératives.

Nous avons peu de documents d'archives sur l'UCFO de Hearst de 1947 à 1954. Il semble que les congrès du Nord soient régionaux et conjoints avec l'Union des cultivateurs de Nipissing-Sudbury et ceux de Cochrane-Hearst. En 1946, un congrès a lieu à Chelmsford et un autre à Alban, en 1949.

Le deuxième congrès diocésain de l'UCFO de Hearst se tient à Mattice, en 1954. Dans *Le Droit* du 13 septembre 1954, un article et une photo témoignent de ce congrès. L'abbé Arsène Hébert y assiste tout comme le nouveau secrétaire général de l'UCFO, Jean-François Séguin. L'article nous apprend que la région bénéficie depuis huit ans d'un agronome, Raoul Portelance, pour le district de Cochrane. Les principaux problèmes se résument à l'établissement rural et à l'écoulement des produits. L'agronome raconte qu'il y a beaucoup de terres mais pas assez d'hommes pour la faire fructifier.

La vente des produits demeure difficile car la production n'est pas assez considérable pour ouvrir de grands marchés qui exigent de produire beaucoup. Fait intéressant, l'agronome décrit le district de Cochrane-Hearst avec ses 16 millions d'acres de terre arable, dont à peine 76 000 acres seulement sont défrichées. Il nous apprend qu'environ 3000 terres et lots sont disponibles. Le coût des terres s'avère relativement bas si on le compare aux fermes des vieilles paroisses. Pour 3500\$, un colon peut avoir 150 acres dont 75 en culture et 75 en forêt, une grange et une bonne maison.

Parlant de l'UCFO, l'agronome Portelance ne tarit pas d'éloges et souligne que seule l'union des cœurs et de la bonne entente des esprits sous l'égide d'un chef spirituel contribuent à faire du district de Hearst et de Cochrane le plus beau et le plus grand district ontarien. Il encourage la culture de la pomme de terre car la région ne possède pas d'insectes à patates, ni de graves maladies et que la température fraîche rend un service efficace à cette culture. **(Voir le compte-rendu du *Droit* du 13 septembre 1954, à la page suivante)**

Lors de la semaine d'étude "Concentrun" tenue en Outaouais, en 1955, le président Edmond Groleau indique que l'Union diocésaine compte 147 membres répartis dans 16 syndicats paroissiaux sur un potentiel de 650. En somme, il reste encore beaucoup de travail d'organisation à faire dans cette région. Les principaux problèmes relevés pour l'Union de Hearst demeurent l'étude du marché local et du transport des animaux sur les grands marchés, l'établissement rural, la rage des renards, l'égouttement des terres et la révision des lois sur la prime pour les puits, la prime au défrichement et pour les feux d'abattis.

Nous n'avons retrouvé aucun document sur le troisième congrès diocésain. Par contre, dans *Le Droit* du 5 septembre 1956, le secrétaire Jean-François Séguin, résume bien le quatrième congrès diocésain de la région de Hearst qui réunit 300 personnes à Moonbeam,



**AU 2e CONGRES DE L'U.C.C.F.O. DU DIOCESE DE HEARST:** De nombreuses personnalités se sont rencontrées au 2e congrès de l'Union catholique des cultivateurs franco-ontariens du diocèse de Hearst, au tout début du mois. Au centre, on remarque Mgr Louis Lévesque, évêque de Hearst, à sa droite: M. l'abbé S. F. Laferrière, curé de Fauquier, à sa gauche: M. J. Payette, curé de Val Rita, M. le curé J. Proulx, curé de Mattice, M. l'abbé Arsène Hébert, aumônier diocésain de l'U.C.C.F.O. et de l'U.C.F.O., M. l'abbé A. Doyon, curé de Moonbeam, M. Oscar Racette, curé de Verner, M. Adrien Vachon, représentant de la fédération

de l'U.C.C. du diocèse d'Amos, M. Ernest Beaudry, président régional du diocèse du Sault-Sainte-Marie, Mme David Préseault, de Lefavre, secrétaire générale de l'U.C.F.O., M. François Séguin, secrétaire général de l'U.C.C.F.O. du diocèse d'Ottawa, M. Pierre-Paul Séguin et Mlle Françoise Drouin, président et présidente diocésaine de la J.A.C. et de la J.A.C.F., M. François Gosselin, régisseur de la ferme expérimentale de Kapuskasing, figurent aussi sur cette photo, en compagnie des délégués de tous les syndicats du diocèse et des membres du village de Mattice.

## M. Raoul Portelance parle des problèmes du nord ontarien

Quel est à votre point de vue, M. Portelance, le plus grand problème du nord de l'Ontario, de mandait-on à M. Raoul Portelance, agronome du district Cochrane-Hearst, lors du 2eme congrès de l'U.C.C.F.O. tenu au début du mois, à Mattice. Le jovial agronome, d'abord surpris et muet, répondit: "les problèmes de cette partie de la province sont tellement nombreux et tous aussi importants les uns que les autres, qu'il est difficile d'en nommer un en particulier. Je crois que les plus épineux à l'heure présente sont ceux de l'établissement rural et de l'écoulement des produits.

En quoi l'établissement rural est-il un problème ici ?

M. l'agronome—Nous avons des terres, mais nous n'avons pas assez d'hommes pour la cultiver et la faire fructifier.

Et vous avez de la difficulté à écouler vos produits ?

M. l'agronome—Oui, Si le nord a de la difficulté c'est parce que la production n'est pas assez considérable pour ouvrir un grand marché. Si nous avions plus de cultivateurs sur nos terres nous aurions plus de produits à vendre. Pour écouler beaucoup, il faut produire beaucoup.

Quels sont les produits pouvant intéresser le cultivateur ?

M. l'agronome—Mon district se prête admirablement bien à la culture fourragère, à l'industrie du boeuf, et à l'industrie laitière.

On dit que la pomme de terre se cultive aussi ?

M. l'agronome—Certainement, certainement. Nous avons ici un terrain des plus propices à encourager la culture de la patate. Nous n'avons pas de bêtes à patate, ni de graves maladies, la température relativement fraîche rendant un service efficace à cette culture. Ce qui empêche le Nord de produire des milliers de tonnes de patates, c'est le manque de main-d'oeuvre, simplement.

Le nord de l'Ontario est appelé à devenir un grand centre agricole, a-t-il continué. Depuis 8 ans, je visite les fermiers du nord et je sais où ils en sont et ce qui reste à faire.

Combien d'acres de terre dans cette partie de la province peuvent être cultivés ?

M. l'agronome—Le district Cochrane-Hearst possède 16 millions d'acres de terre arable, dont 76 mille acres sont défrichées.

Combien d'acres de terre dans cette partie de la province peuvent être cultivés ?

Combien d'argent faut-il à un cultivateur pour s'établir dans le Nord ?

M. l'agronome Portelance, un peu pris au dépourvu déclara: la terre que l'on offre ici, dépend du capital que vous avez à disposer. Et soyez assuré qu'avec \$5,000 vous avez une ferme qui équivaut à une ferme de vieilles paroisses, d'une valeur de \$15,000. Pour \$3,500 un colon peut avoir 150 acres de terre dont 75 acres en terre boisée et 75 autres propres à la culture immédiate, une grange et une bonne maison.

Pouvez-vous nous dire approximativement de combien de terres vous pouvez maintenant disposer ?

M. l'agronome—Nous avons ici au moins 3,000 terres et lots de ce genre. Le besoin de cultivateurs est tellement imminent que nous voulons encourager les fermes collectives.

La ferme collective réunit plusieurs associés à l'achat d'une même terre ?

M. l'agronome—Oui dix associés possédant chacun \$1,000 pourraient certainement avec le fruit de leur travail penser à agrandir leur domaine après deux ou trois ans de bonnes récoltes, rituel contribueraient à faire du

Continuant à discuter avec Raoul Portelance, nous avons attendu le Nord de l'Ontario attendait des hommes de bon vouloir pour défricher la terre et lui rendre ses richesses. Entendu que nous ne sommes plus à l'âge des grandes découvertes ni à l'époque des défrichements de Samuel de Champlain, mais le charme de faire fructifier une terre neuve et sauvage n'est pas disparu. Si les colons de 1854 ne retournent pas les terres avec le même mobile qui conduisait nos ancêtres, les colons d'aujourd'hui ont la satisfaction de pourvoir à l'alimentation non seulement d'un pays et d'un peuple, mais à la substance de tout un monde.

Parlant de l'U.C.C.F.O. M. Portelance n'a pas tari d'éloges. Depuis que cet organisme est entré chez la population du nord de l'Ontario, un mouvement d'unité s'est royalement présenté.

Il a formulé des vœux de longue vie à cet organisme et a souligné que seules l'union des coeurs et la bonne entente des esprits sous l'égide d'un chef spirituel contribueraient à faire du district de Hearst et de Cochrane le plus beau et le plus grand district ontarien.

Douze

LE DROIT, OTTAWA, MEF

# Trois cents délégués au grand congrès de l'UCFO à Moonbeam

MOONBEAM (De notre envoyé spécial) Plus de 300 membres ont participé au congrès de l'UCFO. La messe fut dite par l'abbé H. Doyon, curé de Moonbeam; Mgr Louis Lévêque, qui célébrait, ce jour-là, la quaranteième anniversaire de son arrivée dans le diocèse, assistait à la messe au trône, entouré de MM. les abbés Joseph Payette, aumônier diocésain de l'UCFO et curé de Val-Rita, et Arsène Hébert, aumônier général de l'UCFO, du R.P. A. Régimbal, aumônier du diocèse de Sault-Marie, M. l'abbé Marsolais, aumônier du diocèse de Joliette, et de MM. les curés Joseph Tanvay, Laferrrière, Fauquier, Lorrain, de Kapuskasing, d'Auteuil, de Smooth Rock Falls, et Proulx, et Mattice.

Le R.P. A. Régimbal, aumônier de l'UCFO, fit ensuite le sermon de circonstance, et il invita les congressistes à faire leur examen de conscience et à se demander quel est le rôle de leur association dans la société et quelle part ils ont personnellement dans son développement.

Il souligna ensuite le caractère particulièrement chrétien de leur profession d'agriculteurs, qui est plus près de Dieu parce que plus près de la nature.

À l'issue de la messe, les dames entonnèrent le cantique "Notre-Dame-des-Champs".

Les séances se sont ensuite déroulées dans l'église paroissiale et M. J. Dallaire ouvrit le congrès par un discours de bienvenue à tous et exprima sa satisfaction que le clergé soit venu en si grand nombre, preuve, dit-il, de l'intérêt que porte l'Église à la classe agricole.

Au nom de la municipalité de Moonbeam, M. le maire Turcotte adressa lui aussi à tous la plus cordiale bienvenue et exposa quelques raisons pour lesquelles les agriculteurs doivent se tenir en relations avec les membres de l'industrie et du commerce.

## Le caractère particulièrement chrétien de la profession d'agriculteur souligné par le R.P. A. Régimbal

En fin d'après-midi, Mme Marie-Laure Chrétien, présidente locale de l'UCFO, s'est dite très heureuse, au nom de Moonbeam, de recevoir les membres de ce congrès.

### Grand banquet

Un magnifique banquet fut ensuite servi par les dames fermières, dans la salle de l'école. La table d'honneur était présidée par Mgr L. Lévêque. En plus des membres du clergé mentionnés plus haut, on remarquait M. le maire Turcotte et son épouse, M. Edmond Groleau, président régional du diocèse de Hearst, M. et Mme Groleau, M. et Mme J. Dallaire, Mme Laure Chrétien, M. Jean-Marie Couet, secrétaire-propagandiste de l'UCFO du Saguenay, M. Henri Poitras, M. Lucien Cazabon, respectivement président et secrétaire régionaux de Nipissing-Sudbury, M. René Albert, gérant de la Caisse populaire de Kapuskasing, président de la Caisse régionale de Cochrane-Témiscamingue, M. J.-B. Lévesque, de Timmins, M. Robert Poitras, gérant de la Coopérative de Val-Gagné, M. Frank Perras, président de l'Association des producteurs de lait et Mme Perras, secrétaire régionale de l'UCFO de Hearst, M. René Cloutier, agronome, gérant de la Coopérative de Cochrane, M. François Cantin, président de la coopérative laitière de Hearst, M. Raoul Portelance, agronome de Cochrane-Hearst, Mme Marie-G. Sénécal, présidente générale de l'UCFO et Mme David Préseault, secrétaire générale, Mme Wilfrid Meloche, directrice générale, M. Roger Lalonde, vice-président général de l'UCFO, M. Florent Bourbonnais, vice-président de l'UCFO, région de Russell, le secrétaire général de l'UCFO, M. François Séguin, et tous les dirigeants et dirigeantes ruraux du diocèse.

### Exposition artisanale

Au sortir de table, les délégués, visiteurs et congressistes purent admirer l'exposition des travaux d'art domestique les plus variés et les mieux choisis dénotant autant de talent que de goût dans le tissage, le tricot, la peinture et la sculpture.

Un groupe de dames invitées, Mmes M. Sénécal, W. Meloche et D. Préseault, jugèrent le concours de tabliers dont la gagnante fut Mme Bouchard, de Val-Rita.

L'exposition de légumes fut jugée par M. Raoul Portelance, qui attribua le premier prix à Mme Gilbert Bérubé, de Fauquier.

Des kiosques représentaient les cercles suivants: Cochrane, Hardy, Val-Rita, Fauquier, Mattice, Opatatika, Moonbeam. Deux expositions attirèrent particulièrement l'attention des visiteurs: une statue de Notre-Dame-des-Champs et une autre de St-Isidore, oeuvres de Mme Arthur Bouchard, de Moonbeam, et une peinture sur un sujet rustique, de Mme Laure Chrétien.

### Séances

L'après-midi, les séances se tinrent sous la présidence de M. Edmond Groleau, président régional. Mme Alphonse Gagnon traita du rôle de la femme rurale, M. l'abbé Marsolais, des Caisse populaires d'établissement, M. Jean-Marie Couet défini les fins de l'UCFO, et Mgr Louis Lévêque parla des aspects spirituels de cette organisation.

M. Laurent Fortin présenta ensuite le rapport de l'activité de l'année et M. P.-E. Coulombe soumit quelques résolutions à l'approbation du congrès. Les principales portaient sur le rapport présenté au gouvernement et sur les droits de coupe de bois et de brûlage.

M. René Albert traita de la nécessité des Caisse populaires, M. François Cantin exposa la situation des coopératives de la région de Hearst et MM. Henri Poitras et Lucien Cazabon parlèrent du travail de l'UCFO dans la région Nipissing-Sudbury. M. Roger Lalonde, enfin, vice-président général de l'UCFO remercia les conférenciers et félicita les fermiers et fermières de la région des progrès accomplis depuis quatre ans.

### Soirée de clôture

La soirée se termina par des discours de Mme Marie-G. Sénécal qui se fit la messagère des groupes de fermières trop éloignées pour assister au congrès, et dont elle transmit les salutations et messages. M. l'abbé Arsène Hébert, aumônier général, parla du rôle et même de la mission des fermiers dans la société contemporaine. Le R.P. Régimbal exposa ensuite les problèmes auxquels ont à faire face les fermiers de la région Nipissing-Sudbury, en tant que catholiques.

L'aumônier diocésain, M. l'abbé Payette remercia ensuite les deux conférenciers et tira les conclusions de cette journée chargée, qui sont que l'union, la compréhension et la collaboration sont les seuls facteurs qui assureront la survivance et la force d'une tradition fermière franco-ontarienne. Les prix de présence furent attribués à Mme Tom Machildon, de Moonbeam et Rose Bauvin, de Brunetville.

dont plusieurs fermières. Une délégation de l'Est se compose du curé Hébert, du secrétaire, du premier vice-président général, Roger Lalonde ainsi que du vice-président pour la région de Russell, Florent Bourbonnais.

Edmond Groleau occupe le poste de président régional du diocèse de Hearst. Nous apprenons aussi qu'il existe une coopérative à Val-Gagné, une autre à Cochrane et une coopérative laitière à Hearst. René Cloutier, agronome et gérant de la Coopérative de Cochrane, appuie Raoul Portelance, agronome depuis dix ans dans le district. À ce congrès, les orateurs parlent de l'importance de l'organisation professionnelle, de la défense des intérêts professionnels, de l'éducation des membres et de l'organisation des services.

Roger Lalonde, vice-président de l'UCFO provinciale explique qu'une des principales causes de succès du progrès agricole dans les régions de l'Est, est la grande collaboration qui existe entre l'association professionnelle, les agronomes et le mouvement coopératif. Les régions de Prescott et Russell groupent plus de 500 jeunes gens et jeunes filles membres des Clubs 4-H, le point de départ d'une relève nécessaire.

Par ailleurs, cet article de presse nous parle des débuts de l'Union catholique des fermières du diocèse de Hearst, mouvement qui débute à Opasatika en 1950, avec 12 membres et qui en compte 200 en 1956.

En terminant, Jean-François Séguin dit un mot sur la nécessité de l'UCFO, de son rôle et de celui des membres. Il mentionne que grâce à la persévérance de quelques centaines de membres et la collaboration de quelques organismes tels l'ACFÉO, *Le Droit* et sa page agricole, l'UCFO a, depuis un an, pris une orientation nouvelle qui puisse permettre à ses membres de retirer tous les avantages qui existent actuellement au sein de l'organisation agricole de la province. Il dit que les gains effectués par l'UCFO sont énormes si l'on considère les moyens dont elle a disposé, mais il reste encore plus à faire et tous doivent emboîter le pas dans le même sens.

Le cinquième congrès régional de l'UCFO de Cochrane-Hearst a lieu à Val-Rita, en 1957, sous la présidence de M<sup>gr</sup> Louis Lévesque, évêque du diocèse de Hearst. Un compte-rendu dans la page agricole du *Droit* nous signale la présence de l'aumônier de l'UCFO, l'abbé Arsène Hébert, du président général Émile Laplante et du secrétaire général J.F. Séguin. Dans le rapport des activités, on mentionne l'embauche d'Émile Coulombe comme secrétaire-propagandiste pour la région, ce qui a permis de donner plus de résultats dans le travail, aidé d'un comité de propagande et de l'agronome du district.

Les directeurs ont travaillé à la préparation d'un mémoire présenté au ministère de l'Agriculture pour obtenir des octrois sur le transport des animaux, une prime pour l'ensemencement ainsi que des prêts pour favoriser l'établissement des jeunes fils de cultivateurs. On note parmi les réalisations, l'affiliation officielle à l'UCFO provinciale, l'obtention de chartes pour des coopératives, un service de comptabilité et d'impôt, les jalons visant à la formation d'une caisse d'établissement, l'étude coopérative, la production laitière, les chantiers coopératifs et une retraite sociale sont aux nombres des réalisations de l'année qui ont nécessité 12 réunions dans l'année. La paroisse de Val-Rita s'est aussi dotée d'une coopérative de 24 membres.

Que s'est-il passé après 1957? L'UCFO de Cochrane-Hearst semblait avoir le vent dans les voiles durant cette période et le dernier rapport d'activités s'avère très positif. La réponse se trouve peut-être en partie dans le procès-verbal du secrétaire du congrès de 1957. En

effet, on peut y lire de longues discussions portant sur la façon de concevoir la participation des régions du Nord avec l'UCFO provincial et le Bureau central.

Comment les problèmes régionaux particuliers peuvent-ils être débattus et résolus par le Bureau central d'Ottawa? Les frustrations découlent du fait que les régions du Nord paient des cotisations mais croient que ce sont les deux Régionales de l'Est qui bénéficient des avantages. Les cultivateurs du Nord sont déchirés et se questionnent sur leur affiliation. Par surcroît, l'UCFO provinciale, qui connaît des difficultés financières depuis trois ans, a somme toute peu à offrir en terme de service et les cultivateurs du Nord sont plus intéressés à s'unir avec les puissants organismes anglophones.

Il semble que les cultivateurs de Cochrane-Hearst délaissent l'UCFO provincial au même moment que ceux de Nipissing-Sudbury comme l'indique la lettre, du 8 juin 1958, envoyée par Donat Grégoire au secrétaire général qui note:

Nous avons donc rencontré les dirigeants de l'Union régionale de Hearst à différentes reprises. Ensemble nous avons étudié le problème sérieusement et objectivement et nous en sommes venus à une solution définitive. Lors de notre dernier congrès régional tenu à Warren le 29 avril dernier, après une étude élaborée et objective de la situation et du problème, il a été décidé à l'unanimité que notre Union régionale mette fin à son affiliation à l'UCFO.

**Liste des congrès régionaux du Nord ontarien de 1936 à 1957 :**

- Congrès régional, Sudbury, 16 juin 1936**
- Congrès régional, Verner, 12 septembre 1945**
- Congrès régional, Moonbeam, 25 septembre 1945**
- Congrès régional, Chelmsford, 18 septembre 1946**
- Congrès régional, Alban, 27 octobre 1949**
- Congrès régional, Mattice, 2 septembre 1954**
- Congrès régional, Moonbeam, 28 août 1956**
- Congrès régional, Val-Rita, 27 août 1957**



## TROISIÈME PARTIE

# L'ère moderne



## Chapitre 11

### Les années quatre-vingt: naissances du Collège d'Alfred et du journal *Agricom*

**L**a création d'un nouveau collège d'agriculture monopolise bien des énergies au début des années quatre-vingt. Suite aux recommandations du Conseil des ministres et du Conseil des affaires francophones de l'Ontario (CAFO), le ministre provincial de l'Agriculture et de l'Alimentation, Lorne Henderson, forme, en janvier 1980, un comité spécial pour étudier la faisabilité d'une telle institution.

En mars 1980, on annonce officiellement dans le Discours du trône qu'un collège de technologie agricole sera établi à Alfred pour les jeunes agriculteurs franco-ontariens. Peu après, on crée un nouveau comité *had hoc* pour s'occuper du transfert des biens de l'école Champlain gérée par le ministère des Affaires sociales et Communautaires, au nouveau collège. Ce comité présidé par Marcel Paulhus, coordonnateur régional pour le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, doit embaucher du personnel et veiller à l'aménagement de l'édifice.

La réalisation du projet va bon train. On respecte les échéances très serrées fixées par le gouvernement et les problèmes causés par le déménagement des fonctionnaires de l'école Champlain se résorbent rapidement. L'ouverture officielle est prévue pour le 1<sup>er</sup> septembre 1981. L'établissement réclamé depuis si longtemps par l'UCFO portera le nom de "Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred" (CTAAA). Le nouveau collège doit procurer une formation agricole professionnelle à 80 futurs agriculteurs et techniciens au niveau agricole et alimentaire.

Entre temps, un comité d'agriculteurs francophones, un mouvement mixte composé de diverses organisations touchant l'agriculture, des personnes-ressources et des membres de l'UCFO se donne le mandat de surveiller le développement du Collège et de sensibiliser la population franco-ontarienne à sa nécessité.

Ce comité agit comme un "chien de garde". Son président, Alain Lavigne, affirme clairement dans une conférence de presse retranscrite dans *Le Droit* du 11 octobre 1980 que « la nouvelle institution n'était pas le collège du gouvernement ou du ministère de l'Agriculture, mais bien "notre Collège" d'où la nécessité pour les agriculteurs franco-ontariens de s'y

intéresser, de s'impliquer et d'apporter de l'aide au recrutement ». Le comité se compose de neuf personnes représentant les comtés de Prescott, de Russell, de Glengarry et de Stormont. D'autres personnes-ressources s'y ajoutent en cours de route dont M. Paulhus qui siège en qualité d'informateur. Les membres étudient, entre autres, le contenu des cours des autres collèges d'agriculture et en visitent quelques-uns.

Pour partager l'information recueillie, le Comité des agriculteurs francophones organise un colloque à Alfred. On veut réunir autour d'une même table les gens intéressés au nouveau collège, informer les futurs étudiants et les agriculteurs et étudier les façons de s'impliquer « afin que le collègue soit vraiment notre reflet et réponde adéquatement à nos besoins ».<sup>24</sup>

Le secrétariat d'État accorde une subvention pour faire venir des participants éloignés. Les ateliers portent sur le contenu des cours de gestion de la ferme et ceux en gestion alimentaire et sur les bénéfices d'un tel collègue pour les agriculteurs. Enfin, une séance se penche sur le passé, étudie le présent et prépare l'avenir du collègue.

En décembre 1980, Marcel Paulhus devient le premier directeur du Collège d'Alfred. Diplômé en agronomie, M. Paulhus possède une solide expérience dans le domaine de l'agriculture puisqu'il a travaillé comme assistant et agronome dans les comtés du Nord et de l'Est pendant plusieurs années. Une tâche titanesque l'attend. Le nouveau directeur n'a que quelques mois pour embaucher les professeurs et préparer les cours pour l'ouverture officielle prévue en septembre 1981. Il doit s'assurer avant tout que les travaux de rénovation de l'édifice soient terminés. Enfin, il faut intensifier le recrutement et la publicité auprès des jeunes en visitant les écoles secondaires et préparer l'annuaire des cours. Heureusement, M. Paulhus s'entoure d'une équipe dynamique qui l'appuie d'une façon extraordinaire et tout est fin prêt pour la rentrée scolaire de 1981.

En plus de participer à de nombreuses réunions pour planifier l'ouverture du Collège d'Alfred, l'UCFO doit veiller à sa propre réorganisation. Avec le départ du secrétaire J. F. Séguin, il faut trouver un nouveau local puisque l'ancien se trouvait depuis des années au sous-sol de la résidence de M. Séguin, à Vanier.

On poursuit la tradition et on s'installe, en 1980, chez le nouveau secrétaire, Charles-Auguste Hurtubise, à Bourget, dans l'Est ontarien. On transfère aussi le capital de l'organisme, qui s'élève alors à 10 000\$, à la Caisse populaire de Saint-Pascal-Baylon. L'UCFO espère que ce rapprochement avec le monde rural permettra de recruter plus de membres. Au congrès général de 1980, on souhaite également rajeunir la constitution en remettant même en question la pertinence des syndicats locaux qui constituent pourtant la base de l'organisme. Les syndicats ne seront toutefois pas encore abolis. Par contre, on accepte d'embaucher un coordonnateur, Omer Claude, un ancien président général. On reconduit Charles Hurtubise dans ses fonctions de secrétaire.

En 1981, les Comtés unis de Prescott et Russell renouvellent la subvention de 4 500\$. Cette générosité donne un bon coup de pouce dans la poursuite des activités. Cela dit, l'année suivante, les Comtés unis deviennent plus réticents à aider l'UCFO. On souhaite plutôt une fusion avec la Fédération de l'agriculture de l'Ontario (FAO). Cet organisme œuvre dans les mêmes comtés et sollicite également une aide financière. La fusion des deux organismes rejoindrait la majorité des cultivateurs des comtés puisqu'il est vrai que l'UCFO représente une minorité de cultivateurs francophones. L'Union rétorque que ces deux associations ont toutes les deux leur raison d'être et demeurent au service des cultivateurs, mais que leur rôle

24. A. Lavigne, *Le Droit*, 11 octobre 1980.



Agricom

L'entrée principale du Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred (CTAAA), en septembre 1992, montrant l'enseigne bilingue.

demeure distinct. Toutefois, cet argent demeure essentiel pour la survie du seul mouvement des cultivateurs francophones particulièrement ceux de Prescott et de Russell. Après avoir plaidé leur cause, les Comtés acceptent de donner une subvention mais elle baisse à 2 000\$. Comme en plus les cotisations stagnent, on met beaucoup d'espoir sur le travail du coordonnateur pour recruter de nouveaux membres.

L'abbé Farmer, l'aumônier général qui avait quitté les rangs de l'UCFO en 1975, est enfin remplacé en 1980 lorsque M<sup>re</sup> J.-A. Plourde nomme Gérard-Georges Séguin, curé de Plantagenet. Ce dernier occupera ce poste jusqu'à son décès en 2004.

Si le début des années 1980 est marqué par une grande victoire avec l'obtention du Collège d'Alfred, la période s'avère désastreuse pour les fermiers touchés par des taux d'intérêt inégalés. En effet, depuis la Grande dépression de 1929, le pays traverse une des pires crises économiques de son histoire et le monde agricole n'est pas épargné. Certains agriculteurs voient leurs prêts retirés par les banques. On recense beaucoup de faillites au Canada dont plusieurs chez les agriculteurs de l'Ontario. De plus, l'inflation galopante fait augmenter les prix des engrais, des produits chimiques et des fertilisants plus vite que les prix de vente des produits de la ferme. La situation devient catastrophique pour tous les producteurs agricoles.

En 1981, la situation climatique dans l'Est restera sans doute un record dans les annales agricoles puisque des récoltes sont complètement détruites et les prestations de l'assurance-récolte ne peuvent compenser toutes les pertes encourues. En réalité, la Société du crédit agricole ne dessert qu'une minorité de producteurs car une sélection extrêmement minutieuse élimine bien des producteurs-emprunteurs. Heureusement, le ministère de l'Agriculture

instaure un comité d'urgence afin de venir en aide aux producteurs.

Encore pire, à cette époque, l'Ontario demeure la province canadienne qui consacre le moins d'argent à l'agriculture et pour l'établissement des jeunes agriculteurs. L'Ontario accorde une faible priorité au secteur agricole dans son économie. Par exemple, le budget provincial de 1983 offre 35 millions de dollars de moins que l'année précédente, ce qui représente un peu plus de 1% de son budget total.

Avec l'ouverture du Collège d'Alfred, l'UCFO veut faire figure de leader en offrant un trophée d'excellence pour le secteur de la technologie agricole qui serait accompagné d'une bourse. On veut mettre ce trophée en montre à l'ouverture du collège pour inciter les jeunes à le convoiter. L'UCFO forme un Comité des bourses et des trophées pour obtenir des fonds de la communauté franco-ontarienne pour récompenser les étudiants les plus méritants.

Plus de 200 personnes célèbrent à l'automne 1981, au congrès régional conjoint, la victoire de l'obtention du nouveau collège. Pour la première fois, des professeurs et des étudiants participent à l'événement qui se déroule au Collège d'Alfred. Pour l'occasion, les mouvements féminins comme l'Union des fermières, l'Union culturelle des Franco-Ontariennes et La femme et la gestion de la ferme, se joignent au congrès ainsi que plusieurs personnes-ressources d'organismes communautaires et francophones de l'Ontario et des représentants des ministères.

Un congrès mixte de cette ampleur avec les mouvements féminins ne s'était pas vu depuis 25 ans. On traite de sujets bien précis comme le rôle du Collège d'Alfred dans le développement de la région et de ses nombreuses possibilités. L'UCFO s'assure de la mise sur pied d'un Comité consultatif provincial de langue française. Elle prépare un document



Marcel Paulhus, premier directeur du Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred, remettant des bourses à des étudiants méritoires en novembre 1986.

*Agricom*

qui identifie sa position face à ce comité pour veiller au mandat du CTAAs et assurer son caractère francophone. On discute aussi de la réorganisation de l'UCFO et de la mise à jour de ses objectifs.

Au total, une vingtaine de résolutions portant sur l'avenir du Collège et de l'UCFO sont adoptées pour être soumises au congrès général qui se tient, en décembre 1981, à Plantagenet. À la fin du congrès, le président général Lucien A. Lepage pose un geste très significatif en remettant un drapeau franco-ontarien au directeur du Collège d'Alfred. Ce dernier assure qu'une place spéciale lui sera réservée dans l'édifice.

Une demande financière faite au ministre des Affaires intergouvernementales pour la réorganisation de l'UCFO se solde par le versement de 5 000\$. Une partie est consacrée à l'Est, mais aussi au Nord et au Sud, où se trouvent des agriculteurs francophones.

Enfin, ce congrès se termine par une grande première avec l'élection de Louise Myner au Bureau central. Il aura fallu attendre plus d'un demi-siècle pour qu'une première femme siège au CA de l'UCFO. Il faut dire que selon les coutumes de l'époque les hommes et les femmes aimaient bien œuvrer dans leurs organismes respectifs.

### **Pierre Glaude nommé secrétaire général de l'UCFO**

En 1982, le secrétaire C.-A. Hurtubise quitte son poste et l'UCFO embauche, à temps partiel, Pierre Glaude de Clarence Creek. On déménage également le secrétariat à son domicile. Avec la subvention obtenue du gouvernement ontarien, Raymond Chauvet, un animateur chevronné, organise des sessions de planification et une tournée dans le Nord pour vérifier la possibilité d'y implanter des syndicats. Ces activités portent fruit puisqu'un nouveau syndicat voit le jour dans la région de Témiskaming avec 20 membres. Dominique Nackers est nommé président régional et il siège automatiquement au CA de l'Union.

Suite au départ de Marcel Paulhus qui est maintenant directeur du Collège d'Alfred, on confie son ancien poste de coordonnateur régional et spécialiste en gestion de ferme au ministère de l'Agriculture de l'Ontario, à un unilingue anglophone. Les responsables de l'UCFO écrivent une lettre au nouveau ministre de l'Agriculture, Dennis R. Timbrell, pour signaler leur mécontentement. Cette situation marque un recul pour la francophonie, d'autant plus que le service de traduction demeure inadéquat, et on demande un service local de traduction au bureau régional du ministère. On rappelle aussi que malgré les demandes répétées de l'UCFO, plusieurs formulaires et documents ne sont toujours pas traduits, tout comme la plupart des manuels scolaires en agriculture.

Au congrès général annuel, des amendements à la constitution sont apportés afin d'élargir la catégorie de membres et permettre aux étudiants et aux techniciens en agriculture d'être éligibles. De plus, on accepte maintenant une seule cotisation par famille, même s'il y a plus d'une personne membre de l'Union. On vise en particulier à donner le droit de vote aux femmes et aux jeunes de la relève.

Bien que les cotisations annuelles soient passées à 15\$, elles totalisent à peine 1 000\$, au 31 décembre 1983. En réalité, l'UCFO ne compte plus que 66 membres en règle. Sans la subvention de 2 000\$ des Comtés unis et celle de 8 000\$ du Secrétariat d'État, l'UCFO aurait dû fermer ses portes car les dépenses étaient supérieures aux revenus. Certes, cet argent sauve l'Union, mais l'organisme demeure très fragile de 1982 à 1984. En fait, à cette période,

L'Union s'avère très peu active puisqu'elle n'a plus de bureau ni de téléphone. Son seul employé demeure le secrétaire, Pierre Glaude, qui travaille seulement à temps "très" partiel, puisqu'il négocie des ententes territoriales avec les autochtones des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon pour le compte d'Environnement Canada. L'UCFO ne possède plus qu'une photocopieuse comme matériel de bureau; on utilise une dactylo portative appartenant à la famille Glaude.

En dernière analyse, les cultivateurs, qui ont obtenu leur collège d'agriculture réclamé depuis si longtemps, semblent plutôt passifs. Ils désertent leur Union et ne paient plus leur cotisation. Il ne reste bientôt plus qu'une trentaine de membres et peu de liquidité. L'avenir de l'Union des cultivateurs, qui avait connu bien des hauts et des bas en plus d'un demi-siècle, apparaît bien incertain, et cette fois-ci, elle ne peut compter ni sur l'appui du clergé ni sur celui de l'ACFO pour se relever, car ces derniers manquent aussi d'effectifs. Heureusement, les membres du CA croient toujours à l'importance de maintenir l'organisme vivant. Comme un miracle, un événement permettra à l'UCFO de rebondir.

### **Les premières années du journal *Agricom***

À l'été 1983, *Agricom*, un journal qui s'adresse principalement à la classe agricole de l'Est ontarien, voit le jour à Alexandria. Les propriétaires approchent Pierre Glaude pour rédiger des chroniques sur l'UCFO et pour explorer des moyens d'entraide entre le journal agricole et l'organisme. **(Voir l'article sur *Agricom* à la fin de ce chapitre)**

En 1984, le journal *Agricom* connaît des difficultés financières et les propriétaires demandent de l'aide à l'UCFO. Jouant le tout pour le tout et habitués à prendre des risques, les dirigeants de l'Union achètent le journal et mettent sur pied un plan de relance. Ce travail exigeant porte fruit. Des subventions et des contrats de publicité assurent son avenir financier pour au moins un an. Après plusieurs difficultés, le journal survit et prend même de l'expansion. Les cultivateurs sont enchantés de cet outil d'information agricole. Cette aventure relance l'UCFO. Dès le début, les étudiants et les professeurs du Collège d'Alfred collaborent à la production du journal avec des chroniques sur le collège et sur l'agriculture. Ses premiers employés sont des diplômés de la première cuvée du Collège.

Toujours en 1984, on assiste à l'affiliation de l'UCFO avec le petit groupe féminin, La femme et la gestion de la ferme (FGF). Pour leur faire une place, on amende même la constitution. Une seule cotisation de 15\$ permet de devenir membre des deux organismes. Tout en gardant son identité, le groupe de femmes agit comme un comité de l'UCFO et il est incorporé sous la même charte. Une représentante siège au CA de l'Union et un membre de l'UCFO à celui de FGF. **(Voir l'article sur les mouvements de solidarité des Franco-Ontariennes en milieu rural, après le chapitre 4)**

Tout au long des années quatre-vingt, les préoccupations demeurent la rentabilité du journal et la visibilité qu'il donne à l'organisme qui ne compte presque plus de membres. Si la distribution gratuite de plus de 4000 exemplaires d'*Agricom* permet, à la fin des années quatre-vingt, d'atteindre les agriculteurs dans toutes les régions, elle augmente cependant les difficultés financières du journal. La distribution gratuite est rendue possible grâce aux subventions gouvernementales. Pour assurer la viabilité à long terme et moins dépendre de l'aide gouvernementale, il faut entreprendre une campagne intensive d'abonnement.

Avec seulement 700 abonnements payés, *Agricom* frôle la fermeture en 1985. Logé dans une vieille maison de ferme, le journal ne possède pas grand matériel et n'a que deux employés, le secrétaire général et un conseiller en publicité qui fait aussi office de journaliste. Bref, l'Union et le journal traversent une période bien sombre. Faute de liquidité, on songe à mettre à pied le seul employé lorsqu'une subvention de dernière minute du ministère fédéral des Ressources humaines sauve le journal.

Il faut dire que sans le travail des bénévoles, le journal aurait fermé ses portes depuis longtemps. Paul Séguin, un agriculteur de St-Pascal-Baylon, vice-président de l'UCFO, s'occupe de la comptabilité pendant plus d'un an. L'épouse du secrétaire général, Rolande Glaude et leur fille Mireille, effectuent diverses tâches de bureau.

On planifie un projet d'autofinancement pour garantir l'avenir à long terme d'*Agricom*. En 1986, on obtient de nouveau de l'argent du ministère des Ressources humaines pour embaucher du personnel et maintenir la seule revue professionnelle pour les agriculteurs franco-ontariens. On quitte la vieille maison de ferme des Saumure et on loge maintenant dans un ancien magasin situé dans le village de Clarence Creek à côté du bureau de poste. On achète le premier ordinateur. Trois employés se le partagent et le fils du secrétaire général, Normand Glaude, conçoit un programme informatique pour gérer les abonnements.

Le journal fait la promotion des institutions francophones dont le Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred (CTAAA), les coopératives et les caisses populaires et il se bat pour obtenir des services en français pour les agriculteurs. Il sert la communauté agricole francophone comme outil de communication, de développement et de revendication. En 1987, l'équipe d'*Agricom* entreprend une tournée dans le Nord francophone. Ce voyage crée des liens entre plusieurs agriculteurs, les agronomes et les spécialistes de ce district, en plus de recruter des membres pour l'UCFO et des abonnés au journal. À partir de ce moment, *Agricom* sera distribué partout dans le Nord ontarien agricole.

À la suite d'un symposium agricole tenu en 1987 au CTAAA, l'UCFO présente au ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Jack Riddell, un mémoire cosigné par les présidents des comités laitiers des Comtés unis de Prescott et Russell et par le président du Comité



Un ancien magasin du village de Clarence Creek a abrité les locaux d'*Agricom* et de l'Union des cultivateurs franco-ontariens, entre 1986 et 1990.

d'aide au développement de Prescott-Russell. On veut doter le CTAAA d'une nouvelle étable laitière de démonstration pour la formation des étudiants et pour la recherche. C'est Laurier Cayer, président de l'UCFO, qui présente le mémoire au ministre à cette occasion.

En 1987, l'UCFO se dote d'un partenaire important: le Comité d'aide au développement des collectivités de Prescott-Russell. Ce comité est créé dans le cadre d'un programme du ministère fédéral des Ressources humaines et est solidement financé. Pierre Glaude, tout en demeurant secrétaire de l'UCFO et éditeur du journal *Agricom*, cumule en plus les fonctions de président et de coordonnateur de ce nouveau comité. Bref, il occupe trois emplois à temps partiel, mais les trois organismes se partagent les mêmes locaux, certains employés et des équipements. Cette nouvelle synergie permet à l'Union des cultivateurs de redresser ses finances, de consolider son équipe de bureau et d'intervenir de façon importante dans le domaine du développement des secteurs agricole et agroalimentaire.

En 1988, l'UCFO pilote le dossier de la planification stratégique du développement économique du secteur agricole dans le cadre du Sommet socio-économique de Prescott et Russell. Les agriculteurs se donnent un plan stratégique de relance de la région et sollicitent la contribution du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation afin de réaliser de nombreux projets. La création du Regroupement agroalimentaire avec les Fédérations d'agriculture de Prescott et de Russell permet la mise sur pied d'un comité qui regroupe les principaux intervenants à vocation économique de cette région. Ce comité rédige un plan stratégique de développement du secteur agricole et assure sa mise en œuvre. Composé de 27 organismes et intervenants en agriculture, ce regroupement coordonné par l'UCFO constitue un puissant pôle de concentration économique et un lobby très écouté des autorités municipales, scolaires et provinciales. À la fin de 1988, on présente un document au Comité de gestion du ministère qui débouche sur un des premiers plans stratégiques régionaux de développement rural en Ontario.

Les résultats ne tardent pas à venir pour le CTAAA. Ainsi, on obtient un centre de démonstration de technologie laitière (étable laitière), un spécialiste bilingue en production laitière, des nouveaux cours de formation pour la main-d'œuvre agricole, des fonds supplémentaires pour l'éducation permanente et des stages pratiques sur des fermes pour les étudiants. La même année, l'UCFO force la main à l'Institut de formation agricole de l'Ontario (IFAO) qui se dote d'une politique de services en français. Alain Delorme, membre du Conseil d'administration de l'UCFO, représente l'organisme au Bureau de direction de l'IFAO.

L'entrée en vigueur, en 1986, de la *Loi 8 sur les services en français en Ontario* permet l'obtention de traduction simultanée pour les grands événements agricoles ou lors des visites des ministres ainsi que l'accélération de la traduction des documents techniques en français. Cette loi donne aux francophones le droit de recevoir des services et de communiquer avec leur gouvernement en français dans les régions désignées, c'est-à-dire là où les Franco-Ontariens sont les plus nombreux.

À partir de 1989, tous les services du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario (MAAO) devront être offerts en français et toutes les publications traduites pour satisfaire aux besoins particuliers de la communauté franco-ontarienne. Rodrigue Hurtubise, coordonnateur des services en français au MAAO et conférencier à l'Assemblée générale annuelle de l'UCFO, en 1988, incite fortement les cultivateurs à se prévaloir de la *Loi 8* le plus souvent possible.

Le projet pilote de l'UCFO de créer deux groupements de gestion agricole, l'un dans Prescott et l'autre dans Russell, devient réalité en 1989 en regroupant 76 entreprises agricoles. Ces groupements, organisés selon la formule gagnante des syndicats de gestion agricole du Québec, deviennent le fer de lance d'un mouvement visant à assainir la gestion des entreprises agricoles, un des points faibles des agriculteurs franco-ontariens. C'est l'Union des cultivateurs qui fait les démarches pour obtenir du financement fédéral-provincial pour ces groupements. (Voir l'article sur les Groupements de gestion agricole à la fin de ce chapitre)

Une tournée dans le Sud-Ouest, dans les comtés de Kent et d'Essex, permet de reprendre contact avec les fermiers de cette région car, depuis 1988, *Agricom* est distribué dans 5 000 foyers dispersés dans 143 villes et villages allant de Hearst dans le Nord à Windsor dans le Sud.

### **Le Mérite agricole franco-ontarien**

Le temple de la renommée des "grands" de l'agriculture de l'Ontario français, voit le jour en 1988. Le Mérite agricole franco-ontarien décerné annuellement dévoile sa galerie de portraits située au Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred. (Voir la Galerie du Mérite agricole franco-ontarien en annexe)

Aux élections de 1988-1989, deux femmes accèdent à la présidence des Comités régionaux. Odette Legault devient présidente pour la région de Prescott-Glengarry et Lise Lortie pour celle de Russell-Stormont-Dundas.

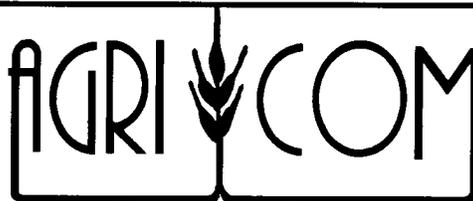
Ainsi, malgré de nombreuses difficultés et le peu de membres, les années 1980 sont marquantes pour l'UCFO qui voit l'une de ses plus anciennes revendications se réaliser avec la fondation d'un collège agricole francophone à Alfred. L'adoption de la *Loi 8* vient également répondre à certaines demandes traditionnelles de l'organisme en faveur des services en français pour les cultivateurs franco-ontariens. Enfin, un journal agricole francophone naissant passe aux mains de l'UCFO et *Agricom* réussit à rejoindre les agriculteurs éparpillés aux quatre coins de la province et crée une solidarité nouvelle.

Toutes ces réalisations, au cours de cette décennie, sont le résultat du travail acharné des présidents, Lucien A. Lepage, Robert Chartrand, Jean-Marie Séguin et Laurier Cayer, du secrétaire Pierre Glaude et des membres de l'exécutif qui exercent des pressions sans relâche auprès des gouvernements.

Cette période reflète aussi l'évolution de la société avec l'arrivée des premières femmes à la direction de l'UCFO et dans les conseils d'administration des Comités régionaux.

Enfin, les années quatre-vingt sont la décennie où les liens entre l'UCFO et le clergé se dénouent de façon définitive. Faute d'effectifs, le clergé ne peut fournir à l'UCFO qu'un appui symbolique. L'Union des cultivateurs a dû apprendre cette fois-ci à se relever de nouveau sans l'appui du clergé.

**Agricom**  
**« La seule revue agricole d'expression  
 française de l'Ontario »**



Fondé le 15 août 1983 à Alexandria dans l'Est ontarien, *Agricom* est une heureuse folie de jeunesse de deux étudiantes (Suzanne Massie et Chantal Périard) qui veulent donner aux agriculteurs francophones de l'Ontario une voix et un média d'information bien à eux. Dès le deuxième numéro, elles sollicitent la collaboration de Pierre Glaude, alors secrétaire général de l'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO), comme commentateur de l'actualité agricole.

Propriété d'un petit hebdo local chancelant, *Le Point* d'Alexandria, la revue *Agricom* devait lui servir de locomotive. Malheureusement, après un peu plus d'un an d'existence, l'hebdo ferme ses portes l'été suivant. Les deux fondatrices retournent aux études, mais soucieuses de laisser leur dernier-né entre de bonnes mains, elles invitent l'UCFO à s'en porter acquéreur.

Après quelques mois de réflexion, l'UCFO devient propriétaire et éditeur du journal, en novembre 1984, et l'installe dans ses locaux, une maison de ferme désaffectée à Clarence Creek, un petit village à l'est d'Ottawa. L'hiver 1984, s'avère des plus difficiles, deux employés presque bénévoles font tout le travail et d'un mois à l'autre on se demande si on pourra continuer. Grâce à l'entêtement de ses dirigeants, à quelques subventions et aux revenus de publicité, le journal tient le coup et fête en 2003, 20 ans de publication sans aucune interruption.

Un des facteurs le plus important de sa survie réside dans l'appui indéfectible des membres du Conseil d'administration de l'UCFO de l'époque, de vrais agriculteurs habitués à composer avec des risques d'entreprise. Soulignons entre autres, la contribution de Paul Séguin, un agriculteur de St-Pascal-Baylon, vice-



Les deux fondatrices du Journal *Agricom*, Chantal Périard (à g.) et Suzanne Massie (à dr.), alors qu'elles reçoivent les toutes premières plaques "Itoine" en compagnie d'André Chabot, président de l'Union des cultivateurs en 1993.

Lors de la fête soulignant son dixième anniversaire en 1993, *Agricom* a eu droit à un gâteau de fête et l'équipe fondatrice du journal était là pour la coupe du gâteau: De gauche à droite, Monique Langlois, première conseillère en publicité, Alain Sénécal, premier journaliste, Chantal Périard et Suzanne Massie, les éditrices-fondatrices d'*Agricom*.



Agricom

président de l'Union, qui a fait bénévolement la comptabilité pendant plusieurs années.

Un autre facteur important a été l'appui du personnel enseignant du Collège d'Alfred qui apporta une collaboration au contenu rédactionnel du journal. Mentionnons également l'aide des bureaux d'agriculture des comtés francophones et un atout indispensable, de nombreux rédacteurs professionnels et techniques bénévoles.

Les objectifs du journal consistent à informer en français les agriculteurs, à leur donner une voix auprès des gouvernements, à revendiquer les droits de ce groupe d'entrepreneurs de plus en plus minoritaires et de les faire connaître auprès des non-agriculteurs. Un autre objectif est d'informer le public franco-ontarien en général sur l'industrie agricole et agroalimentaire de l'Ontario.

D'abord mensuel et distribué exclusivement dans l'Est ontarien, *Agricom* devient, en 1989, un journal d'envergure provinciale publié 22 fois dans l'année. Depuis, le format a peu changé, la couleur s'est rajoutée, le nombre de collaborateurs a augmenté et le tirage est resté à peu près pareil entre 4 000 et 5 000 copies livrées par la poste.

**FGPO**

Le Prix d'excellence journalistique 1998  
de la Fédération des gens de la presse de l'Ontario,  
catégorie presse écrite,

est décerné en ce jour du 24 octobre 1998 à

**Pierre Glaude**

pour l'éditorial intitulé  
"Où est la révolution du bon sens?".



Agricom

Sa vocation demeure toujours la même, soit un journal de combat dont la mission est de défendre et de promouvoir les intérêts des agriculteurs franco-ontariens et de sensibiliser le public en général à l'importance des causes agricoles. D'ailleurs, depuis sa fondation, il a lutté dans toutes les causes et dans tous les projets pour aider les agriculteurs franco-ontariens à entrer dans la révolution verte et s'adapter à la mondialisation des marchés agricoles.

Lors de la tempête de verglas en janvier 1998 qui a causé d'énormes dommages et d'importantes pertes de revenus aux agriculteurs de l'Est ontarien, les articles d'*Agricom* ont contribué à sensibiliser les autres médias et les gouvernements à l'urgence d'apporter une aide financière aux agriculteurs. Un certain éditorial "Où est la révolution du bon sens?", a fortement influencé le

gouvernement ontarien de l'époque. Cet éditorial a reçu le Prix d'excellence journalistique 1998 de la Fédération des gens de la presse de l'Ontario.

Incorporé à titre de société à but non-lucratif, sous le nom des "Publications agricoles franco-ontariennes inc", *Agricom* est administré par le même Conseil d'administration que celui de l'UCFO, le seul organisme agricole de l'Ontario à posséder un véritable journal desservant ses membres et la communauté rurale francophone aux quatre coins de la province.

*Agricom* demeure un excellent moyen de réseautage, un témoin privilégié de la vie rurale en Ontario une source d'information de qualité puisque de nombreux professionnels de l'agriculture y collaborent afin de garder les producteurs à la fine pointe des nouvelles technologies. Il s'avère une très grande force pour notre organisme car il permet de le faire connaître davantage tout en étant un outil de recherche, de publicité et de représentation pour la communauté agricole franco-ontarienne.

Pour souligner son dixième anniversaire de fondation, le "Prix Itoine" est créé pour récompenser les bénévoles qui œuvrent au journal et une plaque est remise aux récipiendaires. Ce prix tire son nom du personnage "Itoine Brind'avoine", un cultivateur à sa retraite qui publie occasionnellement ses réflexions dans les pages d'*Agricom*. À la fois poète et philosophe, mais surtout homme de la terre, il demeure très contemporain malgré son âge plus que vénérable. Le Père Itoine, comme on l'appelle communément, est très lu et suscite beaucoup de réactions.

En 1999, le journal se mérite un prix d'excellence de l'Association de la presse francophone, pour un article rédigé par Emmanuel Chabot, intitulé: "L'Agriculture canadienne est en crise".

*Agricom* peut être également consulté sur le site Internet de l'UCFO depuis le 31 juillet 1996 à l'adresse suivante: [www.lavoieagricole.ca](http://www.lavoieagricole.ca).



Le "Chat de la grange" est la caricature officielle du journal *Agricom* depuis juin 2002.

## Chapitre 12

### **Les années quatre-vingt-dix: des années de croissance, de représentation provinciale et de lutte pour le respect des services en français**

**A**u début des années quatre-vingt-dix, les programmes d'éducation permanente lancés au cours des années quatre-vingt, connaissent un essor fulgurant et des cours de perfectionnement sont offerts dans le Nord et dans l'Est, en partenariat avec le Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred (CTAAA), le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario (MAAO) et l'Institut de formation agricole de l'Ontario (IFAO). En 1990, on trouve un nouveau local permanent pour l'Union et le journal.

En fait, les locaux situés dans l'ancien magasin au centre de Clarence Creek ne correspondent plus aux besoins, sans compter le loyer qui double en trois ans. Le secrétaire général propose alors d'aménager en bureaux une maison patrimoniale qu'il a fait déménager sur son terrain. Il s'agit de la même maison qui avait abrité l'Union au début des années quatre-vingt, une maison pièces sur pièces, qui avait appartenu à quatre générations d'une famille d'agriculteurs, la famille Saumure. Cet arrangement, qui convient aux parties, assure une stabilité et permet d'améliorer les conditions physiques de travail comme l'informatisation des bureaux et des équipements du journal. Les deux organismes logent toujours au 2474 rue Champlain, à Clarence Creek.

Une hausse importante des tarifs postaux pour la livraison d'*Agricom* en 1991 crée des problèmes. Pour sauvegarder la publication qui traverse une autre crise financière, l'abonnement devient la seule solution de rentabilité avec bien sûr la vente de publicité. Une stratégie d'autofinancement repose sur la vente d'un abonnement annuel au coût de 15\$. Ce tarif permet de recevoir 22 fois par année la seule revue agricole de langue française en Ontario. Il faut de plus effectuer des coupes dans le personnel et redresser le budget par une vaste campagne d'abonnement dont l'objectif se chiffre à 2 500 abonnés.

Par ailleurs, les dirigeants de l'UCFO continuent à œuvrer à l'application de la *Loi 8* sur les services en français puisque plusieurs documents et formulaires gouvernementaux sont toujours envoyés uniquement en anglais au bureau régional du MAAO ou par la poste aux agriculteurs. En réalité, on retrouve encore un décalage important avant l'obtention des

versions françaises. Ces délais retardent les demandes dans des programmes aussi importants que celui d'aide au revenu agricole (PARA) et repoussent par le fait même les paiements aux agriculteurs. Afin d'éviter des délais dans les remboursements, plusieurs choisissent de remplir les formulaires en anglais. Encore et encore, l'UCFO exige que le gouvernement respecte la *Loi 8* dans les régions désignées et en particulier dans celle la plus francophone de la province. L'UCFO intervient à plusieurs reprises au cours de cette période pour faire corriger ces infractions, car ce sont des documents légaux que les cultivateurs signent avec le gouvernement ontarien.

À partir de 1990-1991, l'UCFO poursuit ses efforts pour se donner un caractère provincial. Ainsi, elle multiplie les démarches comme porte-parole de la classe agricole, elle intensifie les échanges et les rencontres avec les fonctionnaires du MAAO. Par exemple, l'organisme participe activement aux tables de consultations provinciales sur de nombreux dossiers, incluant le financement agricole, le développement des coopératives, le drainage agricole et l'utilisation des terres arables.

L'UCFO participe de plus à divers comités consultatifs du gouvernement provincial et sur le Conseil d'administration de l'IFAO. De fait, pour protéger les intérêts de ses membres, l'UCFO doit se faire connaître et apprécier des plus hautes instances politiques, de la fonction publique et des autres organisations agricoles.

Durant ces mêmes années, l'UCFO tisse des liens étroits avec l'Office des affaires francophones qui est chargé de coordonner la mise en œuvre de la *Loi 8*. Les fonctionnaires de l'Office sous la gouverne de Rémy Beauregard, un ami naturel des agriculteurs, ouvre de nombreuses portes à l'UCFO dans plusieurs ministères en plus de lui fournir un appui financier substantiel à un moment critique. Cet appui de l'Office des affaires francophones s'est avéré déterminant dans l'obtention d'un statut spécial pour l'Union des cultivateurs dans la *Loi de 1993 sur l'inscription des entreprises agricoles et le financement des organismes agricoles*.

Un recensement agricole réalisé en 1991 montre que le nombre d'exploitations agricoles a diminué de 4,5% entre 1986 et 1991, soit la plus faible baisse au cours des cinquante dernières années. La ferme familiale demeure encore le modèle de l'agriculture canadienne puisque 40% des fermes recensées sont des exploitations familiales. Malgré ces chiffres encourageants, les années 1990 amènent plusieurs bouleversements, notamment avec l'arrivée du libre-échange entre le Canada et les États-Unis et les ententes du GATT. Avec l'ouverture des frontières, les échanges des produits agricoles, des marchandises et des biens circulent plus librement mais amènent une concurrence avec les Américains sur le plan de la qualité et des prix.

Les programmes américains des subventions à l'exportation pour conquérir les marchés traditionnels comme celui du blé ou d'autres produits inquiètent et amènent de nombreux litiges entre les deux pays. Ces changements dans le commerce suscitent bien des questionnements auprès des exploitants agricoles bien inquiets pour leur avenir. Ainsi, l'UCFO présente un mémoire au Comité d'examen du financement agricole qui demande au gouvernement provincial d'assurer aux jeunes un revenu suffisant par des rabais sur les taux d'intérêt afin de leur donner une chance de débiter une entreprise rentable.

L'UCFO se préoccupe également à faire amender la *Loi sur les Caisses populaires*, car celles-ci ne peuvent pas prêter plus de 15% de leurs actifs à des entreprises commerciales. Or, les fermes sont considérées comme des entreprises commerciales, ce qui limite le crédit offert

par les caisses populaires très présentes en Ontario français. Enfin, on demande que le quota de lait soit considéré comme une garantie dans les prêts au même titre que la ferme et les bâtiments.

Parmi les bonnes nouvelles, notons l'étable laitière du Collège d'Alfred qui reçoit ses premières vaches en 1992. Il s'agit d'une belle victoire pour les agriculteurs franco-ontariens et pour l'UCFO qui pou-

ssaient intensivement ce dossier. Cette étable devient un nouvel outil de recherche, d'expérience et de démonstration. La même année, André Chabot est élu président de l'UCFO. Il demeurera en poste avec grande conviction pendant six ans.

En 1993, le travail de rapprochement avec la communauté agricole du Nord porte fruit avec la création du troisième Groupement de gestion agricole, celui de Témiskaming. Cette expansion amène de précieux membres à l'organisme. Le travail de l'année se concentre sur le développement économique communautaire et fidèle à sa tradition, l'UCFO s'engage à fond dans les nouvelles initiatives lancées par le gouvernement provincial pour assurer le développement économique des milieux ruraux. Il faut dire que les agriculteurs franco-ontariens ont à bien des égards une longueur d'avance dans plusieurs aspects du développement communautaire puisqu'ils ont toujours dû s'organiser entre eux et dans leur communauté pour lutter et défendre leurs droits. **(Voir l'article sur les Groupements de gestion agricole après le chapitre 12)**

Depuis 1989, l'UCFO a développé un programme de développement économique communautaire qui comprend quatre volets. D'abord, les habiletés de gestion avec la création de groupements de gestion agricole. L'éducation permanente représente un autre aspect important avec le CTAAG et l'IFAO qui assurent un programme d'éducation qui répond, sur mesure, aux besoins particuliers. Le développement du leadership constitue le troisième volet avec la mise sur pied du premier programme "Dix étapes vers une action communautaire en français en Ontario". Cette initiative forme des chefs de file dans les communautés. Le dernier volet, mais non le moindre, consiste à l'appui technique aux entreprises communautaires et agroalimentaires. À titre d'exemple, l'UCFO participe activement aux activités d'expansion de la Coopérative de foin de Saint-Laurent et elle réussit à obtenir du financement



Agricom

Depuis 1990, l'Union des cultivateurs franco-ontariens et *Agricom* ont trouvé un pignon sur rue permanent au 2474 de la rue Champlain à Clarence Creek.

de projets pour la Coopérative AgriNat. Un nouveau programme "Boulot Ontario action communautaire" réparti sur trois ans, avec un budget de 300 millions, encourage l'Union à s'investir davantage. On définit un partenariat avec le Conseil de la coopération de l'Ontario et on présente un projet pour la reconstruction du milieu rural francophone par le coopératisme au programme Boulot Ontario. Le ministre Buchanan assure qu'un des membres de l'UCFO sera invité à siéger au Comité consultatif externe du MAAO sur les questions rurales.

En août 1993, 150 convives fêtent en grand les dix années de fondation du journal *Agricom*. C'est aussi à cette période que l'Union renoue avec l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA), anciennement l'Union catholique des cultivateurs (UCC), et des membres assistent à leur congrès général. Les liens étroits développés au cours des premières années de fondation avaient disparus et tous s'accordent pour dire qu'il est temps de les renouer.

### **Le financement stable**

Le projet de financement stable des organisations agricoles s'avère sans contredit le plus gros dossier piloté par l'UCFO en 1993. Le projet initial du ministre de l'Agriculture envisage la création d'une cotisation obligatoire pour toutes les entreprises agricoles afin d'avoir droit aux programmes d'aide financière de son ministère. Ces frais d'inscription obligatoires seraient versés à une association comme la Fédération de l'agriculture de l'Ontario (FAO), la *Christian Farmers Federation of Ontario* ou la *National Farmers Union*, selon le choix de l'agriculteur.

Surprise, le projet en préparation ne reconnaît pas le droit aux francophones de verser une cotisation à l'UCFO, qui est pourtant la seule organisation agricole francophone de la province et la doyenne de celles-ci. En fait, cette situation injuste pénaliserait les francophones qui devraient, d'une part, verser une cotisation obligatoire à l'un des trois organismes anglophones, et d'autre part, ceux qui voudraient appuyer l'UCFO paieraient une cotisation volontaire. Bref, les francophones auraient à payer une double cotisation. La collectivité francophone déplore cette situation discriminatoire qui met l'UCFO en péril. Le secrétaire, Pierre Glaude, et le président, André Chabot, entreprennent de vives discussions avec le ministre de l'Agriculture, Elmer Buchanan, et le ministre délégué aux Affaires francophones, Gilles Pouliot, pour que les cultivateurs franco-ontariens puissent verser leur cotisation à l'organisme qui les défend depuis 1929.

Grâce à l'appui solide de l'Office des affaires francophones, le ministre délégué aux Affaires francophones défend la cause des agriculteurs francophones avec vigueur auprès de son collègue à l'Agriculture et auprès d'autres membres du Conseil des ministres à Queen's Park. Mais la partie n'est pas gagnée pour autant puisque deux des trois organisations agricoles anglophones s'objectent fortement à ce que l'Union des cultivateurs franco-ontariens obtienne un statut quelconque dans le cadre de cette loi sur le financement stable.

Le ministre de l'Agriculture qui doit trancher, décide de tenir compte des représentations de son collègue aux Affaires francophones et aussi des conseils des critiques de l'opposition en matière d'affaires francophones que l'UCFO avait sensibilisé. Le ministre Buchanan menace de retarder son projet de loi si les trois organisations agricoles anglophones refusent

de s'asseoir à la même table que l'Union des cultivateurs pour tenter de trouver une solution de compromis quelconque. À la suggestion de l'UCFO, Buchanan crée un comité d'étude présidé par un de ses hauts fonctionnaires, sur lequel siègent deux des trois organisations anglophones ainsi que l'UCFO. Le ministre accepte aussi, à la surprise des autres membres du comité, qu'un représentant de l'Office des affaires francophones y siège à titre de "personne-ressource".

Quelques jours plus tôt, une des organisations agricoles, la *National Farmers Union*, avait retiré son appui à l'ensemble du projet de loi pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec le rôle que pouvaient y jouer les francophones, et invitait l'UCFO à faire de même: se joindre à une coalition grandissante d'agriculteurs qui pour toutes sortes de raisons s'opposaient fermement au projet de loi.

Or, on comprend que le retard du projet de loi aurait permis aux opposants de mieux s'organiser et d'y faire échec. L'appui de l'Union des cultivateurs devenait presque une condition essentielle et il fallait trouver rapidement une solution équitable qui servirait bien les intérêts de l'UCFO mais aussi où les organisations agricoles anglophones y trouveraient des avantages.

Les talents de négociateur de nos intervenants portent fruit et la loi reconnaît pour une période initiale de trois ans, la Fédération de l'agriculture de l'Ontario (FAO) et la *Christian Farmers Federation of Ontario* (CFFO) comme organisations agréées mais fournit un financement spécial à un organisme francophone admissible « qui doit être désigné par le Conseil des ministres ». Depuis 1993, l'UCFO est l'organisme francophone désigné.

En vertu de la loi votée en 1993, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation remet à l'UCFO un octroi annuel de 50 000\$ pour les trois prochaines années et la FAO et la CFFO remettent à l'organisme francophone une partie de l'argent recueilli par le biais de l'inscription des entreprises agricoles. Comme la cotisation annuelle obligatoire payée aux organismes anglophones se chiffre à 150\$, une cotisation symbolique de 10\$ par entreprise agricole permet d'être membre de l'UCFO.

Il faut noter qu'autant les organismes anglophones accrédités et l'organisme francophone admissible (l'UCFO) doivent démontrer à un tribunal administratif, à tous les trois ans, qu'ils ont respecté certains critères, faute de quoi ils peuvent perdre leur accréditation ou leur admissibilité. Or, l'organisation francophone est assujettie à des critères spécifiques qui sont le reflet des besoins des francophones et qui diffèrent de ceux auxquels sont assujetties les organisations anglophones accréditées.

On peut qualifier cette entente d'historique, puisque pour la première fois, cette subvention triennale donne à l'UCFO une certaine indépendance financière qui lui permet de poursuivre sa mission et ses projets si souvent mis en péril faute de financement stable annuel. Cette belle victoire permet à l'organisme francophone de demeurer totalement indépendant des autres.

Cependant, en bout de ligne, on peut dire que cette loi et l'entente sous-jacente a rapproché l'Union des cultivateurs des organisations agricoles anglophones puisqu'il est à l'avantage de l'UCFO que les agriculteurs francophones et anglophones paient leur cotisation à une organisation accréditée en plus d'adhérer à l'UCFO.

En vertu de cette nouvelle loi, 118 000\$ sont versés à l'UCFO en 1994, ce qui permet la réalisation de nouvelles activités et l'élaboration de projets à l'échelle de la province. Ainsi,



En 1994, l'UCFO franchit une étape symbolique dans la mise en œuvre de son plan de développement en se dotant d'une carte de membre distinctive.

l'UCFO franchit une étape symbolique dans la mise en œuvre de son plan de développement en se dotant d'une carte de membre distinctive. La carte en plastique de couleurs vives, aux dimensions d'une carte de crédit, illustre une entreprise agricole. La maison de style canadien et les bâtiments de ferme en arrière-plan représentent le symbole de la profession agricole et le drapeau franco-ontarien qui flotte démontre l'appartenance à la communauté franco-ontarienne. À l'arrière, on trouve le sigle d'*Agricom*. Somme

toute, c'est la première fois qu'une carte identifie si bien les cultivateurs franco-ontariens.

Mais l'UCFO a à peine le temps de savourer sa victoire qu'elle doit venir au secours du Collège d'Alfred. Grâce à ses nombreux contacts dans les officines gouvernementales à Toronto, elle apprend que le gouvernement s'apprête à faire l'annonce surprise de la fermeture de trois des cinq collèges d'agriculture de la province: New Liskeard, Centralia et... Alfred. L'UCFO s'active au téléphone et le ministre Buchanan se fait dire de toutes parts qu'il peut s'attendre à une situation intenable s'il ferme le seul collège d'agriculture francophone de l'Ontario. Il décide alors d'aller à l'encontre de la recommandation de ses hauts fonctionnaires et ordonne qu'on retire le nom d'Alfred du communiqué de presse qui doit être envoyé la journée même aux médias.

Parmi les réalisations de 1994-1995, soulignons un accord de partenariat avec l'ACFO et l'Office des Affaires francophones, la mise en œuvre d'un programme de développement de leadership coopératif dans le Nord et l'Est de l'Ontario rural et la reprise des communications avec la communauté agricole du Sud-Ouest et celle du Témiskaming. De plus, un partenariat avec la Fédération des caisses populaires de l'Ontario et de l'Alliance des caisses populaires de l'Ontario aboutit à la création du programme de financement agricole "AgriPlus". Dans le but de faire connaître leur nouveau programme, on organise un voyage gratuit qui permet aux agriculteurs du Moyen-Nord de venir échanger avec ceux de l'Est en voyageant avec la "Caravane AgriPlus". Soulignons enfin une intervention énergique pour sauver le programme d'éducation permanente, un système de formation sur mesure pour les agriculteurs francophones.

En 1995, pour la première fois de son histoire, un ministre de l'Agriculture, l'honorable Elmer Buchanan, assiste à l'Assemblée générale annuelle de l'UCFO. André Chabot déclare dans *Agricom*, du 7 février 1995:

Je pense que cette visite du ministre de l'Agriculture à notre Assemblée annuelle constitue une première dans les annales de l'UCFO et je pense que ceci reflète le fait que notre organisme a atteint un nouveau niveau de maturité et de crédibilité.

Ce congrès de 1995, qui obtient le plus grand succès depuis plus de 15 ans, permet de recruter 80 nouveaux membres.

Cette même année, le nom du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario change pour devenir le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario (MAAARO) afin de coordonner la croissance économique et la création d'emplois en milieu rural.

L'embauche d'un deuxième employé, pour seconder le travail du secrétaire, augmente le nombre de projets tout comme la participation aux activités des autres organismes francophones et agricoles afin de développer de nombreux partenariats.

L'UCFO innove encore durant ces années en mettant une garderie à la disposition des congressistes lors des Assemblées générales annuelles afin d'inciter un plus grand nombre de jeunes familles à y assister.

### **Amendements à la constitution**

En 1995, à une Assemblée générale spéciale, les membres adoptent les nouveaux Statuts et Règlements refondus. Ces derniers, adoptés en 1945, avaient connu peu de changement et le dernier amendement remontait à 1983. Cette refonte complète ne change en rien la mission de l'organisme, mais donne le droit de vote à tous les membres. Dans le passé, seul les délégués choisis par les cercles paroissiaux pouvaient voter car les moyens de transport empêchaient bien des membres à se rendre aux assemblées annuelles.

Aujourd'hui, la réalité est différente: certes, il y a moins d'agriculteurs, mais ces derniers n'hésitent pas à se rendre à l'AGA et ils veulent avoir le droit de voter. Les règlements font aussi une distinction claire entre les membres réguliers (agriculteurs) qui ont droit de vote, les membres auxiliaires qui exercent une profession agricole sans être eux-mêmes des producteurs agricoles, les groupes membres et les membres honoraires qui n'ont pas droit de vote.

Les nouveaux Statuts et Règlements élargissent aussi le Bureau central d'une façon quasi illimitée puisque dorénavant chaque localité pourra y déléguer un administrateur avec droit de vote si cette localité décide de fonder un groupement local. Parallèlement, on prévoit un nouveau mécanisme pour que les groupes membres, tels que les Groupements de gestion agricole, les coopératives et les associations de producteurs agricoles puissent être représentés. Le Bureau central vise à devenir un plus grand rassembleur des leaders agricoles pour exécuter les mandats. L'exécutif se compose du président, de deux vice-présidents, d'un trésorier et d'un secrétaire général. À compter de 1996-1997, tous les administrateurs élus auront des mandats de deux ans et nul ne pourra occuper plus de trois mandats consécutifs et les Comités régionaux sont abolis.

Le sort réservé au Collège d'Alfred demeure le dossier le plus chaud de 1995-1996. L'Union collabore régulièrement aux activités du Collège, notamment pour l'organisation du programme d'éducation permanente, le partenariat au projet "Agrisol" et celui "Réaliser votre vision laitière 2005".

L'avènement d'un gouvernement conservateur en Ontario entraîne de nombreuses coupes dans tous les ministères. En effet, le gouvernement conservateur de Mike Harris hérite d'un grave déficit créé par le gouvernement néo-démocrate de Bob Rae. Le nouveau

gouvernement se lance dans une série de coupes draconiennes et démontre bien peu de sympathie à l'égard des Franco-Ontariens. Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario (MAAARO) doit réduire son budget de 56,7 millions de dollars sur deux ans. Des consultations organisées par le ministre Noble Villeneuve auprès des agriculteurs francophones confirment que leur priorité est de garder intact le Collège d'Alfred et que le ministre doit tout faire pour l'épargner du "grand couteau" de Mike Harris.

### **Entente historique pour le Collège d'Alfred entre l'Université de Guelph et l'UCFO**

Le MAAARO songe depuis longtemps à se départir de l'administration de ses collèges d'agriculture et les coupes accentuent le processus. Le ministre Noble Villeneuve, également ministre délégué aux Affaires francophones, décide de confier la gestion des trois collèges d'agriculture à l'Université de Guelph pour en assurer leur survie malgré les importantes restrictions budgétaires. Le ministre rassure les francophones en leur promettant de travailler sur ce dossier en tant que ministre de l'Agriculture et des Affaires francophones, mais il réalise que sa tâche ne sera pas facile. Les collèges deviendraient des campus satellites d'une université unilingue anglophone avec une nouvelle entité légale qui recevrait tout l'argent du ministère et le remettrait par la suite aux collèges. Il n'y aurait qu'un seul directeur et une seule équipe administrative centralisée à Guelph.

Par ailleurs, le personnel ne serait plus considéré comme des fonctionnaires du gouvernement, mais deviendrait des employés de l'Université de Guelph. Enfin, chaque collège aurait une vocation spécifique et évidemment celle du Collège d'Alfred serait d'offrir les services en français.

La plus grande crainte de la communauté agricole francophone et de l'UCFO est que l'Université de Guelph en profite pour fermer Alfred ou en faire un tributaire du Collège de Kemptville. Selon l'Union des cultivateurs, l'Université de Guelph n'est pas un partenaire naturel puisque trois éléments les séparent : la langue, la distance et la culture.

L'UCFO, grandement préoccupée par l'avenir de son collègue d'agriculture et par la centralisation de son administration à Guelph, prend le dossier en main dès le début des pourparlers. Elle forme un comité réunissant douze personnes des trois régions francophones de la province pour étudier le dossier sur tous ses angles. Le comité entreprend une vaste consultation dans la communauté. On organise une rencontre avec le ministre pour lui exposer la situation particulière des francophones et on dépose un rapport au sujet des inquiétudes face au partenariat avec l'Université de Guelph, un établissement anglophone éloigné du village d'Alfred et qui n'est pas familier avec la culture franco-ontarienne.

À la remise des diplômes au Collège, en juin 1996, le ministre de l'Agriculture déclare que le partenariat va répondre à cinq des six recommandations du rapport de l'UCFO. Le Collège gardera son identité propre et sa vocation unilingue francophone, ainsi que son mandat exclusif pour la formation, la recherche et le transfert de technologie en français, dans les domaines de l'agriculture, des techniques de diététique et du développement rural. Le Collège pourra, à la fois, établir un partenariat académique permanent avec l'Université de Guelph et tout le réseau des collèges communautaires francophones. La direction du Collège demeurera à Alfred et continuera d'être assumée par un francophone alors que toutes les dispositions

seront prises pour que sa protection soit assurée conformément à la *Loi sur les services en français*.

De plus, contrairement au passé, tous les revenus générés par l'établissement, tels les frais d'inscription, la vente de lait ou les contrats de recherche seront investis dans le Collège. Quant à la gestion du Collège par la communauté, une des recommandations de l'Union, la question demeure encore à l'étude au ministère et à l'Université.

Le ministre Noble Villeneuve qui connaît bien l'Université de Guelph est convaincu que cette institution a d'excellentes intentions à l'endroit du Collège d'Alfred et qu'elle a le plus grand respect pour la communauté franco-ontarienne. Il reste cepen-

dant à en convaincre les Franco-Ontariens. Il organise donc une rencontre entre le président de l'Université et tout son état-major et le président et le secrétaire de l'UCFO, André Chabot et Pierre Glaude. Ces derniers sont reçus avec tous les honneurs et c'est le début d'un dialogue rassurant entre les deux parties.

Cependant, l'Union des cultivateurs exige une entente tripartite écrite entre le MAAARO, l'Université de Guelph et l'UCFO, qui engagerait légalement le ministère et l'Université à respecter les promesses du ministre.

Après s'être entendu verbalement sur les principes d'une telle entente, un comité provisoire tripartite est formé pour la rédiger. Norris Hoag, sous-ministre adjoint à l'Éducation au MAAARO, Larry Milligan, vice-président à la recherche de l'Université de Guelph et Pierre Glaude de l'UCFO sont les trois membres du comité.

Les négociations sont laborieuses, mais le climat est constructif et l'UCFO est rassurée par le fait qu'elle négocie directement en tout temps avec des gens qui ont beaucoup d'autorité. Larry Milligan et son collègue, le doyen de la Faculté d'agriculture de l'Université de Guelph Rob McLaughlin, font preuve de flexibilité et d'enthousiasme. L'entente qui au départ devait offrir des garanties devient aussi au fil des mois une entente de partenariat pour promouvoir la croissance du Collège d'Alfred.

À quelques heures du moment prévu pour la signature de l'entente, le MAAARO décide de se retirer et de ne pas la signer. L'Union des cultivateurs est déçue mais elle a compris que les garanties offertes par l'Université de Guelph sont suffisantes et de loin les plus importantes. De plus, l'UCFO et les agriculteurs savent que le ministre Villeneuve n'acceptera jamais qu'on lui donne l'ordre d'affaiblir ou de fermer le Collège d'Alfred.



Agricom

Le ministre Noble Villeneuve intervenant pour le Collège d'Alfred.



Agricom

Signature de l'entente historique entre l'UCFO et l'Université de Guelph, le 4 avril 1997, au Collège d'Alfred dans le cadre de l'Assemblée générale annuelle de l'Union. Cette entente prévoit assurer le développement et l'expansion en français du Collège d'Alfred. On reconnaît sur la photo, Rob McLaughlin (à gauche) alors doyen de la Faculté d'agriculture de l'Université de Guelph, Pierre Glaude (au centre) alors secrétaire général de l'Union des cultivateurs franco-ontariens et André Chabot, alors président de l'Union.

L'entente est signée en grande pompe le 4 avril 1997 au Collège d'Alfred dans le cadre de l'Assemblée générale annuelle de l'UCFO, en présence des membres du personnel du Collège et de nombreux chefs de file de la communauté.

Cette entente historique assure le développement et l'expansion du Collège d'Alfred qui demeure la maison d'enseignement de la collectivité rurale et agricole francophone de l'Ontario. Dorénavant, l'Université

de Guelph prend en main les trois collèges d'agriculture de la province incluant le Collège d'Alfred qui devient le Collège d'Alfred de l'Université de Guelph. Cette entente met fin pour longtemps à toute l'incertitude qui entourait depuis trois ans l'existence même du Collège. L'aspect le plus intéressant de l'entente s'avère la planification conjointe. En effet, tout le plan d'affaires du Collège sera préparé chaque année conjointement par l'Université de Guelph et la communauté agricole et rurale franco-ontarienne représentée par le Conseil communautaire du Collège d'Alfred, une créature de l'entente. Cet organisme à but non lucratif composé de chefs de file travaillera à l'élaboration du plan conjoint. L'Université de Guelph confirme plus que jamais le caractère unilingue francophone de l'établissement scolaire.

Les versions anglaises et françaises utilisent uniquement la désignation de "Collège d'Alfred". On y précise bien que la langue utilisée pour tous les programmes et services et toutes les communications sera le français. L'entente va encore plus loin en précisant que l'appellation de "University of Guelph" dans tous les documents de promotion des activités sera remplacée par "Université de Guelph". Le Collège aura plus que jamais une image francophone, puisque sous l'administration du ministère de l'Agriculture on insistait pour que le Collège ait une image bilingue, même si aucun cours ne se donnait en anglais. L'Université s'est dite d'accord dès le départ pour lui donner un caractère unilingue francophone parce

qu'elle veut se servir de l'établissement pour conquérir un marché mondial francophone en formation agricole. L'entente donne aussi l'assurance qu'il y aura toujours une direction possédant le plus haut niveau de connaissance de la langue française. Elle stipule que la communauté participera au choix du directeur.

Ainsi, l'UCFO et l'Université deviennent deux partenaires égaux et autonomes liés par une entente qui les oblige à travailler ensemble en synergie au développement du Collège pour le bienfaits des deux parties. C'est l'UCFO qui met sur pied le Conseil communautaire du Collège d'Alfred avec des personnes représentant les principales régions rurales et francophones de l'Ontario afin de respecter le mandat provincial du Collège d'Alfred. Enfin, le Conseil doit représenter toute la gamme des activités rurales et non pas seulement l'agriculture.

Le premier Conseil se compose de dix membres: Gérald Beaudry, de Verner, Pierre Bercier, de Ste-Rose-de-Prescott, André Chabot, de Vars, Robert Chauvin, de Pointe-aux-Roches, Normand Demers, d'Earlton, Pierre Etter, de Sarsfield, Alain Delorme, de Wendover, Michel Gingras, d'Alfred, Pierre Glaude, de Clarence Creek et Denis Pommerville, de Limoges.

### **D'autres menaces de coupures**

Même si l'avenir du Collège semble une fois de plus assuré, de graves coupes affectent les bureaux du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales partout dans la province causant de lourdes pertes pour les agriculteurs. Par exemples, deux vagues de coupes entraînent la fermeture de 15 bureaux de comtés du MAAARO ainsi que la réorganisation ou le déménagement de plusieurs autres.

L'Est ontarien et en particulier les francophones écopent encore une fois par la fermeture de deux postes au Centre de ressources agricoles et agroalimentaires. Ce centre perd également deux postes de traduction française, un poste au programme de formation et le poste de conseiller en grande culture. Le poste de conseiller en production laitière et occupé par le seul francophone capable de desservir la clientèle franco-ontarienne est en outre menacé, mais sauvé de justesse grâce à l'intervention de l'UCFO. André Chabot, président, déclarait à *Agricom*, le 18 juin 1996:

Nous nous sommes battus en 1989 pour obtenir ce poste, car à ce moment-là, il y avait cinq spécialistes en production laitière en Ontario et aucun ne pouvait donner des services en français. C'était une violation flagrante de la *Loi sur les services en français*. Nous n'accepterons pas un tel retour en arrière.

Au bureau de Sudbury, le poste d'agronome est aboli ainsi que le poste de secrétaire bilingue. À North Bay, les postes de conseiller des communautés rurales et celui de secrétaire sont également coupés. Toutes ces fermetures de bureaux de comtés affectent 117 personnes dans dix bureaux et privent les agriculteurs de bien des services. Bref, il s'agit d'un réel recul pour l'agriculture à une période d'incertitude avec la mondialisation des marchés. Encore pire, toutes ces coupes découragent les jeunes de prendre la relève.

En 1996, l'UCFO doit comparaître devant la Commission d'agrément des organisations agricoles, comme le prévoit la *Loi de 1993 sur l'inscription des entreprises agricoles et le financement de leurs organisations*. L'UCFO y soumet un mémoire très étoffé qui renouvelle son admissibilité au financement stable pour une autre période de trois ans.

## La tempête de verglas, la tempête du siècle

L'année 1998 débute bien mal avec une tempête de verglas que l'on va qualifier de tempête du siècle. Elle frappe très durement une partie du Québec et l'Est ontarien. Cette catastrophe sème la dévastation dans cette région fortement agricole, spécialisée en production laitière de haut niveau. Personne n'était préparé à faire face à une catastrophe d'une telle ampleur. Dans l'Est de l'Ontario, près de 40% du réseau électrique d'Hydro Ontario s'écroule. Quelque 350 kilomètres de lignes électriques devront être réparées et cinq mille poteaux remplacés. Plusieurs cultivateurs n'avaient pas de génératrices ou bien elles n'étaient pas assez performantes pour fonctionner à plein régime. Faute de génératrices pour faire les traites régulières et pour fournir l'alimentation nécessaire aux vaches qui est distribuée par des systèmes automatisés, les producteurs laitiers subissent d'énormes pertes.

De grandes quantités de lait se gaspillent car les camions citernes ne peuvent se rendre sur les lieux. Les routes sont glacées et des fils électriques encombrant plusieurs chemins. La production diminue car les vaches habituées à une traite et à une alimentation régulière deviennent stresser et moins productives. Des animaux tombent malades, certains meurent et d'autres doivent être abattus. En fait, les pertes se chiffrent par millions de dollars.

Le découragement envahit bien des producteurs épuisés à la tâche. Pour les moins chanceux, l'électricité ne revient que trois semaines ou un mois plus tard. Heureusement, les secours s'organisent, les génératrices arrivent et l'entraide provient des quatre coins de la province. Cette crise sans précédent développe une solidarité rarement vue et démontre notre fragilité face à la dépendance de l'électricité.

Faute d'électricité et de téléphone, les portes de l'UCFO et d'*Agricom* ferment, du 6 au 14 janvier. Il n'était pas question d'utiliser une génératrice, la priorité allait aux fermes. De plus, tous les membres de l'exécutif sont victimes d'une panne prolongée d'électricité à la ferme et à la maison. Malgré tout, *Agricom* parvient à publier son numéro de janvier.

L'UCFO se fait le porte-parole des agriculteurs éprouvés auprès des médias. Elle multiplie les apparitions à la télévision et les interventions à la radio et dans les journaux. Les images très fortes véhiculées par la télévision impressionnent la population des autres régions qui manifeste le désir d'aider les agriculteurs francophones. Elles ont aussi pour effet de sensibiliser les gouvernements à l'urgence de la situation.

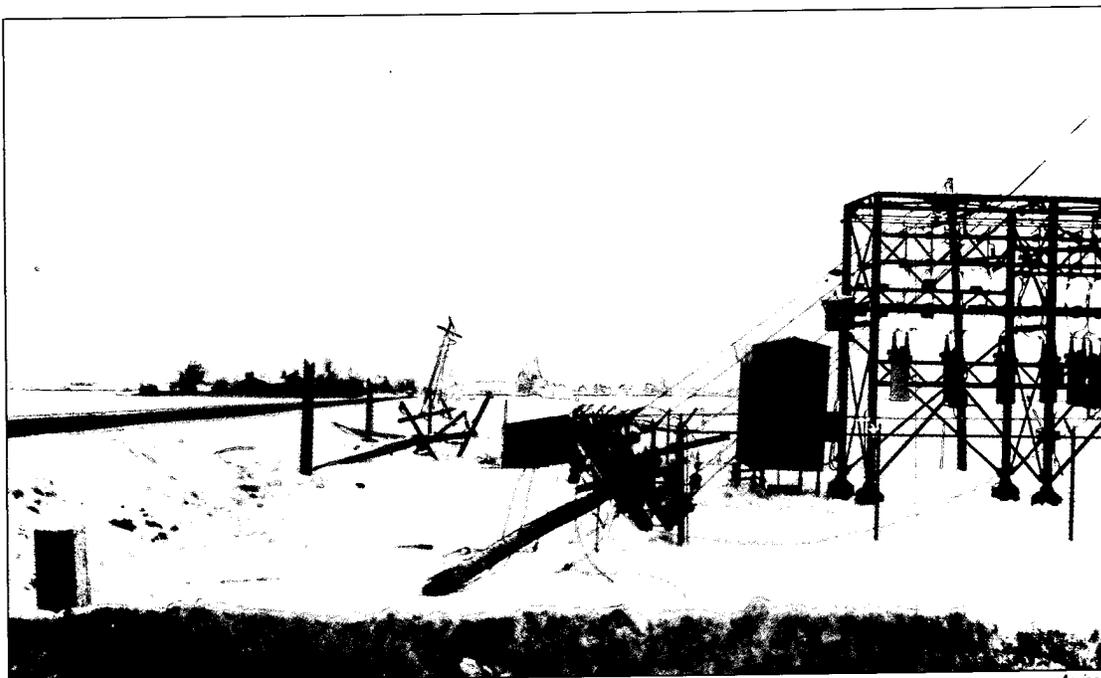
Autant le gouvernement québécois réagit vite et organise des secours et de l'aide financière d'urgence, autant le gouvernement Harris se fait tirer l'oreille pour dédommager cette importante région rurale et francophone. Heureusement, le ministre de l'Agriculture, Noble Villeneuve, également victime du verglas, remue ciel et terre pour aider les sinistrés. Grâce à son ministère, des génératrices arrivent en grande quantité et on débloque une aide financière d'urgence. Par contre, dans les mois qui suivent la crise, l'UCFO et la FAO travaillent très fort pour faire pression sur les gouvernements pour dégager des fonds spéciaux afin de dédommager les pertes encourues. Les agriculteurs, découragés par leurs dizaines de milliers de dollars de dommages, ne savent plus où aller pour réclamer l'indemnisation promise, car des tiraillements bureaucratiques et politiques se font à tous les niveaux.

Au fil des mois, le journal *Agricom* consacre de nombreux articles pour dénoncer la lenteur bureaucratique, pour informer les agriculteurs sur les nouveaux développements et



*Agricom*

En janvier 1998, une tempête de verglas que l'on qualifiera de « tempête du siècle », frappe très durement l'Est ontarien et une partie du Québec. Cette catastrophe sème la dévastation dans cette région fortement agricole.



*Agricom*

Près de quarante pour cent du réseau électrique de l'Hydro Ontario dans l'Est ontarien est endommagé par la tempête de glace. Quelque trois cent cinquante kilomètres de lignes électriques ont dû être réparées et quelque cinq mille poteaux ont dû être remplacés !

les programmes d'aide disponibles. Le journal publie de nombreux témoignages de producteurs victimes du verglas. Les formulaires de demande d'aide arrivent enfin en avril, soit trois mois après la crise. Un éditorial signé par Pierre Glaude, secrétaire de l'Union et directeur d'*Agricom*, se mérite le Prix d'excellence 1998, catégorie presse écrite de la Fédération des gens de la presse de l'Ontario. Il est honoré pour un éditorial jugé percutant et intitulé "Où est la révolution du bon sens?" dans lequel il dénonce le cafouillage bureaucratique et les pratiques laxistes du gouvernement en matière d'aide aux sinistrés. Il décrit bien les pénibles conditions dans lesquelles se retrouvent les agriculteurs après la crise du verglas. Cet éditorial suscite même des réactions à Queen's Park et les agriculteurs obtiennent de l'information supplémentaire et un délai pour soumettre des reçus à l'appui de leur demande d'indemnisation.

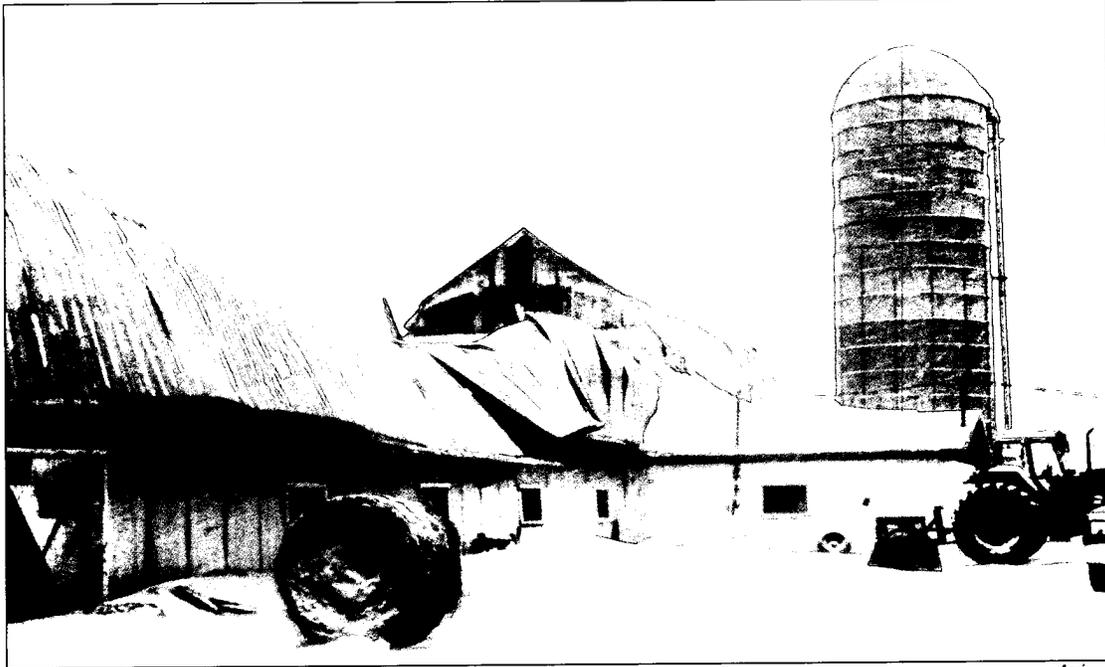
En novembre 1998, c'est toujours l'attente pour les agriculteurs victimes du verglas. Il appert que seulement 7,6% des sinistrés ont reçu une indemnisation. D'après un sondage effectué par le journal *Agricom*, près de la moitié, soit 42,1% des demandeurs n'ont même pas reçu signe de vie des évaluateurs en sinistre.

Suite au verglas de 1998, l'UCFO obtient l'octroi d'un programme à frais partagé fédéral-provincial qu'elle verse à l'Association des acériculteurs francophones de l'Ontario. Avec cet argent, l'Association met sur pied des activités en français, comme la publication de cinq bulletins techniques, organise des visites d'entreprises et monte un centre d'information à la bibliothèque du Collège d'Alfred. L'Association des acériculteurs devient membre de l'UCFO.

Lors de son Assemblée générale annuelle, un nouveau président fait son entrée au Bureau central. Alain Delorme, grand militant au sein des mouvements agricoles succède à André Chabot qui termine son troisième mandat. Grâce au partenariat avec les caisses populaires et son programme Agriplus, on organise pour la troisième année consécutive un voyage avec la Caravane AgriPlus qui permet aux membres des régions du Nord de venir gratuitement à l'AGA provinciale.

Le Collège d'Alfred, *Agricom* et l'UCFO s'unissent au cours de cette période pour promouvoir l'économie des communautés rurales francophones de l'Ontario. Avec la mondialisation des marchés, l'accès rapide à l'information de première qualité devient la pièce maîtresse dans la capacité concurrentielle des entreprises agricoles. Cette concurrence force les entrepreneurs de l'agroalimentaire à s'investir davantage dans la promotion et la diversification de leurs produits. Le Réseau de veille des communautés rurales francophones et bilingues de l'Ontario, financé par l'Office des Affaires francophones et Franccommunautés virtuelles, comprend deux composantes primordiales: l'information et la promotion des produits du terroir. L'information se retrouve dans un nouvel outil, le Réseau rural et sur un site Internet ([www.rural.on.ca](http://www.rural.on.ca)).

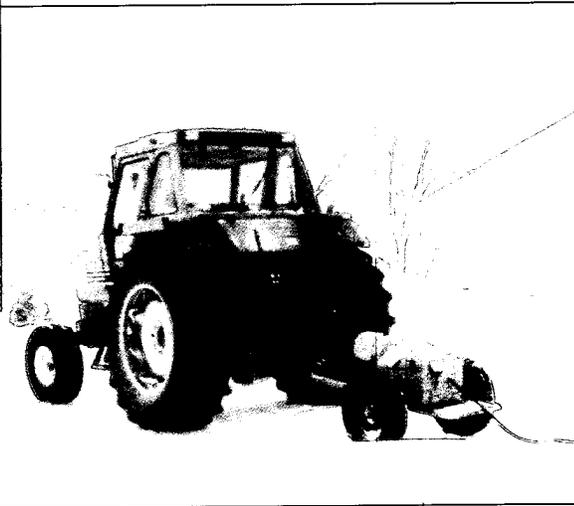
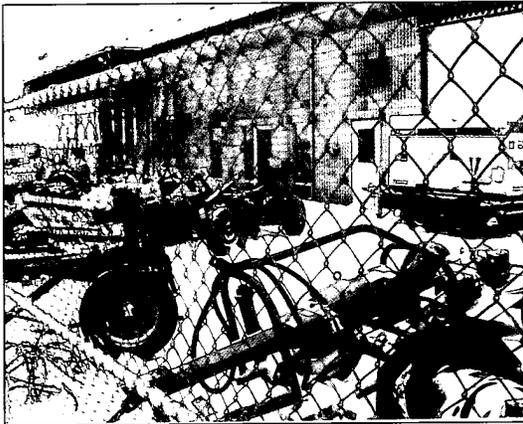
Le Réseau rural poursuit deux objectifs, soit d'une part, informer rapidement les agriculteurs et l'industrie agroalimentaire des nouvelles technologies, produits et marchés existants au moyen d'un bulletin et, d'autre part, promouvoir la culture, les produits et services fournis par les communautés rurales franco-ontariennes. Les objectifs à long terme demeurent la préparation de circuits agrotouristiques pour valoriser le patrimoine des communautés françaises. On veut développer des attractions francophones comme l'hébergement à la ferme, les tables champêtres et la vente des produits du terroir afin d'apporter de nouvelles sources de revenus et de mieux faire connaître le milieu agricole aux citoyens. Dans un climat



Agricom

Au plus fort de la tourmente, il a été estimé que 100 000 clients d'Hydro Ontario ont été privés d'électricité dans l'Est ontarien, dont de nombreux agriculteurs et résidents ruraux. Certains resteront privés de l'approvisionnement électrique du réseau pour des semaines, et ont dû se débrouiller sans ce service devenu essentiel pour la vie moderne. Des agriculteurs, comme Gabriel Lafrance de Casselman, ont été éprouvés plus durement que d'autres par la tempête de verglas. En plus d'être

victime d'une panne prolongée d'électricité, le toit de l'étable de M. Lafrance s'est écroulé sous le poids de l'accumulation de glace



Agricom

Beaucoup d'agriculteurs ont dû utiliser intensivement leurs "vieilles" génératrices. Certains de ces engins qui n'avaient pas servi aussi intensément depuis des années ont rendu l'âme. Le ministère de l'Agriculture a dû importer des centaines de génératrices des autres régions de l'Ontario pour dépanner les producteurs agricoles.

économique incertain, il faut sensibiliser la population aux enjeux de l'agriculture moderne.

Le Réseau franco-ontarien pour un développement rural intégré regroupe des intervenants des milieux économiques, sociaux, environnementaux et culturels de la communauté. C'est un réseau francophone qui veille au développement des collectivités francophones de l'Est ontarien, en tenant compte de la culture et des particularités de cette région. Le modèle de réseautage se veut adapter à la culture franco-ontarienne. Le site Internet [www.rural.on.ca](http://www.rural.on.ca) sert d'outil de communication entre les intervenants et contient un répertoire des organismes des milieux ruraux. Chaque organisme y décrit son mandat, sa vision et ses réalisations. Le site contient également un forum de discussion qui permet d'échanger les connaissances entre les intervenants des régions francophones.

La "veille informationnelle" vise à diffuser les dernières nouveautés pour que les intervenants soient mieux informés des succès des projets des autres régions ou pays. C'est aussi un partage de connaissances sur les programmes gouvernementaux qui sont offerts aux communautés rurales, car bien des gens ne les connaissent pas et ne les utilisent pas. Le projet Réseau virtuel franco-ontarien n'est pas seulement axé sur le milieu de l'agriculture puisque le milieu rural a beaucoup évolué et il s'ouvre de plus en plus au social et au culturel.

Grâce à l'aide de l'UCFO, les jeunes Franco-Ontariens en milieu rural tentent de prendre leur place et fondent le premier Regroupement de relève rurale franco-ontarienne, calqué sur un mouvement agricole créé au Québec. L'UCFO, qui aide à la fondation du mouvement, assure son soutien aux jeunes dans la poursuite de leurs projets et initiatives. **(Voir l'article sur les Jeunes ruraux ci-contre)**

Le Fonds de bourses pour les étudiants constitue un autre projet significatif pour assurer le développement du Collège d'Alfred. L'UCFO, en partenariat avec le Conseil communautaire du Collège d'Alfred, mène une campagne de levée de fonds pour aller chercher quelque 100 000\$ dans la communauté franco-ontarienne. Notons que pour chaque dollar amassé, le gouvernement de l'Ontario et l'Université de Guelph s'engagent à donner la somme équivalente pour former un fonds de 300 000\$, dont les intérêts serviront à octroyer des bourses d'études.

Au terme de cette décennie et forte de ses 70 ans d'expérience, l'UCFO se restructure afin de mieux répondre aux nouveaux défis des années 2000. Cette réorganisation devient nécessaire pour répondre à une demande accrue de services de la part de la communauté et pour répondre aux besoins du personnel. En effet, la structure traditionnelle où le travail reposait sur les épaules d'un seul employé permanent, le secrétaire général, assisté d'un commis-comptable est bel et bien révolue. Dorénavant, le travail se répartit entre quatre employés avec une description de tâches précises. Le secrétaire depuis 1982, Pierre Glaude, dirige la nouvelle équipe et cumule aussi les poste d'analyste et d'agent de liaison avec les organismes partenaires et gouvernementaux, tout en conservant ses fonctions d'éditeur délégué d'*Agricom*.

André Pommainville, agronome et jeune retraité du MAAARO, succède à Pierre Glaude au poste de secrétaire. Son rôle est d'appuyer d'une façon continue les administrateurs bénévoles réunis au sein du Bureau central et du Conseil exécutif. Par ailleurs, l'Union crée un nouveau poste de relationniste, occupé par André Chabot, ancien président général. Ce dernier tisse des liens directs avec les membres et travaille sur le terrain auprès des organismes communautaires locaux. Le poste de commis-comptable est maintenu pour la comptabilité, effectuer les achats et produire les rapports financiers informatiques. Enfin, *Agricom*

## Les Jeunes ruraux franco-ontariens

Suite à la réunion annuelle de l'Union des cultivateurs franco-ontariens de 1997, des jeunes du milieu agricole et rural expriment le désir et le besoin de mettre sur pied un organisme pour les jeunes ruraux franco-ontariens, qui voit le jour au printemps 1998. Ils constatent que les Clubs 4-H font un bon travail auprès des jeunes et des adolescents du milieu agricole mais qu'après ça, aucun organisme n'existe pour les aider à progresser vers le monde des adultes.

Le but est de regrouper les jeunes Franco-Ontariens du milieu rural qui s'intéressent à l'agriculture et aux activités connexes et d'assurer notamment une relève adéquate, dans l'Est ontarien, notamment en agriculteurs, agronomes et vétérinaires.

Le regroupement, parrainé par l'UCFO, s'adresse aux gens de 16 à 35 ans, qui démontrent un intérêt direct ou indirect dans le domaine agricole, qui s'expriment en français, demeurent en Ontario et partagent les valeurs véhiculées par le regroupement. Les objectifs sont de fournir du support, de l'encouragement, de l'orientation de carrière, de développer un réseau de communication, d'offrir de la formation technique, de valoriser l'agriculture et les domaines connexes, de transmettre la fierté de vivre en milieu rural franco-ontarien et de faire le lien entre les 4-H et les autres organisations.

Les jeunes partagent ensemble leur passion, leur préoccupation tout en ayant accès à des conseils professionnels qui leur permettent de connaître tout ce qui entoure le monde agricole et surtout de briser l'isolement de la jeunesse rurale.

En 1998, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario, l'honorable Noble Villeneuve visite les Jeunes ruraux au Collège d'Alfred et annonce un programme d'aide, de 35 millions sur quatre ans, pour la création d'emplois pour la jeunesse en milieu rural.



*Agricom*

Première rencontre du comité organisateur des Jeunes ruraux franco-ontariens au Collège d'Alfred le 26 juillet 1998. De g. à dr., Mario Leclerc, Étienne Séguin, Julie Castonguay-Brisson, Marie-Noëlle Lamarche, Paul Saucier et Ghislain Castonguay.

continue de fonctionner avec quatre employés permanents.

Comme l'UCFO est sollicitée de toutes parts dans son milieu et qu'elle œuvre en partenariat avec de nombreux organismes, la nouvelle organisation permet d'entreprendre plus de projets audacieux avec de nouveaux partenaires, sans négliger les partenaires traditionnels tels que les coopératives, les caisses populaires, le Collège d'Alfred et les différents ministères gouvernementaux. Ainsi, grâce au financement stable et au financement de divers projets pour elle-même et pour son journal, l'UCFO réalise des chiffres d'affaires frôlant les 300 000 \$ à partir des années 1994-1995.

### **Le Collège d'Alfred à nouveau menacé**

Malheur! Le gouvernement Harris est réélu pour un deuxième mandat et son seul député francophone, Noble Villeneuve, est battu de justesse dans son comté. L'Union des cultivateurs s'attend au pire et le pire arrive! En novembre 1999, suite à une fuite interne au MAAARO, on annonce que le Conseil de gestion du gouvernement s'apprête à approuver une recommandation de couper 1,5 million \$ de la subvention annuelle versée au Collège d'Alfred. Comme son budget annuel se chiffre à de 2,2 millions, cela signifierait la fermeture de l'établissement. Au lendemain de cette annonce, c'est le branle-bas de combat à l'UCFO. Si cette rumeur s'avère véridique, la perte du Collège aurait des impacts négatifs sur la région et pour tout l'Ontario. L'agriculture étant la première industrie dans l'Est tout en demeurant importante pour l'ensemble de la province.

La communauté francophone se voit encore obligée de se battre pour empêcher l'érosion de ses institutions. Suite à de nombreuses rencontres avec le nouveau ministre et ses fonctionnaires, des conférences téléphoniques et une conférence de presse bien réussie, le résultat est tel que si de sournoises discussions se tramaient pour couper les vivres au Collège, le tollé de protestations qui s'en suit fait reculer le gouvernement. De plus, la collectivité agricole franco-ontarienne peut compter cette fois-ci sur un allier qui s'avère indéfectible: l'Université de Guelph. En conférence de presse, le doyen de la Faculté d'agriculture de l'Université rappellera fermement au gouvernement qu'en vertu des ententes de 1996, seule l'Université peut décider du sort du Collège d'Alfred. Le doyen informe alors le gouvernement que l'Université de Guelph n'a aucunement l'intention de fermer le Collège et qu'elle compte bien continuer à œuvrer à son développement.

Encore une fois, le Collège d'Alfred est sauvé et cette fois-ci, ce sera la dernière bataille car l'établissement d'enseignement a grossi depuis deux ans et il a démontré hors de tout doute qu'il est essentiel pour toute la francophonie ontarienne. De plus, on reconnaît la qualité de son enseignement, même parmi les maisons d'enseignement anglophones. Le gouvernement Harris, réputé pour s'acharner sur les francophones, pensons à la tentative de fermeture de l'hôpital Montfort d'Ottawa, se doit de respecter son entente signée avec l'Université de Guelph qui gère l'établissement d'enseignement.

Par contre, toute cette incertitude nuit au recrutement des nouveaux étudiants qui craignent de s'engager dans une institution sans savoir s'ils pourront y graduer. Une subvention du gouvernement fédéral obtenue par l'UCFO permet au Collège de faire du recrutement puisque ces derniers événements demeurent la cause directe de la baisse des inscriptions.

En juin 1999, l'UCFO passe une deuxième fois avec succès l'examen de la Commission

d'agrément des organismes agricoles et son financement stable est renouvelé. Par contre, le MAAARO lui retranche un octroi annuel de 50 000 \$, somme qu'elle versait depuis six ans, soit depuis le début de l'entente. Malgré cette coupe, de nouvelles sources de financement gouvernementales permettent la réalisation de plusieurs nouveaux projets reliés, entre autres, aux nouvelles technologies de l'information, comme l'Internet. Ainsi, en participant au Programme d'accès communautaire (PAC), l'Union met sur pied deux centres d'apprentissage en informatique, un à l'école Sainte-Félicité, de Clarence Creek et autre au journal *Agricom*, où les gens viennent se familiariser avec les ordinateurs et l'Internet.

Enfin, une étude sur les obstacles au développement des produits agroalimentaires à valeur ajoutée dans les communautés rurales de l'Est ontarien s'effectue en 1999. Ce document se veut un instrument de départ pour permettre d'établir des bases et d'obtenir le financement nécessaire au développement rural. L'analyse des résultats amène l'organisme à tenir en collaboration avec le Réseau du développement économique et d'employabilité, des consultations auprès de la population sur l'idée de créer un centre d'expertise en développement agroalimentaire et rural qui aurait son siège social au Collège d'Alfred.

Une vaste consultation organisée par le Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, intitulé "Dialogue rural" démontre que les besoins au développement rural en milieu minoritaire sont souvent différents de ceux qu'on retrouve en milieu majoritaire pour des raisons socioculturelles et historiques. L'Union des cultivateurs s'y fait connaître et plaide la cause des milieux ruraux francophones hors-Québec.



*Agricom*  
Les producteurs laitiers de Ste-Anne-de-Prescott, Rémi et Alain Lavigne, remportent le Mérite agricole de l'Association pour l'amélioration des sols et récoltes du comté de Prescott en avril 1996. Alain Lavigne (à l'extrême droite) a été président de l'Union des cultivateurs franco-ontariens de 1974 à 1977. On les voit accompagnés de leur épouse (Diane et Rachelle) et d'André Chabot, alors président de l'UCFO.

Une partie du Conseil d'administration de l'UCFO en 1997-1998. On y aperçoit (debout, de g. à dr.): Pierre Glaude, secrétaire général, Pierre Etter, directeur, Louis Éthier, directeur, Yolande Laviolette, secrétaire-trésorier, Jacques Lafèche, directeur, (assis, de g. à dr.) Alain Delorme, 1<sup>er</sup> vice-président., André Chabot, président et Pierre Bercier, 2<sup>e</sup> vice-président. Absents de la photo: Philippe Chauvin, Alain St-Denis et Denis Gagné.



Agricom

### Le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'UCFO

Pour souligner le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'UCFO, le banquet de clôture du congrès général annuel s'avère l'occasion idéale pour honorer les anciens présidents. Il va sans dire que plusieurs sont remerciés à titre posthume. Une plaque souvenir est remise à chacun des 17 présidents ou à leur famille.

Le ministre d'État, Don Boudria, et celui de l'Agriculture, Noble Villeneuve sont les invités d'honneur de l'événement destiné à amasser de l'argent pour la création du Fonds de bourses pour les étudiants du Collège d'Alfred. Le clou de la soirée demeure le dévoilement des profits de la soirée et des dons récoltés dans la communauté franco-ontarienne qui s'élèvent à 50 000\$.

Somme toute, les années quatre-vingt-dix ont été des années époustouflantes mais très valorisantes pour l'Union des cultivateurs franco-ontariens. Son savoir-faire en lobbying et en négociation lui a attiré le respect et l'admiration de nombreux organismes francophones et anglophones, et une grande crédibilité auprès des fonctionnaires et des dirigeants politiques à tous les niveaux de gouvernement.

Durant cette décennie, l'UCFO a pu, pour la première fois de son histoire, stabiliser sa situation financière grâce à la *Loi sur le financement stable* et assurer la survie et le développement du Collège d'Alfred grâce à son entente de partenariat avec l'Université de Guelph.

Enfin, l'UCFO a maintenant à son siège social, une équipe compétente qui la rend plus efficace et moins vulnérable.

## Les Groupements de gestion agricole de l'Ontario (GGAO)

Au milieu des années 80, des études menées par André Demers et Charles Goubeau du Collège d'Alfred démontrent que les agriculteurs francophones de l'Ontario accusent une plus grande faiblesse en gestion de l'entreprise agricole que leurs collègues anglophones. Pour palier à cette situation, l'Union des cultivateurs franco-ontariens met sur pied, en 1989, en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario (MAAO), un projet pilote de deux groupements de gestion agricole dans l'Est ontarien pour faciliter le développement économique des fermes familiales.

En 1993, l'UCFO fonde un troisième groupement au Témiskaming avec l'aide financière de l'Institut de formation agricole de l'Ontario (IFAO). Il regroupe une vingtaine d'entreprises agricoles de la région d'Earlton, New-Liskeard, Thornloe et Belle-Vallée et en 1995, une douzaine d'entreprises agricoles de la région de Verner décident de se joindre au groupement de Témiskaming.

La formule des groupements de gestion agricole a fait ses preuves depuis de nombreuses années au Québec et l'expérience ontarienne démontre que la formule s'adapte bien aux besoins des agriculteurs francophones de l'Ontario. Les Groupements de gestion agricole de l'Ontario sont calqués sur ceux du Québec qui ont vu le jour vers la fin des années 70.

Pour bien vivre de l'agriculture, il faut sans cesse améliorer la gestion financière des fermes devenues, au fil des ans, de véritables entreprises où des sommes d'argent considérables sont en jeu. Faire partie d'un GGAO permet de mieux comprendre où va réellement l'argent qui est investi et permet de planifier et de faire des dépenses ou de l'investissement de façon plus judicieuse. Le concept des syndicats de gestion demeure simple. Environ 35 à 40 agriculteurs se regroupent, forment un conseil d'administration et embauchent un agronome



spécialisé en gestion agricole, lequel a pour tâche de conseiller collectivement et individuellement les membres du groupe dans la gestion de leur entreprise. Ce conseiller doit fournir l'appui technique qui va permettre d'atteindre un niveau supérieur dans tous les aspects de la gestion agricole (investissement, rentabilité, financement, production).

Par ailleurs, un des aspects des plus importants du groupement, c'est l'échange d'information, de conseils et de données techniques entre les

Patrick Séguin (à droite) président actuel du Groupement de gestion agricole de l'Ontario en 2005, accompagné des deux conseillers en gestion agricole, Julie Faucher et Luc Gagné.

*Agricom*

agriculteurs eux-mêmes. "L'analyse de groupe", une activité annuelle où les entreprises agricoles comparent leurs données techniques et financières, sert de déclencheur de cet échange très important.

Chaque groupement de gestion est autonome et responsable de toute la régie interne de l'organisation et le conseiller devient un employé du groupement et relève de son Conseil d'administration. Le financement est assuré en partie par des subventions provenant de divers ministères provinciaux et fédéraux, dont Patrimoine canadien et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario. C'est l'Union des cultivateurs franco-ontariens qui a négocié et qui coordonne cette entente de subvention. Les membres défraient une cotisation annuelle qui était de 1 400\$ en 2005.

**Objectifs des groupements :**

- Accroître les habiletés de gestion financière des agriculteurs francophones de l'Ontario et augmenter le taux de rentabilité et de survie des entreprises agricoles francophones;
- Favoriser le regroupement des agriculteurs francophones dans différentes régions de la province afin de leur permettre de briser leur isolement, de partager leurs connaissances, de travailler ensemble à développer des habiletés de gestionnaires modernes en français;
- Mettre à la disposition des agriculteurs francophones des professionnels de la gestion agricole qui dans leur langue aideront les agriculteurs à prendre des décisions éclairées relativement à la rentabilité de leur entreprise, à son transfert d'une génération à l'autre afin de consolider l'ensemble de la base économique de la collectivité agricole francophone de l'Ontario;
- Accroître chez les agriculteurs francophones des habiletés de leadership, la confiance en soi, le goût de l'excellence et la motivation pour réaliser des projets collectifs modernes, qui vont leur permettre de trouver leur juste place sur l'échiquier agroalimentaire mondial.

**Activités :**

- Implantation de la comptabilité, suivi comptable et interprétation de la comptabilité, budgets partiels, mensuels et annuels, conseils en financement ;
- Planification laitière et mise en marché des grains, achats de groupe;
- Évaluation des actifs et des passifs, étude des projets d'investissement, étude de la rentabilité;
- Transfert de ferme, analyse de groupe;
- Activités d'information et sociales, cours techniques et de leadership, support technique.
- Analyse de groupe

En décembre 2000, les services conseils pour les trois groupements de gestion ont été regroupés en un seul point de service au bureau des Groupements de gestion agricole de Prescott à Alfred. En décembre 2003, les deux groupements de gestion de l'Est se fusionnent en un seul sous le nom de "Groupement de gestion agricole de l'Ontario". Le Groupement de gestion agricole du Témiskaming demeure autonome, mais achète ses services conseils du groupement de l'Est.

Une étude démontre au Québec, que les agriculteurs membres d'un syndicat de gestion depuis plus de trois ans ont un revenu net qui dépasse de 35% celui des agriculteurs membres depuis moins de trois ans.

## Chapitre 13

### **Les années 2000: l'environnement, la commercialisation et les jeunes**

**L'**UCFO, un organisme en constante évolution, entre dans le nouveau millénaire avec une équipe de travail qui grandit lentement mais sûrement. Cette équipe se compose d'un secrétaire général, d'un relationniste, d'un conseiller en développement rural, d'une adjointe administrative, d'une agente de développement et d'une coordonnatrice/webmestre. À ce noyau, se greffe le personnel d'*Agricom* qui en 2000 se réorganise avec l'embauche d'un directeur, Pierre-Alain Blais. Ce dernier cumule les tâches de journaliste et de veilleur technologique. Il est entouré d'une préposée aux abonnés, d'un directeur de publicité, d'un éditeur et d'une commis-comptable.

Pierre Glaude démissionne de son poste, mais il continue de travailler à temps partiel pour assurer la transition. Il conserve aussi son poste d'éditeur délégué d'*Agricom*.

#### **Le portail Internet [www.lavoieagricole.ca](http://www.lavoieagricole.ca)**

En mars 2000, on tient au Collège d'Alfred un premier colloque national des agriculteurs et agricultrices francophones pour jeter les bases d'un nouveau réseau associatif dans la francophonie canadienne. L'idée de créer un réseau national germe en 1998, lors d'une rencontre avec la Fédération des agriculteurs et agricultrices francophones du Nouveau-Brunswick. L'UCFO et la Fédération souhaitent établir un lien de communication virtuel pour rompre l'isolement des agriculteurs francophones canadiens qui travaillent dans une industrie où tout se passe presque exclusivement en anglais. L'Année de la francophonie, qui permet d'accéder à des fonds gouvernementaux, se révèle l'occasion idéale pour mettre sur pied ce premier Colloque national. Les objectifs de la rencontre, qui se déroule du 15 au 17 mars 2000, se résument à connaître les autres organisations d'agriculteurs francophones, à déterminer les besoins de réseautage et à établir un suivi pour définir le contenu de ce nouveau réseau. Le thème est "D'abord se connaître" et le but premier demeure toutefois d'échanger en français sur les nouvelles technologies et les pratiques agricoles afin de renforcer les entreprises existantes.

Suite au Colloque national, le projet “Franco-Agri-Tech” démarre grâce à une contribution financière du Bureau des technologies d’apprentissage de 100 000\$ par année pour trois ans. Le projet consiste à créer un site Internet francophone attrayant sous le nom de “La voie agricole” où paraîtra de l’information sur les domaines agricoles. Ce projet interactif développe des hyperliens avec d’autres sites agricoles. De plus, le webmestre de l’UCFO offre aux participants un service de création de sites et de pages Internet personnalisées qui sont hébergés sur le site de l’organisme pour un coût minime. Cet outil de communication permet aux producteurs d’augmenter leur visibilité, de communiquer avec des collègues et d’être en plus à l’affût des derniers développements en agriculture.

À compter de 2001, on offre de la formation à la fois sur des sujets d’intérêt agricole et sur l’utilisation d’Internet. Le journal *Agricom* devient également disponible sur Internet à l’adresse: <http://agri.franco.ca> **(Plus de renseignements sur le portail “La voie agricole” à la fin de ce chapitre)**

Même en 2000, les agriculteurs francophones doivent encore réclamer des formulaires en français pour le programme du gouvernement fédéral d’avance de crédit, une entorse à la *Loi canadienne sur les langues officielles*. L’UCFO doit toujours demeurer vigilante en ce qui a trait aux services en français!

Le Programme d’accès communautaire, le PAC, géré par l’Union continue à se développer et il s’enrichit de trois nouveaux sites. En plus des deux premiers à l’école Sainte-Félicité et au journal *Agricom*, on retrouve maintenant des sites à Marionville, Fournier et Vars. Ces villages peuvent désormais se familiariser avec les ordinateurs et l’Internet grâce au programme gouvernemental et aux efforts de l’UCFO.

Quant au journal *Agricom*, on le dote d’un plan de développement stratégique afin de planifier son évolution et bien sûr de le rentabiliser. On remarque déjà une grande amélioration dans la qualité des articles qui s’accompagne d’une augmentation des abonnements et des revenus de publicité.

### **Centre agricole franco-ontarien du Nord de l’Ontario**

En avril 2000, l’Assemblée générale annuelle se déroule, pour la première fois, dans le Nord, à Earlton, en collaboration avec le Groupement de gestion agricole du Témiskaming. En 1998, l’AGA devait se tenir dans le Nord mais avait été annulée à cause de la tempête de verglas. Pour souligner l’occasion, on procède à l’inauguration officielle du Centre agricole franco-ontarien du Nord, un regroupement de partenaires francophones qui œuvrent dans le domaine de l’agriculture. La pièce maîtresse du mouvement demeure le Groupement de gestion agricole, mais celui-ci travaille, en collaboration, avec des partenaires comme, *Agricom*, l’UCFO, la Caisse populaire d’Earlton et celle de New-Liskeard, afin de coordonner le développement du centre. Il offre aussi un service de correspondant régional au journal *Agricom*. Faute de fonds, cependant, le centre suspend ses activités après un an seulement.

À la 70<sup>e</sup> assemblée générale annuelle, deux résolutions soumises portent sur une demande de changement de nom de l’UCFO. Certains veulent rajeunir le nom et remplacer le mot “cultivateur” par un mot qui reflète mieux la spécificité de l’agriculture de l’an 2000. La deuxième résolution suggère de reconnaître la part des femmes en agriculture dans le choix d’un nouveau nom. Ces résolutions amènent la création d’un comité afin de trouver des

suggestions de nom qui seront ensuite proposés aux membres par sondage.

Au début 2001, on lance officiellement le portail “La voie agricole”, un projet démarré l’année précédente grâce à une subvention du Bureau des technologies d’apprentissage de Ressources humaines du Canada. Ce projet fait suite à l’identification des besoins en réseautage rural établi lors du Colloque national des agriculteurs et agricultrices francophones du Canada en 2000.

Suite à ce colloque, un autre projet se concrétise, soit celui de préparer des échanges avec des jeunes ruraux francophones. Un atelier international de développement de leadership pour jeunes en milieu rural s’organise en collaboration avec l’Institut interaméricain de coopération pour l’agriculture et l’Expo rurale 2001. L’Union obtient les fonds nécessaires pour planifier quatre jours d’activités de développement de leadership pour des jeunes du Canada et de plusieurs pays latins, notamment le Mexique, le Costa Rica et le Chili. Le tout se déroule en français et en espagnol. D’ailleurs, l’Union joue un rôle important dans l’organisation en 2001, de l’Expo rural à Navan, une gigantesque foire agricole internationale. En partenariat avec la Coopérative fédérée, l’UCFO coordonne la mise sur pied et la gestion de la tente des organismes agricoles francophones de l’Ontario.

Depuis sa restructuration, le journal *Agricom* devient une revue convoitée par ses lecteurs et ses annonceurs. L’ajout de couleur sur ses pages frontispices rend la publication beaucoup plus attrayante pour le lecteur. Tout comme le journal, l’UCFO se dote d’un plan de développement stratégique triennal afin de mieux affronter l’avenir et définir ses objectifs, ses projets et priorités.

Les années 2000 demeurent très difficiles pour les agriculteurs avec l’apparition de certaines maladies chez les animaux. La fièvre aphteuse qui frappe l’Europe, le Moyen-Orient, l’Amérique du Sud et même les États-Unis, entraîne la mort de milliers d’animaux et inquiète les producteurs canadiens et ontariens, en plus de leur faire perdre des millions de dollars et la confiance auprès de la population. On entreprend de nombreuses démarches auprès du gouvernement provincial afin qu’il veille à ce que les agriculteurs de l’Ontario soient protégés au cas où cette maladie frappe la province. L’UCFO adopte une résolution dans ce sens à son AGA que l’on transmet aux autorités fédérales et provinciales afin qu’un programme de dédommagement soit établi. Heureusement, le Canada sera épargné!

Les agriculteurs ontariens connaissent aussi à cette époque des problèmes économiques liés aux prix des denrées, car l’aide financière versée aux producteurs ontariens demeure bien moindre que celle du Québec. Des agriculteurs insatisfaits s’organisent sous le nom de “Solidarité” afin d’exprimer une voix unique pour défendre les intérêts des producteurs et faire comprendre le malaise de l’agriculture en Ontario. D’ailleurs, des manifestations en tracteurs se déroulent dans l’Est de l’Ontario. L’UCFO supporte financièrement le mouvement, offre de la publicité gratuite dans son journal et invite ses membres à y participer activement.

### **Assemblée générale annuelle à Windsor**

Comme les membres de l’Union reviennent pleinement satisfaits de la dernière AGA dans le Nord, le Bureau central accepte l’invitation des gens du Sud-Ouest à tenir leur prochaine assemblée annuelle à Windsor, dans le cadre des célébrations du 300<sup>e</sup> anniversaire. En effet,

l'année 2001 marque le tricentenaire de la venue permanente des Français en Ontario et de nombreux événements, tant à Windsor qu'à Détroit, aux États-Unis, soulignent ce fait historique.

Durant l'été, la Caravane du tricentenaire Windsor-Détroit effectue une tournée de la province et elle est accueillie par l'UCFO, lors de son passage dans l'Est. Ces échanges créent des liens plus étroits avec les régions éloignées et elles permettent à l'organisme de recruter de nouveaux membres dans ses rangs.

### **Mérite agricole de l'Association pour l'amélioration des sols et récoltes**

En 2001, l'Association pour l'amélioration des sols et récoltes de Prescott et de Russell organise une soirée de reconnaissance en l'honneur de Pierre Glaude et lui décerne le Prix du Mérite agricole. Les nombreuses années consacrées à l'avancement de l'agriculture valent au récipiendaire une réception des plus chaleureuses. Son engagement, sa persévérance et son militantisme sont soulignés à maintes reprises, tout comme ses innombrables heures vouées à défendre, à promouvoir et à faire progresser l'agriculture en français en Ontario.

### **Pierre Bercier devient président et l'UCFO accroît sa visibilité**

Alain Delorme, président de 1998 à 2002, accède au poste de directeur général de l'UCFO et Pierre Bercier devient le 20<sup>e</sup> président. Le directeur siège également au Conseil de l'adaptation agricole de l'Ontario. Ce conseil étudie des demandes de projets des organismes et les subventionne s'ils rencontrent les critères du Fonds canadien d'adaptation et de développement rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Ces projets visent l'amélioration des Groupements de gestion agricole, la distribution de l'information agricole en français par les médias, l'amélioration du réseautage électronique et la communication avec la clientèle du Conseil de l'adaptation agricole.

La présence accrue de l'UCFO à différents conseils d'administration et comités provinciaux lui confère une plus grande visibilité et une meilleure crédibilité qui contribuent à faire augmenter de façon significative les subventions. Par exemple, la Fondation Trillium lui accorde un montant de 300 000\$ réparti sur trois ans. L'argent assure une partie du financement de fonctionnement de l'organisme et contribue à l'ajout de nouveaux projets. Ainsi, avec ce support financier, on embauche un rédacteur en chef et trois pigistes à *Agricom*, on met en place des journées d'information, on augmente la capacité de représentation et on établit divers projets pour appuyer les agriculteurs dans leur quotidien.

Après trois ans comme agent de développement, Rachelle DesRochers, quitte l'UCFO pour retourner aux études. Son apport au développement de l'organisme s'avère considérable puisque des subventions gouvernementales de 750 000\$ ont permis la création du portail Internet, un support au journal et une planification à long terme. L'UCFO doit se financer à partir de ces projets puisqu'une partie du financement stable accordé depuis 1993 par le gouvernement de l'Ontario a été perdu.

Suite à la proposition de moderniser le nom de l'Union à l'AGA de 2000, le Bureau central effectue en 2002 un sondage. La participation s'avère excellente puisque 58% des membres y répondent. Ce sera toutefois le statu quo puisque le nom d'origine domine parmi une

## **Le Réseau de jeunes entrepreneurs en agroalimentaire (RJEA)**

Le Réseau de jeunes entrepreneurs en agroalimentaire, mis sur pied en mars 2003, œuvre au sein de l'Union des cultivateurs franco-ontariens. Il est un regroupement d'intervenants en agroalimentaire qui mettent en commun leurs connaissances pour se doter d'outils de développement afin de pratiquer la commercialisation de leurs produits selon les concepts de valeur ajoutée et de chaîne de valeur. Leur avenir repose sur leur capacité de se réseauter afin de devenir un point de référence francophone en agroalimentaire.

Le RJEA est formé de quelques 130 participants principalement de l'Ontario mais aussi du Québec. On retrouve des grossistes, des détaillants, des restaurateurs, des conseillers, des exploitants agricoles traditionnels et non-traditionnels, des entrepreneurs potentiels, des mentors et des apprentis qui proviennent de la jeunesse rurale et de la relève agricole.

Le projet de création d'un Réseau de jeunes entrepreneurs en agroalimentaire est axé sur le développement d'entreprises à valeur ajoutée et financé, entre autres, par l'Initiative des petits projets "CanAdapt", du Conseil de l'adaptation agricole de l'Ontario. Une étude réalisée, en 2000, par l'UCFO et le Collège d'Alfred de l'Université de Guelph, fait ressortir les obstacles au développement des produits agroalimentaires à valeur ajoutée dans les communautés rurales de l'Est ontarien. L'étude conclut que la majorité des difficultés pour le développement sont reliées à des facteurs sociaux comme le manque d'infrastructure, d'encadrement, de pistes, de stimulation et d'intérêt tant sur le plan local qu'agroalimentaire. L'analyse de tous ces facteurs amène l'UCFO à développer l'idée de la création d'un réseau axé sur les jeunes entrepreneurs pour diminuer les contraintes qui nuisent au développement d'entreprises à valeur ajoutée et contribuer au développement rural de la région.

Le Symposium économique sur les chaînes de valeur et la valeur ajoutée s'avère le coup d'envoi de l'organisme. Intitulé "L'Agriculture en tête de la chaîne!", il se déroule le 26 mars 2003, au Collège d'Alfred et regroupe 75 participants qui proviennent de l'Est ontarien mais aussi du Sud-Ouest de la province et du Québec.

Les services offerts aux membres consistent dans l'organisation d'activités, la visite de fermes, les ateliers de formation, les forums de discussion, l'accès à des outils et des ressources, comme des points de vente, l'accès à un bulletin électronique *Info-Rézo* et des moyens qui permettent le réseautage et l'entraide. Enfin, il permet une représentation à la Table ronde de la jeunesse sur l'environnement.

La mission du RJEA consiste à contrer le phénomène de l'exode rural en permettant aux jeunes entrepreneurs de faire connaître et de commercialiser leurs produits agricoles et d'en développer de nouveaux. Il offre des outils et des concepts qui favorisent le développement d'entreprises à valeur ajoutée. Les chaînes de valeur et la mise en marché des produits régionaux contribuent à revitaliser la communauté rurale de l'Est ontarien et des régions environnantes. L'initiatrice de ce réseau est Christine Rieux, une diplômée du Collège d'Alfred.



Lors de l'assemblée générale de l'UCFO en 2002, les liens entre l'Union des cultivateurs franco-ontariens et l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA) ont été resserrés davantage par la présence fort appréciée du président de l'UPA, Laurent Pellerin (à dr.), qui plaisante ici avec son homologue de l'UCFO, Pierre Bercier.

dizaine de choix proposés.

En 2002, des amendements aux Statuts et Règlements permettent la fusion du poste de secrétaire avec celui de trésorier. Alain Delorme quitte la direction générale après 18 mois et il est remplacé par Nadia Carrier qui devient la première femme à occuper ce poste.

Parmi les projets amorcés en 2002, qui se concrétisent l'année suivante, mentionnons le Groupement de gestion agroenvironnemental de l'Ontario (GGAEO), le Réseau des jeunes entrepreneurs en agroalimentaire (RJE) et la section jeunesse de La voie agricole, tous des projets subventionnés par le Conseil de l'adaptation agricole de l'Ontario.

En février 2003, on procède au Collège d'Alfred aux lancements du GGAEO et du RJE. Ces initiatives aident les jeunes ruraux à demeurer dans leur milieu et fournissent des ressources pour le développement d'entreprises locales. **(Voir les articles sur ces deux nouveaux regroupements dans la page précédente et la page suivante)**

Le premier symposium économique traitant des concepts de chaînes de valeur et de valeur ajoutée pour maximiser le développement des entreprises voit le jour en 2003. L'événement se répète lors de l'AGA de 2004. Ces ateliers s'intéressent aux méthodes alternatives de commercialisation et de transformation des produits de la ferme afin de conquérir de nouveaux marchés.

### **Les 20 ans d'Agricom**

En 2003, le journal *Agricom*, la seule revue agricole d'expression française en Ontario, fête ses vingt ans. Cet anniversaire mérite d'être souligné puisque la plupart des journaux communautaires ne survivent que quelques années. En réalité, on peut presque affirmer que la

publication de chaque numéro s'avère un miracle! Acheté par l'UCFO en 1984, sous un coup d'audace, le journal nécessite depuis ses débuts un travail acharné de la part du personnel qui ne compte pas ses heures. En fait, *Agricom* n'a jamais manqué une date de tombée, même durant la crise du verglas. Sa réussite réside aussi dans la fidélité de ses lecteurs, de ses annonceurs et de ses collaborateurs. **(Plus de détails dans l'article sur *Agricom* à la fin du chapitre 11)**

L'année 2003 se termine bien avec une entente de partenariat avec le Développement des ressources humaines du Canada pour la création d'emplois. Ainsi, l'UCFO embauche huit personnes pour travailler à des projets spécifiques, notamment au journal, aux Fêtes du 75<sup>e</sup> anniversaire, à de l'aide technique au Collège d'Alfred, à l'identification de puits en milieux ruraux et à la coordination de la fête gourmande "Ô Délice".

Après des tournées de consultation en province, l'UCFO élabore un Plan triennal de développement stratégique qui est adopté à l'AGA de 2004. Les consultations font ressortir plusieurs similitudes: les producteurs désirent des services en français, une répartition plus équitable des revenus et une meilleure connaissance des consommateurs envers l'agriculture.

## **Le Groupement de gestion agroenvironnementale de l'Ontario**

Le Groupement de gestion agroenvironnementale de l'Ontario (GGAEO) voit le jour, à Alfred, le 25 mars 2002. Sa fondation se fait grâce à l'obtention par l'Union des cultivateurs franco-ontariens d'une subvention du Conseil de l'adaptation agricole de l'Ontario. Le but est de faire face aux nouveaux défis environnementaux en production agricole. Dans un contexte de mondialisation, de concurrence et de production de masse, les méthodes de production agricole doivent s'orienter davantage vers la protection de l'environnement. Il se compose d'une quarantaine de membres répartis dans cinq comtés de l'Est de l'Ontario, soit Prescott, Russell, Glengarry, Stormont et Grenville et son siège social est situé à Alfred.

Le GGAEO est administré par un conseil d'administration composé d'un président, d'un secrétaire-trésorier et de six conseillers. Ces derniers embauchent un conseiller en agroenvironnement qui accompagne et oriente les producteurs et leurs entreprises vers de hauts niveaux de productivité tout en protégeant l'environnement. Le conseiller participe à l'encadrement, à la conception des programmes de fertilisation et à la réalisation de divers projets qui touchent des pratiques agricoles exemplaires.

Le GGAEO vise le développement durable des entreprises agricoles en pratiquant des méthodes respectueuses de l'environnement, jumelées à de saines pratiques de gestion. Il tend à l'amélioration, à la viabilité, à la compétitivité et à l'efficacité des fermes de la région et à la diminution des risques environnementaux reliés aux pratiques agricoles.

Parmi les nombreux services offerts aux membres, mentionnons l'analyse des sols, le contrôle de la qualité des semis, le dépistage des mauvaises herbes, le suivi des champs, l'assistance dans la choix d'herbicides, la gestion des éléments nutritifs, les journées d'information et de formation, les visites et les voyages d'étude, l'aménagement des berges et les conseils pour la plantation d'arbres et bien d'autres encore.

## Les grandes célébrations du 75<sup>e</sup> anniversaire de fondation

En 2004, l'UCFO célèbre en grande pompe son 75<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Afin de célébrer dignement cet anniversaire, on crée un comité composé de six membres pour planifier des activités tout au cours de l'année. Les membres sont: Étienne Séguin, président, André Chabot, Pierre Glaude, Alain Lavigne et Pierre Bercier.

Pour l'occasion, on monte une comédie musicale qui évoque l'histoire des Franco-Ontariens de l'Est ontarien, l'évolution de l'agriculture et parallèlement celle de l'Union. La comédie musicale intitulée "Les noces d'Antoine et de Corine", est écrite par Lucie et Jean-Marie Séguin, et Julie Henri. Elle s'inspire des célèbres chroniques du Père Itoine, un personnage du quatrième âge qui depuis plus de dix ans, livre ses réflexions aux lecteurs d'*Agricom*. La distribution se compose principalement d'agriculteurs de l'Est ontarien et de leurs familles. Le spectacle grandiose compte des dizaines de comédiens, musiciens et chanteurs et il est présenté à six reprises durant l'année.

On réserve toutefois la première représentation pour le banquet annuel de l'AGA qui a eu lieu le 27 mars 2004, à Embrun. L'invité d'honneur, Madeleine Meilleur, ministre de la Culture et responsable des Affaires francophones de l'Ontario est entourée des députés régionaux Don Boudria et Jean-Marc Lalonde et de nombreux dignitaires dont Laurent Pellerin, président de l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA), et une foule d'environ 400 invités assistent à la présentation qui connaît un vif succès.

Pour la première fois, la Chambre des communes à Ottawa honore l'UCFO par l'entremise du député fédéral Don Boudria, qui s'adresse aux membres du Parlement pour souligner l'événement historique. On retrouve l'extrait de cette allocution dans le *Journal des débats* de la Chambre des communes du 29 mars 2004.

En août, une grande fête champêtre sur les lieux mêmes des bureaux de l'UCFO attire aussi plus de 300 membres, amis et collaborateurs. Cette fête qui se voulait une activité familiale, a offert des activités pour les grands et les petits. L'événement a débuté par une messe solennelle célébrée par M<sup>re</sup> Gérard St-Denis et co-célébrée par le diacre permanent André Pommerville, agronome bien connu et membre du personnel de l'UCFO. La chorale de Ste-Félicité de Clarence Creek a animé le chant.

Suite à la traditionnelle épluchette de maïs, les participants ont eu droit à une prestation musicale et à un tour de chant mettant en vedette des artistes bien connus de chez nous, dont Bobby Lalonde de réputation internationale et l'agriculteur-folkloriste Louis Racine et ses musiciens qui partagent leur temps entre la ferme et le spectacle. Se sont joints à eux, des interprètes et des chanteurs-compositeurs locaux très appréciés.

Au grand désappointement de tous, la fête s'est terminée abruptement en fin d'après-midi, en raison d'un violent orage électrique.

Le maître de cérémonie, André Chabot, a rendu hommage à tous les musiciens, chanteurs et chanteuses qui ont participé bénévolement à cette fête et a souligné les talents de la coordonnatrice de la fête, Lyne Couture.

Bien entendu, il ne fallait pas rater l'occasion de familiariser le grand public avec l'agriculture moderne. La famille de Pierre Bercier, président de l'Union des cultivateurs, a donc été l'hôte d'un événement portes ouvertes le 12 septembre 2004. Les convives ont pu visiter



*Agricom*, 27 mars 2004

À l'occasion des célébrations du 75<sup>e</sup> anniversaire de fondation de l'UCFO, on monte une comédie musicale intitulée "Les noces d'Antoine et de Corine", qui évoque l'histoire des Franco-Ontariens de l'Est ontarien, l'évolution de l'agriculture et parallèlement celle de l'Union.



La comédie musicale "Les noces d'Antoine et de Corine" a été écrite par Lucie et Jean-Marie Séguin (au centre), et Julie Henri (à dr.). Elle s'inspire des célèbres chroniques du Père Itoine, un personnage du quatrième âge qui depuis plus de dix ans, livre ses réflexions aux lecteurs d'*Agricom*. À gauche, Étienne Séguin, président des festivités du 75<sup>e</sup>. Ce dernier est le fils de Lucie et Jean-Marie, producteurs agricoles de St-Pascal-Baylon, dans l'Est ontarien.

*Agricom*, 27 mars 2004



*Agricom, 27 mars 2004*

La distribution des "Noces d'Antoine et de Corine" se compose principalement d'agriculteurs de l'Est ontarien et de leurs familles. Le spectacle grandiose compte des dizaines de comédiens, musiciens et chanteurs et il est présenté à six reprises durant l'année 2004. Ici, on reconnaît Pierre Séguin, Guy Desjardins, Robert Dessaint et Pierre Bercier.



Une messe solennelle des cultivateurs a été célébrée sous la tente à l'occasion de la fête champêtre qui a eu lieu au siège social de l'Union des cultivateurs. On reconnaît sur la photo, M<sup>gr</sup> Gérard St-Denis (à dr.) accompagné d'André Pommainville, diacre permanent, agronome et membre du personnel de l'UCFO, ainsi que Rita Dessaint.

*Photos Isabelle Lacoursière, 29 août 2004*



Une grande fête champêtre sur les lieux mêmes de la maison de l'UCFO, le 29 août 2004, attire plus de 300 membres, amis et collaborateurs. Suite à la traditionnelle épluchette de maïs, les participants ont eu droit à une prestation musicale et à un tour de chant mettant en vedette des artistes bien connus de chez nous, dont l'agriculteur-folkloriste Louis Racine et ses musiciens qui partagent leur temps entre la ferme et le spectacle. En médaillon, Pierre Glaude a surpris Bobby Lalonde (au violon) avec sa "mini" musique à bouche à 5 notes d'un pouce de long.

*Agricom*, 29 août 2004

l'étable et les autres équipements ultra modernes, visiter de nombreux kiosques traitant de divers aspects de la production agricole et agroalimentaire et assister à plusieurs conférences sur la production animale. Le concepteur de la nouvelle étable des Bercier, l'ingénieur Yves Choinière, en a étonné plusieurs en expliquant dans les détails comment le bâtiment était conçu pour assurer le meilleur confort possible aux animaux, réduire au minimum le temps de travail et produire un lait qui réponde aux plus hautes normes de qualité.

À l'heure du dîner, un excellent méchoui était servi, co-animé par le relationniste de l'UCFO, André Chabot et Luc Mallette, comédien de la télésérie "Fran-Cœur", une série dramatique qui s'inspire des succès et des difficultés de l'agriculture moderne en Ontario français et qui est tournée dans l'Est, dans la région d'Alfred.

### La maladie de la vache folle

On a le cœur à la fête, mais comme d'habitude, il y a toujours une ombre au tableau. En mai 2003, une vache albertaine contracte l'encéphalopathie spongiforme bovine, mieux connue sous le nom de maladie de la "vache folle". C'est le début d'une saga qui entraîne la fermeture des marchés américains pour l'exportation des animaux de boucherie. Ce geste provoque une crise sans précédent pour les producteurs canadiens.

Depuis, l'embargo américain demeure un sujet d'actualité et l'UCFO encourage le gou-



Agricom, 12 septembre 2004



La famille de Pierre Bercier, président de l'Union des cultivateurs, a été l'hôte d'un événement portes ouvertes le 12 septembre 2004. Les convives ont pu, entre autres, visiter l'étable ultra moderne, qui aux dires du concepteur de celle-ci, l'ingénieur Yves Choinière (ci-haut), a été conçue pour assurer le meilleur confort possible aux animaux, réduire au minimum le temps de travail et produire un lait qui réponde aux plus hautes normes de qualité. Ci-contre, Louise Péladeau-Bercier et Pierre Bercier, propriétaires de la ferme, accompagnés de leurs deux filles, Émilie-Jeanne et Marie-Ève.

vernement fédéral pour qu'il fasse avancer ce dossier prioritaire. De plus, elle fait pression auprès du gouvernement provincial pour qu'il débloque des fonds d'urgence pour venir en aide aux producteurs de bovins qui font face à d'importants manques de liquidité.

La situation de l'agriculture, déjà en difficulté, devient critique et plusieurs agriculteurs sont presque acculés à la faillite. Le ministre de l'Agriculture de l'Ontario, Steve Peters, annonce, en décembre 2004, des mesures totalisant 188 millions \$ pour soulager les besoins financiers immédiats du secteur agricole et pour permettre aux producteurs de passer au travers de la crise provoquée par cette nouvelle maladie. Pour sa part, le gouvernement canadien a mis en place une nouvelle stratégie de près de 800 millions \$ pour aider l'industrie des animaux d'élevage à se repositionner et à retrouver sa rentabilité à long terme.

---

---

## **La Voie Agricole**

### **[www.lavoieagricole.ca](http://www.lavoieagricole.ca)**

En 1999, l'UCFO reçoit une subvention gouvernementale qui lui permet de préparer une demande pour un projet de création d'un site Internet relié au domaine de l'agriculture. Grâce à cette première contribution du Bureau des technologies d'apprentissage (BTA) des consultations sont organisées avec des gens du milieu afin de connaître les intérêts des agriculteurs à participer à un tel projet ainsi que leurs besoins respectifs pour le développement d'un site Internet dynamique et interactif.

Après la collecte de tous les commentaires, le projet "La connexion d'apprentissage Franco Agri Tech" est déposé et accepté par le ministère du Développement des Ressources humaines du Canada qui lui assure un financement pour trois ans. Les objectifs de La Voie agricole demeurent la diffusion de l'information et la couverture de tous les aspects du monde agricole.

Après le lancement d'un concours pour trouver le nom du nouveau portail Internet francophone, le projet démarre en janvier 2001 et le lancement s'effectue en septembre de la même année.

Après seulement quelques mois d'activités le site maintient un nombre d'utilisateurs constant puis avec la reconnaissance par les annuaires et moteurs de recherche mondiaux, l'achalandage du site croît de mois en mois. Dès que vous tapez sur les mots "agricole" et "Ontario", le site La Voie Agricole apparaît.

Depuis son lancement, le nombre d'internautes ne cessent d'augmenter avec maintenant 25 000 visiteurs par mois provenant du Canada francophone, de l'Europe, et de plusieurs pays d'Afrique. Ces chiffres éloquents démontrent un réel besoin parmi la population car il demeure le seul portail agricole francophone en dehors du Québec. Le site réparti en 11 secteurs agricoles offre une multitude de possibilités.

Les utilisateurs trouvent des services interactifs comme l'annonce d'événements agricoles avec le calendrier, de la publicité d'entreprises avec les brochures virtuelles, la vente, l'échange ou l'achat de produits et services dans les annonces classées du site avec les "P'tites puces agricoles".

Parmi toutes les sections, la "Nouvelle du jour", est la plus visitée, car elle publie quotidiennement de l'information sur l'actualité agricole, au rythme des événements. Le calendrier d'événements, la section horticulture, la section logiciels en français sur l'agriculture, l'information météo et les manchettes en direct de Radio-Canada contribuent au succès du site.

Le journal *Agricom*, la seule revue agricole d'expression française de l'Ontario, publiée par l'UCFO aux deux semaines, propose dans la section "en ligne", une série d'articles intéressants sur l'actualité agricole. Ce partenariat permet aussi d'alimenter le site Internet avec les articles du journal et contribue largement à faire connaître l'Union des cultivateurs franco-ontariens.

La Voie agricole innove encore avec la création, en 2003, d'un tout nouveau volet destiné aux jeunes. La section "Jeunesse" permet tout en s'amusant de découvrir le monde de l'agriculture. On y retrouve des jeux, des fiches intéressantes et éducatives sur l'agriculture dans les différentes sections. La section "Savais-tu que" qui se consacre à l'histoire de l'agriculture en général, à la géographie par la découverte de l'agriculture dans différents pays du monde, aux arts avec des idées de bricolage et de dessins reliés à l'agriculture et la traduction du vocabulaire agricole en cinq langues lui confère un caractère pédagogique. Certaines activités et informations rejoignent déjà les objectifs du curriculum du ministère de l'Éducation de l'Ontario et la promotion pour le site est faite dans les écoles. Cette nouvelle section se veut un véritable outil d'apprentissage pour les jeunes, les parents et les éducateurs.

Malgré toutes ces nouveautés, le mandat premier du site Internet demeure la fabrication d'une quantité d'outils mis à la disposition des agriculteurs pour les aider dans leur travail, les rejoindre et les faire communiquer entre eux, puisque les distances n'existent plus avec Internet.

La voie agricole, la source d'information indispensable pour le monde de l'agriculture contribue à briser l'isolement, longtemps perçu comme un facteur de stagnation en agriculture.

Jeudi, le 24 février 2005

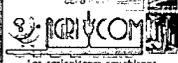


**L'Union des cultivateurs franco-ontariens**

Accueil | L'Équipe | Mission/Mandat | Services | Conseil d'administration | Activités | Pour nous joindre | Membres

---

**Actualités**



Les agriculteurs envahissent Queen's Park

Nouvelles du jour

**Ottawa Valley Harvestore Systems**

Votre marchand autorisé Harvestore et Rovibec 1 800 767-7940

**Babillard International**

**Événements**

Abonnez-vous à notre journal Agricom, la seule revue agricole d'expression française de l'Ontario!

**Répertoires**

**Annuaire des entreprises**



**La source d'information indispensable pour le monde de l'agriculture!**

---

**Nouvelles du jour**

**Conflits liés aux pratiques agricoles - le gouvernement de l'Ontario privilégie la médiation**

Faisant suite aux recommandations de l'équipe de consultation du secteur agricole, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, M. Steve Peters, affirme que le gouvernement de l'Ontario misera davantage sur la Loi sur la protection de l'agriculture et de la production alimentaire (LPAPA) pour la résolution de conflits liés à la pratique agricole. Parallèlement, M. Peters souligne qu'il y a eu collaboration avec la Commission de protection des pratiques agricoles normales pour qu'une audience soit un outil de dernier recours pour résoudre ces conflits.





Ottawa  
Ciel voilé  
**Météo Média**  
-9 °C

Autres villes

---

**Le Quotidien de la gestion agricole**



**Des poivrons hauts en couleurs provenant de producteurs innovateurs**

**PETROLIA, Ontario** - La couleur orangée des poivrons attire beaucoup l'attention, mais il n'y a pas que cela d'intéressant à la compagnie Enniskillen Pepper Co Ltd. [L'HISTOIRE COMPLÈTE](#)



**Une promesse de meilleurs profits**

Un commentaire de Radio-Canada par Norman Dunn : Il n'y a pas si longtemps, la seule garantie que l'on obtenait lorsque l'on construisait une nouvelle grange sur la ferme, c'était que le nouveau bâtiment ne serait pas rongé par la rouille ou que le toit ne coulerait pas ou n'allait pas s'effondrer avant 15 ou 20 ans. [L'HISTOIRE COMPLÈTE](#)

**Secteurs agricoles**

**Agro-foresterie**

La saison du sirop d'érable devrait débiter bientôt! Bien que l'on sente que le soleil devient de plus en plus chaud, la saison des sucres se ferait encore attendre, selon les ...

**Floriculture**

L'industrie ontarienne de l'argousier se développe Le développement d'une chaîne de valeur pour produire, transformer et commercialiser l'argousier ontarien ainsi que ses pro...

---

**Calendrier**

**Eco Farm Day**  
Journée d'information annuelle organisée par le Canadian Organic Growers qui s'adresse aux producteurs qui s'intéressent à l'agriculture biologique. Le 26 février à Cornwall (On).

**Les manchettes en direct avec**

 Radio-Canada.ca

**Les Marchés**

- ▶ Les céréales
- ▶ Le quota laitier
- ▶ Éval. génétique
- ▶ Le porc
- ▶ Les oeufs
- ▶ La volaille
- ▶ Le boeuf
- ▶ Toronto
- ▶ Winnipeg
- ▶ Vancouver
- ▶ Chicago
- ▶ Chicago Mercantile
- ▶ Philadelphie
- ▶ New York
- ▶ Nasdaq
- ▶ Dow Jones

## Conclusion

L'Union des cultivateurs franco-ontarien (UCFO) est fondée en 1929 dans le but de protéger la classe agricole canadienne-française de l'Ontario et de l'organiser au point de vue économique, national et religieux. Dès ses débuts, l'Union rêve de bâtir un organisme provincial composé de syndicats paroissiaux qui seraient regroupés en Unions régionales reliées à l'Union provinciale dans toutes les régions de l'Ontario où vivent les agriculteurs francophones. Même si à différentes périodes, l'UCFO fait des percées importantes dans les régions du Nord et quelques tentatives fructueuses dans les comtés de Kent et Essex, dans le Sud-Ouest, elle ne réussira jamais à devenir un organisme véritablement provincial à cause de l'éloignement et de la dispersion des francophones en Ontario, et de ses faibles moyens financiers.

En réalité, les grandes distances qui séparent le Bureau central, toujours localisé dans l'Est, des régions éloignées, combinées avec le manque de ressources financières et surtout de communication ne permettront jamais à l'UCFO de s'implanter de façon permanente dans les autres centres francophones de la province. Encore aujourd'hui, la majorité des membres proviennent des régions de l'Est, particulièrement des Comtés unis de Prescott et Russell. Par contre, des délégations de l'Ontario français se font un point d'honneur d'assister aux Assemblées générales annuelles.

Comme les syndicats n'existent plus depuis peu, il s'avère maintenant plus simple d'être membre et d'avoir droit de vote à titre individuel. Par ailleurs, avec la simplification des moyens de communication, particulièrement avec l'informatique, il devient plus facile d'informer et de communiquer avec les membres, de créer des partenariats et de travailler ensemble à divers projets.

Cela dit, on peut cependant affirmer que l'UCFO a eu, dans de nombreux temps forts de son existence, un rayonnement véritablement provincial en ce sens qu'elle a obtenu de grandes victoires qui ont servi tous les agriculteurs franco-ontariens, qu'ils aient été membres ou non de l'organisme. On n'a qu'à penser aux luttes pour exempter les jeunes agriculteurs de la conscription, son insistance constante pour obtenir des agronomes bilingues dans tous les bureaux de la province, à ses inlassables revendications pour obtenir des formulaires et de l'information technique en français, et à l'obtention d'un collège d'agriculture francophone qui a pour mission de desservir tous les Franco-Ontariens. Et que dire de la mise sur pied de nombreuses caisses populaires et coopératives dans toutes les régions de la province.

Depuis 1989, année durant laquelle *Agricom* devient un journal provincial, ce rayonnement de l'Union devient quelque chose d'encore plus concret et à ceci s'ajoutera en 2000, son portail Internet sur lequel tous les agriculteurs francophones de l'Ontario (et d'ailleurs) peuvent se brancher.

Depuis qu'elle est reconnue par un arrêté en conseil du gouvernement de l'Ontario dans le cadre de la *Loi de 1993 sur l'inscription des agriculteurs et du financement stable des organisations agri-*

*coles*, l'UCFO travaille et revendique dans la mesure de ses moyens en tenant compte des intérêts de tous les agriculteurs francophones de la province et non seulement de ceux de ses membres.

Depuis sa fondation, l'UCFO a dû relever plusieurs défis de taille et traverser de nombreuses crises. Si elle a passé au travers de plusieurs années de vaches maigres, c'est grâce au dévouement, à l'imagination et à la planification de ses dirigeants et de ses membres. Le secret de cette longévité réside en grande partie dans la fidélité de ses membres à une mission et à des idéaux. En effet, tous œuvrent à mettre sur pied une organisation agricole professionnelle administrée pour et par les agriculteurs afin de faire avancer les causes linguistiques et socio-économiques de la classe agricole et rurale. À l'UCFO, il n'y a pas de place pour des compromis qui vont à l'encontre des idéaux des fondateurs et cela peu importe la situation financière.

Depuis les débuts, l'autre force de l'organisme demeure la qualité de ses dirigeants et de son personnel, particulièrement des présidents et des secrétaires. Encore aujourd'hui, travailler pour l'UCFO, c'est se battre quotidiennement pour l'avancement de la cause tout en oubliant qu'on pourrait avoir une plus grande sécurité, un meilleur salaire et plus d'avantages sociaux en ville.

Les prochaines décennies seront cruciales pour l'UCFO, pour l'agriculture et le monde rural. Tous devront se préparer à de grands changements avec, entre autres, la mondialisation des marchés, les difficultés économiques, les maladies infectieuses, les dérangements climatiques causés par le réchauffement de la planète ou encore le dépeuplement des campagnes et l'expansion des villes sur le territoire agricole. La relève agricole demeure également un problème. Présentement, l'âge moyen des agriculteurs canadiens dépasse largement les 35 ans. En réalité, de nombreux jeunes continuent à désertir la profession avec ses taux d'endettement élevés et ses risques de toutes sortes. De plus, les heures de travail demeurent longues et ardues malgré les technologies modernes. Cependant, même si la relève est peu nombreuse, il est réconfortant de constater qu'elle est d'une qualité exceptionnelle!

Dans ce contexte, il s'avère primordial que l'Union des cultivateurs franco-ontariens puisse se préparer à faire face aux nombreux changements de l'avenir qui auront un impact certain sur son évolution et sur celle des producteurs agricoles. Ces derniers auront besoin plus que jamais d'une association forte et dynamique pour les aider à défendre, dans leur langue, leurs intérêts auprès des décideurs.

La protection de la ferme familiale traditionnelle, qui est encore le modèle le plus répandu au pays, demeure une préoccupation constante pour l'UCFO, car aura-t-elle encore sa place dans le climat politique et économique de l'avenir? Ce type d'entreprise, qui a bien servi dans le passé, va-t-il s'adapter à une production agricole qui demande plus de compétitivité et de flexibilité? Le nombre d'entreprises agricoles diminue année après année, tandis que les fermes restantes prennent de l'ampleur et deviennent parfois de véritables entreprises industrielles de plus en plus spécialisées et difficiles à gérer. Bref, voilà les principaux enjeux auxquels l'UCFO devra faire face.

À l'aube d'un nouveau millénaire, l'UCFO peut s'appuyer sur ses 75 ans d'histoire, son équipe et ses membres pour s'adapter aux changements et relever les nombreux défis qui attendent le monde agricole et rural, particulièrement en Ontario français.

# ANNEXES

The table is oriented vertically on the right side of the page. It consists of approximately 10 columns and 20 rows. The text within the cells is extremely small and illegible, appearing as thin horizontal lines and small clusters of characters. The table structure is defined by vertical lines separating the columns and horizontal lines separating the rows.

## Annexe A

### La Galerie du Mérite agricole franco-ontarien

Cet honneur est décerné, à titre posthume, à des personnes qui ont contribué, d'une façon exceptionnelle, au développement, au bien-être et à l'épanouissement de la population rurale francophone de l'Ontario.

Le Mérite agricole veut reconnaître publiquement des femmes et des hommes qui, au cours de leur vie, ont marqué de façon significative l'histoire de l'agriculture franco-ontarienne. Le président du Comité consultatif du Collège d'Alfred et ancien président de l'UCFO, Alain Lavigne, s'avère l'instigateur de la création de cette galerie, une salle spéciale pour faire connaître les personnalités marquantes et le passé agricole des francophones de l'Ontario.

Ce projet devient réalité dans le cadre des activités spéciales du centenaire du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario, en 1988, de concert avec le Collège d'Alfred et la communauté agricole franco-ontarienne. Cette galerie composée de portraits souvenirs des lauréats et décorée de photos anciennes témoigne de la vie rurale et de l'agriculture d'autrefois.

La cérémonie du Mérite agricole franco-ontarien se déroule, au printemps, lors de la remise des diplômes aux étudiants du Collège d'Alfred de l'Université de Guelph. Cette distinction s'accompagne d'une plaque souvenir et d'un portrait offerts par l'Union des cultivateurs franco-ontariens. Au cours des années 1988, 1989, 1990 et 1991 deux récipiendaires ont été choisis annuellement mais, depuis 1992, une seule personne reçoit le Mérite agricole franco-ontarien.

### ***Des scènes et des personnages agricoles du passé qui inspirent***



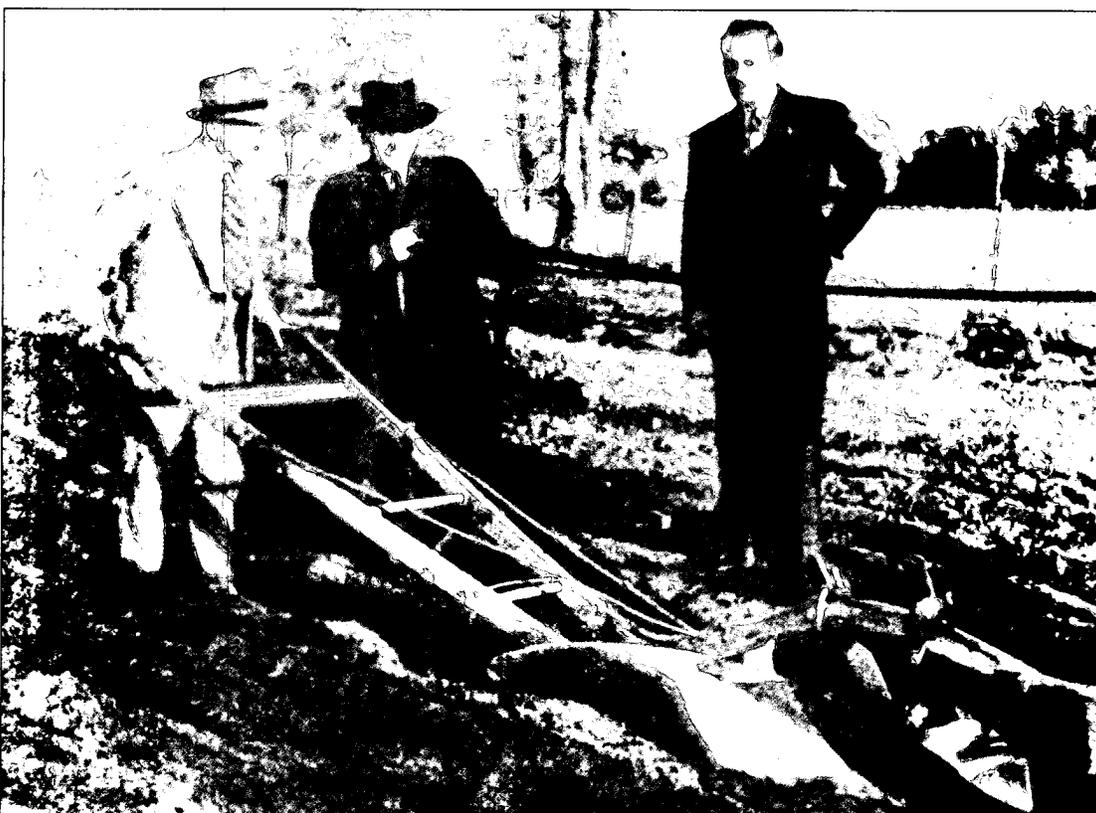
Ouverture officielle de la Galerie du Mérite agricole franco-ontarien, le 27 mars 1988 : (de gauche à droite), MM. Jean Poirier, alors député de Prescott-Russell; Gérald Joly, alors maire du village d'Alfred; Clare Rennie, alors sous-ministre adjoint, technologie et services régionaux; Alain Lavigne, alors président du Comité consultatif du Collège d'Alfred et Marcel Paulhus, directeur du Collège d'Alfred à l'époque.

## Liste des récipiendaires

### 1988 – Ferdinand Larose (1889-1955)

Diplômé de l'Institut agricole d'Oka, en 1918, il est recruté pour devenir le premier agronome francophone embauché par le département d'Agriculture de l'Ontario, pour desservir les agriculteurs des comtés de Prescott et de Russell. Avec l'ouverture d'un bureau d'agriculture à Plantagenet en 1919, les cultivateurs francophones de Prescott et de Russell peuvent enfin compter sur un support technique en agronomie. En faisant l'inventaire des terres de la région, il constate que l'érosion des sols favorisée par l'exploitation forestière et les feux de forêt ont transformé une bonne partie des terres en un désert de sable appelé "le désert de Bourget". L'érosion de ces terres avait d'ailleurs entraîné un important glissement de terrain près de Lemieux en 1920. Pour faire face à cette situation il suggère de reboiser la forêt dans la région de Bourget, Casselman et Limoges et de transplanter de nouveaux peuplements de bois d'œuvre afin de protéger les terres arables de cette région. Ses efforts portent fruit et en 1928, les autorités régionales et gouvernementales s'entendent pour gérer cette forêt et planter 6 000 pins.

Aujourd'hui avec ses 18 millions d'arbres sur près de 11 000 hectares, c'est la plus grande forêt plantée de mains d'hommes au Canada. Surtout reconnu comme le responsable du reboisement de la forêt qui porte son nom, Ferdinand Larose, laisse également sa marque comme l'instigateur dans le développement de nouvelles cultures comme celle du houblon, du lin et du trèfle rouge afin de palier à la situation difficile des années 30 de la Grande dépression économique. Il favorise le développement de l'industrie laitière par le remplacement des troupeaux laitiers par des animaux pur-sang Holstein, Ayrshire et Jersey, qui, aujourd'hui, font l'excellence des fermes laitières de Prescott et de



U. d'Ottawa, CFCE, *La Terre Ontarienne* Vol. 1 no. 11, nov. 1947, PER873.

Photo d'époque de l'agronome Ferdinand Larose (au centre, tenant les guidons) alors qu'il montre à Georges Bouchard (à gauche), alors sous-ministre adjoint de l'Agriculture au fédéral, comment ouvrir un sillon au concours de labour du canton de Clarence (comté de Russell). À droite, le maire G. Landry. Tiré de *La Terre ontarienne*, novembre 1947.

Russell. Durant les années 20 et 30, il organise avec la participation des écoles de rang et de quelques leaders, des clubs agricoles pour les jeunes filles et garçons. Par l'entremise de ces clubs, il transfère des connaissances nouvelles auprès des futurs agriculteurs, comme l'importance d'utiliser des nouvelles semences et des produits supérieurs afin d'améliorer les rendements.

En 1932, il fonde l'Association des producteurs de semence de la vallée de l'Outaouais et en 1934, l'Association des laboureurs des comtés de Prescott et de Russell. En 1943, grâce à son apostolat auprès des jeunes fils de cultivateurs, 19 jeunes gens fréquentent l'Institut agricole d'Oka. Travailleur infatigable et généreux de son temps, il prodigue souvent ses conseils agricoles le dimanche après la messe. Pendant la Seconde guerre mondiale, c'est à lui que les cultivateurs s'adressent pour démontrer que leurs fils sont essentiels comme main-d'œuvre agricole et ainsi obtenir des exemptions de service militaire pour leurs fils. Imaginez le genre de pressions qu'on exerçait sur lui! Cet agronome de grand mérite laisse à la collectivité une magnifique forêt de pins rouges et de pins blancs, qui offre de nombreuses possibilités de récréation et qui assure un milieu de vie exceptionnel pour la faune et la flore de la région. Peu d'hommes parviennent à laisser une empreinte durable, une œuvre qui les immortalise comme celle qu'il a laissée à la collectivité.

#### **1988 – Antonin Lalonde (1911-1955)**

Diplômé en agronomie de l'Institut agricole d'Oka (Québec), il dirige la ferme familiale avicole A.O. Lalonde, de Bourget et en devient propriétaire en 1933. Recruté à titre de président de l'UCFO de 1935 à 1945, il organise en 1936 un congrès général dont le thème est la coopération qui favorise la fondation de caisses populaires et de coopératives, dont la Coopérative laitière et la Coopérative avicole de Bourget. Il dirige la Fédération d'agriculture des Comtés unis de Prescott et de Russell. Pendant ses dix années à la présidence de l'UCFO, il recrute des membres, veille à leur formation et à la reconnaissance officielle de l'organisme qui obtient sa Charte provinciale en 1945. Il écrit, dès 1936, le premier éditorial de l'UCFO dans la page agricole du journal *Le Droit* et signe des textes sous le pseudonyme Nicodème (1936-1946).

À la fin de 1946, l'UCFO lance son premier journal *La Terre Ontarienne* et fait appel à lui, en 1947, pour le diriger en plus d'assumer les fonctions de secrétaire général de l'Union des cultivateurs franco-ontariens. Il signe dans ce journal plusieurs des éditoriaux et aussi des textes sous le pseudonyme, Jean Nackroche, dans la chronique "Aux Accrocs". Il fonde aussi l'hebdomadaire *Françario*. Très actif au sein de plusieurs organismes agricoles dont les coopératives laitières et avicoles de Bourget, son engagement dans sa communauté se reflète aussi par son bénévolat. Il réalise aussi le livre-souvenir sur le centenaire de Bourget. Grand commandeur de l'Ordre de Jacques-Cartier, il se dévoue à différentes causes comme l'avancement des francophones, la coopération et le bénévolat.

#### **1989 – Rodolphe Beaudet (1882-1948)**

Il marque l'histoire en devenant le deuxième président de l'UCFO de 1930 à 1935. C'est une responsabilité de taille puisque l'organisme demeure encore fragile, avec une seule année d'existence, et doit composer avec la triste réalité de la crise économique des années 30 qui va toucher durement les agriculteurs. Sous sa présidence, un mémoire est adressé à la Commission bancaire chargée d'enquêter sur les pratiques des banques canadiennes car il y avait beaucoup de saisie de terres et un haut taux d'endettement chez les agriculteurs dans un contexte de récession mondiale. De plus, il réclame du gouvernement provincial la création d'une école ménagère régionale française, l'établissement d'une tannerie, de l'aide pour la culture du lin et des cours de formation en coopération et des services en français.

Cultivateur maraîcher de Cyrville et vendeur au Marché By d'Ottawa, Rodolphe Beaudet met sur pied, en 1925, un système de location des espaces commerciaux afin d'éviter les disputes. Actif dans sa communauté, il fait signer des pétitions pour l'obtention d'une école et d'une église à Notre-Dame-des-Champs. Il est membre de l'Institut canadien-français et militant au parti libéral du comté de Russell ainsi que dans plusieurs causes paroissiales et régionales.

### **1989 – Roméo Leroux (1906-1979)**

Originaire de Green Valley dans le comté de Glengarry, il étudie à l'Université de Guelph et obtient son diplôme en 1935. Embauché comme agronome, par le ministère de l'Agriculture, il travaille dans la région de Sudbury comme agronome à partir de 1935 et il devient directeur-adjoint pour les agronomes du Nord de l'Ontario jusqu'à sa retraite en 1966.

Doté d'un talent de vulgarisateur, Roméo Leroux contribue largement à la fondation de coopératives et à la création de l'Association des producteurs de lait. Il organise des fromageries, des fermes de démonstration, des associations des laboureurs, des sociétés agricoles, des clubs d'élevage et d'amélioration des récoltes. Grâce à son talent de vulgarisateur bilingue, Roméo Leroux a servi l'agriculture et les agriculteurs franco-ontariens du Nord.

### **1990 – Joseph-Omer Gour (1893-1959)**

Agriculteur et hommes d'affaires, il contribue au développement économique de la population rurale de l'Ontario français. Né à Alfred, il a été cultivateur, marchand général et vendeur de machinerie agricole. Maire de Casselman de 1934 à 1935, président-gérant de l'entrepôt des Brasseries de Casselman, il est aussi président-fondateur de la Coopérative de lin de North-Lancaster. D'ailleurs les revenus tirés de cette nouvelle culture implantée dans l'Est de la province, par lui et l'agronome Ferdinand Larose, durant la crise économique, sauve un grand nombre de cultivateurs de la faillite. Il vend même la machinerie spécialisée pour cette culture qu'il se procure de la Belgique. Député libéral fédéral de 1945 à 1959, il consacre ses énergies à améliorer la situation financière des agriculteurs franco-ontariens et à défendre leurs intérêts.

### **1990 – Ida Drouin-Préseault (1894-1976)**

Première femme à recevoir, à titre posthume, le Mérite agricole franco-ontarien, elle fait ses études à l'École modèle de Plantagenet et devient institutrice à l'âge de 16 ans. Elle enseigne pendant neuf ans, se marie à David Préseault et devient fermière à Lefavre, puisqu'à cette époque une femme mariée ne peut plus enseigner. Elle seconde son mari dans toutes les tâches sur la ferme tout en se consacrant aux obligations féminines de l'époque comme le jardinage, la couture, le tissage, la confection du pain, du beurre et autres nécessités de la vie quant on élève huit enfants.

Ida se dévoue dans différentes organisations dont la Fédération ontarienne de l'agriculture. Secrétaire provinciale de l'Association des fermières de 1946 à 1961, elle est une ardente propagandiste de cette union et parcourt le Nord de l'Ontario pour en faire la promotion. Elle participe à la création de cercles dans le Moyen et Grand-Nord de l'Ontario. Elle correspond avec des femmes du monde entier avec l'Association des femmes du monde et contribue à faire connaître l'agriculture et les francophones de l'Ontario.

Très engagée dans le village de Lefavre, M<sup>me</sup> Drouin-Préseault participe à de nombreuses campagnes de levée de fonds pour différentes organisations caritatives et fait partie du comité de l'Institut des aveugles pendant de nombreuses années. Elle se dévoue toute sa vie active au développement, au bien-être et à l'épanouissement de la population rurale franco-ontarienne et tout spécialement celle des Franco-Ontariennes.

### **1991 – Philippe Chauvin (1898-1987)**

Natif de Pointe-aux-Roches, il est le descendant de l'une des plus vieilles familles d'agriculteurs canadiens-français de la région de Kent et Essex sur les rives du lac Saint-Claire. En 1943, il se rend dans la capitale fédérale pour assister au congrès de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario, aujourd'hui l'ACFO, il était alors commissaire d'école. À ce congrès, il fait la rencontre du père Gustave Sauvé, un ardent coopérateur qui enseigne les Sciences sociales à l'Université d'Ottawa. Il s'inscrit à un cours par correspondance donné par l'Université sur l'étude du mouvement coopératif. Il se met à l'œuvre pour faire naître le mouvement coopératif au sein des quelques villages francophones du Sud-Ouest. Sa première étape consiste à instruire les cultivateurs et il réunit des petits groupes autour

des tables de cuisine, chez l'un et chez l'autre, d'un rang à l'autre, pour approfondir les principes coopératifs. Le mouvement répond parfaitement aux besoins des francophones très minoritaires de cette région en leur permettant de se regrouper, de s'instruire et de parler affaires en français.

En 1944, les coopérateurs passent à l'action et fondent la Caisse populaire de Pointe-aux-Roches et Paul Chauvin devient le président de la première institution financière dans le Sud-Ouest de la province. Soucieux de la communauté agricole, il est membre fondateur de la Coopérative de Pointe-aux-Roches, en 1948, avec l'aide d'une poignée de cultivateurs qui y investissent à même leurs fonds personnels. Aujourd'hui, cette coopérative est toujours vivante et l'une des plus prospères en Ontario français. Il est aussi membre fondateur de l'Union des cultivateurs de Kent et Essex et son deuxième président.

Homme engagé et ardent Canadien français, il travaille d'arrache-pied pour lutter contre l'assimilation dans une région où une petite minorité lutte constamment pour sa survie. Il participe à la création d'institutions qui vont favoriser l'épanouissement de la communauté francophone. Conseiller scolaire pendant 26 ans, il réussit à convaincre les autorités d'embaucher des enseignants francophones, une première dans la région. Il est président-fondateur du Club de l'Âge d'or de Pointe-aux-Roches, membre du Centre culturel Saint-Cyr qui anime la vie française de toute cette région, président honoraire de la Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie de Windsor-Essex et membre fondateur du Club Richelieu "Les Campagnards". Tout au long de sa vie active, Philippe Chauvin a défendu les intérêts des agriculteurs franco-ontariens et les droits des francophones de Kent et d'Essex.

#### **1991 – Valentine Lacasse (1901-1981)**

Deuxième femme à recevoir le Mérite agricole franco-ontarien, Valentine Lacasse se dévoue pour les autres toute sa vie durant. À la mort de sa belle-soeur, elle quitte son travail de commis dans un magasin pour aller porter secours à son frère, cultivateur et père de cinq jeunes enfants. Elle s'active aussi aux travaux de la maison et de la ferme. Mariée à son tour à un veuf qui a aussi cinq enfants, le couple élit domicile à Wendover et donne naissance à trois autres enfants. Malgré toutes ses obligations familiales et domestiques, elle est très active dans sa communauté en organisant des activités pour amasser des fonds, comme des bingos, tombolas et soupers paroissiaux.

En 1937, Madame Lacasse fonde le premier cercle des fermières dans sa paroisse. Comme son mari était membre de l'UCFO, elle décide de former des cercles de fermières pour que les femmes communiquent entre elles et apprennent à se connaître et à s'entraider. Elle fonde par la suite un deuxième cercle à Clarence Creek, puis un troisième à Rockland et un autre à Plantagenet. Tout au long de sa vie, elle a contribué d'une façon remarquable au développement, au bien-être et à l'épanouissement de la population rurale francophone de l'Ontario et tout spécialement celle des Franco-Ontariennes.

Sa devise était: "Aime Dieu, la terre et ton foyer" et son dicton: "Ce que femme veut, Dieu le veut."

#### **1992 – Roger Labonté (1917-1985)**

Né à Belle-Vallée dans le Nord de l'Ontario, à l'âge de 18 ans il met sur pied un petit poste de criblage de semence de fléole des prés et de trèfle à New-Liskeard. Il innove en développant un marché de production et de vente pour l'agriculture qui permet aux producteurs de semence de découvrir de nouveaux débouchés pour leurs produits. Il fonde, en 1952, la compagnie Labonté Seed Ltd. Travailleur acharné, il consacre sa vie à son travail et à sa famille de neuf enfants.

En plus de défendre les intérêts des agriculteurs, Monsieur Labonté est engagé dans son milieu comme conseiller scolaire aux écoles séparées. Homme très religieux et respectueux de son prochain, il œuvre dans les différents mouvements religieux comme "Cursillo", "Renouveau conjugal" et "Regroupement charismatique", il rencontre même le pape Pie XII, lors d'un voyage à Rome en 1950. Il a contribué à la découverte des débouchés tant sur la scène provinciale, nationale et internationale pour les producteurs de semence du Nord de l'Ontario.

**1993 – Julien Lorenger (1896-1976)**

Natif de Saint-Maurice au Québec, il quitte sa région à l'âge de 17 ans et s'installe à Earlton, dans le Nord de l'Ontario. Défricheur, agriculteur, acheteur et vendeur, il se donne comme mission de défricher le Témiscamingue et d'en faire une région agricole prospère. Membre fondateur de la coopérative agricole d'Earlton et président pendant 10 ans, il encourage les agriculteurs à être à la fine pointe de la technologie.

Visionnaire, Julien Lorenger devient, en 1945, le premier cultivateur à se lancer dans l'élevage de vaches Holstein de race pure et le premier à se bâtir une étable à stabulation libre. Père de 12 enfants et ardent défenseur de la langue française, il est pendant 11 ans commissaire scolaire aux écoles séparées et fonde en, 1942, la Caisse populaire d'Earlton. En devenant directeur de la Caisse populaire, il réalise rapidement l'importance de garder la jeunesse francophone de la région et il aide plusieurs jeunes couples à démarrer leur entreprise agricole.

**1994 – Simon Bertrand (1889-1980)**

Natif de Lefavre, Simon Bertrand prend possession de la ferme paternelle en 1920. En plus de continuer à améliorer le troupeau Ayrshire, il développe l'autosuffisance sur sa ferme. Il se démarque par son implication sociale. Quatrième président provincial de l'UCFO, de 1945 à 1946 et président du Cercle agricole de Lefavre, ce cultivateur demeure un chef de file dans sa communauté.

Durant les années 40, comme membre de la Coopérative agricole de Lefavre, il se porte garant auprès de la Banque Nationale lors des achats de wagons de céréales provenant de l'Ouest. Il coordonne les déplacements, collecte les factures et paie ensuite la Banque. Président de la Chambre de commerce d'Alfred, maire de la municipalité (1943-1948), conseiller municipal du canton d'Alfred, secrétaire de l'école numéro 15 d'Alfred, Grand Chevalier de Colomb, marguillier de la paroisse de Lefavre, directeur du Cercle du curé Laniel et candidat libéral aux élections provinciales dans les années 40, voilà l'engagement de ce grand Franco-Ontarien dévoué et respecté.

**1995 – Les fondateurs de la fromagerie de Saint-Albert (1894)**

Le Mérite agricole est décerné aux dix fondateurs de la fromagerie de Saint-Albert: Messieurs Louis Génier, président, Joseph Forgues, Moïse Scheffer, Joseph Labelle, Antoine Quesnel, Joseph Pinsonneault, Godfroy Clément, Jean-Baptiste Ouimet, Cyrville Richer et Adrien Trudeau.

La fromagerie coopérative est née de la vision de ce groupe de dix cultivateurs canadiens-français. Ouverte en 1894, la fromagerie plus que centenaire (111 ans) fait office de pionnière avant-gardiste puisqu'elle voit le jour six ans avant l'ouverture de la première caisse populaire fondée par Alphonse Desjardins, au Québec, en 1900. L'histoire ne dit pas où ces fondateurs avaient puisé leurs connaissances sur le coopératisme. Visionnaires certes, ces chefs de file dans leur communauté ont contribué grandement au développement économique de leur village. La fromagerie coopérative se spécialise dans la production de fromage cheddar et de fromage en grains (*curds*) et fabrique aussi du Colby du Farmer et du Mozzarella.

Avec un chiffre d'affaires de 24,5 millions en 2004, la coopérative est le moteur de l'économie du village puisqu'elle emploie 64 employés à temps plein et 20 à temps partiel, dont plusieurs descendants des fondateurs. Son Festival de la *curd* attire les foules et procure de précieuses retombées économiques. On compte aujourd'hui 39 producteurs qui alimentent la fromagerie en lait pour fabriquer une trentaine de variétés de fromage. D'ailleurs, c'est grâce en partie à cette fromagerie, qu'au fil des ans les producteurs laitiers ont pu écouler les surplus de leur production.

**1996 – Ernest Beaudry (1913-1963)**

Originaire de Verner dans le Nord ontarien il se lance en agriculture dans les années 40. Éleveur de vaches Ayrshire pur sang, il travaille à l'amélioration de son troupeau si bien que le gouvernement fédéral, de 1944 à 1960 utilise sa ferme comme ferme de démonstration afin de faire des tests et des expériences dans cette région. On y analyse les grains, les fourrages et le troupeau d'Ayrshire pour développer de nouveaux procédés adaptés au climat du Nord de l'Ontario. M. Beaudry participe à toutes les campagnes d'amélioration et d'appui au développement financier et technique de l'agriculture.

Ernest Beaudry devient président de la toute nouvelle Association pour l'amélioration des sols et des récoltes de Nipissing et président fondateur de l'Association des producteurs laitiers de Nipissing-Sudbury de 1941 à 1963. De 1943 à 1949 il donne des cours de formation sur le mouvement coopératif dans la région de Verner. Il entreprend, en 1949, une tournée de propagande pour faire la promotion des cercles régionaux de l'UCFO. Il siège au Conseil d'administration de l'UCFO de 1945 à 1949.

Grand coopérateur, Ernest Beaudry est un des fondateurs de la Caisse populaire de Verner et président général. Il met sur pied, en 1948, la Coopérative régionale de Nipissing-Sudbury. Il joue un rôle clé dans la mise sur pied du premier système de transport et d'achat du lait en 1951. Pour lui, une entreprise agricole familiale peut être rentable, si on recourt aux services de techniciens, si on sème de façon plus intensive au lieu d'agrandir la superficie des fermes, si on utilise beaucoup d'engrais, si on augmente le rendement des troupeaux et si on tient les dossiers à jour. Ce grand visionnaire s'éteint en 1963 après avoir œuvré dans plusieurs associations agricoles, coopératives et communautaires de sa région.

**1997 – Fortunat Bertrand (1891-1978)**

Né à Sarsfield, il reprend la ferme paternelle. Il sera l'un de ces agriculteurs prêts à tenter de nouvelles expériences. Il est l'un des premiers cultivateurs qui achètent des semences, à l'essai, de la Ferme expérimentale d'Ottawa. Producteur de maïs expérimental dans les années 30 et 40, ses grains de semence possèdent des propriétés qui empêchent la maladie de la rouille de se répandre dans le grain. Il est aussi le premier éleveur d'animaux enregistrés de race Holstein de la région. Cultivateur engagé dans son milieu, il se dévoue surtout au sein des organisations agricoles.

Président de l'Association d'agriculture de Clarence Creek, président fondateur du cercle agricole de l'UCFO du village de Sarsfield et directeur de l'Association des producteurs de fromage du comté de Russell. Son engagement ne se limite pas seulement dans l'agriculture, car l'éducation lui tient également à cœur, puisqu'il est secrétaire d'école et du conseil scolaire. Il tente aussi de faire avancer certains dossiers politiques puisque de 1945 à 1951, il siège comme conseiller municipal à Cumberland et devient président de l'Association libérale de Russell de 1930 à 1950.

Si les cultivateurs contemporains peuvent augmenter la productivité de leurs troupeaux, c'est grâce à Fortunat Bertrand qui a fait preuve d'audace. Les risques d'échec étaient grands, mais la possibilité de faire évoluer l'agriculture a motivé son intérêt.

**1998 – Olivier Génier (1876-1964)**

Né à Saint-Anicet au Québec, il s'installe dans le Nord de l'Ontario en 1909 et avec sa femme, il prend possession de lots au nord de Cochrane. Ainsi, il défriche le premier terrain qui deviendra le village de Génier dans le Nord de la province. Après le passage de la fièvre typhoïde en 1915 et du grand feu qui dévaste le Nord de l'Ontario en 1916, il lance son entreprise agricole.

En 1919, l'église du village est inaugurée et porte le nom de Notre-Dame-des-Oliviers en son honneur. Agriculteur à temps plein dans les années 30, il fournit son appui aux autres cultivateurs et d'abord à cinq de ses fils. Comme membre du Conseil d'administration de la Société d'agriculture de Cochrane, il travaille en étroite collaboration avec l'agronome délégué, Bill Montcalm du ministère de l'Agriculture de l'Ontario. En 1940, il réussit avec son fils Ernest à mettre sur pied une coopérative agricole de pomme de terre, la *Cochrane Farmer's Co-op*. Sa nombreuse descendance le définit comme un

défricheur, un organisateur de grand talent, un entrepreneur infatigable, un visionnaire et un homme fidèle à son idéal.

### **1999 – Edmond Groleau (1909-1982)**

Il arrive à Coppell, dans le Grand-Nord ontarien en 1934. Fondateur de la ferme Groleau avec ses fils, il se lance dans la production laitière en achetant un troupeau de vaches enregistrées et devient aussi le plus important producteur d'œufs avec une centaine de poules. Il est responsable de la création d'une coopérative laitière à Hearst en 1947 et directeur de celle-ci jusqu'en 1966. Président de la Société d'agriculture du district de Cochrane et président diocésain de l'UCFO dans les années 40, il occupe ce poste pendant douze ans. En 1951, il devient président de la nouvelle Coopérative agricole de Coppell. Toujours préoccupé par l'épanouissement des agriculteurs de sa communauté, il fait des pressions afin d'obtenir l'insémination artificielle des troupeaux de la région et pour l'obtention d'un vétérinaire qui entre en poste en 1960. M. Groleau est l'un des premiers agriculteurs de cette région à construire des silos verticaux pour entreposer les récoltes. Il s'agit d'une innovation importante car à cause du climat rigoureux, il est presque impossible de faire des balles de foin sec. Il devance même la ferme expérimentale de Kapuskasing à ce chapitre. Il est aussi l'un des premiers à faire l'essai des étables à stabulation libre à logettes.

De 1940 à 1960, cet ardent promoteur de l'éducation devient président d'école, président de l'Association des commissaires de Hearst et directeur de commissions scolaires à Jogues-Coppell. Il milite activement avec l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) pendant une dizaine d'années. Edmond Groleau, un fonceur, un homme déterminé à faire avancer les francophones en agriculture, en éducation et en coopération.

### **2000 – Adélar Cloutier (1869-1938)**

Natif de Napierville (Québec), il s'établit sur une ferme laitière de quelque 400 acres située à Crysler (Ontario). Pour l'époque, c'est une très grosse ferme puisqu'il possède, en 1938, un troupeau de 65 vaches laitières et expédie son lait par train à Montréal à partir de la gare de Maxville. Il possède aussi un troupeau de moutons et se spécialise dans la reproduction des chevaux en louant ses étalons; le cheval étant le précurseur du tracteur, donc indispensable aux cultivateurs.

Les bâtiments de M. Cloutier sont très modernes et ressemblent à ceux d'aujourd'hui et il est un des rares agriculteurs à posséder des animaux enregistrés. Il contribue également au développement de l'agriculture en mettant sa machinerie au service des autres agriculteurs de sa région; il procède au battage du grain, à l'engrangement des récoltes, à l'abattage du bois de chauffage et de la coupe de glace sur la rivière Nation en hiver. Ce grand visionnaire travaille aussi à la construction de la nouvelle église de Hawkesbury vers 1925-1926, après sa destruction par le feu.

### **2001 – Marius Poitras (1901-1973)**

Né à Verner dans le Nord-Est ontarien, M. Poitras a surtout été connu pour son implication au sein du mouvement coopératif de sa région. En effet, le récipiendaire se joint dès 1945 au "groupe des sept" qui se donne comme mission d'étudier la doctrine sociale de l'Église, qui encourage l'entraide et la coopération. Sous la direction de l'abbé Oscar Racette le groupe obtient, en 1945, la Charte de fondation de la Caisse populaire de Verner et M. Poitras devient le premier gérant. Il ouvre chez lui, la même année un comptoir de vente de produits agricoles pour l'Union catholique des cultivateurs franco-ontariens. En 1946, le gouvernement provincial lui accorde le droit d'ouvrir la caisse populaire chez lui et son comptoir de vente est remplacé par un comptoir coopératif. Très engagé dans sa communauté, il est un des pionniers dans la construction d'une minoterie coopérative en 1948 pour répondre aux besoins des agriculteurs et un transport du lait s'y greffe en 1960. Si la Coopérative régionale de Verner est considérée comme un des principaux moteurs du mouvement coopératif dans le district de Nipissing, c'est en grande partie au dévouement de Monsieur Poitras.

**2002 – Eva Bertrand-Langevin (1894-1992)**

En 1907, quatre religieuses Filles de la Sagesse arrivent à Lefavre et fondent un couvent. Eva Bertrand est la première pensionnaire, en 1909, avant même la construction du couvent de l'Immaculée Conception, en 1911. En 1919, elle épouse Hector Langevin et s'installe sur une ferme à Alfred. En 1939, elle est nommée présidente de l'Amicale du couvent. Mère de cinq filles, elle participe aux travaux de la ferme, à l'entretien de sa maison et à l'artisanat. Madame Langevin participe à la fondation des cercles des fermières de Fournier, Saint-Isidore, Treadwell, Chute-à-Blondeau, Lefavre et Alfred. Elle devient la deuxième présidente provinciale des Fermières de l'Ontario de 1940 à 1943. Durant son mandat, elle s'assure que les jeunes filles reçoivent des cours d'arts ménagers et culinaires. Femme instruite et très active, elle publie de nombreuses chroniques dans le journal agricole québécois *La Terre de chez nous*, organe officiel de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) depuis 1929. Pour elle, les cercles répondaient à des besoins précis, car pendant la crise l'argent était rare et les femmes devaient savoir tout faire et il fallait s'entraider. L'artisanat était une nécessité de la vie et les fermières apprenaient à tisser le lin, filer la laine des moutons, fabriquer des vêtements, des tapis, des couvertures, des couvre-pieds, en plus de s'occuper des travaux de la maison, de la ferme et du jardin. Il fallait faire du neuf avec du vieux et la femme se devait d'être une bonne ménagère, cuisinière, couturière, infirmière et une fermière bien sûr.

**2003 – L'abbé Arsène Hébert (1903-1982)**

Septième aumônier de l'UCFO, de 1952 à 1960, l'abbé Hébert est une figure importante dans l'histoire de l'UCFO et dans son développement. Lors du départ du secrétaire général Antonin Lalonde, en 1948, il accepte le poste jusqu'à l'embauche d'un nouveau secrétaire en 1954. Il participe à toutes les réunions de l'UCFO et accompagne le nouveau secrétaire et propagandiste de l'époque Jean-François Séguin. Ils font ensemble de grandes tournées dans le Nord de la province se rendant jusqu'à Hearst pour enseigner la doctrine sociale de l'Église, faire connaître l'Union et fonder des cercles agricoles. Travailleur infatigable, il devient aumônier général de plusieurs organismes, dont l'Union catholique des fermières de l'Ontario, les Cercles Jeanne-Le-Ber et de la Jeunesse agricole catholique (JAC).

L'abbé Hébert a toujours eu confiance dans les organismes agricoles et coopératifs. Entre 1956 et 1959, il rassure, influence et convainc les cultivateurs que l'agriculture demeure majeur dans le développement rural. Lorsque la fromagerie de Saint-Albert, aujourd'hui très prospère, est sur le bord de la faillite à cette période, il y met toute son énergie et y contribue d'une manière financière. "Cette fromagerie manquera de lait un jour" s'était exclamé l'abbé en apposant une médaille de l'Immaculée Conception au mur de la fromagerie. Cette médaille toujours présente dans la fromagerie, témoigne des difficultés passées. D'ailleurs, comme aumônier de l'UCFO, il n'hésite pas à consentir des prêts à l'Union lors de situations financières précaires. Une citation résume bien son attachement au monde agricole : "Si Dieu ne m'avait pas appelé à la prêtrise, je me serais fait cultivateur". Pour célébrer, ses 25 ans de prêtrise, son jubilé d'argent, une grande fête est organisée en son honneur par la communauté franco-ontarienne de la région.

**2004 – André Demers (1938-1986)**

Natif de Verner, dans le Nord de l'Ontario, il est le troisième enfant d'une famille de quinze. Ses parents, des agriculteurs, sont propriétaires d'une ferme mixte, dont le revenu principal provient de la production laitière. Après ses études secondaires, il s'inscrit à l'Institut agricole d'Oka au cours moyen d'agriculture, puisqu'aucun collège d'agriculture n'offre des cours en français en Ontario, à son époque. Il retourne à Verner après ses études de technologie agricole et devient producteur avicole pour quelques temps. Il retourne parfaire ses connaissances agricoles et s'inscrit au baccalauréat en sciences agricoles, à Oka, pour devenir agronome en 1962. Embauché par le ministère de l'Agriculture de l'Ontario, comme assistant agronome dans les comtés de Prescott et Russell sous la supervision



Agricom

André Demers (à droite), lors d'un cours de gestion agricole au Collège d'Alfred, au milieu des années 1980.

des agronomes, Laurent Farmer et Maurice Tessier, il s'occupe des mouvements 4-H et des jeunes agriculteurs. Sa carrière professionnelle prend un nouvel essor quand on le nomme agronome attiré à Cochrane en 1964. Puis de 1966 à 1971, agronome de la région de Kapuskasing, puis de 1971 à 1981, il est nommé au Témiskaming. Les producteurs agricoles apprécient le professionnalisme, le leadership et le talent de ce grand vulgarisateur, passionné par son métier.

Avec l'ouverture du Collège d'Alfred, en 1981, il est nommé directeur adjoint et chef de section du département de gestion agricole. Il dirige aussi les nouveaux cours sur la gestion de la ferme qui exigent que le professeur connaisse tous les domaines de l'agriculture et de l'alimentation animale. Ainsi, il enseigne la comptabilité, les mathématiques agricoles, l'économie rurale, la gestion de l'entreprise agricole, l'alimentation animale, l'art de vendre et l'impôt sur le revenu aux étudiants de technologie agricole et il donne des notions semblables aux étudiants du programme de supervision alimentaire.

Il participe également à la rédaction d'un rapport socio-économique sur la gestion financière des agriculteurs de l'Est de l'Ontario pour le ministère de l'Agriculture de l'Ontario. Homme dévoué et attentif auprès des étudiants, il prend toujours le temps de les écouter, les encourager et les aider à résoudre leurs problèmes, puisque plusieurs proviennent de l'extérieur et sont loin du noyau familial. Visionnaire, André Demers s'avère l'instigateur des groupements de gestion agricole, et participe aux cours d'éducation permanente. Il enseigne aux étudiants et aux producteurs l'importance d'une saine gestion financière, familiale, sociale et surtout humaine.

Citoyen engagé dans son milieu auprès de nombreuses associations agricoles comme l'UCFO, les Groupements de gestion agricole et le Collège d'Alfred, il participe également dans les activités sociales comme les Clubs Richelieu, le mouvement "Couple et famille" et les chorales.

Il est décédé prématurément à l'âge de 48 ans, à l'apogée de sa carrière, mais il lègue à la communauté franco-ontarienne son sens du devoir et l'amour d'une profession agricole qu'il pratiquait comme une vocation. En son honneur, une salle de réunion porte d'ailleurs son nom au Collège d'Alfred de l'Université de Guelph.

## Annexe B

### Liste des invités d'honneur et des conférenciers au Congrès de fondation de l'UCFO 16-17 avril 1929<sup>1</sup>

Sa Grandeur, M<sup>gr</sup> Forbes, archevêque d'Ottawa  
 Sa Grandeur, M<sup>gr</sup> Béliveau, archevêque de St-Boniface  
 Sa Grandeur, M<sup>gr</sup> O. Charlebois O.M.I., vicaire apostolique du Keewatin  
 Sa Grandeur, M<sup>gr</sup> A. Hallé, vicaire apostolique. de l'Ontario Nord  
 Sa Grandeur, Monseigneur J. Charbonneau  
 M<sup>gr</sup> J. A. Lecuyer, vicaire général et curé de Sturgeon Falls  
 Monseigneur L. N. Campeau  
 Monseigneur Lebeau  
 M. le Sénateur Gaston Lacasse  
 R. P. Uldéric Robert, O.M.I., recteur de l'Université d'Ottawa  
 M. l'abbé Honorius Bois, inspecteur des écoles ménagères, Ste-Anne-de-la-Pocatière, Québec  
 M. l'abbé L. C. Raymond, St-Isidore  
 M. Georges Bouchard, député de Kamouraska au fédéral  
 M. J. H. Grisdale, sous-ministre de l'Agriculture du Canada  
 M. Aldéric Lalonde, président de l'Union catholique des cultivateurs (UCC), Québec  
 M. S. M. Genest, Ottawa  
 M. A. T. Charron, sous-ministre adjoint au ministère de l'Agriculture du Canada  
 M. Omer Héroux, rédacteur en chef du *Devoir*, Montréal  
 Le représentant du journal *Le Droit*  
 Jules Dorion, directeur, représentant de l'*Action Catholique*  
 Le représentant du *Nouvel-Ontario*  
 M. A. Désilets, chef du service provincial de l'économie domestique, min. de l'Agriculture, Québec  
 M. Raoul Dumaine, propagandiste en chef à la Coopérative Fédérée  
 M. l'abbé J. A. Bélanger, curé de Plantagenet, Ontario  
 M. l'abbé V. Pilon, curé de Limoges  
 M. l'abbé J. F. Richard, curé de Sudbury (Ste-Anne)  
 M. Damase Belzile, service des stations de démonstration, Ottawa  
 R. P. Lajoie, O.M.I., missionnaire colonisateur agricole pour les colons du Nord  
 M. J. H. Tremblay, surveillant des stations de démonstration du Nord de l'Ontario  
 M. Ls. Charbonneau, M. A., inspecteur des écoles séparées de Russell  
 M. Ferdinand Larose, agronome officiel des comtés de Prescott et Russell  
 M. Jos. Cyr, premier vice-prés. de l'Association maraîchère de la province de l'Ontario  
 M<sup>lle</sup> Eveline Leblanc, conférencière-démonstratrice-adjointe, min. fédéral de l'Agriculture  
 M. Albert Gosselin, B.A. B.S.A., service de la grande culture, Ottawa  
 M. Wilfrid Labelle, gérant de la Caisse populaire Ste-Anne-d'Ottawa  
 M. Delaney, agronome, Hull  
 M. Daniel Pomerleau, agronome, Cochrane  
 M. J. E. Laforce, agent colonisateur du C. N. R.  
 M. Robichaud, agronome  
 M. Lemieux, professeur  
 M. C. Leclerc, Union St-Joseph du Canada, Ottawa  
 M. E. Terrien, président du *Droit*  
 M. L. Côté, avocat, Ottawa  
 M. M. Morrisset, Ottawa  
 Lionel Séguin, prêtre, Lavigne

1. U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens, C30/1/8.

## Annexe C

### Jean-François Séguin Secrétaire général de 1954 à 1979

Jean-François Séguin détient le record de longévité comme secrétaire général de l'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO) avec 25 ans de service à ce poste. Embauché le premier octobre 1953 comme propagandiste, il devient le premier avril 1954, le neuvième secrétaire de l'Union jusqu'au 31 décembre 1979. À partir de 1960, l'UCFO éprouve des difficultés financières et l'emploie à demi-temps, il cumule alors le poste de secrétaire du Service d'Action sociale de l'Union du Canada, puis en 1961 devient relationniste à l'Assurance-vie Desjardins.

Fils de cultivateur né à Rigaud, en 1917, dans une famille profondément terrienne, il désire faire carrière en agriculture. De 1935 à 1938, il étudie l'agronomie à l'Institut agricole d'Oka (Québec). Cependant, une fièvre des foins chronique l'empêche d'exercer son métier d'agronome. En 1938, il s'inscrit à la *American Landscape School*, étudie l'architecture paysagiste puis se perfectionne au Jardin botanique de Montréal. De 1938 jusqu'en 1943, on le retrouve à Trois-Rivières à la direction de la station horticole provinciale et instructeur horticole au Patronage Saint-Charles, une école d'arts et de métiers. En même temps, il prend des cours en coopération. D'ailleurs, il participe à la fondation de la première coopérative d'habitation du Québec.

En 1943, il s'établit en Ontario pour épouser Jacqueline, la fille du docteur Damien Saint-Pierre, une infirmière de profession, avec qui il aura sept enfants. Pendant dix ans (1943-1953), il gère une boutique de fleuriste à Vanier (Ottawa) et se familiarise avec la production des fleurs sous verre. Il met également en pratique ses connaissances d'architecte paysagiste à l'occasion du grand Congrès marial d'Ottawa, en 1947. Un jour qu'il se rend au bureau de l'UCFO, au 447 Sussex, pour obtenir des renseignements, il rencontre le secrétaire et aumônier l'abbé Arsène Hébert qui se rend compte qu'il a besoin de cet homme-là pour assurer une permanence à l'UCFO. Quelques jours plus tard, il est embauché comme propagandiste. Son embauche permet de tenir des réunions régionales mensuelles planifiées à partir de thèmes bien définis.

Comme secrétaire et propagandiste, sa tâche consiste à réorganiser et à dynamiser plusieurs cercles agricoles qui déclinent dans l'Est et le Nord, d'en fonder de nouveaux et de recruter des membres. D'ailleurs, il reçoit un dollar pour chaque nouveau membre recruté. Il doit stimuler des entreprises coopératives déjà existantes, voir à la création de nouvelles et encourager la fondation de caisses populaires. Il parcourt la province dans tous les sens avec les présidents et les aumôniers et contribue à une certaine relance de l'UCFO dans les régions de Sudbury, Témiskaming, Sault-Saint-Marie et Hearst. Il s'applique à la réorganisation de l'association, participe à des centaines de réunions, organise des congrès et met sur pied une grande variété de cours allant du leadership à la confection de chapeaux pour les dames. D'ailleurs, à un certain moment il fait partie de 13 associations vouées à la cause canadienne-française.

Il siège au Conseil d'administration de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFÉO), à la Société canadienne d'établissement rural, au Conseil de la coopération du Canada, à l'Institut canadien d'éducation des adultes, à l'Association des commissaires des écoles bilingues de l'Ontario, à l'Association des parents et instituteurs, à la Coopérative de télévision de l'Outaouais en plus d'être membre de l'Ordre de Jacques-Cartier. Il est le premier francophone à siéger comme gou-



Jean-François Séguin, honoré lors des festivités du 50<sup>e</sup> anniversaire de fondation de l'UCFO, Embrun (Ont.), 1979.

U. d'Ottawa, CRCCF, Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens (C30), Ph 24-20

verneur au Conseil d'administration de l'*Ontario Federation of Agriculture* (Fédération ontarienne de l'agriculture). Il collabore à La vie agricole, la page agricole du journal *Le Droit* et rédige, de 1953 à 1962, de nombreux articles sur l'agriculture tout en écrivant des comptes-rendus sur les activités de l'UCFO et sur ses voyages dans les régions rurales et agricoles de l'Ontario.

Cofondateur du Conseil de la coopération de l'Ontario (CCO), en 1964, il en devient le secrétaire-trésorier. En 1967, pendant l'année de l'Exposition universelle tenue à Terre des Hommes, à Montréal, il est prêté par le mouvement Desjardins au Conseil canadien de la coopération pour diriger un centre d'accueil pour les coopérateurs des pays étrangers.

L'UCFO demeure, pour Jean-François Séguin, l'instrument qui lui a permis de donner sa pleine mesure, car l'UCFO n'a jamais limité ses champs d'intervention à l'agriculture, mais s'est intéressé aussi à la famille, aux femmes, aux jeunes ruraux, à la défense de la langue française, à l'enseignement de la doctrine sociale de l'Église, au mouvement coopératif, aux écoles pour l'enseignement de l'agriculture, au mouvement 4-H, aux loisirs et à tous les regroupements visant à l'amélioration de la condition des francophones de l'Ontario.

Soucieux de l'avenir de l'UCFO, il conserve précieusement les documents de l'organisme, dans son sous-sol où logaient également les bureaux de l'Union qui connaît une période d'instabilité financière. Lorsque J. F. Séguin quitte l'UCFO et prend sa retraite, un autre déménagement devient imminent. Craignant la perte de précieux documents témoignant de l'histoire de l'organisme, il contacte le Père Barsalou, responsable du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa. Grâce à ces nombreuses démarches, les archives sont maintenant sous bonne garde et entreposées dans des locaux à température et humidité contrôlées, elles sont classées, accessibles aux chercheurs et préservées pour les générations futures.

Coopérateur convaincu et ardent défenseur des droits de la minorité francophone, il a marqué l'UCFO en s'acquittant de nombreuses responsabilités, en relevant plusieurs défis et en réalisant des projets comme la fondation de nombreuses coopératives et caisses populaires qui vont conduire à la fondation du CCO, où il participe activement. Il est aussi l'organisateur des fêtes du 25<sup>ème</sup> anniversaire et le rédacteur de son programme-souvenir ainsi que le maître d'œuvre des festivités du 50<sup>ème</sup> anniversaire où son départ est souligné. Lors du banquet du cinquantenaire, le 26 octobre 1979, une plaque-souvenir lui est décernée pour souligner ses 26 années consacrées à l'Union, dont 25 comme secrétaire et pour lui souhaiter une retraite bien méritée. (Voir photo page précédente)

L'éducation agricole et la coopération vont demeurer toute sa vie durant ses champs de prédilection où il se dévoue tant au niveau local, régional, provincial, national et même international. Son engagement dans la communauté, combinée avec ses connaissances en agriculture et en coopération lui serviront de levier pour le développement de l'UCFO et pour l'avancement de la communauté agricole, francophone et rurale de l'Ontario. Étant très actif dans de nombreux mouvements, les retombées de son travail ont permis de laisser à la collectivité d'aujourd'hui des institutions fortes et toujours actives.

Après une vie bien remplie de travail et de dévouement auprès de sa famille et de sa communauté, Jean-François Séguin décède le 12 mars 2003 à l'âge de 86 ans.

Voici un extrait du message qu'il a écrit, en 1979, dans le *Livre-souvenir de l'Union des cultivateurs franco-ontariens 1921-1979*, pour souligner les 50 ans de l'UCFO :

Ayant été invité, il y a plus de 26 ans à collaborer avec plusieurs équipes de dirigeants et membres de l'UCFO, presque trois générations, je peux témoigner qu'il s'en est passé des choses. Des activités pas toujours bruyantes, pas toutes brillantes, mais qui ont quand même contribué à assurer un mieux-être de la population rurale et agricole des familles canadiennes-françaises de l'Ontario[...]. À ceux qui prennent la barre de la direction de la seule association professionnelle agricole de langue française en terre ontarienne, je souhaite qu'ils suivent la voie que leur inspire l'exemple du passé, la détermination présente et les plus nobles objectifs professionnels en tant que pourvoyeurs de leurs frères pour l'avenir.

## Annexe D

### Les présidents généraux de l'Union des cultivateurs franco-ontariens (1929-2004)

De 1929 à 2004, vingt présidents généraux se succèdent aux commandes de l'Union des cultivateurs franco-ontariens et chacun d'eux dirige, à sa manière, les destinées de l'association et contribue à la faire progresser pour le plus grand bénéfice des cultivateurs et des producteurs agricoles franco-ontariens.



J. Dalma Prigent  
1<sup>er</sup> président  
(1929-1932)



Roger Lalonde  
9<sup>ème</sup> président  
(1963-1965)



Jean-Marie Séguin  
16<sup>ème</sup> président  
(1986-1990)



Rodolphe Beaudet  
2<sup>ème</sup> président  
(1930-1935)



Lionel Bercier  
10<sup>ème</sup> président  
(1965-1969)



Laurier Cayer  
17<sup>ème</sup> président  
(1990-1992)



Antonin Lalonde  
3<sup>ème</sup> président  
(1935-1945)



Omer Claude  
11<sup>ème</sup> président  
(1969-1972)



André Chabot  
18<sup>ème</sup> président  
(1992-1998)



Simon Bertrand  
4<sup>ème</sup> président  
(1945-1946)



Edgar Brisson  
12<sup>ème</sup> président  
(1972-1974)



Alain Delorme  
19<sup>ème</sup> président  
(1998-2002)



Jean-Noël Dessaint  
5<sup>ème</sup> président  
(1946-1949)



Alain Lavigne  
13<sup>ème</sup> président  
(1974-1977)



Pierre Bercier  
20<sup>ème</sup> président  
(depuis 2002)



Émile Laplante  
6<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> président  
(1949-1951) et  
(1953-1963)



Lucien A. Lepage  
14<sup>ème</sup> président  
(1977-1983)



Roland Piché  
7<sup>ème</sup> président  
(1951-1953)



Robert Chartrand  
15<sup>ème</sup> président  
(1984-1986)\*

\*Note: Traditionnellement, les congrès annuels se tenaient en automne, mais à cause de la récolte tardive du maïs, les congrès auront lieu l'hiver à partir de l'année 1984.

## Annexe E

### Les secrétaires généraux de l'Union des cultivateurs franco-ontariens (1929-2004)

M. le chanoine Rodrigue Glaude  
1<sup>er</sup> secrétaire – 1929-1935

M. l'abbé Elzéar Racan  
2<sup>e</sup> secrétaire – 1935-1936

M. Maurice Brunet  
3<sup>e</sup> secrétaire – 1936-1943

M. Roger de Bellefeuille  
4<sup>e</sup> secrétaire – 1943-1947

M. Antonin Lalonde  
5<sup>e</sup> secrétaire – 1947-1948

M. l'abbé Léopold Martel  
6<sup>e</sup> secrétaire – 1948-1949

Mgr J.V. Croteau  
7<sup>e</sup> secrétaire – 1949-1952

M. l'abbé Arsène Hébert  
8<sup>e</sup> secrétaire – 1952-1954

Jean-François Séguin  
9<sup>e</sup> secrétaire – 1954-1979

Charles-Auguste Hurtubise  
10<sup>e</sup> secrétaire – 1980-1982

Pierre Glaude  
11<sup>e</sup> secrétaire – 1982-1999

André Pommainville  
12<sup>e</sup> secrétaire – 1999-2002

Depuis 2002, par un amendement  
à la constitution, le poste de secrétaire  
général a été aboli et la  
fonction est désormais assumée  
par la direction générale.

### Les aumôniers généraux de l'Union des cultivateurs franco-ontariens (1929-2004)

M. le chanoine Rodrigue  
Glaude  
1<sup>er</sup> aumônier – 1929-1934

M. l'abbé J. Hamelin  
2<sup>e</sup> aumônier – 1934-1935

M. l'abbé Elzéar Racan  
3<sup>e</sup> aumônier – 1935-1942

M. l'abbé Emile Méthot  
4<sup>e</sup> aumônier – 1942-1943

M. l'abbé Louis Ranger  
5<sup>e</sup> aumônier – 1943-1948

Mgr J.V. Croteau  
6<sup>e</sup> aumônier – 1948-1952

M. l'abbé Arsène Hébert  
7<sup>e</sup> aumônier – 1952-1960

M. l'abbé Pierre Martel  
8<sup>e</sup> aumônier – 1960-1965

M. l'abbé André Farmer  
9<sup>e</sup> aumônier – 1965-1975

Entre 1975 et 1980, il n'y a pas  
eu d'aumônier.

M. l'abbé Gérard-Georges  
Séguin  
10<sup>e</sup> Aumônier – 1980-2004

### Les directeurs et directrices généraux de l'Union des cultivateurs franco-ontariens (1929-2004)

Alain Delorme  
2002-2003

Nadia Carrier  
Depuis 2003

## Annexe F

### Listes des agronomes bilingues en charge de comtés et de districts de l'Ontario depuis 1918

En plus de ces agronomes bilingues, un grand nombre de spécialistes, d'agronomes assistants et associés et autres professionnels ont travaillé dans les différents comtés et districts durant cette période.

*Un merci sincère à tout ces hommes et femmes qui ont aidé à façonner les régions agricoles bilingues de l'Ontario!*

Nom	Dates en poste	Comtés/Districts
Bazinet, Yvan	3 août 1993 - 30 juin 1995	Nipissing
Beauchesne, Auguste	23 déc. 1959 - 30 juin 1971	Cochrane Sud
	1 janv. 1977 - 31 déc. 1983	Russell
Beauregard, Martin	mars 1998 - 30 oct. 1998	Cochrane Sud
Blaquière, Daniel	15 août 1985 -	Cochrane Sud
Bourgeois, L.P.	1 sept. 1944 - 10 sept. 1945	Cochrane Ouest
Brunet, Aurèle	1 mars 1966 - 30 avril 1979	Sudbury
	1 janv. 1984 - 31 mars 1994	Sudbury
Call, Denise	1989 - 1996	Cochrane Nord
Daoust, Georges	1 août 1971 - 5 juin 1978	Cochrane Sud
Demers, André	1 juillet 1964 - 12 mars 1971	Cochrane Nord
	15 mars 1971 - 4 août 1981	Témiskaming
Dorion, P.A.	17 fév. 1930 - 4 sept. 1935	Sudbury
Farmer, Laurent	1 août 1951 - 31 déc. 1983	Prescott
Larose, Ferdinand	1 nov. 1919 - 1949	Prescott/Russell
	1949 - 31 juillet 1950	Prescott
Lavictoire, Yves	1992 - 30 juin 1996	Halton - Peel
	1 juillet 1996 - 31 mars 2000	Stormont/Glengarry
Lemay, André	1 juillet 1978 - 30 avril 1979	Cochrane Sud
	1 mai 1979 - 31 déc. 1983	Sudbury
	1 janv. 1984 - 31 mars 1995	Russell
	1 juillet 1995 - 1996	Nipissing
	1996 - 2004	Nipissing/Sudbury
Leroux, Roméo	5 sept. 1935 - 31 janv. 1966	Sudbury
Méthot, Jean - Denis	22 avril 1985 - 30 juin 1989	Cochrane Nord
Millette, Félix	1 août 1950 - 31 juillet 1951	Prescott Intérimaire
	1 août 1951 - 30 juin 1964	Nipissing
	1 juillet 1964 - 31 déc. 1976	Russell
Moisan, Michel	1 mai 1999 -	Coordonnateur régional de l'information (bureau d'Alfred)
Montcalm, William (Bill)	1 nov. 1938 - 31 août 1944	Cochrane Ouest
	1 sept. 1944 - 30 oct. 1949	Cochrane Nord
	1 nov. 1949 - 31 août 1955	Russell
Paulhus, Marcel	1 avril 1971 - 3 juillet 1973	Cochrane Nord
	1 juillet 1973 - 31 juillet 1977	Nipissing
Péloquin, Claude	1 janv. 1984 - 31 juillet 1993	Nipissing
Pomerleau, D	1 mai 1927 - 15 déc. 1943	Cochrane Nord
Pommainville, André	1 sept. 1977 - 31 déc. 1983	Nipissing
	1 janv. 1984 - 30 juin 1995	Prescott
	1 juillet 1995 - 31 mars 1999	Prescott/Russell
Portelance, Raoul	12 août 1946 - 30 nov. 1949	Cochrane Ouest
	1 déc. 1949 - 30 juin 1964	Cochrane Nord

Recherche: André Pommainville, agronome et membre de l'Union des cultivateurs franco-ontariens.

Nom	Dates en poste	Comtés/Districts
	1 juillet 1964 - 17 déc. 1970	Témiskaming
Robicheau, D.J.	10 mai 1918 - 15 déc. 1929	Sudbury
Sabourin, Paul	1 mai 1979 - 12 juillet 1985	Cochrane Sud
Tarlton, Neil	4 juillet 1973 - 31 août 1981	Cochrane Nord
	1 sept. 1981 - 14 mai 1994	Témiskaming
	15 mai 1994 - 3 août 1996	Sudbury
Tassé, Daniel	1 juin 1996 -	Témiskaming
Tessier, Maurice	1 déc. 1955 - 30 juin 1964	Russell
	1 juillet 1964 - 1 juillet 1973	Nipissing

## Annexe G

### Effectifs de l'UCFO vers 1944

<u>Union diocésaine</u> <u>d'Ottawa</u>	<u>Union diocésaine</u> <u>de Hearst</u>	<u>Union diocésaine</u> <u>de Sault-Sainte-</u> <u>Marie</u>	<u>Diocèse de</u> <u>Pembroke</u>
Liste des cercles	Liste des cercles	Liste des cercles	Liste des cercles
1. Alfred	1. Cochrane	1. Blezard Valley	1. Mattawa
2. Bourget	2. Coppell	2. Chelmsford	2. Rutherglen
3. Casselman	3. Devonshire	3. Azilda	3. Corbeil
4. Clarence Creek	4. Fauquier	4. Alban	4. Astorville
5. Curran	5. Génier	5. Noëlville	
6. Embrun	6. Harty	6. Lavigne	
7. Hammond	7. Hearst	7. St-Charles	
8. Lefaivre	8. Jogues	8. Warren	
9. Limoges	9. Kapuskasing	9. River Valley	
10. L'Orignal	10. Lac Ste-Thérèse	10. Field	
11. Orléans	11. Mattice	11. Crystal Falls	
12. Plantagenet	12. Moonbeam	12. Verner	
13. Saint-Albert	13. Norembega	13. Springer	
14. Ste-Anne-de- Prescott	14. Opasatika	14. Sturgeon Falls	
15. St-Bernardin	15. Ryland	15. Cache Bay	
16. St-Eugène	16. Strickland		
17. St-Isidore-de- Prescott	17. Val-Côté		
18. St-Pascal-Baylon	18. Val-Rita		
19. Sarsfield			
20. Treadwell			
21. Vars			
22. Wendover			

## Annexe H

### Listes des administrateurs élus de l'UCFO de 1929 à 2004

#### Avertissement

Avant 1944-1945, le Conseil d'administration se compose du président, du vice-président, du secrétaire qui est aussi l'aumônier (jusqu'en 1936) et des présidents de tous les cercles locaux. Malheureusement, il nous a été impossible de retracer les noms de tous les membres des conseils d'administration pour la période de 1929 à 1944, car les documents manquent pour cette période.

Par ailleurs, si un premier vice-président avait été élu en 1929, son nom demeure inconnu. Avec l'obtention de la Charte provinciale, le 13 décembre 1945, le Bureau de direction doit se composer de cinq personnes, soit le nombre de signataires de la charte afin de se conformer à la loi; il s'agit d'un président, de deux vice-présidents et de trois directeurs.

Nos recherches comportent quelques lacunes, néanmoins nous sommes fiers d'avoir retracé la majorité des élus qui ont siégé au Conseil d'administration de l'UCFO de 1929 à 2004, ainsi que leur lieu de domicile. Nous savons, par contre, que quelques erreurs peuvent s'être glissées, car la documentation comporte parfois des contradictions et des omissions.

Au fil des années et avec des changements aux Statuts et Règlements, le Bureau de direction s'est élargi pour faire plus de place aux membres et aux régions.

*(Voir aussi les listes des secrétaires généraux et des aumôniers, également en annexe)*

#### 1929-1932

Président M.J Dalma Prégent  
Vice- prés. Non disponible

#### 1932-1933

Président Rodolphe Beaudet (Blackburn)  
Vice-prés. Albert Patenaude (Russell)

#### 1933-1934

Président Rodolphe Beaudet  
Vice-prés. Adélar Génier (St-Albert)

#### 1935-1936

Président Antonin Lalonde (Bourget)  
Vice- prés. Adélar Génier

#### 1936-1937

Président Antonin Lalonde  
Vice-prés. Adélar Génier

**1938-1939-1940** (aucune information retrouvée dans les archives pour ces trois années)

#### 1941-1942

Président Antonin Lalonde  
Vice- prés. Adélar Génier

#### 1942-1943

Président Antonin Lalonde  
Vice-prés. Adélar Génier

#### 1943-1944

Président Antonin Lalonde  
Vice-prés. Adélar Génier

#### 1944-1945

Président Antonin Lalonde  
1<sup>er</sup> Vice-prés. Albert Lafèche (Casselman)  
2<sup>e</sup> Vice-prés. Simon Bertrand (Lefavre)  
Directeurs: Georges Talbot (Ryland), Nelson Bélanger (Glen Robertson), Victor Bélanger (Chelmsford)

#### 1945-1946

Président Simon Bertrand  
1<sup>er</sup> Vice-prés. Adrien Joliat (Chelmsford)  
2<sup>e</sup> Vice-prés. Georges Talbot  
Directeurs: Auguste Lepage (Fauquier), Ernest Beaudry (Verner), Nelson Bélanger (Glen Robertson)  
Président régional de Hearst, Georges Talbot (Ryland)  
Président régional d'Ottawa, Albert Lafèche (Casselman)  
Président régional de Sault-Ste-Marie, Adrien Joliat (Chelmsford)

#### 1946-1947

Président Jean-Noël Dessaint (Sarsfield)  
1<sup>er</sup> Vice-prés. Ernest Beaudry  
2<sup>e</sup> Vice-prés. Lorenzo Savage (Clarence Creek)  
Directeurs: Adrien Joliat, Nelson Bélanger, Albert Lafèche

#### 1947-1948

Président Jean-Noël Dessaint  
1<sup>er</sup> Vice-prés. Adrien Joliat; 2<sup>e</sup> Vice-prés. Lorenzo Savage  
Directeurs: Elvé Brisson (Embrun), Mathias Rancourt (Noëlville), Nelson Bélanger (Glen Robertson)

#### 1948-1949

Président Jean-Noël Dessaint  
1<sup>er</sup> Vice-prés. Adrien Joliat; 2<sup>e</sup> Vice-prés. Lorenzo Savage  
Directeurs: Elvé Brisson, Arthur Perreault (Lavigne), Nelson Bélanger  
Président Régional de Sault-Ste-Marie, Ernest Beaudry  
Président Régional d'Ottawa, Émile Laplante (St-Albert)

**1949-1950**

Président Émile Laplante (Saint-Albert)  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Adrien Joliat  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Rolland Piché (Bourget)  
 Directeurs: T. Lavictoire, Hormidas Pitre (Noëlville),  
 Conrad Charbonneau (Lefavre)

**1950-1951**

Président Emile Laplante  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Adrien Joliat; 2<sup>e</sup> Vice-prés. Roland Piché  
 Directeurs: Hormidas Pitre, Conrad Charbonneau,  
 Ernest Beaudry, Elvé Brisson

**1951-1952**

Président Roland Piché  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Elvé Brisson  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Alphonse Yelle (Lefavre)  
 Directeurs: Adélard St-André (Alfred), Jean-Noël  
 Dessaint (Sarsfield), René Savage  
 (St-Pascal-Baylon)

**Comités régionaux**

Prescott Président René Savage  
 Vice-prés. Henri Lemieux (Embrun)  
 Russell Président Albert Séguin (St-Eugène)  
 Vice-prés. Bruno Cyr (L'Orignal)

**1952-1953**

Président Roland Piché  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Adélard St-André (Alfred)  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. René Savage  
 Directeurs: Armand Bertrand (Lefavre), Elvé Brisson,  
 Henri Lemieux, Albert Séguin, Bruno Cyr

**Comités régionaux**

Prescott Président Albert Séguin  
 Vice-prés. Bruno Cyr  
 Russell Président René Savage  
 Vice-prés. Henri Lemieux

**1953-1954**

Président Emile Laplante  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. René Savage; 2<sup>e</sup> Vice-prés. Albert Séguin  
 Directeurs: Henri Lemieux, Armand Bertrand,  
 Bruno Cyr

**Comités régionaux**

Mêmes qu'en 1952-1953

**1954-1955**

Président Emile Laplante  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Edgar Brisson (Embrun)  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. René Savage  
 Directeurs: Armand Bertrand, Albert Séguin

**Comités régionaux**

Prescott Président Albert Séguin  
 Vice-prés. Armand Bertrand  
 Russell Président Edgar Brisson  
 Vice-prés. René Savage

**1955-1956**

Président Emile Laplante  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Roger Lalonde (St-Pascal-Baylon)  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Florent Bourbonnais (Embrun)  
 Directeurs: Aurèle Brunette (St-Eugène),  
 Adélard St-André (Alfred)

**Comités régionaux**

Prescott Président Aurèle Brunette  
 Vice-prés. Adélard St-André  
 Russell Président Roger Lalonde  
 Vice-prés. Florent Bourbonnais

**1956-1957**

Président Emile Laplante  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Roger Simard (Blezard Valley)  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Roger Lalonde  
 Directeurs: Adélard St-André, Henri Poitras (Verner),  
 Eugène Levac (St-Bernardin)

**Comités régionaux**

Prescott Président Adélard St-André  
 Vice-prés. Eugène Levac  
 Russell Président Roger Lalonde  
 Vice-prés. Florent Bourbonnais  
 Nipissing-Sudbury  
 Président Henri Poitras (Verner)  
 Vice-prés. Roger Simard (Chelmsford)

**1957-1958**

Président Emile Laplante  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Roger Simard  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Roger Lalonde  
 Directeurs: Florent Bourbonnais, Adélard St-André,  
 Eugène Levac

**Comités régionaux**

Mêmes qu'en 1956-1957

**1958-1959**

Président Émile Laplante  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Roger Simard  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Roger Lalonde  
 Directeurs: Adélard St-André, Régis Drouin  
 (Marionville), Benoit Duchesne (Dalkeith)

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Armand Ranger (St-Isidore)  
 Vice-prés. Adélard St-André  
 Russell Président Roger Lalonde  
 Vice-prés. Régis Drouin  
 Nipissing-Sudbury  
 Président Roger Simard

**1959-1960**

Président Emile Laplante  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Armand Ranger  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Roger Lalonde  
 Directeurs: Adélard St-André, Régis Drouin,  
 Benoit Duchesne

**Comités régionaux**

Mêmes qu'en 1958-1959

**1960-1961**

Président Emile Laplante  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Armand Ranger  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Roger Lalonde  
 Directeurs: Adélarde St-André, Régis Drouin,  
 Benoit Duchesne

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Armand Ranger  
 Vice-prés. Adélarde St-André  
 Russell  
 Président Roger Lalonde  
 Vice-prés. Régis Drouin

**1961-1962**

Président Emile Laplante  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Armand Ranger  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. René Savage  
 Directeurs: Roger Lalonde, Eugène Bourgon  
 (St-Isidore), Régis Drouin

**Comités régionaux**

Mêmes qu'en 1960-1961

**1962-1963**

Président Roger Lalonde  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Lionel Bercier (St-Isidore)  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Emile Laplante  
 Directeurs: Régis Drouin, Eugène Bourgon,  
 Ambroise Arcand (St-Onge)

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Lionel Bercier  
 Vice-prés. Eugène Bourgon

Russell-Stormont  
 Président Régis Drouin  
 Vice-prés. Ambroise Arcand

*Dorénavant les anciens présidents sont automatiquement  
 membres du bureau de direction*

**1963-1964**

Président Roger Lalonde  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Lionel Bercier  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Ambroise Arcand  
 Directeurs: Régis Drouin, Eugène Bourgon,  
 Roland Piché (Bourget)  
 Président honoraire – Émile Laplante

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Lionel Bercier  
 Vice-prés. Raymond Ranger (St-Isidore)

Russell-Stormont  
 Président Régis Drouin  
 Vice-prés. Ronald Drouin (Casselman)

**1964-1965**

Président Lionel Bercier  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Charles-Auguste Hurtubise (Bourget)  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Eugène Bourgon  
 Directeurs: Régis Drouin, Ambroise Arcand,  
 Omer Claude (North-Lancaster)  
 Président honoraire – Roger Lalonde

**Comités régionaux**

Mêmes qu'en 1963-1964

**1965-1966**

Président Lionel Bercier  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Charles-Auguste Hurtubise  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Omer Claude  
 Directeurs: Régis Drouin, Robert Poirier (Green Valley),  
 Florian Bourgon (Moose Creek)  
 Président honoraire – Roger Lalonde

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Omer Claude  
 Vice-prés. Florian Bourgon

Russell-Stormont  
 Président Régis Drouin  
 Vice-prés. Ronald Drouin

**1966-1967**

Président Lionel Bercier  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Charles-Auguste Hurtubise  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Omer Claude  
 Directeurs: Régis Drouin, Robert Poirier,  
 Fernand Ranger (St-Isidore)  
 Président honoraire – Roger Lalonde

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Omer Claude  
 Vice-prés. Fernand Ranger

Russell-Stormont  
 Président Régis Drouin  
 Vice-prés. Ronald Drouin

**1967-1968**

Président Lionel Bercier  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Charles-Auguste Hurtubise  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Omer Claude  
 Directeurs: Fernand Ranger, Régis Drouin,  
 Robert Poirier (Green Valley)  
 Président honoraire – Roger Lalonde

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Omer Claude  
 Vice-prés. Fernand Ranger

Russell-Stormont  
 Président Edgar E. Brisson (Embrun)  
 Vice-prés. Aurèle Clément (Marionville)

**1968-1969**

Président Omer Claude  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Charles-Auguste Hurtubise  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Robert Poirier  
 Directeurs: Régis Drouin, Ernest Bergevin (St-Isidore),  
 Jean-Rhéal Séguin (St-Pascal-Baylon)  
 Président honoraire – Lionel Bercier

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Fernand Ranger  
 Vice-prés. Robert Poirier

Russell-Stormont  
 Président Edgar E. Brisson  
 Vice-prés. Aurèle Clément

**1969-1970**

Président Omer Claude  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Charles-Auguste Hurtubise  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Régis Drouin  
 Directeurs: Marcel Beauchesne (St-Isidore),  
 Émile Cardinal (Maxville),  
 Lucien A. Lepage (Bourget)  
 Président honoraire – Lionel Bercier

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry Russell-Stormont  
 Président Fernand Ranger Président Edgar E. Brisson  
 Vice-prés. Émile Cardinal Vice-prés. Aurèle Clément

**1970-1971**

Président Omer Claude  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Charles A. Hurtubise  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Régis Drouin  
 Directeurs: Lucien A. Lepage, Marcel Beauchesne,  
 Émile Cardinal  
 Président honoraire – Lionel Bercier

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Donald Besner (Maxville)  
 Vice-prés. Ernest Bergevin (St-Isidore)  
 Russell-Stormont  
 Président Edgar E. Brisson  
 Vice- prés. Léo Marion (Marionville)

**1971-1972**

Président Omer Claude  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Charles-Auguste Hurtubise  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Régis Drouin  
 Directeur: Marcel Beauchesne, Lucien A. Lepage,  
 Léo Marion  
 Président honoraire – Lionel Bercier

**Comités régionaux**

Mêmes que 1970-1971

**1972-1973**

Président Edgar E. Brisson  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Léo Marion  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Donald Besner  
 Directeur: Lucien A. Lepage, Régis Drouin,  
 Léo Piché (Bourget)  
 Président honoraire – Omer Claude

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Donald Besner  
 Vice-prés. Roger Campeau (Green Valley)  
 Russell-Stormont  
 Président Edgar E. Brisson  
 Vice-prés. Léo Marion

**1973-1974**

Président Edgar E. Brisson  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Pierre Miron (Embrun)  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Donald Besner  
 Directeurs: Lucien A. Lepage, Régis Drouin, Léo Piché  
 Président honoraire – Omer Claude

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Alain Lavigne (Ste-Anne-de-Prescott)  
 Vice-prés. Roger Campeau  
 Russell-Stormont-Dundas  
 Président Régis Drouin  
 Vice-prés. Pierre Miron

**1974-1975**

Président Alain Lavigne  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Lucien A. Lepage  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Roger Campeau  
 Directeurs: Royal Grégoire (Marionville), Léo Piché  
 (Bourget), Léo Marion  
 Président honoraire – Edgar E. Brisson

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Alain Lavigne  
 Vice-prés. Roger Campeau  
 Russell-Stormont-Dundas  
 Président Pierre Miron( Embrun)  
 Vice-prés. Bernard Leclerc (Russell)

**1975-1976**

Président Alain Lavigne  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Lucien A. Lepage  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Richard Leger (GreenValley)  
 Directeurs: Royal Grégoire, Robert Martineau  
 (Ste-Anne-de-Prescott),  
 Robert Chartrand (St-Pascal-Baylon)  
 Président honoraire – Egard Brisson

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Richard Viau (Green Valley)  
 Vice-prés. Roger Campeau  
 Russell-Stormont-Dundas  
 Président Pierre Miron  
 Vice-prés. Bernard Leclerc

**1976-1977**

Président Alain Lavigne  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Lucien A. Lepage  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Richard Léger  
 Directeurs: Royal Grégoire, Robert Martineau,  
 Robert Chartrand  
 Président honoraire – Edgar E. Brisson

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry Russell-Stormont-Dundas  
 Président Richard Viau Président Bernard Leclerc  
 Vice-prés. Roger Campeau Vice-prés. Omer Bourdeau  
 (Embrun)

**1978-1979**

Président Lucien A. Lepage  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Richard Léger  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Robert Chartrand  
 Directeurs: Royal Grégoire, Edgar E. Brisson,  
 Paul Séguin (St-Pascal-Baylon)  
 Président honoraire – Alain Lavigne

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry Russell-Stormont-Dundas  
 Président Robert Martineau Président Bernard Leclerc  
 Vice-prés. Omer Claude Vice-prés. Maurice Marion  
 (Russell)

**1979-1980**

Président Lucien A. Lepage  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Robert Chartrand  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Robert Martineau  
 Directeurs: Royal Grégoire, Edgar E. Brisson,  
 Paul Séguin  
 Président honoraire – Alain Lavigne

**Comités régionaux**

Mêmes qu'en 1978-1979

**1980-1981**

Président Lucien A. Lepage  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Robert Chartrand  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Royal Grégoire  
 Directeurs: Edgar E. Brisson, Paul Séguin,  
 Bernard Leclerc  
 Président honoraire – Alain Lavigne

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Omer Claude  
 Vice-prés. Guy Besner (North-Lancaster)  
 Russell-Stormont-Dundas  
 Président Denis F. Lepage (Embrun)  
 Vice-prés. Maurice Marion

**1981-1982**

Président Lucien A. Lepage  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Robert Chartrand  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Royal Grégoire  
 Directeurs: Donald Lortie (Hammond), Paul Séguin (St-  
 Pascal-Baylon), Louise Myner (St-Eugène)  
 Président honoraire – Alain Lavigne

**Comités régionaux**

Mêmes qu'en 1980-1981

**1982-1983**

Président Lucien A. Lepage  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Paul Séguin  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Royal Grégoire  
 Directeurs: Robert Chartrand, Denis F. Lepage,  
 Louise Myner  
 Président honoraire – Alain Lavigne

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Omer Claude  
 Vice-prés. Guy Besner  
 Russell-Stormont-Dundas  
 Président Denis Marion (Russell)  
 Vice-prés. Maurice Marion

**Témiskaming**

Président Dominique Nackers (Earlton)\*

\*D. Nackers a été président du Comité régional du  
 Témiskaming jusqu'en 1995-1996. Un représentant du  
 Nord a toujours siégé au Conseil d'administration.

**1983-1984** \*nouveau: représentante de La Femme et la  
 gestion de la ferme (FGF)

Président Robert Chartrand  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Paul Séguin  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Royal Grégoire  
 Directeurs: Louise Myner, Denis F. Lepage, Jean-  
 Marie Séguin  
 FGF Gisèle Lamoureux  
 Président honoraire – Alain Lavigne

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry Russell-Stormont-Dundas  
 Président Guy Besner Président Denis Marion  
 Vice-prés. Denis Campeau Vice-prés. Jean-Marie Drouin

**1984-1985**

Président Robert Chartrand  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Paul Séguin 2<sup>e</sup> Vice-prés. Royal Grégoire  
 Directeurs: Denis F. Lepage, Louise Myner,  
 Jean-Marie Séguin (St-Pascal-Baylon)  
 FGF Gisèle Lamoureux  
 Président honoraire – Lucien A. Lepage

**Comités régionaux**

Mêmes qu'en 1983-1984

**1985-1986**

Président Robert Chartrand  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Paul Séguin 2<sup>e</sup> Vice-prés. Royal Grégoire  
 Directeurs: Jean-Marie Séguin, Denis F. Lepage,  
 Louise Myner  
 FGF Gisèle Lamoureux  
 Président honoraire – Lucien A. Lepage

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Président Guy Besner  
 Vice-prés. Roger Claude (North-Lancaster)  
 Russell-Stormont-Dundas  
 Président Denis Marion  
 Vice-Prés. Jean-Marc Drouin  
 Témiskaming  
 Président Dominique Nackers  
 Vice-prés. Claude Gauthier (Earlton)

**1986-1987**

Président Jean-Marie Séguin  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Paul Séguin  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Laurier Cayer (Marionville)  
 Directeurs: Louise Myner, Madeleine Chabot (Clarence  
 Creek), Denis F. Lepage  
 FGF Gisèle Lamoureux  
 Président honoraire – Robert Chartrand

**Comités régionaux**

Mêmes qu'en 1985-1986

**1987-1988**

Président Jean-Marie Séguin  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Paul Séguin 2<sup>e</sup> Vice-prés. Laurier Cayer  
 Directeurs: Louise Myner, Jean-Marc Grégoire  
 (Russell), Nicolas Pasquier (Russell)  
 FGF Gisèle Lamoureux  
 Président honoraire – Robert Chartrand

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
Président Guy Besner  
Vice-prés. Roger Claude

Russell-Stormont-Dundas  
Président Jeannot Dagenais (Russell)  
Vice-prés. Jean-Marc Drouin (Russell)

Témiskaming  
Président Dominique Nackers

**1988-1989**

Président Jean-Marie Séguin  
1<sup>er</sup> Vice-prés. Laurier Cayer (Marionville)  
2<sup>e</sup> Vice-prés. Paul Séguin  
Directeurs: Nicolas Pasquier, Jean-Marc Drouin, Roger Lepage (Bourget)  
FGF Marie-Rose Paquette (St-Isidore)  
Président honoraire – Robert Chartrand

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
Présidente Odette Legault (Alfred)  
Vice-prés. Roger Claude

Russell-Stormont-Dundas  
Présidente Lise Lortie (Hammond)  
Vice-prés. Jeannot Dagenais

Témiskaming  
Président Dominique Nackers  
Vice-prés. Claude Gauthier

**1989-1990**

Président Jean-Marie Séguin  
1<sup>er</sup> Vice-prés. Jean-Marc Grégoire  
2<sup>e</sup> Vice-prés. Paul Séguin  
Directeurs: Jeannot Dagenais, Roger Lepage, Nicolas Pasquier  
FGF Marie-Rose Paquette  
Président honoraire – Robert Chartrand

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
Présidente Odette Legault (Alfred)  
Vice-prés. Marie-Rose Paquette (St-Isidore)

Russell-Stormont-Dundas  
Président Laurier Cayer  
Vice-prés. Jean-Marc Drouin

Témiskaming  
Président Dominique Nackers  
Vice-prés. Claude Gauthier

**1990-1991**

Président Laurier Cayer  
1<sup>er</sup> Vice-prés. Robert Chartrand  
2<sup>e</sup> Vice-prés. Paul Séguin  
Directeurs: Nicolas Pasquier, Jean-Marc Drouin, Jeannot Dagenais  
FGF Cécile Leroux (Ste-Anne-de-Prescott)  
Président honoraire – Jean-Marie Séguin

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
Présidente Odette Legault  
Vice-prés. Normand Brunette (St-Eugène)

Russell-Stormont-Dundas  
Président Jean-Marc Grégoire  
Vice-prés. Roger Lepage

Témiskaming  
Président Dominique Nackers  
Vice-prés. Claude Gauthier

**1991-1992**

Président Laurier Cayer  
1<sup>er</sup> Vice-prés. Robert Chartrand  
2<sup>e</sup> Vice-prés. Paul Séguin  
Directeurs: Nicolas Pasquier, Jean-Marc Drouin, Jeannot Dagenais  
FGF Cécile Leroux  
Président honoraire – Jean-Marie Séguin

**Comités régionaux**

Mêmes que 1990-1991

**1992-1993**

Président André Chabot (Vars)  
1<sup>er</sup> Vice-prés. Alain Delorme (Wendover)  
2<sup>e</sup> Vice-prés. Robert Chartrand  
Directeurs: Nicolas Pasquier, Pierre Bercier (Ste-Rose-de-Prescott), Jean-Marie Séguin  
FGF Cécile Leroux  
Président honoraire – Laurier Cayer

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
Président Normand Brunette  
Vice-prés. Johanne Lafrance (St-Eugène)

Russell-Dundas-Stormont  
Président Jean-Marc Grégoire  
Vice-prés. Robert Lepage

Témiskaming  
Président Dominique Nackers

**1993-1994**

Président André Chabot  
1<sup>er</sup> Vice-prés. Alain Delorme  
2<sup>e</sup> Vice-prés. Robert Chartrand  
Directeurs: Guy Marion (Marionville), Pierre Bercier, Réynald Benoit (St-Albert)  
FGF Cécile Leroux  
Président honoraire – Laurier Cayer

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
Président Normand Brunette  
Vice-prés. Johanne Lafrance

Russell-Dundas-Stormont  
Président Mario Chartrand (St-Pascal)  
Vice-prés. Jean-Marc Grégoire (Russell)

Témiskaming  
Président Dominique Nackers

**1994-1995**

Président André Chabot  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Alain Delorme  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Pierre Bercier  
 Directeurs: Guy Marion, Reynald Benoit, Jacques  
 Lafèche (St-Albert)

FGF Cécile Leroux  
 Président honoraire – Laurier Cayer

**Comités régionaux**

Prescott-Glengarry  
 Présidente Johanne Lafrance  
 Vice-prés. Yollande Laviolette (Fournier)  
 Russell-Dundas-Stormont  
 Président Jean-Marc Grégoire  
 Vice-prés. Jean-Marc Drouin

**1995-1996**

Président André Chabot  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Alain Delorme  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Pierre Bercier  
 Directeurs: Reynald Benoit, Pierre Etter (Sarsfield),  
 Jacques Lafèche (St-Albert), Guy Marion

FGF Cécile Cléroux  
 Président honoraire – Laurier Cayer

**Comités régionaux**

Mêmes que 1994-1995

*Des changements à la constitution abolissent les  
 Comités régionaux.*

**1996-1997**

Président André Chabot  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Alain Delorme  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Pierre Bercier  
 Secrétaire-trésorier: Yollande Laviolette  
 Directeurs: Reynald Benoit, Jean-Marc Drouin, Pierre  
 Etter, Robert Chauvin (Pointe-aux-Roches),  
 Louis Éthier (Thornloe), Jacques Lafèche,  
 Alain St-Denis

Président honoraire – Laurier Cayer

**1997-1998**

Président André Chabot  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Alain Delorme  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Pierre Bercier  
 Secrétaire-trésorier: Yollande Laviolette  
 Directeurs: Pierre Etter, Robert Chauvin, Jacques  
 Lafèche, Louis Ethier  
 Alain St-Denis, Denis Gagné (Hammond)

Président honoraire – Laurier Cayer

**1998-1999**

Président Alain Delorme  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Pierre Bercier  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Alain St-Denis (St-Eugène)  
 Secrétaire-trésorier: Pierre Etter  
 Directeurs: Yollande Laviolette, Alain Lacasse  
 (Clarence Creek), Jean-Charles Landry  
 (Crysler), Robert Chauvin, Louis Ethier

Président honoraire – André Chabot

**1999-2000**

Président Alain Delorme  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Pierre Bercier  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Alain St-Denis  
 Secrétaire-trésorier: Pierre Etter  
 Directeurs: Robert Chauvin, Anne Thibodeau (Earlton),  
 André Brisson (Embrun), Alain Lacasse,  
 Jean-Charles Landry, Louis Ethier, Robert  
 Dessaint (Sarsfield)

Président honoraire – André Chabot

**2000-2001**

Président Alain Delorme  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Pierre Bercier  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Robert Chauvin  
 Secrétaire-trésorier: Alain St-Denis  
 Directeurs: Robert Dessaint, Denis Bourdeau  
 (Embrun), Anne Thibodeau, Marc Lafèche,  
 Louis Ethier, André Brisson, Charles Arcand

Président honoraire – André Chabot

**2001-2002**

Président Alain Delorme  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Pierre Bercier  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Denis Bourdeau  
 Trésorier: Alain St-Denis  
 Directeurs: Louis Ethier, Bernadette Henrard (Curran),  
 Robert Dessaint, Anne Thibodeau,  
 Robert Chauvin, Marc Lafèche

Président honoraire – André Chabot

*À partir de 2002, les postes de secrétaire et de trésorier  
 sont occupés par la même personne*

**2002-2003**

Président Pierre Bercier  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Denis Bourdeau  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Bernadette Henrard  
 Trésorier: Alain St-Denis  
 Directeurs: Albert Gauthier (Earlton), Anne Thibodeau,  
 Robert Chauvin  
 Étienne Séguin (St-Pascal-Baylon)

Président honoraire – Alain Delorme

**2003-2004**

Président Pierre Bercier  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Denis Bourdeau  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Bernadette Henrard  
 Trésorier: Étienne Séguin  
 Directeurs: Robert Dessaint, Gérald Beaudry (Verner),  
 Albert Gauthier, Robert Chauvin,  
 Alain St-Denis

Président honoraire – Alain Delorme

**2004-2005**

Président Pierre Bercier  
 1<sup>er</sup> Vice-prés. Denis Bourdeau  
 2<sup>e</sup> Vice-prés. Bernadette Henrard  
 Trésorier: Étienne Séguin  
 Directeurs: Robert Dessaint, Gérald Beaudry, Albert  
 Gauthier, Robert Chauvin

Président honoraire – Alain Delorme

# Bibliographie

## Sources manuscrites

Université d'Ottawa (U.d'O.), Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF), Ottawa, Ontario  
 Fonds de l'Union des cultivateurs franco-ontariens  
 Fonds de l'Association canadienne-française de l'Ontario  
 Fonds Jean-François Séguin, secrétaire de l'UCFO  
 Fonds Georges Michaud, agronome

## Archives Deschâtelets

Fonds Centre social de l'Université d'Ottawa

## Sources imprimées

- BOILEAU, Gilles. *Les Canadiens français dans l'Est de l'Ontario, la terre et les hommes*, La Société canadienne d'établissement rural, Montréal, 1964.
- BRAULT, Lucien. *Histoire des Comtés unis de Prescott et de Russell*, Conseil des Comtés unis, L'Orignal, Ontario, 1965.
- BUREAU, Brigitte. *Un passeport vers la liberté, les caisses populaires de l'Ontario de 1912 à 1992*, Le Mouvement des caisses populaires de l'Ontario, Ottawa, Ontario, 1992.
- CHOQUETTE, Robert. *L'Ontario français historique*, Éditions Études Vivantes, Montréal, Québec, 1980, coll. « L'Ontario français ».
- COMITÉ DU 125<sup>ème</sup> DE LEFAIVRE. *Le 125<sup>ème</sup> St-Thomas de Lefavre 1879-2004*, Album-souvenir, Lefavre, 2004.
- DESSAINT, Jean-Noël. *Les sillons de ma vie*, Éditions Revivances, Cumberland, s.d.
- DUFRESNE, C., J. GRIMARD, A. LAPIERRE, P. SAVARD, G. VALLIÈRES. *Dictionnaire de l'Amérique française, Francophonie nord-américaine hors Québec*, Les Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1988.
- GAFFIELD, Chad. *Aux origines de l'identité franco-ontarienne*, collection Amérique française, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1993.
- GERVAIS G., M. BRAY, E. EPP. *Un vaste et merveilleux pays, Histoire illustrée du nord de l'Ontario*, Sudbury, Université Laurentienne et Thunder Bay, Université Lakehead, 1965.
- GERVAIS, Gaétan. *La colonisation française et canadienne du Nipissingue (1620-1920)*, Société historique du Nipissing, North Bay, 1980, « Études historiques no. 2 ».
- GOURD, Benoît-Beaudry. « La colonisation des Clay Belts du Nord-Ouest québécois et du Nord-est ontarien », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, n° 2, (septembre 1973), p. 235-256.
- GRIMARD, Jacques. *L'Ontario français par l'image*, Édition Études Vivantes, Montréal, Québec, 1981, coll. « L'Ontario français ».
- GRIMARD, J. et G. VALLIÈRES. *Travailleurs et gens d'affaires canadiens-français en Ontario*, Édition Études Vivantes, Montréal, Québec, 1986, coll. « L'Ontario français ».
- HUNEULT, Estelle. *Au fil des ans, L'Union catholique des fermières de la province de l'Ontario de 1936 à 1945*, Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 2000, coll. « Amérique française ».

- JEAN, Sylvie. *Histoire du mouvement coopératif en Ontario français*, Conseil de la coopération de l'Ontario, Ottawa, Ontario, 1986.
- JEANEN, Cornélius. *Les Franco-Ontariens*, Les Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1993.
- NABARRA, Alain, et al. *Les pays d'en haut: 1620-1900, Explorateurs, voyageurs, missionnaires dans le Nord-Ouest de l'Ontario: Chronologie/Anthologie/Bibliographie*, Information Nord-Ouest, Thunder Bay, 1980.
- ONTARIO. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Exploration et enracinement français en Ontario, 1610-1978*, Esquisse historique et ressources documentaires, 1978.
- ONTARIO. OFFICE DE COMMUNICATION ÉDUCATIVE. *Villages et visages de l'Ontario français*, Album historique et témoignages, en collaboration avec les Éditions Fides, Montréal, 1979.
- Répertoire du patrimoine franco-ontarien*, Le Nord de l'Ontario et les Comtés unis de Prescott et de Russell, sous la direction de Serge Saint-Pierre, Centre franco-ontarien de folklore, Sudbury, 1993.
- VALLIÈRES, G. *L'Ontario français par les documents*, Éditions Études Vivantes, Montréal, Québec, 1980, coll. « L'Ontario français ».

### **Journaux**

- Agricom (Clarence Creek)* 1983-2004  
*Le Droit (Ottawa)* 1929-1979  
*La Feuille d'érable (Windsor)* 1931-1958  
*La Terre Ontarienne (Ottawa)* 1946-1947  
*La Terre de chez nous (Longueuil-Québec)* 1929-1946  
*La Voix du Sol (Ottawa)* 1929

### **Brochures et revues**

- 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'Union catholique des cultivateurs franco-ontariens*, Programme-souvenir, Embrun, 1954.
- BERNARD, Roger. « L'Économique de l'Ontario français, Peuplement du Nord de l'Ontario », *La revue du Nouvel-Ontario*, n° 12, Sudbury, 1990.
- BILODEAU, Darquise. *Livre-souvenir du 50ième anniversaire de l'Union des cultivateurs franco-ontariens, 1929-1979*, Expérience 79, Ottawa, 1979.
- CABANA-PROULX, Maurice. *L'Union des cultivateurs franco-ontariens dans le district du Nipissing*.
- COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT DE PRESCOTT-RUSSELL. *Touring Prescott and et Russell en randonnée, Les beaux circuits touristiques de Prescott-Russell*, 1984.
- LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU NIPISSING, *Études historiques n° 4*, North Bay, 1985.
- UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES. « La grande famille UCC-UPA fête ses 70 ans, 1924-1994 », éditeur *La Terre de chez nous*, Longueuil, (Québec) 1994.
- UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES. « 75 ans de syndicalisme agricole au Québec », supplément de *La Terre de chez nous*, Automne 1999, Longueuil (Québec).

## Liste des congressistes qui ont assisté au congrès agricole des 16 et 17 avril 1929 au Monument National à Ottawa (suite)

Onésime Guibord

### **Marionville**

Isaïe Marion  
Joseph Bisson  
Olympe Blanchard  
Médéric Marion  
Philiat Sigouin  
Adrien Pilon  
Avila Dagenais

### **Noëlville**

Azarie Chartrand  
Jean Séguin  
Rév. Jean Carrière, curé

### **Pembroke**

Alfred Longpré

### **Plantagenet**

L.N. Coupal  
R.P. Lalonde  
F. Lapensée  
E. St-Denis  
F.S. Sénécal  
W. Daoust  
X. Chénier  
Th. Hébert  
Férréol Prévost  
André Léger  
Cyprien Sauvé  
P. Bissonnette  
Isaïe Barbarie  
P. Richer  
Émery Séguin  
Jos. Lavallée  
Th. Bissonnette  
Albert Sénécal  
O. Chatelain  
J. Hamelin  
E. Lalande  
H. Leroux  
Donat Daoust  
W. Parisien  
G. Hébert  
W. Villeneuve  
D. Tessier  
P. St-Denis  
W. Parisien  
Joseph Groulx  
I. Demers  
J. Villeneuve

### **Ramsayville**

Émilien Pharand  
Louis Goyette  
Joseph Goyette  
Éloi Gariépy  
Eusébe Desjardins  
Émile Labelle

Herméninge Pharand

Élisé Bellefeuille  
Émile Séguin  
Wilfrid Mageau  
S. Fortier  
Clara Fortier  
Rose Fortier  
Louis Beaudoin  
Nat. Beaudoin  
Eloi Charron  
Pierre Leblond  
René Phillips  
Omer Phillips  
Arthur Labelle  
Ferdinand Laniel

### **Sarsfield**

Ovila Dutrisach, père  
Fortunat Bertrand  
Camille Dessaint  
Hector St-Denis  
Adélarde Gascon  
Osias Charlebois  
André Farmer  
Oscar Leduc  
Xavier Lapointe  
Nelson Charlebois  
Ovila Dutrisac, fils

### **St-Albert**

Arthur Forget  
Moïse Bourgeois  
Wilfrid Cayer  
Olivier Maillot  
Adélarde Génier  
Mathias Landry  
Olivier Richer  
Alphonse Meilleur  
Philiat Vinet  
Omer Guertin  
Émile Burel  
Albéric Forgues  
Procule Richer  
Ovila Ranger

### **St-Bernardin**

Ernest Bougit  
Fred Levac  
Eugène Levac  
Bélonie Charlebois  
Edouard Wathier  
Henri Gauthier  
Ovide Lalonde  
Honoré Gareau  
Thaddée Brabant  
Adrien Besner  
Jean-Baptiste Ranger  
Hector Lalonde

### **Saint-Charles**

Olivier Richer  
V.Lemieux  
Salomon Tessier  
R.P. Siméon Charpentier,  
curé

### **St-Eugène**

Albert Séguin  
Félix Lafrance  
Hermas Clément  
Henri Lalonde  
Daniel Brunet  
Trefflé Deschamps  
Bruno Renaud  
Henri Gauthier  
Léo Quesnel  
Alfred Pilon  
Emmanuel Labrosse

### **St-Isidore**

Damien Ranger  
Olivier Lamarche  
Paul Léger  
Ernest Leduc  
Adélarde Ranger  
Napoléon Besner  
Joseph Leduc  
Félix Quenneville  
Raoul Pilon  
Oscar Lamoureux  
Henri Clément  
Eloi Beaudry  
Théophile Faubert

### **St-Joseph d'Orléans**

Éléodore Vinette  
Ménisipe Charbonneau  
Charles Tissot  
Joseph Guérin  
Zénophile Gervais  
Gilbert Proulx  
Léon Lachaine  
Patrick Charbonneau  
Wilfrid Gratton  
Philibert Rancourt  
Euclide Farley  
Lionel Gratton  
Arthur Charbonneau  
Rodolphe Brault  
Adelbert Bergevin  
Honoré Bourcier  
Hormidas Lamoureux  
Philiat Dion  
Edouard Parisien  
Joseph Gervais  
Damase Pagé  
René Corbeil

Alexis Ladouceur

Henri Morin  
Edmond Gauthier  
Maxime Cléroux  
Paul Bayer  
Joseph Bigras  
J.B. Cléroux  
Johnny Cléroux  
Armand Thivierge  
Bruno Gravel  
Hector Bazinet  
André Laporte

### **St-Pascal-Baylon**

Lorenzo Savage  
Zotique Lalonde  
Amédée Viau  
Wilfrid Martin  
Paul Brunet  
Antonio Morel  
Frédéric Séguin

### **Sturgeons Falls**

Arcidas Dutrisac  
Léon Delorme

### **Vars**

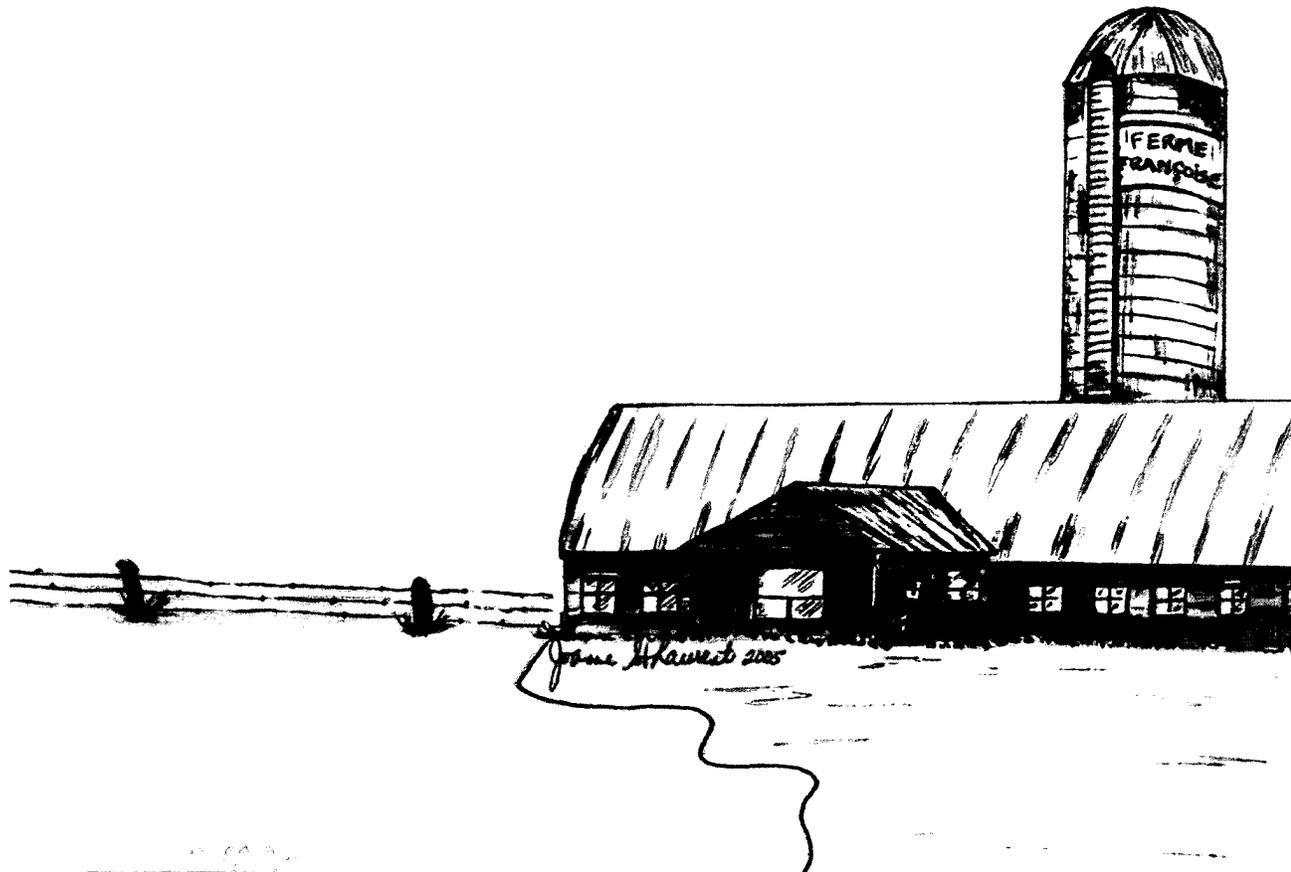
Alphège Surprenant  
Mme Alphège Surprenant  
Pierce Bradey  
B. Julien  
A. Cholette  
Dalma Surprenant  
Em. Brisson  
Domina Marcel  
M. Philipps

### **Verner**

Napoléon Beaudry  
Pierre Nadeau  
Joseph Leclair  
Xavier Lachance  
Francis Beaudry  
Omer Poitras

### **Wendover**

Joseph Brazeau  
Francis Drouin, jr  
Joseph Bédard  
Émilien Pigeon  
Napoléon Villeneuve  
Fortunat Proulx  
Maxime Gratton  
Palma Brazeau  
Fortunat Potvin  
Eugène Sarrazin  
Philippe Vaillant  
Joseph Drouin  
Edmond Demers



*Sylvie Jean*

Originaire du Bas-Saint-Laurent, au Québec, Sylvie Jean s'inscrit à l'Université d'Ottawa où elle décroche un baccalauréat et une maîtrise en histoire canadienne. Tout au long de sa carrière, elle s'intéresse à l'histoire des francophones de l'Ontario et elle travaille à divers projets qui les mettent en lumière. Comme chercheuse, elle collabore à de nombreux ouvrages sur l'histoire des Franco-Ontariens dont les projets DOPELFO (Documents pédagogiques en langue française de l'Ontario), des volumes destinés aux étudiants des écoles secondaires de l'Ontario. En 1990, elle rédige un livre sur les sports et les athlètes franco-ontariens: Nos athlètes: premier panorama. Elle s'intéresse également à la coopération et publie un ouvrage sur L'histoire du Mouvement coopératif en Ontario français ainsi que quatre monographies sur les caisses populaires d'Ottawa. (Notre-Dame, Saint-Charles, Saint-Jean-Baptiste et Orléans).

Comme coordonnatrice du Regroupement des organismes du patrimoine franco-ontarien (ROPFO), elle rédige ou collabore, entre 1997 et 2002, à diverses brochures touristiques: Les églises patrimoniales de la région d'Ottawa. Le circuit patrimonial du Long-Sault, Le circuit patrimonial de la Basse-Ville d'Ottawa. Le circuit patrimonial de la Côte-de-Sable d'Ottawa et les Circuits pédestres du patrimoine d'Ottawa / Ottawa Heritage Walking Tours.

Enfin, Sylvie Jean participe à la recherche, à la rédaction et à la supervision de plusieurs ouvrages qui portent sur le riche patrimoine franco-ontarien dont: Le patrimoine domestique: guide pratique, Tourisme patrimonial: guide pratique, Le guide à la mise en exposition locale, et Le Patrimoine vu par la jeunesse: guide pratique.

En 1989, le mémoire de maîtrise de Sylvie Jean devait porter sur le rôle joué par l'UCFO dans la fondation des caisses populaires en Ontario. À cette époque, elle avait dû changer de sujet faute de documentation pertinente puisque les archives de l'organisme n'étaient pas assez étoffées sur le sujet. Aujourd'hui, le hasard fait qu'elle revient à son premier sujet de recherche en rédigeant l'historique du 75ième anniversaire de l'UCFO.